



# Supplément « Sans visa » Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14539 - 6 F

SAMEDI 26 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURIE

## Renouveau américano-vietnamien

AVEC la signature, mercredi 23 octobre à Paris, de l'accord de paix sur le Cambodge, la troisième guerre d'Indochine a - du moins sur le papier - officiellement pris fin. Désormais, Américains et Vietnamiens peuvent s'atteler à normaliser leurs relations, au point mort depuis la chute de Saïgon le 30 avril 1975.

Dans son discours à Paris, M. James Baker a pris acte de la nouvelle situation, démentant même un satisfecit à l'ennemi d'hier. En échange de sa bonne conduite - dans le processus de paix au Cambodge comme sur la question des soldats américains disparus - Washington est désormais disposé à lever graduellement son embargo économique contre le Vietnam et à entamer des négociations pour le rétablissement des relations diplomatiques.

L'Amérique semble enfin avoir exorcisé une guerre dont l'impact sur sa société aura été considérable. Washington ne pouvait continuer à camper sur une position de guerre froide alors que celle-ci a pris fin. D'autant que, ces derniers temps, le langage du Vietnam a changé. L'arrogance a fait place à l'humilité et à la conciliation. Le temps des ambitions révolutionnaires est passé.

DEPUIS des années, l'embargo a non seulement bloqué tout échange entre les Etats-Unis et le Vietnam, mais forcé les pays amis de l'Amérique, comme le Japon, et les organisations financières internationales, à mettre Hanoï en quarantaine : plus de crédits ni d'investissements, pour punir le Vietnam d'avoir envahi son voisin khmère.

Cette situation anormale devrait donc rapidement cesser. Il faut dire qu'entre-temps la conjoncture internationale a été bouleversée, la division du monde en deux blocs a volé en éclats. Abandonné par l'URSS - passée du rang d'"allié" à celui d'"ami", - contraint de se rapprocher de l'ancien ennemi chinois, le Vietnam se trouve dans une situation dramatique. Son aventure militaire au Cambodge l'a ruiné, et sa politique intérieure, en dépit d'une trop timide réforme économique, a achevé de ravager un pays qui ne s'est toujours pas remis de la guerre.

LONGTEMPS campé l'arme au pied aux frontières, avide de se tailler cette sphère d'influence indochinoise dont rêvait Ho Chi Minh, engoncé dans une idéologie jetée aux orbes presque partout ailleurs, le régime communiste vietnamien a enfin compris qu'il lui fallait s'ouvrir. D'abord sur les pays de la région, dont les succès économiques ont de quoi le faire pâlir d'envie, et où le premier ministre de Hanoï effectue actuellement sa première tournée.

Ensuite, et surtout, sur les grands pays industrialisés. Le Japon guettait avec impatience la levée de l'embargo pour partir à l'assaut du marché et des richesses de l'Indochine. La France, à sa faible mesure, ne l'a pas attendu pour reprendre son aide et ses affaires. Certes, le Vietnam n'est pas le pactole dont d'aucuns rêvent. Mais il était absurde de le maintenir à l'index tout en lui reprochant de rester isolé. Avec le geste de M. Baker, la balle est désormais dans son camp. A lui de confirmer cette image de pays enfin responsable par des réformes politiques et économiques hardies. Sans oublier la douloureuse question des droits de l'homme.

Lire page 6 l'article de JEAN-CLAUDE POMONTI

M0147 - 1026 0 - 6.00 F



## A la veille des législatives

### Les dirigeants polonais redoutent la désillusion de l'électorat

Inquiet de l'apathie du corps électoral, le président Lech Wałęsa a appelé les Polonais, à la télévision, à se rendre massivement aux urnes, le 27 octobre, pour les premières élections législatives totalement libres depuis la chute du régime communiste, en 1989. Les héritiers de Solidarnosc craignent en effet que la désillusion de la population face aux difficultés ne favorise une percée des anciens communistes. Quelque cent dix partis politiques participent à ces élections.

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

« Au début, il faut bien donner sa chance à tout le monde, surtout après plus de quarante ans de dictature ! ». Voilà ce que répondent les responsables polonais quand on s'étonne devant eux des modalités des élections du 27 octobre qui vont permettre à plus de cent dix organisations - le mot « parti » charriant de trop mauvais souvenirs, est banni - de briguer les suffrages de vingt-sept millions d'électeurs inscrits et à plus de

vingt d'entre elles, de façon certaine, d'être représentées à la Diète. Le système électoral - une proportionnelle sans aucun filtre - tout autant que la volonté des uns et des autres d'aller seuls à la bataille qu'ils ont choisie, explique ce morcellement. Faute, dans ces conditions, de choix clair, les Polonais ne manifestent pas un intérêt débordant pour le scrutin de dimanche, et l'on s'attend à une forte proportion d'abstentions.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Lire la suite page 3

## Paris verserait 7 milliards de francs à Téhéran

### M. Dumas annonce le règlement du contentieux franco-iranien

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a annoncé, vendredi matin 25 octobre, que les négociations sur le règlement du contentieux franco-iranien étaient sur le point d'aboutir. « Les textes de l'accord, a précisé M. Dumas, devraient être paraphés dans la journée » de vendredi. La signature officielle de l'accord pourrait intervenir, selon le ministre, d'ici quelques semaines. Aux termes de cet accord, Paris versera à Téhéran près de 7 milliards de francs.

par Véronique Maurus

Le contentieux franco-iranien, qui empoisonne depuis douze ans les relations entre les deux pays est-il enfin sur le point d'être réglé ? « Nous voyons le bout de la négociation », a déclaré M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères vendredi 25 octobre, en commentant sur France-Inter le sens de la visite du négociateur iranien Mahmoud Vaezi, arrivé mercredi à Paris. Les négociateurs ont terminé leur

travail. Nous passons aujourd'hui au peigne fin l'ensemble des textes. Ceux-ci devraient être paraphés dans la journée.

Le ministre français a toutefois été plus vague sur la date de règlement définitif du contentieux et de la normalisation des relations franco-iraniennes : « Je pense être en mesure d'apposer ma signature au bas des textes d'ici quelques jours ou quelques semaines, après que nous aurons rendu compte à nos mandants respectifs » a-t-il dit.

Lire la suite page 25

## Irak : enfants en danger

L'embargo et l'incurie du pouvoir aggravent les pénuries

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

L'Irak peut vivre de dix à vingt ans avec les sanctions sans rien demander à quiconque, déclarait récemment le président Saddam Hussein. Cela est sans doute vrai pour les dirigeants du régime que l'embargo n'atteint pas et qui profitent au contraire des contraintes imposées pour faire des affaires juteuses. Pour le reste des Irakiens, c'est tout autre chose. Les sanctions affectent très durement les plus pauvres, qui vivent aujourd'hui dans un total dénuement.

En l'absence d'études sérieuses et indépendantes, il est difficile de mesurer l'ampleur de la catastrophe.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 6

## La révolte des Tchétchènes

La rébellion de cette communauté musulmane contre le pouvoir russe est un casse-tête de plus pour M. Eltsine.

page 4

## Les rapports avec le Front national

M. Longuet refuse de considérer M. Le Pen comme un « repoussoir universel ».

page 8

## Transfusion sanguine

M. Laurent Fabius poursuit en diffamation le professeur Roux.

page 9

## Vingt propositions pour les déchets industriels

Un rapport parlementaire vise à réformer profondément les pratiques en vigueur.

page 9

## Croissance faible en 1991

L'INSEE prévoit un taux de 1,5 % et un chômage en augmentation.

page 23

## Les tensions sociales

Un syndicalisme désarmé.

Lire page 23 l'article de Jean-Michel NORMAND

## Les hausses de loyer

L'indice du coût de la construction augmente de 4,3 % en un an.

page 22

## SANS VISA

■ Biais : une Afrique cherche son camp ■ Chicago la clinquante ■ Les joueurs de Granville ■ Nos ancêtres les Gaulois ■ Escapes ■ Table : un légume de mots croisés ■ Jeux

pages 15 à 22

« Sur le vil » et le sommaire complet se trouvent page 30

## Les combats autour de Dubrovnik

Le Parlement serbe rejette les propositions européennes

Les combats se sont poursuivis autour de Dubrovnik, de nouveau bombardé par les forces fédérales, vendredi 25 octobre, selon la radio croate, en dépit d'un accord de cessez-le-feu conclu jeudi à Zagreb et qui n'a pas tenu plus de quelques heures.

De son côté, le Parlement serbe a rejeté les propositions européennes de règlement de la crise yougoslave alors que s'est ouverte vendredi à La Haye une nouvelle réunion de la conférence de paix à laquelle la majorité des membres de la présidence collégiale ne participent pas.

Lire page 3

FLORENCE HARTMANN



## Pierre Moinot

de l'Académie française



## La descente du fleuve

roman

nrf

GALLIMARD

## Les avenues du présent

« L'Un sans l'autre », d'André Fontaine, est une vigoureuse synthèse sur l'état du monde

André Fontaine, ancien directeur du Monde, vient de publier aux éditions Fayard un ouvrage intitulé L'un sans l'autre. Nous avons demandé à Jean-Baptiste Duroselle, membre de l'Institut, d'en rendre compte.

par Jean-Baptiste Duroselle

Soudain, nous voici essouffés. L'un sans l'autre. Tout l'Occident se montre à la fois ravi et désemparé. Les Français, qui aiment la symétrie, se sentent mal à l'aise. Il était si réconfortant de décrire les deux super-puissances comme aussi perverses l'une que l'autre ! Et cela s'est produit brusquement, malgré les signes précurseurs de la préhistoire. Le président Reagan gonfle quelque peu son rôle lorsqu'il affirme qu'il a « gagné la guerre froide ». On voit plutôt cela comme le contraire du Désert des Tartares. Après des décennies d'attente, ceux-ci apparaissent,

dans les sables, en une nuée terrifiante. Ici, c'est la légion ennemie, posée en nombre aux frontières, qui, en une nuit, s'est réveillée sans force ou s'est dissipée.

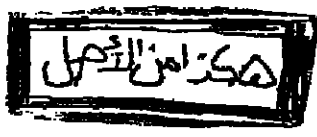
Une fois de plus, j'admire André Fontaine d'avoir, à chaud, réussi une vigoureuse synthèse sur l'état du monde, dans son ensemble, réalisant ce tour de force d'un volume de 370 pages dans lequel il puisse parler avec autorité du putsch manqué, au mois d'août, et des événements yougoslaves en septembre.

Ce n'est pas aux lecteurs du Monde que j'apprendrai grand-chose sur l'élégance et l'humour d'un style souriant, sans méchanceté, ne concédant toutefois pas une ligne à cette « politique politicienne » dont on ennuie tant les Français. L'historien que je suis apprécie que tout événement du présent soit implicitement ou explicitement rattaché à un passé parfois ancien, c'est-à-dire à ses racines.

Lire la suite page 4

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Grèce, 14000 dr ; Espagne, 130 PTA ; G.-B., 85 p. ; Italie, 2200 L ; Japon, 1,20 \$ ; Norvège, 42 FL ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F SWE ; Suisse, 1,50 FB ; USA (NY), 2 \$ ; USA (other), 2,50 \$.

هنا من الأخبار



# DÉBATS

## Afrique

### Le Sahara et l'histoire

par Mohammed Berrada

L'est pas sans intérêt, à la veille du référendum sur le Sahara qui doit être organisé par les Nations unies, d'interroger l'histoire pour savoir avec quelque exactitude quel a été dans un passé encore récent le statut de ces territoires aujourd'hui contestés.

Un premier document, fort peu connu, remonte à 1890. Le 5 août de cette année-là, Londres et Paris signèrent en effet une convention secrète déterminant leurs zones d'influence respectives en Afrique. La carte le situant vient d'être retrouvée dans les archives de la famille Mauduit, en Normandie, les descendants du sous-officier Félix Mauduit, qui avait été chargé de la dresser par le Service cartographique de l'état-major.

Ce document démontre sans contestation possible que la frontière du Maroc s'étendait alors de Figuig au Cap-Blanc (aujourd'hui Nouadibou), il montre aussi que si les Britanniques s'opposaient à l'extension de l'influence française sur le Sahel et l'Hamar et le Rio-de-Oro (considérés comme marocains par les deux puissances), ils l'acceptaient sur le Sahara central, attaché au Maroc (Taoud, Gourara, Tidikelt et Igli).

En 1908, un officier français, Martin, voulut faire publier un ouvrage dans lequel il faisait état de cet accord secret franco-britannique. Cela lui fut interdit par l'autorité militaire et le livre ne parut qu'en 1923 (1).

Plus récemment, l'existence de cet accord fut confirmée par un ouvrage publié à Londres en 1977 sous la direction du Foreign Office (2).

L'auteur s'étend notamment sur les inquiétudes du sultan Moulay Hassan V, lorsque lui parvint la rumeur de la signature d'un accord secret franco-britannique. « Le sultan, dit-il, était à cette époque sérieusement inquiet des projets français sur des territoires sur lesquels il considérait qu'il exerçait son autorité ».

#### Les engagements de la France

Ces territoires - Taoud, Tidikelt et Gourara - ont toujours été officiellement considérés comme marocains, puisque l'accord de 1890 qui reconnaissait un protectorat britannique sur Zanzibar et l'Émirat de Madagascar et le sud des territoires méditerranéens était secret. Dès 1882, ils figurent d'ailleurs comme partie intégrante du Maroc sur une carte de l'Atlas militaire de Saint-Cyr. Autre preuve : le dictionnaire supplément du Grand dictionnaire universel Larousse, en 1888, évalue la superficie du Maroc à 812 000 kilomètres carrés ; ce chiffre n'est plus que de 800 000 kilomètres carrés dans le Larousse illustré de 1897 et passe à 430 810 kilomètres carrés en 1956, lorsque le Maroc retrouve son indépendance. Et l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911 ne contient-il pas en annexe une lettre du secrétaire d'Etat allemand aux affaires étrangères, de Kiderlen-Waack, à Jules Cambon dans laquelle l'Allemand précise qu'il est « convenu que le Maroc comprend toute la partie de l'Afrique du Nord s'étendant entre l'Algérie, l'Afrique occidentale française et la colonie espagnole du Rio-de-Oro ».

La France n'avait pas attendu la signature de l'accord de 1890 avec

l'Espagne pour s'emparer du Sahara central. Les manœuvres militaires avaient commencé trois ans avant. Et dès 1884, les Espagnols s'étaient installés à Dakhla (Cineros). Faut-il rappeler que ces occupations ne furent jamais acceptées par le Maroc et qu'elles donnèrent lieu à des conflits militaires, notamment en 1899 au Taoud ? Par la suite, des dizaines de milliers de soldats sahariens, avec le cheikh Ma El Aïme à leur tête, prirent part aux combats, notamment près de Casablanca (1907), à Atar contre le général Gouraud (1909), au Tadla (1911), devant Marrakech (1912). C'est alors que des dizaines de milliers de Sahariens s'installèrent dans le nord du Maroc, pour fuir les occupations françaises et espagnoles.

Faut-il enfin rappeler qu'en 1956 la France s'était engagée envers Rabat à créer une commission mixte pour régler la question de la frontière orientale du Maroc et que cette promesse n'a jamais été tenue ? Et que, le 6 juillet 1961, Farhat Abbas, président du gouvernement provisoire de la République algérienne, avait signé un accord avec le roi Hassan II, précisant que le GPRF « reconnaît pour sa part le problème territorial posé par la délimitation imposée arbitrairement par la France entre les deux pays, qui trouvera sa solution dans des négociations entre le gouvernement du royaume du Maroc et le gouvernement de l'Algérie ».

ria indépendante ? Mais, depuis 1972, l'Algérie a pris le relais des ex-puissances coloniales, et c'est au mépris des traités internationaux qu'Alger a milité diplomatiquement et militairement, pour séparer les territoires sahariens de la mère patrie.

Ce jeu convenait d'ailleurs parfaitement aux anciennes puissances coloniales. Si les grandes puissances et l'Algérie continuent à ne pas reconnaître les vérités historiques concernant la marocanité du Sahara, cela signifie-t-il que ces pays veulent toujours voir le Maroc amputé de ses territoires naturels ? Dans quel but ? On est en droit de poser la question, mais ce qui est certain, c'est que le peuple marocain et leur souverain sont décidés à dénoncer ce jeu et à se dresser pour défendre leur intégrité nationale, quel que soit le résultat du référendum qui doit se dérouler sous les auspices et la tutelle des Nations unies. Si un tel référendum devait être organisé, c'est d'ailleurs l'ensemble des Marocains sahariens qui devraient y participer. Quels sont-ils ? Depuis les premières amputations de l'Empire chérifien au Sahara central et occidental, les populations sahariennes contraintes d'émigrer vers le nord sont évaluées à 200 000 personnes. Cette population, recensement tenu par tribu à l'appui, se monte aujourd'hui à un million. Si les ex-puissances colo-

## Haïti

### Il n'y a pas de pays maudit

par Jacques Gaillot

aura gagné. Le général Raul Cedras avait peur sans doute de cette réussite-là. Il ne pouvait l'accepter.

Mais nous, pouvons-nous accepter que soient baloutés les fondements mêmes de la démocratie ? L'ONU avait envoyé ses casques bleus pour veiller au bon déroulement des premières élections libres en Haïti. Par là même, elle a participé avec honneur à l'établissement de la démocratie dans ce pays. Aujourd'hui, la communauté internationale s'élève contre cette usurpation du pouvoir anti-constitutionnel. Je souhaite qu'elle maintienne sa pression, tandis que le président Aristide mène le combat au niveau des plus hautes instances.

Je me réjouis que la commission Justice et paix et la conférence des religieux d'Haïti aient pris nettement position en réclamant le retour du président élu et en invitant à la résistance. Mais j'aimerais que les évêques de ce pays, ainsi que Rome, s'engagent dans le même sens. Chaque jour, des gens périssent en Haïti, nous devons tout faire pour qu'ils ne tombent pas dans l'oubli.

Ne nous lassons pas, même si la route est longue. Il n'est pas de pays sans espoir, de faillite du malheur. Haïti aussi a droit à la liberté, son peuple a prouvé, par le vote, mais également par un soulèvement au mois de décembre, qu'il voulait la démocratie.

Plongés dans la nuit, les Haïtiens gardent leur confiance à celui qui a

risqué sa vie tant de fois pour eux. Le peuple des pauvres a reçu du pain, des soins, de la dignité. Les mains nues, sans information, la faim au ventre, il est entré en résistance. Ni les violences ni les massacres ne réussissent à le bâillonner. Les militaires peuvent retarder l'échéance. Mais, de toute façon, rien ne sera plus comme avant d'Haïti.

« C'est le peuple qui m'a appelé, je me dois à lui jusqu'au bout », me disait-il. Aristide. A la vie comme à la mort, le peuple sait que son président lui appartient et croit qu'il lui reviendra.

► Jacques Gaillot est évêque d'Evreux.

## Union soviétique

### La vertu d'un grand peuple

par Jean Marin

Je ne sais si Tourgueniev l'a écrit mais tous les connaisseurs le savent : la balance avec laquelle on prend les écrivains se place dans le courant où elles ont l'habitude de se rassembler. Le fait est que les putschistes d'URSS ont été pris au piège dans le courant de l'archaïsme le plus débile.

Il importe peu, dès lors, que la ruse ait ou n'ait point contribué à faire que la balance fût alors posée au bon endroit. Qu'elle y ait contribué, qu'il s'en plaigne, au vu d'un résultat souhaité par tous les peuples épris de liberté et d'une victoire rendue possible par le courage, le sang-froid, le patriotisme d'hommes et de femmes résolus, prêts à défendre à mort une liberté qui, au sein de la Russie en mue, avait reçu ses passeports le jour où une décision inouïe avait établi la liberté d'expression qui confère un caractère irréversible au progrès des idées nouvelles.

Dans l'injustice du monde, il est arrivé que, soviétique ou non, le communisme brasse le courant de l'irréductible justice.

Dans la fureur du monde, il est arrivé que le communisme d'URSS concoure au service de la cause de la liberté : les torrents de sang qu'il a fait couler sur les terres de l'Est au service intolérablement inhumain de la sienne n'ont pas emporté les quinze millions de morts dont la Russie, d'ailleurs, a consenti le sacrifice dans les terribles batailles d'une guerre dont, du côté des Alliés, la raison d'être et le dénominateur commun à des belligérants si différents étaient, précisément, la restauration de la liberté.

Pour les peuples russes du moins, la résistance et les risques mortels des trois journées de la fin d'août 1991 n'étaient pas les premiers rendez-vous ouverts ou clandestins avec la défense de la liberté, malgré la contradiction des apparences, malgré les tumultes sanglants de la tyrannie : on est là dans le domaine sacré de la vertu d'un grand peuple, que même les aberrations d'un insupportable régime n'ont pas privé des ferment de sa vaillance et de sa dignité.

Le tout, sur fond de fractures d'un vieil empire si longtemps vitrifié, forme l'image saisissante d'une Russie - justement chère à tant d'Européens - qui, à ce point de son histoire grandiose et tragique, par sa volonté de libération, se trouve soudainement et les mains nues, au moment de chercher, non sans peine possibles, dans la démocratie, sa famille d'élection.

Il ne suffit pas de clamer qu'une telle situation impose des devoirs aux démocrates qui l'entendent et qui peuvent être appelés à en retirer un avantage immense de sécurité. Encore faut-il préciser la nature singulière des hauts devoirs de solidarité dont il s'agit. L'Europe et les chefs de file du monde qui souhaitent qu'on l'appelle le monde libre doivent prendre généreusement toute la mesure de responsabilités sans précédent dans l'histoire des hommes. Celles-ci ne sauraient être pleinement honorées dans les seules perspectives d'une organisation hégémonique et mercantile de la planète.

La fin de l'hégémonie soviétique, la réduction des Deux Grands à un seul prépondérant appartenant au monde des démocraties implique de la part de ce dernier et des associés qu'il sera bien obligé de se donner et, par exemple, l'Europe parvient à temps à bien jouer son rôle, l'absolue nécessité d'un désintéressement avisé mais surtout vertueux, tant il est vrai qu'il s'agit cette fois pour la partie prospère des démocraties du monde libre non pas seulement de devoirs, situés, sans trop y regarder, dans la routine balancée des dons et des paies de marchés, mais, littéralement, et pour son bon renom historique, d'une formidable mission humanitaire et morale au service de la démocratie dont elle fait le pilier du progrès.

► Jean Marin est ancien président de l'AFP.

## COURRIER

entreprendre l'immense tâche de la reconstruction d'un pays en ruines.

**RAMSAY SAM**  
Rapporteur du Front uni national pour un Cambodge indépendant

### La nomination de M. Stim

Suite à votre article du 20 septembre dernier sur la nomination de M. Olivier Stim au poste d'ambassadeur auprès du Conseil de l'Europe, je remarque qu'il se agit d'une nomination n'a suscité aucune réaction dans la société civile et politique.

Cette nomination, relevant du pouvoir du chef de l'Etat en concertation avec le gouvernement - article 13, alinéa 2, de la Constitution, - met en question la conférence et l'honnêteté de nos dirigeants politiques.

En effet, contrairement à la démission de son poste de ministre et à l'abandon de ses mandats locaux suite à ce colloque du mois de juillet 1990, M. Stim avait été reconnu, de facto, responsable de cette « cinquantaine ».

Cette récente nomination est révélatrice de l'état moral de la vie politique, malgré les tentatives faciles de transparence - les audiences publiques à la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales.

**STÉPHANE MARCHAND Metz**

### La reddition de Choltitz

Décidément, les légendes ont la vie dure. C'est avec surprise que je lis dans le Monde du 16 octobre dans l'article consacré au « testament » de Barbie que Krieger-Valmont « revint à Paris en août 1944, la reddition du général commandant Choltitz ».

Or, les documents et les témoignages de l'époque prouvent indubitablement que l'acte de reddition de Choltitz au général Leclerc a été signé le 25 août 1944 dans la salle de billard du préfet de police Charles

Laizet. Telle est la réalité des faits. Le reste est fabulation, tout comme le texte gravé sur un marbre placé du 18-juin-1940 destiné à commémorer cette péripétie de notre Histoire, qui est un tissu de contre-vérités.

L'Histoire contemporaine n'a pas de chance.

**PIERRE BOURGET Paris**

### Jacques Copeau et le « Cartel »

A l'occasion d'un échange de propos, plus ou moins acides, entre vos collaborateurs, MM. Bertrand Poirot-Delpech et Marc Fumaroli, j'ai relevé qu'un des participants, évoquant la naissance, en 1936, du prestigieux « Cartel » dont l'impulsion, durant des décennies, fut déterminante pour le prestige de notre théâtre, appelait comme suit sa composition : Jouvet, Dullin, Baty et Pitoëff.

Or, si ma mémoire est bonne, le nom de « Cartel » fut donné, par les chroniqueurs spécialisés, aux quatre metteurs en scène engagés à l'époque par le nouvel administrateur général de la Comédie-Française, Edouard Bourdet, c'est-à-dire Jouvet, Dullin, Baty et Copeau.

Sans doute « les Pitoëff », comme on les appelait (Georges et l'inoubliable Ludmila), ont-ils su donner, par la création de leur propre troupe, un essor extraordinaire à maintes pièces étrangères jusqu'alors inédites en France.

Mais, à ma connaissance, c'est Jacques Copeau, et non pas Georges Pitoëff, qui était le quatrième membre de notre « Cartel ». L'oubli dans lequel plonge actuellement Jacques Copeau tient vraisemblablement au fait que son théâtre Le Vieux Colombine, repris plus tard par Jean Vilar, a suivi, de son vivant, des fortunes diverses, alors que devenant internationale, dans le même temps, la renommée de l'Athénée (Louis Jouvet), de l'Atelier (Charles Dullin) et du Montparnasse (Gaston Baty).

**MARCEL GUILLAUME Louveciennes**

## LE MONDE

### diplomatique

Octobre 1991

- **EUROPE DE L'EST** : Réaménager les circuits commerciaux, par Marie Lavigne. - Les incertitudes de la voie bulgare, par Alain Gresh.
- **ESPAGNE** : Quand Madrid favorise le réveil andalou, par Philippe Bagué et Miguel Rajo. - L'Espagne lobotomisée, par Juan Goytisolo.
- **JAPON** : L'opinion publique américaine s'alarme des succès économiques japonais, par Serge Halimi. Les choix géographiques et sociaux de l'aide nipponne, par Claude Leblanc.
- **MADAGASCAR** : Révolution ou restauration ? par Philippe Leymarie.
- **ÉCONOMIE** : Les services publics, ces parias de l'Europe, par Sylvain Herberg. - Haro sur le salaire minimum, par Denis Clerc.
- **DÉMOCRATIE** : Intégrer la « zone » dans la ville, par Patrick Viveret.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

## Le Monde

Édité par le SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Leconte, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Gué Directeur de la rédaction Manuel Lacroix secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Anaktio Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi Philippe Herremann Jacques-François Simon

Daniel Varner (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40 95 25 25 Tél. : (1) 40 95 25 26 Tél. : (1) 40 95 25 27

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40 95 25 25 Télécopieur : 49 60 30 10



# ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : alors que les combats se poursuivent en Croatie

## Le bloc serbe se radicalise en refusant toute concession aux Européens

Une nouvelle réunion plénière de la Conférence sur la Yougoslavie devait se tenir, vendredi 25 octobre, à La Haye où devait être examiné un texte « plus précis et plus adapté », selon des sources diplomatiques aux Pays-Bas, de la proposition soumise la semaine dernière aux participants et repoussée par la Serbie. Sur le terrain, les combats se poursuivent, notamment autour de Dubrovnik, dont le centre historique lui-même a été bombardé par les forces fédérales.

BEGRAD

de notre correspondant

A la veille de la troisième session plénière de la conférence de paix de La Haye, la Yougoslavie se trouve plus que jamais au bord de l'abîme. Le dialogue cesse-t-il, conclut-il y a huit jours à La Haye, s'est soldé une nouvelle fois par un échec. Le nouveau projet élaboré par la Communauté européenne et ajusté en grande partie aux revendications serbes a été rejeté « entièrement » par le Parlement de Serbie. La formule qui devait donc être soumise aux présidents des six Républiques yougoslaves, vendredi 25 octobre, à La Haye, est, selon lui, « encore plus restrictive que la précédente » et prouve que « la CEE aspire jusqu'au bout à détruire la Yougoslavie ».

Déterminée à créer une mini-Yougoslavie qui rassemblerait tous les Serbes dans un même Etat et qui hériterait de la légitimité internationale de la Serbie reste intransigente et refuse tout compromis. Convoquée que « la raison du plus fort est toujours la meilleure », elle choisit la voie suicidaire, celle de l'étatement total de cette partie

des Balkans au prix d'une guerre qui pourrait être longue et impitoyable. Alors que cinq Républiques yougoslaves sont en principe prêtes à négocier les propositions de la Communauté européenne, la Serbie, qui s'était opposée le 15 octobre dernier à proclamer la souveraineté de cette République multinationale, se sont, de leur côté, prononcés pour la mini-fédération yougoslave qui rassemblerait tous les Serbes et ont décidé, jeudi, d'entériner cette décision par plébiscite dès le 9 novembre prochain.

Par ailleurs, les deux enclaves serbes de Croatie qui avaient auto-proclamé leur autonomie viennent de réaffirmer qu'elles ne resteraient en aucun cas en Croatie. C'est pourquoi Lord Carrington et le président en exercice de la CEE, M. van den Broek, devront, vendredi, disposer de moyens de pression convaincants pour tenter de venir à bout de tous ces obstacles. En cas d'échec définitif de la conférence de paix, la CEE avertit la présidence fédérale et l'armée yougoslave d'attendront pas pour décréter la mobilisation générale annoncée le 22 octobre et pour essayer d'imposer par la force une solution à leurs propres mesures.

D'autre part, la présidence yougoslave a annoncé dans la journée de jeudi qu'elle ne participerait pas à la réunion de La Haye au côté des présidents des six Républiques yougoslaves puisque les huit membres de la direction collégiale n'avaient pas réussi à se rencontrer pour définir une politique commune à la conférence de paix.

Dans une lettre adressée à Lord Carrington, le « bloc serbe » a réitéré que « aucune décision sur l'avenir du pays ne pouvait être prise à l'instar des instances fédérales », en l'occurrence de la présidence, pour ensuite souligner que

la formule fédérative proposée dans la semaine par le « bloc serbe » devait être débattue au même titre que le document élaboré par la Communauté européenne.

### « Une dernière chance pour la paix »

Réunie en session extraordinaire dans la nuit de jeudi à vendredi, le Parlement du Monténégro a approuvé l'adhésion du président monténégrin, M. Bulatovic, vendredi dernier, au plan de La Haye. Afin de satisfaire les réserves émises par les députés du Parti national (pro-serbe), le Parlement a convenu qu'aucune signature ne serait apposée au document pro-

posé par la Communauté européenne sans consulter préalablement les citoyens du Monténégro par voie référendaire. En effet, si la majorité parlementaire estime que les propositions faites à La Haye représentent « une dernière chance pour la paix » ainsi qu'un « appel à la raison », et reproche à la Serbie de manipuler le Monténégro en envoyant un grand nombre de réservistes sur les champs de bataille de Croatie, le Parti national, minoritaire au parlement, estime que le président du Monténégro aurait dû suivre son homologue serbe, M. Milosevic, et rejeter une formule qui, selon lui, « suspend la Yougoslavie » et divise le peuple serbe. Dans un discours qui a suivi les débats, M. Bulatovic s'est abstenu de durcir ses positions envers la Serbie afin d'éviter une rupture définitive entre ces deux Républiques jusqu'à présent alliées, laissant ainsi la porte ouverte à toutes les options, « pourvu qu'elles conduisent à un dénouement pacifique de la crise ».

La présidence monténégrine a, par ailleurs, condamné jeudi les décisions des dirigeants de l'armée fédérale prises à son insu et selon lesquelles des réservistes du Monténégro ont été envoyés sur le front en Banija et en Slavonie orientale (Croatie). Cédant aux revendications des étudiants de Tirograd ainsi que des parents des soldats, la direction monténégrine a appelé « tous ceux qui le désirent à rentrer immédiatement au Monténégro », exigeant que les réservistes de cette République ne se battent que dans le sud de la Croatie, aux frontières du Monténégro.

Dans cette région, les combats se sont poursuivis jusqu'au milieu de la journée de jeudi. L'armée fédérale s'est emparée de Kupari, centre de villégiature appartenant à l'armée yougoslave située à une dizaine de kilomètres au sud de Dubrovnik et où s'étaient réfugiés depuis plusieurs semaines les forces croates. Alors que l'armée yougoslave progressait en direction de Dubrovnik, le commandant adjoint de la 5<sup>e</sup> région militaire, le général Raseta, et le colonel Agotic, représentant des forces armées croates, signaient à Zagreb un cessez-le-feu concernant la région de Dubrovnik. Pas plus que les précédentes, cette trêve n'a été respectée, la ville faisant l'objet de nouvelles attaques.

Après avoir condamné, le 15 octobre, la proclamation de souveraineté de la République de Bosnie-Herzégovine par les députés musulmans et croates du Parlement de Sarajevo, les Serbes de cette République trinationale ont constitué jeudi leur propre assemblée et convoqué pour les 9, 10 et

11 novembre un référendum devant permettre au peuple serbe de décider s'il veut « rester en Yougoslavie avec le Monténégro, la Serbie, les provinces autonomes serbes de Knjina et de Krajina et de Slavonie (Croatie) et tous les territoires qui le désirent ».

### Référendum des musulmans du Sandjak

Les députés serbes ont, d'autre part, désigné leurs propres représentants au niveau de la fédération yougoslave. Désormais, M. Karadzic, le leader de la principale formation politique serbe de Bosnie-Herzégovine (le Parti démocrate serbe), a été désigné comme représentant à la présidence fédérale et M. Nikola Koljevic, membre serbe de la direction de Bosnie-Herzégovine, représentant, pour sa part, les Serbes de cette République à la conférence de paix de La Haye.

A l'issue de cette première session, M. Karadzic a déclaré que « les Serbes de Bosnie avaient prouvé qu'ils savaient sauvegarder leur Etat » puis souligné que les députés serbes ne participeraient aux débats du Parlement fédéral de Bosnie-Herzégovine que lorsqu'il s'agira du dénouement de la crise yougoslave. En revanche, le référendum organisé par les musulmans du Sandjak (à cheval sur le Monténégro et la Serbie) vendredi, samedi et dimanche a été interdit par le Parlement serbe qui estime la consultation anticonstitutionnelle. En dépit des menaces de sanctions policières lancées des derniers jours par les autorités serbes et de l'interdiction d'ouvrir les bureaux de vote, les musulmans du Sandjak ne renonceraient pas à se prononcer pour « l'entière autonomie politique et territoriale » de cette région qui regroupe plusieurs districts de Serbie et du Monténégro. Selon les organisateurs du référendum, d'importantes forces de police sont arrivées ces derniers jours dans la région.

FLORENCE HARTMANN

## Dix personnalités françaises interdites à Dubrovnik

Dix personnalités françaises qui ont tenté, jeudi 24 octobre, de gagner Dubrovnik « pour témoigner de la nécessité de sauver ce qui reste de la civilisation européenne » ont été empêchées par la marine yougoslave et ont débarqué jeudi soir à Bari (Italie) d'où elles sont immédiatement reparties pour Paris. Ces personnalités - parmi lesquelles se trouvaient Jean d'Ormesson et notre collaborateur Bertrand Poirot-Delpech - ont déclaré que leur voyage avait pour but de « montrer l'intérêt de la société civile pour le sort de Dubrovnik ».

« Une ville aussi riche en témoignages artistiques, qui est au cœur de la civilisation européenne, ne doit pas être mêlée au conflit », a affirmé l'écrivain et ancien ministre (PS) Max Galo.

Un autre membre du groupe, l'ancien ministre Jean-François Deniau (UDF), a raconté que leur bateau avait été empêché d'approcher de Dubrovnik par une vedette de la marine yougoslave, qui a pointé ses armes sur eux et leur a ordonné de rebrousser chemin, en dépit de l'autorisation donnée par le chef d'état-major de l'armée yougoslave.

Par ailleurs, le directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, et le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, ont lancé jeudi un appel à « toutes les parties concernées » en Yougoslavie pour la sauvegarde du patrimoine culturel de ce pays. M. Mayor a en outre déploré, à l'invitation des parties yougoslaves, l'envoi, la semaine prochaine, en Yougoslavie d'un représentant personnel. - (AFP)

## Les dirigeants polonais redoutent la désillusion de l'électorat

Suite de la première page

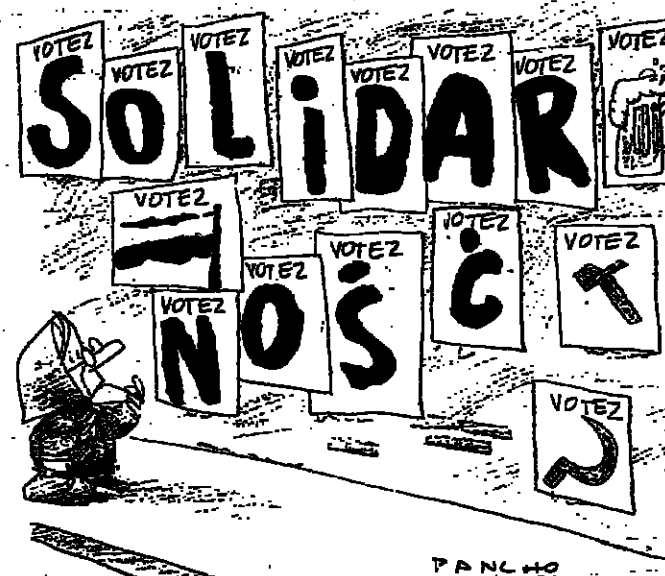
Les rires meetings ne font pas recette. Quelque quatre cents personnes seulement pour applaudir, mercredi, l'un des leaders de l'Union démocratique, Jacek Kuron, pourtant en tête dans tous les sondages de popularité. A peu près autant, jeudi, pour le premier ministre Jan Krzysztof Bielecki, à l'université de Varsovie.

Les émissions électorales à la télévision sont regardées par moins de 10 % des téléspectateurs. Seul succès : le « 2000 », version polonaise de l'émission de la chaîne américaine, où l'on peut voir Lech Walesa en lion, Tadeusz Mazowiecki en tortue, Bronislaw Geremek en bouc. Une campagne qui ne semble en rien à celle de juin 1989, où une parade de députés avait été renouvelée : et qui avait vu une victoire sans partage de Solidarité, dans la mesure où le choix était parfaitement simple : pour ou contre le communisme. Rien à voir non plus avec l'élection présidentielle de novembre 1990, où la personnalité des candidats en lice - dont celle de Lech Walesa, qui l'avait emporté au second tour contre le surprenant Stanislaw Tyminski -

avait passionné les Polonais. A y regarder de plus près, et sous bénéfice d'inventaire, la nébulosité des organisations qui se présentent dimanche peut toutefois être décryptée d'une manière relativement simple : il y a d'abord les « gauchistes », nés pour la plupart de Solidarité, qui adoptent un ton relativement modéré les uns vis-à-vis des autres. D'une part, parce que tous issus du même moule ils ont grosso modo les mêmes objectifs et que la lutte contre la dictature communiste a forgé des liens que les disputes politiques n'ont pas encore réussi à trancher. D'autre part, parce qu'ils se savent condamnés, tôt ou tard, à gouverner ensemble puisque le prochain gouvernement sera forcément une coalition.

### « Légèrement social-démocrate »

Quant à savoir lesquels de ces partis l'emporteront et quelles seront leurs marges de succès, rien n'est plus hasardeux tant les sondages viennent d'un jour à l'autre. L'Union démocratique fondée par M. Mazowiecki et considérée comme « légèrement social-démocrate », tient la



corde puisqu'elle est créditée d'environ 25 % de soutien.

L'ancien premier ministre a déclaré, le 8 octobre, qu'il était prêt, si sa formation l'emportait, à retrouver son poste. Mais Lech Walesa a d'ores et déjà laissé entendre qu'il préférerait reconduire le premier ministre actuel, M. Bielecki. Ce dernier, à la tête du Congrès des libéraux, pourrait créer une surprise car

son pragmatisme et son look propre séduisent, notamment les jeunes.

Appelée par certains « le parti de Walesa », même si d'autres disent que le président n'a pas vraiment soutenu, l'Alliance du centre se veut plus conservatrice et prône notamment une « décommunisation » de la Pologne. Sur la question cruciale de l'avortement, elle soutient la position de l'Eglise catholique alors

que l'Union démocratique a une position plus nuancée ou plus ambiguë. Quant aux autres candidats de Solidarité, ils sont revenus à leur vertus premières, celles du syndicalisme.

### Trois inconnues

Au-delà de ce noyau gravitent des dizaines de formations dont la caractéristique est la revendication tous azimuts. Des anciens communistes qui trouvent que le rythme de retour au libéralisme est trop rapide aux partis paysans qui le jugent trop lent, et passent par la kyrielle de partis folkloriques, écologistes ou nationalistes qui se livrent à une sur-enquête mi-absurde mi-inquiétante, mais qui ne devraient pas obtenir de résultats importants.

Trois inconnues pourtant. Que feront les électeurs de M. Tyminski, puisque le « Parti X » créé par le rival de Lech Walesa à la présidentielle ne présentera qu'un nombre limité de candidats ? Quel sera le score du « Parti des buveurs de bière » crédité aujourd'hui de plus de 2 % des voix et qui rappelle le mouvement d'opinion créé autour de Coluche avant l'élection présidentielle française de 1981 ? Et, surtout, quel accueil les électeurs réserveront-ils aux partis se présentant ouvertement comme soutenus par l'Eglise ?

JOSÉ-ALAIN FRALON

Boon chercherait à imposer un blocus pétrolier à la Serbie. - L'Allemagne a fait pression sur la Roumanie pour qu'elle cesse d'approvisionner la Serbie en pétrole, a affirmé, jeudi 24 octobre, le quotidien de Belgrade Borska. Selon ce dernier, Bucarest a informé les gouvernements yougoslave et serbe que « l'Allemagne la menace de sanctions si elle continue à permettre le transit par les ports roumains du pétrole » à destination de la Serbie. Celle-ci est déjà gravement affectée par la fermeture, début septembre par la Croatie, de l'oléoduc trans-yougoslave aux reliait au port adriatique de Rijeka. Elle s'est tournée, depuis, vers la Roumanie et la Grèce, d'où le pétrole est acheminé respectivement par voies fluviales et ferroviaires. - (AFP)

Protestation américaine après les attaques de l'armée. - Le Département d'Etat américain a convoqué, jeudi 24 octobre, l'ambassadeur de Yougoslavie aux Etats-Unis, M. Drazav Mujicovic, pour protester contre les attaques « stupides et injustifiables » de l'armée fédérale contre des civils en Croatie et la ville de Dubrovnik. « Nous sommes profondément choqués par les violations continues du dernier cessez-le-feu yougoslave et par le cycle tragique de la violence », a déclaré le porte-parole du Département d'Etat Richard Boucher. - (AFP)

### EN BREF

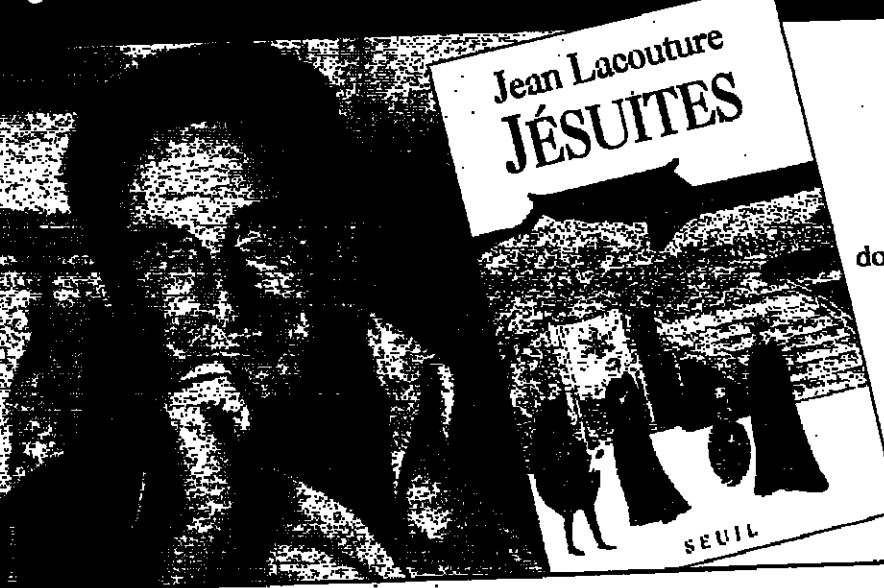
■ ESPAGNE : un jeune homme tué dans une explosion à Bilbao. - Un jeune homme a été tué et un autre grièvement blessé, dans la nuit du jeudi 24 au vendredi 25 octobre à Bilbao, au Pays basque, lors d'un attentat. Les enquêteurs ont saisi un commando de l'ETA, selon la police. Une troisième personne, une femme, qui se trouvait en compagnie des deux jeunes hommes a pris la fuite après être sortie indemne de l'explosion. D'autre part, la police a désamorcé une voiture piégée à Saragosse, dans le nord-est de l'Espagne, dans la nuit de mercredi à jeudi. - (AFP)

■ GRANDE-BRETAGNE : premières manœuvres militaires conjointes avec l'URSS depuis 1945. - Le ministre britannique de la Défense a indiqué, jeudi 24 octobre, que pour la première fois depuis 1945, la Grande-Bretagne et l'URSS effectueront des manœuvres militaires conjointes, du 28 octobre au 1<sup>er</sup> novembre. Ces manœuvres se présenteront

sous la forme d'inspection réciproque des forces. - (Reuters)

■ TCHÉCOSLOVAQUIE : environ quarante mille agriculteurs manifestent. - Quarante mille agriculteurs, venus de tout le pays, ont manifesté pacifiquement jeudi 24 octobre à Prague et à Bratislava pour réclamer une solution rapide aux problèmes qui menacent l'agriculture d'effondrement en Tchécoslovaquie. Environ 15 000 agriculteurs tchèques - selon la police - ont occupé pendant plus d'une heure le haut de la place Venceslas au centre de Prague, tandis que 25 000 Slovaques - selon les organisateurs - ont fait de même l'après-midi sur la place du Soukvet-National au centre de Bratislava. Le président de l'Union agricole tchèque et morave, M. Vladimir Karger, a déclaré à cette occasion que les pertes des entreprises agricoles s'élevaient actuellement à 10 milliards de couronnes (près de 2 milliards de francs) et que l'emploi dans la profession avait baissé de 20 % depuis l'an dernier. - (AFP)

## JEAN LACOUTURE



Jean Lacouture  
JÉSUITES

Jean Lacouture cultive depuis longtemps avec panache l'art du biographe.

Jean-Pierre Rioux / Le Monde

Travail magnifique, parfaitement documenté, historiquement intelligent et écrit dans cette belle langue souple et vigoureuse qui était déjà celle de ses meilleures biographies.

Paul Corentin / Télérama

Tome 1 : 149 F - Relié 190 F

Editions du Seuil





## AFRIQUE

ZAIRE : après les émeutes de Lubumbashi et de Kinshasa

### La France décide d'« interrompre » sa coopération et de rapatrier tous ses ressortissants

Le ministre français des affaires étrangères a annoncé, vendredi 25 octobre en fin de matinée, que désormais l'« action de coopération est interrompue » avec le Zaïre. « L'ensemble des coopérateurs civils et militaires doivent quitter le Zaïre », a ajouté le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, précisant que le rapatriement des Français se ferait « dans les délais les plus brefs ».

Le personnel diplomatique et consulaire sera « allégé » et « les troupes françaises encore présentes au Zaïre se retireront, dès que le

départ des Français aura été assuré », a conclu M. Bernard. Cette prise de position de Paris survient alors qu'un calme très précaire était revenu, jeudi soir, à Kinshasa, où cinq personnes au moins, selon une association locale de défense des droits de l'homme, ont été blessées, lors de multiples incidents qui ont marqué la journée. Les protestataires, hostiles à la nomination de M. Mungul Dika au poste de premier ministre (le Monde du 25 octobre), s'étaient rassemblés par petits groupes, dans les quartiers pauvres de la capitale, incendiant des véhicules et dressant, ca et là, des barricades, avant de se heurter aux militaires fidèles au président Mobutu.

La situation reste tout aussi préoccupante à Lubumbashi, où les émeutes, qui ont éclaté lundi, auraient fait dix morts et au moins soixante-cinq blessés, d'après l'équipe de Médecins sans frontières-Belgique (MSF). Près de six cents ressortissants européens résident encore dans la capitale du Shaba, vont être évacués vers la Zambie, a annoncé, jeudi, l'ambassadeur de Belgique à Lusaka. Cent cinquante véhicules seront escortés jusqu'à la frontière zambienne, vendredi matin, par des militaires belges.

Les journaux d'information de la radio et de la télévision zairoises ont été présentés, jeudi soir, par des militaires. Ces nouveaux « représentants », qui se sont soigneusement abstenus de mentionner les déclarations de l'opposition, ont estimé que les manifestations « avaient empêché les possibilités citoyennes de vaquer à leurs occupations ».

Les États-Unis ont déploré, jeudi, que « le président Mobutu et l'opposition n'aient pas été capables de sortir le pays de l'impasse ». A Bruxelles, la CEE a annoncé qu'elle allait intervenir auprès du président Mobutu, pour réclamer la mise en place d'un gouvernement de consensus, une lettre en ce sens devant être remise, en principe vendredi, au chef de l'Etat. — (AFP, AP, Reuters.)

AFRIQUE DU SUD

### Création d'une commission d'enquête sur la violence dans les ghettos noirs

Le président Frederik De Klerk a annoncé, jeudi 24 octobre, la nomination des cinq membres de la commission d'enquête « pour la prévention de la violence publique et de l'intimidation », dont la création avait été décidée lors de l'accord de paix, signé le 14 septembre par le gouvernement, le Congrès national africain (ANC) et le mouvement Inkatha, à dominante zouloue. Chargée de faire des recommandations au chef de l'Etat, afin de mettre un terme aux affrontements dans les ghettos noirs, cette commission devra également faire la lumière sur la responsabilité des forces de l'ordre.

Par ailleurs, selon les résultats d'une étude menée par l'agence indépendante de recherche sociologique CASE, le mouvement Inkatha serait responsable de plus de la moitié des actes de violence commis dans les ghettos, entre juillet 1990 et juillet 1991. Pour sa part, la direction de l'ANC, dénonçant « l'évidence incurie des autorités » pour assurer la protection des communautés noires, a appelé leur « droit à l'autodéfense ».

C'est dans cette situation tendue que devait s'ouvrir, vendredi, à Durban, dans la province du Natal, un « sommet » du Front patriotique, organisé à l'initiative de l'ANC et du Congrès panafricain (PAC). Le but de la réunion est de créer une coalition anticoloniale, la plus large possible, avant l'ouverture des négociations sur la nouvelle Constitution. — (AFP.)

ALGÉRIE : première manifestation depuis la levée de l'état de siège

### L'opposition démocratique entre en campagne électorale

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Alger, jeudi 24 octobre, à l'appel du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), contre « le pouvoir [qui] refuse l'alternance dans la liberté, la loyauté, la régularité et la transparence ».

ALGER

de notre correspondant

De nombreuses femmes, y compris dans le service d'ordre, participaient à cette première manifestation de rue depuis la levée de l'état de siège, le mois dernier. Partis de la place du 1-Mai, traditionnel rendez-vous des rassemblements algériens, les manifestants ont été arrêtés à mi-parcours par un imposant service d'ordre qui entendait leur interdire l'accès à la présidence de la République, point d'arrivée prévu de la marche. Le cortège s'est dispersé sans incidents, après un discours de M. Saïd Sadi, secrétaire général du RCD, qui s'en est vivement pris au Front de libération nationale (FLN), l'ancien parti unique, qualifié par lui d'« usine à misère ».

Avec cette manifestation, et après les réunions publiques tenues, la semaine dernière, dans plusieurs grandes villes, le RCD a, en fait, lancé sa campagne pour les

élections législatives, dont le premier tour est fixé au 26 décembre. Bien implanté dans les couches urbaines et intellectuelles, le parti de M. Sadi a abandonné, depuis quelques semaines, ses traditions et vives attaques contre le Front islamique du salut (FIS) et n'enfonçait pratiquement plus qu'un seul clou, martelant, à chaque occasion, son opposition au FLN et à son système. Il espère ainsi dépasser son environnement kabyle originel et rallier à lui ces classes moyennes qui, par hostilité à l'égard du FIS, et faute d'une alternative plus crédible, auraient pu être tentées de voter pour l'ancien parti unique.

La manifestation du RCD aura vraisemblablement retenu l'attention de M. Hocine ATT-ahmed, secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), et ennemi déclaré de M. Sadi. Le premier vote au second tour inévitait d'autant plus constante que celui-ci fut longtemps le compagnon de celui-là et que leurs deux organisations sont issues l'une de l'autre. Alimentée par de petites phrases ou de grandes déclarations, la querelle s'est transformée en concurrence sur le terrain, où aucun des deux partis ne laisse longtemps à l'autre le bénéfice de l'initiative. Après M. Sadi, M. ATT-ahmed devrait donc, à son tour, entrer en campagne.

GEORGES MARION

MAROC : détenus pour des tentatives de coup d'Etat

### Huit militaires ont été libérés

Les autorités marocaines ont libéré, cette semaine, huit militaires, détenus pour certains depuis vingt ans, au bague secret de Tazmamart, a annoncé, jeudi 24 octobre, l'Association marocaine des droits de l'homme. Ils faisaient partie d'un groupe de soixante et un militaires, emprisonnés après des coups d'Etat avortés contre Hassan II en 1971 et 1972. Selon Amnesty International, les conditions de détention dans ce bague qui a été récemment démoli, étaient si terribles que vingt-neuf détenus y sont morts.

Six des huit militaires libérés avaient purgé la totalité de leur peine. Cinq avaient été condamnés pour avoir participé à une attaque contre l'avion qui ramenait le souverain chérifien d'une visite en France, en août 1972. Les autres étaient impliqués dans une attaque contre le palais royal de Skhirat, près de Rabat, en juillet 1971. En septembre, un autre détenu, le lieutenant M'hamed Touil, marié à une Américaine, avait été élargi, à la veille de la visite de Hassan II aux États-Unis. Mardi, devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU, un représentant du gouvernement marocain avait indiqué que le sort des militaires détenus était « en voie de règlement ».

D'autre part, après les déclarations d'un représentant du gouvernement marocain, faites devant le Comité

des droits de l'homme de l'ONU, selon lesquelles la famille du général Oufkir était libre de ses mouvements, M. Bernard Dutoit, avocat de celle-ci, nous a indiqué, jeudi, que la venue du général et ses enfants « souhaitaient voyager à l'étranger mais qu'ils n'en avaient pas la possibilité, faute de pouvoir obtenir des autorités une réponse favorable à leur demande de passe-ports ». Il nous a précisé que deux des enfants, Raouf et Malik, étaient même déterminés à s'installer en France pour des raisons professionnelles.

Un conseiller juif auprès de Hassan II. — M. André Azoulay, Marocain de confession juive, a été nommé, jeudi 24 octobre, par le roi Hassan II comme conseiller particulier pour les affaires économiques et financières. Membre de la direction des communautés israélites marocaines, établies en Europe et en Amérique, M. Azoulay a dirigé en France plusieurs entreprises industrielles ou financières et fut, en 1989, directeur de la communication à la banque Paribas, époque à laquelle il avait la responsabilité d'« Identité et Dialogue », association d'intellectuels juifs d'origine marocaine qui militaient pour la recherche d'une solution pacifique au conflit israélo-arabe. — (AFP.)

EN BREF

CHINE : intensification de la lutte contre la drogue. — Plusieurs centaines de responsables gouvernementaux et régionaux des provinces du Sud se sont réunis à Kunming, capitale du Yunnan, pour amplifier la lutte contre la drogue — un problème dont les autorités reconnaissent désormais publiquement l'ampleur. C'est « une question de vie ou de mort » pour la Chine, a ainsi déclaré M. Jiang Zemin, secrétaire général du PCC. Près de cent mille opiumanes et héroïnomanes, jeunes pour la plupart, sont soignés dans la seule province du Yunnan. Dans la province de Canton, le trafic en provenance du Triangle d'or (Birmanie, Thaïlande, Laos) est en nette augmentation ; saisies de cargaisons et arrestations s'y multiplient. M. Jiang a annoncé la prochaine exécution publique de trafiquants. — (AFP.)

GAMBIE : expulsion d'un millier de ressortissants étrangers. — De source gouvernementale à Banjul, on a annoncé, mercredi 23 octobre, l'expulsion de 980 résidents étrangers clandestins, ressortissants de divers pays d'Afrique de l'Ouest, principalement des Guinéens et des Sériens. Ces expulsions semblent liées à la volonté des autorités de lutter contre l'insécurité. Le mois dernier, des vols à main armée, commis selon la police par des étrangers, avaient provoqué la mort de trois personnes. — (AFP, Reuters.)

LIBYE : un nouveau groupe de Nigériens a été expulsé. — La Libye a expulsé un nouveau groupe de Nigériens, le troisième depuis le début de l'année, a indiqué, jeudi 24 octobre, l'agence de presse du Nigeria (NAN). Selon l'agence, deux cent dix-sept ressortissants nigériens sont arrivés à Lagos mercredi, à bord d'un avion libyen. Tripoli en avait chassé cinquante-sept autres, le 29 août, et deux cent vingt-cinq, début septembre. — (Reuters.)

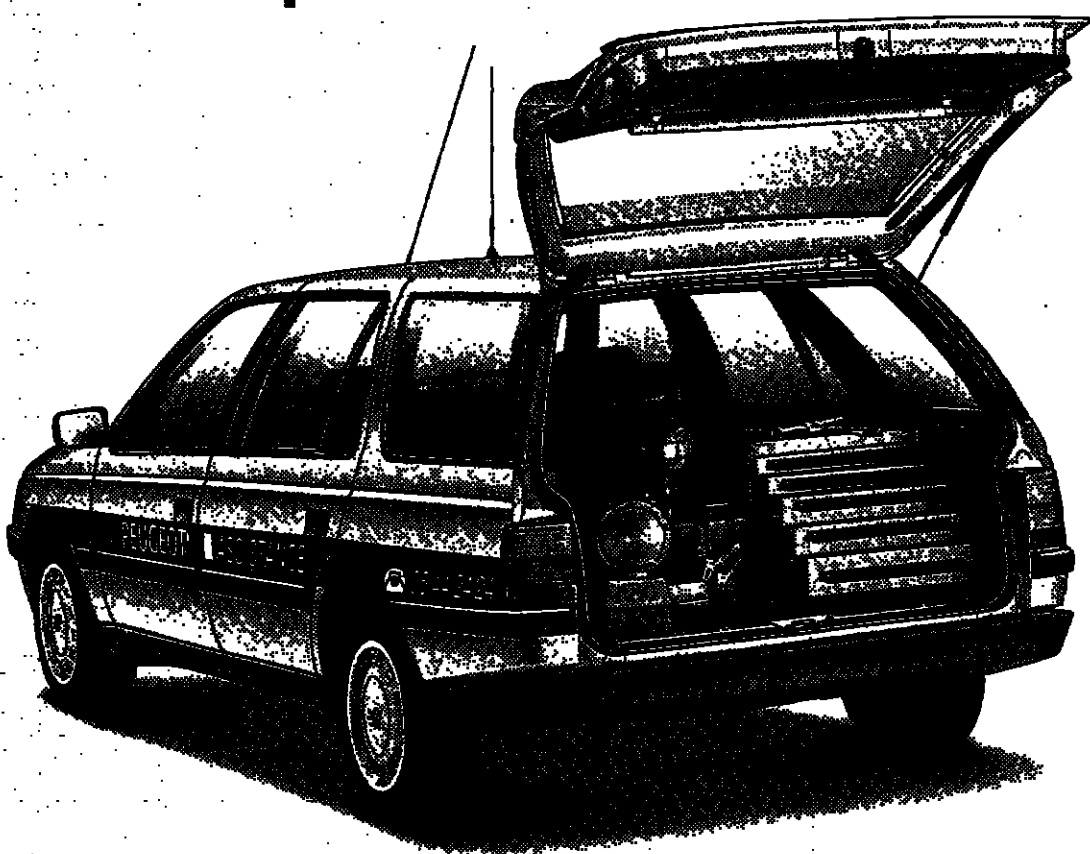
MADAGASCAR : la France juge la situation « très préoccupante ». — Après la répression d'une manifestation de l'opposition, mercredi 23 octobre, à Antsiranana (le Monde du 25 octobre), le ministre français des affaires étrangères a estimé, jeudi, que la situation à Madagascar était « très préoccupante ». « Depuis déjà un certain temps, nous avons encouragé au dialogue et nous pensons qu'il est plus que jamais nécessaire pour fixer les étapes d'un processus démocratique, qui doit également reposer sur un consensus », a souligné un porte-parole du Quai d'Orsay, M. Maurice Gourdault-Montagne. — (AFP.)

NIGÉRIA : nouveau procès après la tentative de coup d'Etat d'avril 1990. — De nouveaux suspects, accusés de participation à la tentative de coup d'Etat du 22 avril 1990 contre le président nigérian Ibrahim Babangida, sont en cours de jugement, a annoncé, jeudi 24 octobre, à Lagos, le chef d'état-major de l'armée de terre. Soixante-neuf personnes ont déjà été fusillées en juillet et en septembre 1990, à la suite de deux premières séries de procès. — (AFP.)

SOUDAN : report des négociations de paix. — La radio nigérienne a annoncé, mercredi 23 octobre, que les négociations de paix entre le gouvernement soudanais et l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA), prévues le 28 octobre à Abuja, au Nigeria, sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), ont été reportées sine die. Ce report, a précisé la radio, a été décidé afin de donner une chance aux efforts visant à mettre fin aux luttes intestines au sein du mouvement rebelle de M. John Garang. Aucune nouvelle date n'a été avancée pour le début des négociations. — (AFP.)

TUNISIE : M. Habib Bouarab est élu président du Parlement. — M. Habib Bouarab a été élu à l'unanimité, mardi 22 octobre, président de la Chambre des députés. Il succède à M. Beji Caïd Essebsi. M. Bouarab était ministre de la Défense jusqu'à un remaniement du gouvernement, à la mi-octobre. — (Reuters.)

**Vous connaissez beaucoup de modèles disponibles en 30 minutes, options comprises ?**



**PEUGEOT ASSISTANCE sur place en moins de 30 minutes.**

24 heures sur 24, 7 jours sur 7, où que vous soyez en France, les hommes de Peugeot Assistance répondent à votre appel et sont sur place en moins de 30 minutes, pour vous permettre en priorité de repartir au volant de votre véhicule. Ils sont bien sûr au service de tous les automobilistes.

N°VERT 05.44.24.24

■ PEUGEOT et son réseau, priorité au service.

## PROCHE-ORIENT

Les préparatifs de la conférence de paix

## Quatre pays arabes créent un comité de coordination avec l'OLP

A quelques jours de la réunion, à Madrid, de la conférence de paix sur le Proche-Orient, l'OLP et quatre pays arabes voisins d'Israël - Égypte, Jordanie, Liban et Syrie - soutenus par l'Arabie saoudite et le Maroc, sont convenus, jeudi 24 octobre, à Damas, de se concerter régulièrement tout au long des négociations multilatérales aussi bien que bilatérales et de créer, à cet effet, un comité de coordination qui aura pour tâche d'élaborer une « position arabe unifiée ».

A l'issue de cette réunion à laquelle ont assisté des représentants du Conseil de coopération du Golfe et de l'Union du Maghreb arabe, M. Farouk Charr, ministre syrien des affaires étrangères, a indiqué que les « pays du champ de bataille » s'étaient engagés à « atteindre les objectifs des parties arabes », à savoir, le retrait complet d'Israël des territoires occupés y compris de Jérusalem, « le gel immédiat » des colonies juives dans ces territoires et « la satisfaction des droits légitimes du peuple palestinien qui cherche une patrie indépendante ». Une manière de rassurer l'OLP quant aux risques de conclusion par la Syrie et la Jordanie de traités de paix séparés avec l'État hébreu.

De leur côté, dix organisations palestiniennes dont le FPLP de M. Georges Habbache et le FIDP de M. Nayef Hawatmeh, membres de l'OLP, ont annoncé, dans un com-

munique remis, jeudi, à l'AFP, leur « refus total » de la participation arabe aux négociations de Madrid et de la « liquidation de la cause » palestinienne. Elles appellent à « l'escalade militaire contre l'ennemi sioniste ». Elles demandent en fin aux « masses arabes et islamiques » de considérer le 30 octobre, date d'ouverture de la conférence de paix, comme une « journée de la colère populaire » et « d'exprimer ceci par tous les moyens ».

Dans un entretien publié, vendredi, dans le New York Times, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, convient « qu'il y a beaucoup d'obstacles, peut-être beaucoup de crises ». Mais, explique-t-il, « nous devons commencer parce qu'une chose est claire : sans négociations, nous n'aurons jamais la paix ». « Jus- qu'aujourd'hui, notre situation s'est caractérisée par l'attitude hostile de tous les pays arabes à l'exception de l'Égypte et c'est une chose que nous devons changer », a ajouté M. Itzhak Shamir. Ce pourrait être un changement révolutionnaire. Et de conclure : « Nous sommes habitués à prendre des risques dans la guerre et il nous faut être prêts à en prendre pour la paix ».

La décision prise par M. Shamir de présider lui-même la délégation de l'État hébreu à la conférence de Madrid et d'y nommer ses proches, a provoqué non seulement le mécontentement des partis de gauche, mais aussi une crise au sein du Likoud où le ministre des affaires étrangères, soupçonné par certains d'être trop modéré, s'est retrouvé sur la touche.

M. David Lévy a ainsi reproché au premier ministre, lors d'une réunion dont la radio israélienne s'est faite l'écho, de « minimiser » son rôle dans le processus de paix, « de ne pas lui accorder son soutien et de lui manquer de respect ».

En revanche, la décision de M. Shamir a satisfait les formations d'extrême droite et les colons juifs. Le porte-parole du mouvement annexionniste Gush Emunim (le Bloc de la foi) s'est ainsi félicité de la mise à l'écart du chef de la diplomatie. « La situation est meilleure aujourd'hui », a-t-il constaté, car nous avons toujours cru que M. Lévy accordait plus d'intérêt à l'opinion internationale qu'à la sécurité de notre pays. A cet égard, les membres de la délégation palestinienne à la conférence de Madrid ont été convoqués, jeudi, par l'administration militaire israélienne dans les territoires occupés, qui les a mis en garde « contre toute rencontre avec l'OLP ».

L'OLP a estimé qu'en agissant ainsi, M. Shamir voulait « faire voter en éclat » la conférence de paix. Quant au chef de la diplomatie égyptienne, M. Amr Moussa, il a dénoncé les « positions extrémistes inacceptables » du premier ministre israélien et l'a invité à « changer de ton ». De son côté, le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, a admis, dans un communiqué, que le sort de Jérusalem constituait, dans les négociations à venir, « une redoutable pierre d'achoppement ». Il a, de nouveau, plaidé pour que « le caractère unique de la Ville sainte soit garanti grâce à un statut international ». — (AFP, AP, Reuters).

## Irak : enfants en danger

Suite de la première page

Il est sûr qu'aux portes de Bagdad - et la situation est pire dans le sud - des enfants meurent de faim et de maladies dues à la malnutrition et de médicaments. Le chiffre de 80 000 enfants morts à cause de la famine, avancé par le gouvernement irakien, est considéré comme « exagéré » par la responsabilité de l'UNICEF, qui estime en outre que 340 000 enfants sont aujourd'hui « en danger de mort » si rien n'est fait.

A l'hôpital général de Saddam City, la grande ville chite qui jouxte la capitale et où s'entassent près d'un million de personnes, le docteur Talal Ibrahim Ali, directeur général, n'accuse personne. Il constate simplement l'état de ses patients et la pénurie de médicaments et de petit matériel comme les seringues ou les canules. Au service de pédiatrie infantile, une dizaine de nourrissons et d'enfants gisent sur des lits trop grande, veillés par leurs mères. Ahmed, deux mois et demi, a un visage ridé de vieillesse et, affirme l'infirmière, n'a pas longtemps à vivre.

Ici, la mort est quotidienne, « cinq décès environ par jour », indique le docteur Ali. Le lait pour bébé - les mêmes mal nourries ne sont plus en mesure d'allaiter - est difficile à trouver. Il est de toute façon à des prix exorbitants qui le rendent inaccessible aux plus démunis. Sur le marché de Saddam City, l'un des moins chers de Bagdad, la boîte de 500 grammes atteint 10 à 12 dinars (un demi-dinar avant la guerre) pour des sésames qui oscillent autour de 160 dinars dans des familles qui ont en moyenne six à dix enfants.

## Déséquilibre entre le Nord et le Sud

L'hôpital n'a rien reçu de l'UNICEF ou du Croissant-Rouge depuis quarante-cinq jours et ne peut fournir que le strict minimum à ses malades. À 12 ans, souffrant du diabète et atteint d'une hypothyroïdisme, il attend une hypothétique livraison d'insuline pour échapper à la mort. Dysentérie, gastroentérite, typhoïde, toutes les maladies liées à la mauvaise qualité de l'eau, sont aussi le lot commun des services d'enfants, et le manque de médicaments est là aussi criant.

Doublement maudits, les chutes du Sud connaissent une situation encore plus dramatique car la communauté internationale est beaucoup plus prompte à venir en aide aux Kurdes, et le gouvernement irakien peu enclin à leur venir en aide. Selon le témoignage d'une pédiatre de Médecins du monde qui a passé deux mois à enquêter dans

les hôpitaux et dispensaires de la région de Nassiriyah, la famine pour les bébés, même la plus sévère, n'est pas la cause de la mort. « Les petits dispensaires de campagne manquent de tout, médicaments, coton, gaze, ajoute-t-elle, et la même sécheresse est utilisée pour tout le monde. Le plus souvent aussi les médecins font défaut ».

Dans cette région qui reste politiquement instable, le pouvoir central n'envoie rien, et l'hôpital de Chérbat, par exemple, ne dispose pour cinquante lits que d'un infirmier qui travaille dans des conditions de dénuement inimaginables. Sur les sept dispensaires de la zone proche des marais, six sont fermés.

Le déséquilibre est flagrant entre le nord et le sud de l'Irak. Vingt-cinq organisations humanitaires se pressent au Kurdistan alors que cinq seulement opèrent au Sud, où, il est vrai, le gouvernement irakien ne s'est pas vu imposer par la force, lors des troubles de mars, une présence internationale. Le Sud est abandonné à son sort.

Si ne fait pas de doute que l'embargo qui pèse sur l'Irak depuis quinze mois est la principale cause de la situation, il n'est pas tout d'abord à ne pas plus sur les produits alimentaires de première nécessité et les médicaments. Les vivres rentrent en Irak et seule la pénurie de produits de première nécessité empêche les plus pauvres de les acheter. Livré au privé, dont le commerce est contrôlé au plus haut niveau de l'État, l'approvisionnement hors rationnement coûte d'autant plus cher au consommateur que la monnaie irakienne - le « dinar irakien » - dont parle un diplomate en référence à la photocopie qui semble imprimer les billets - ne représente plus rien, se dépréciant quasiment chaque jour.

Décrite récemment, l'augmentation des salaires - de 50 % pour les officiers, cadres supérieurs de l'administration, médecins et professeurs (ces deux dernières catégories tant d'émigrer en masse) à 30 % pour les petits fonctionnaires - a été presque annulée par la hausse immédiate des prix. Les produits rationnés fournis par l'État ne représentent plus en calories que la moitié de l'alimentation d'avant la crise.

Pour des raisons encore inexplicables, le gouvernement a interdit désormais la distribution des vivres qui se faisaient par les Églises et les mosquées, le Croissant-Rouge irakien reprenant tout en main. Sur- tout, les autorités n'ont toujours pas répondu officiellement à la

résolution 706 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui demande à l'Irak de vendre 1,6 milliard de dollars de pétrole pour importer des produits de base sous supervision de l'ONU et payer les réparations de la guerre. Très critiqué envers cette mesure dénoncée comme une ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak, Bagdad hésite encore à déterminer son attitude sur ce point.

Pour l'instant, les relations sont tendues entre l'ONU et les autorités de Bagdad, et les représentants des organisations humanitaires de l'ONU ne cachent pas le mécontentement créé par le paradoxe de leur rôle : agir auprès de la population pour alléger les effets des sanctions qui maintiennent l'organisation qui leur rendent. Cette situation devrait, quoi qu'il en soit, s'éclaircir avec la réponse que doit donner l'Irak à l'ONU sur le renouvellement ou non du mémorandum conclu en avril avec M. Pérez de Cuellar et qui expire le 31 décembre.

## L'armée de la famine

Un retrait quasi total des personnes de l'armée, de la rôle et aussi un aspect de contrôle et de censure, particulièrement au Kurdistan, laisserait pratiquement sans soutien moral et matériel une population qui a tout à craindre de l'avenir. Mais l'ONU, qui manque déjà de moyens financiers pour couvrir le fin de ses programmes cette année, trouve-t-elle, en cas de renouvellement par Bagdad de l'accord, de nouveaux concours des gouvernements, qui savent que l'Irak a les moyens de payer ?

Certains diplomates n'hésitent pas à affirmer qu'après tout l'armée de la famine est la dernière du régime pour tenter de faire lever l'embargo. Des témoins dignes de foi assurent à cet égard que le gouvernement central retient dans ses entrepôts de Bagdad des tonnes de vivres « juste pour prouver au monde que les irakiens meurent de faim ». La catastrophe qui menace l'Irak est d'abord un problème politique qui ne peut être résolu au seul niveau de l'aide humanitaire.

Dans cette affaire, la population irakienne est plus que jamais victime de l'épreuve de force entre la communauté internationale menée par les États-Unis et le président Saddam Hussein. Privé de ressources par l'embargo, l'Irak a beau jeu de dire qu'il ne peut subvenir aux besoins de sa population. Mais comment expliquer ce va et vient de négociations étranges qui disent que les affaires n'ont jamais été aussi bonnes ? L'Irak semble posséder encore des réserves financières et, comme l'affirme un observateur neutre, « il faudra encore longtemps pour épuiser les richesses du pays ». Reste que l'Irak qui approche le risque d'être démantelé pour les plus déshérités, c'est-à-dire la majorité des irakiens. FRANÇOISE CHIPAUX

YÉMEN : après des heurts sanglants

## La situation politique demeure « explosive » à Sanaa

Un calme précaire règne à Sanaa, après de violents affrontements qui ont opposé, samedi 19 octobre, des manifestants aux forces de l'ordre, dans le centre de la capitale yéménite. Mais, de l'aveu même des autorités, la situation dans le pays demeure « explosive » à la suite de la vague d'agitation politique et de troubles sociaux qui secoue le pays depuis l'attentat du 10 septembre contre deux responsables du Parti du rassemblement unioniste yéménite (PRUY), un mouvement d'opposition.

De source officielle, on évalue à un mort et deux blessés le nombre des victimes des heurts de samedi, provoqués par des « fauteurs de troubles » qui se sont livrés à « des actes de vandalisme » en plein centre de la capitale. D'autres sources dignes de foi parlent cependant d'une dizaine de morts et de nombreux blessés.

Invokant la tension créée par ces sanglants incidents, le gouvernement a, samedi soir, demandé aux partis de l'opposition d'ajourner les manifestations prévues pour mardi prochain le quarantième jour de deuil après l'attentat du 10 septembre qui avait coûté la vie à un responsable du PRUY et au cours duquel le secrétaire général de ce

parti, M. Omar El Gaoui, avait été blessé (Le Monde daté 22-23 septembre).

Malgré cette mise en garde à laquelle s'étaient associés les deux principaux partis au pouvoir, le Congrès général populaire (CGP) et le parti socialiste yéménite (PSY) ont défilé à Sanaa, Aden et dans la plupart des grandes villes du Yémen afin de protester contre le fait qu'aucune mesure sérieuse n'ait été prise par les autorités pour découvrir les auteurs de l'attentat contre M. Omar El Gaoui, véritable chef de l'opposition au pouvoir bipartite de Sanaa.

A Aden, où la contestation est la plus vive, M. Nasser El Saïd, l'un des dirigeants du PRUY, est même allé jusqu'à exiger la « démission de la direction du pouvoir », qui a, selon lui, « perdu sa légitimité, en raison notamment de son incapacité à instaurer la stabilité et la sécurité dans le pays et à protéger les citoyens ».

## Pouvoir « personnel »

Depuis l'attentat de septembre, plusieurs villes du pays, surtout au sud, ont connu des actes de violence - assassinats, enlèvements et règlements de comptes - sans que les autorités aient entrepris de réelles poursuites. Le mécontentement populaire provoqué par le climat d'insécurité est exacerbé par la déstabilisation continue de la situation économique du pays depuis la guerre du Golfe. Au cours de la

tournée qu'il a effectuée au début d'octobre dans le sud du pays, le président Ali Abdallah Saleh, considéré comme le principal responsable de cette « situation catastrophique », a été conquis par des manifestants qui l'ont accusé d'être à l'origine « de la corruption, du népotisme et du pillage des biens publics » dans le pays. A Aden, les portraits du président ont été brûlés devant le siège de la Banque du Yémen. Vivement pris à partie au cours d'une rencontre avec des syndicalistes, le chef de l'État, irrité, a rétorqué : « Est-ce que vous souhaitez le retour du régime du PSY et de l'impérialisme ? ». S'ensuivait des cris de « oui, oui, car c'est toi qui plus que quiconque as détruit le pays après l'unité ».

C'est exactement ce que lui reprochait depuis un certain temps, d'une manière indirecte, M. Omar El Gaoui, dans son hebdomadaire El Tagamou, publié à Aden. Selon les milieux de l'opposition démocratique, l'attaque sur l'attentat de septembre pousse pour la bonne raison qu'il a été organisé par les services du président de la République sous la supervision de l'un de ses frères. Le chef de l'État, dit-on dans ces milieux, souhaite devenir le président unique du pays, alors qu'il préside actuellement un collège présidentiel de quatre membres, dont le secrétaire général du PSY, Ali Salem El Beid, qui occupe les fonctions de vice-président. M. Ali Abdallah Saleh reprocherait notamment à M. Omar El Gaoui et à ses amis - dont M. Abou Bakr El Sagoff, président de l'Association yéménite des droits de l'homme - de mener une campagne virulente en vue de faire obstacle à ce projet.

Au cours d'un récent entretien avec M. Omar El Gaoui, le chef de l'État aurait même menacé de se « débarrasser » de lui. El Sagoff, de son côté, professeur de philosophie à l'université de Sanaa et polémiste de talent, a en effet multiplié depuis la proclamation du Yémen réunifié ses critiques contre les aspects « antidémocratiques » du nouveau pouvoir et le « régime personnel » du chef de l'État. Après l'attentat contre M. Omar El Gaoui, il avait, dans un communiqué rendu public en Europe, où il se trouve actuellement, accusé le chef de l'État d'avoir été l'inspirateur. Selon les milieux de l'opposition, le président Saleh s'apprête à lui intenter des poursuites en diffamation. D'ores et déjà, une vingtaine d'avocats parmi les plus éminents du Yémen ont fait part de leur volonté d'assumer la défense de M. El Sagoff.

JEAN GUEYRAS

ÉGYPTE : dans un communiqué

## Amnesty International dénonce la pratique « systématique » de la torture

Dans un communiqué publié mercredi 23 octobre à Londres, Amnesty International affirme que la pratique « systématique » de la torture « continue à être une des marques principales de l'état d'urgence », en vigueur depuis le début d'octobre 1981, à la suite de l'assassinat du président Anouar El Sadate.

« Les militants politiques, leurs proches et même de très jeunes gens sont maltraités par les forces de sécurité », ajoute l'organisation humanitaire, qui fait état de « centaines » de témoignages de personnes « torturées pendant des jours et même des mois après avoir été interpellées en vertu de l'état d'urgence. La plupart sans inculpation et sans procès ».

Amnesty précise que la plupart des victimes sont « soupçonnées d'être membres de groupes islamiques ou leurs proches » et exprime des « doutes sérieux » sur la volonté réelle du gouvernement d'en finir avec les violations des droits de l'homme. Parant sous le couvert de l'anonymat, un porte-parole du ministère égyptien de l'intérieur a déclaré que « toutes ces accusations sont fausses ». — (AFP)

## ASIE

VIETNAM : pour la première fois depuis treize ans

## Le premier ministre a entrepris une tournée des pays d'Asie du Sud-Est

Pour la première fois depuis treize ans, un chef de gouvernement vietnamien a entrepris une tournée en Asie du Sud-Est. M. Vo Van Kiet, arrivé en Indonésie jeudi 24 octobre, se rendra ensuite en Thaïlande puis à Singapour. En 1978, à la veille de l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge, M. Pham Van Dong, alors premier ministre, avait visité plusieurs pays de la région.

## BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les temps ont décidément bien changé. Pour son premier voyage à l'étranger en tant que chef de gouvernement, M. Vo Van Kiet a choisi de se rendre en Thaïlande, l'ancien frère ennemi avec lequel le Vietnam s'apprête à signer plusieurs accords de coopération. Politiquement, il s'agit d'abord en Indonésie, le pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est) avec lequel Hanoï entretient, traditionnellement, les relations les moins tendues. Mais il sera également reçu à Singapour, qui fut l'un des membres de l'ASEAN les plus hostiles à l'intervention vietnamienne au Cambodge.

A l'heure de l'« après-Cambodge », le Vietnam a besoin d'amis. Il vient de normaliser ses relations avec la Chine, où M. Kiet a été reçu par le secrétaire général du PCV, M. Do Muoi, devant se rendre le 5 novembre pour un sommet de la réconciliation. Hanoï opère également un rapprochement

avec l'ASEAN, dont les six membres (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) s'étaient opposés à son intervention au Cambodge. Hanoï souhaiterait même participer en tant qu'observateur à la prochaine conférence des ministres des affaires étrangères de l'ASEAN, prévue à Manille l'année prochaine.

Dans sa quête de nouveaux partenaires, le Vietnam a déjà marqué quelques points. Tout en demeurant très méfiant, l'armée thaïlandaise, qui a repris le pouvoir le 23 février dernier, est prête à laisser régler les contentieux entre Bangkok et Hanoï et à autoriser le début d'une coopération entre les deux capitales. Le marché vietnamien intéresse la Thaïlande, qui tente de devenir la plaque tournante du développement dans une zone incluant l'Asie du Sud-Est continentale et le sud de la Chine.

De son côté, Singapour avait annoncé, à la mi-octobre, que l'embargo économique sur le Vietnam serait levé à l'occasion d'un règlement international du conflit cambodgien, ce qui s'est donc fait mercredi à Paris. Quant aux Indonésiens, ils considèrent le Vietnam comme l'un des responsables de l'expansion chinoise dans la région. Il y a donc longtemps que Djakarta et Hanoï coopèrent.

L'un des objectifs de M. Kiet sera de convaincre ses interlocuteurs que son gouvernement entend s'intégrer dans l'effort régional de développement et n'a plus d'ambitions « indochinoises ». Australiens et Français sont prêts à donner un coup de main à Hanoï au moment où une brutale réduction de l'aide soviétique met en cause, au Viet-

nam, les acquis de quatre années de réformes économiques.

M. Kiet aura, enfin, pour mission de défrayer le mauvais souvenir laissé par la tournée, en 1978, de M. Dong, qui s'était voulu rassurant alors qu'il se préparait à chasser les Khmers rouges de Phnom-Penh. Treize ans plus tard, une page se tourne. Le Vietnam est désormais partenaire régional pour amorcer son développement. Voilà six mois encore, personne n'aurait imaginé qu'un premier ministre vietnamien puisse être reçu à Singapour puis, dans la foulée, à Pékin.

JEAN-CLAUDE POMONTI

« Petite « perle » lors des discussions entre les deux Corées. — La quatrième rencontre des premiers ministres des deux Corées, qui s'est achevée jeudi 24 octobre à Pyongyang, a abouti à une « percée » qualifiée de « significative » par M. Chung Won-shik, représentant de Séoul, et de « grand progrès » par M. Yon Hyong-muk, son homologue du Nord. Acceptant de mettre de côté leur grave différend sur la dénucléarisation de la péninsule, tous deux se sont entendus sur le principe d'un accord de réconciliation. Ce texte devrait marquer une volonté de non-agression et d'accroissement des échanges et de la coopération entre Nord et Sud. Sa rédaction a été confiée à une commission qui se réunira au village frontalier de Panmunjon, et devra avoir achevé ses travaux avant la cinquième réunion des deux premiers ministres, les 12 et 13 décembre à Séoul. — (AFP, Reuters, UPI).



# POLITIQUE

A l'occasion du débat de censure à l'Assemblée nationale

## Mme Edith Cresson dénonce le « parti du découragement »

Comme il était prévu, la motion de censure, déposée, au titre de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jacques Barrot (UDC), Charles Millon (UDF), Bernard Pons (RPR) et soixante-quatre de leurs collègues de l'Assemblée nationale, dont M. Raymond Barre, contre la politique économique du gouvernement, n'a pas atteint, jeudi 24 octobre, la majorité requise de 289 voix. En n'obtenant que 264 voix, soit une de moins que lors de la première motion de censure qui, le 17 juin, avait visé le gouvernement de M. Edith Cresson, l'opposition a fait le plein de ses voix. Vigoureusement obéissant par une partie des députés de l'opposition, le premier ministre a dénoncé le « parti du découragement » et assuré que « le gouvernement est en place jusqu'en 1993 ».

C'est, semble-t-il, devenu encore plus manifeste qu'au printemps dernier : M. Cresson ne doit guère aimer l'Assemblée nationale. Chaque fois qu'elle s'est rendue, mercredi pour les questions d'actualité, ou pour engager la responsabilité de son gouvernement, ou encore pour se défendre contre une motion de censure, elle s'est vue recevoir, quoi qu'elle fasse, son lot d'insultes, qu'elle sera brocardée, et, du coup, elle se cabre. C'est le premier ministre, en effet, qui, en réponse aux orateurs de l'opposition, a choisi, jeudi, de porter la première bande-roule, en émettant son propos par ce trait d'ironie : « Oh, est passée la censure promise par l'opposition contre la politique internationale du gouvernement ? Elle a été écartée par peur de l'échec de ses divisions sur l'Europe. Que sont devenues les censures sur le bud-

get ? Elles ont été abandonnées face à la gageure de demander plus de dépenses et moins d'impôts pour réduire le déficit. » Il n'en faut pas davantage pour soulever la tempête sur les bancs de l'opposition. « Gageure, et non pas gage-eure ! », hurlent quelques députés de droite, pour se moquer d'une erreur de prononciation du premier ministre. La veille, lors de la séance des questions au gouvernement, un retard de quelques minutes avait suffi à déclencher les premiers cris. Un autre jour, ce sera, tout aussi bien, la couleur de son tailleur qui ne plaira pas à ses messieurs. Le premier ministre n'est certes pas un très bon orateur ; elle n'a pas, non plus, cette voix de stentor qui lui permettrait de faire taire les interpellateurs, mais elle a, surtout, le tort d'être une femme : cinq mois après sa nomination à l'hôtel Matignon, il est désormais évident que l'idée - qui aurait pu être lumineuse - de promouvoir une femme, pour la première fois en France, à la tête du gouvernement n'est pas « passée » dans la tête des hommes politiques.

Pendant une demi-heure, le temps de son discours à l'Assemblée nationale, on n'a pas entendu, en effet, que des « protestations », des « mouvements et exclamations » - comme le disent joyeusement les comptes rendus officiels - ponctuer ses propos. Pour être tout à fait précis dans la livraison de l'information, il faut décrire le discours de M. Cresson comme une « démonstration de la force de la parole ». Dans son rôle de professeur chahuté, M. Cresson n'a d'ailleurs pas eu, elle-même, d'autres réflexions que celles puisées dans le domaine scolaire pour tenter de « dédramatiser les querelles ». « Voyez-vous : vous tairez, M. Vian ? (...) Si vous ne voulez pas entendre, vous pouvez sortir ! (...) Ce n'est pas de votre âge. (...) Ce n'est même pas courtois »,

s'est plaint, à son tour, le président de séance, le sage M. Georges Hage (PC, Nord), toujours prédisposé à la paix des ménages. « Je ne sais pas si vous vous rendez compte que vous représentez la France », a ajouté le premier ministre. Eh, oui ! tout de même, en parlant de la France, depuis un bon moment déjà. Par-delà les brocards, le chef du gouvernement souhaitait adresser « un message de mobilisation et d'espoir » à ses compatriotes. « L'expression de revendications sociales ne saurait se confondre avec une crise sociale », a expliqué, tout d'abord, le premier ministre, en citant quelques-uns des acquis, parmi les plus récents, de son gouvernement : le dialogue avec les syndicats, l'accord intervenu dans la fonction publique et celui concernant la maîtrise des dépenses de santé (le Monde du 18 octobre). « Il y a des revendications », a poursuivi M. Cresson. Le gouvernement les écoute. Il propose et discute. Mais ces revendications ne sont pas toutes compatibles. C'est le rôle de l'Etat, d'arbitrer (...). Il faut distinguer entre les mouvements sociaux qui appellent le dialogue et les exactions qui appellent des réponses en termes d'ordre public. »

A ceux qui réclament sa démission, le premier ministre oppose même ce pronostic : « L'impatience, peut-être, la présomption ne saurait justifier une modification des échéances électorales normales. Quelle que soit l'envie de certains parmi vous, le gouvernement est en place jusqu'en 1993. » Puis, il rappelle les principales préoccupations : l'emploi, la précarité, les flux migratoires, l'équilibre du système de santé et de protection sociale et, enfin, l'équilibre du « dual et de l'urbain » au sein de la politique d'aménagement du territoire. « J'aurai bientôt l'occasion de vous faire part des nouveaux projets auxquels le gouvernement s'attache avec le

souci de les mener à bien », ajoute M. Cresson, de manière quelque peu énigmatique. Puis, elle conclut à l'adresse de ses censeurs : « Ne tentez pas de précipiter les échéances ! La France n'y a pas intérêt et, vous-mêmes, vous n'êtes pas d'accord entre vous (...). La Constitution préserve l'équilibre des variations d'humeur. Elle donne le temps de faire et de réaliser. C'est le temps que je demande aux Français (...). Les Français ne sont pas dupes de vos incohérences, ni de vos exagérations. En prenant la tête du parti du découragement, vous négligez la France qui croit en elle, lucide sur ses faiblesses, mais sûre de ses forces. »

### « Un acte solennel de mise en garde »

Auparavant, devant un auditoire quelque peu déprimé - de l'ordre de cent vingt députés dans l'hémicycle - les différents porte-parole de l'opposition avaient, pour l'essentiel, repris des arguments déjà développés, à l'occasion du débat budgétaire. Prévoyant le résultat du scrutin, le plus modéré d'entre eux, M. Jacques Barrot, nouveau président du groupe UDC, a ramené ainsi cette motion de censure à de plus justes proportions : « un acte solennel de mise en garde », peu avant que ne disparaisse, le 31 décembre 1992, le « grand pontife » de l'Europe communautaire.

S'adressant au ministre de l'économie et des finances, M. Barrot a affirmé : « Votre conception de l'économie est celle d'une France grisonnière, piégée par les règles de la concurrence imposées par l'Europe, enchaînée aux grands équilibres économiques, rivée au franc fort. » Mais, prévoyant d'être, aux Français ce que l'on pourrait faire de mieux, plutôt que de leur dire du mal de vous, le président du groupe UDC a défini les trois axes d'une autre politique : « Concentrer le pouvoir d'orientation de

l'impôt vers l'épargne et l'investissement productif pour l'emploi, mieux gérer l'Etat pour dégager des marges budgétaires et utiliser ces marges pour procéder aux investissements structurants dans la formation des hommes ou dans l'aménagement du territoire. » Sur un ton plus comminatoire, M. Philippe Vasseur (UDF, Pas-de-Calais) a volontiers joué le rôle de la « vedette américaine », destinée à chauffer la salle. « Nous pourrions nous demander si nous ne ferions pas mieux d'aller manifester dans la rue », a-t-il déclaré ainsi tout de go, en évoquant aussi bien les concessions obtenues, il y a un an, par les lycéens à l'École, que celles tracées, le matin même, dans le Journal du Centre, par le président de la République, à destination, cette fois, de « ses amis, les agriculteurs ». « C'est la plus mauvaise méthode possible », a jugé M. Vasseur. Et, prenant un goût évident à la polémique, le porte-parole de l'UDF a lancé ce trait au ministre de l'économie : « Il n'y a pas de parti de la dévaluation, sauf, peut-être, un courant au sein du Parti socialiste. Mais il y a un parti de la dette, il y a un parti responsable de trois millions de chômeurs. »

### Epoqueventails

« Quand cela ne va pas pour vous, vous fabriquez des adversaires mythiques, suffisamment repous-sants pour convaincre les Français qu'il faut prendre vos vœux mieux que les épouvantails que vous avez façonnés. Hier, c'était le libéralisme sauvage. Aujourd'hui, c'est le parti de la dévaluation, qui n'existe que dans votre imagination », a enchaîné le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé. Le député de Paris énonce alors le credo de l'opposition : la maîtrise des dépenses publiques, la baisse de la fiscalité, et de « vraies » privatisations des entreprises publiques. Oui, affirme M. Juppé, il y a des différences entre la gauche et

la droite, et la « recherche effrénée du consensus explique la crise politique », qui pourrait déboucher, à son tour, sur « une véritable crise de régime ». Au terme du débat, le représentant des députés non inscrits, M. Léon Bataud, député de la Guyane, a mis en cause la crise « sociale, morale », qui touche la société. « Aujourd'hui, au moment où nous débattons, le peuple de France est dans la rue et exprime son malaise. Aussi, cette motion de censure est plus qu'un symbole. C'est un acte de solidarité nationale. »

Dans le rôle du défenseur du gouvernement, M. Henri Emmanuel (PS, Landes) a usé, à son tour du procédé du renversement de la preuve : ce n'est pas parce que l'on est d'accord pour renverser un gouvernement que l'on est forcément à même de constituer une nouvelle majorité. S'adressant plus particulièrement au président de l'UDC, le président de l'Assemblée nationale a demandé : « Etes-vous d'accord, M. Barrot, avec ceux qui parlent d'« odeurs », d'« occupation », ou d'« invasion » ? Partagez-vous les convictions de M. Chirac sur l'élargissement de l'Europe ? »

Il est revenu à M. Fabien Thiémi (PC, Nord) d'expliquer l'attitude du groupe communiste : « Les députés communistes ne peuvent pas voter la motion de censure présentée par la droite, parce qu'elle ne constitue pas une orientation alternative à la politique actuelle. Elle est en fait une aggravation outrancière. Voter la censure, ce serait tromper les gens, leur faire croire que cela déboucherait sur un changement de la politique actuelle. Les hommes et les femmes de gauche à qui ont à cœur de faire vivre l'union et la démocratie au quotidien ne peuvent donc compter sur cette « force loyale » que constitue le Parti communiste. »

JEAN-LOUIS SAUX

### L'analyse du scrutin

La motion de censure déposée contre la politique économique du gouvernement, au titre de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, a recueilli 264 voix, la majorité requise étant de 289.

Ont voté « pour » :

- 126 RPR sur 127 ; un seul député RPR, M. Pierre de Bérulle (Paris), n'a pas participé au scrutin ;
- 90 UDF sur 90 ;
- 38 UDC sur 38 ;
- 10 non-inscrits sur 22 : MM. Léon Bertrand, Jean-Michel Dubernard, Jacques Housquin, Jean-Jacques Jégou, Auguste Legros, Michel Noir, Jean Royer, Maurice Sergheraert, Christian Spiller et M. Marie-France Stiebel.

Par rapport à la première motion de censure qui, le 17 juin dernier, avait visé le gouvernement de M. Edith Cresson, un seul député non inscrit, M. Auguste Legros (la Réunion), a rejoint le camp des « censeurs » ; deux autres, en revanche, l'ont quitté, MM. Jean-Pierre de Paradi della Rocca (Bouches-du-Rhône) et André Thien Ah Koon (la Réunion).

### EN BREF

□ Réserve du vote sur les crédits de l'agriculture. - Les députés ont achevé, jeudi 24 octobre, l'examen du budget du ministère de l'Agriculture. Faute de majorité, le ministre, M. Louis Mermez, a dû demander la réserve du vote de ses crédits. En début de séance, l'opposition avait protesté, à travers plusieurs rappels au règlement, contre l'annonce par le président de la République de mesures de soutien aux agriculteurs, estimant « inadmissible » d'être informée par la presse en plein débat budgétaire.

□ Une majorité relative de Français souhaite une élection présidentielle anticipée. - Une majorité relative de Français (46 % contre 45 %) souhaite que l'élection présidentielle, prévue en 1995, soit avancée, indique un sondage de la SOFRES pour le Figaro-Magazine (du 26 octobre). Une consultation anticipée est désirée par 76 % des sympathisants de l'opposition (contre 26 %) et par 23 % des électeurs proches de la gauche (contre 71 %). L'enquête a été faite les 17 et 18 octobre auprès de huit cents personnes.

## Le printemps en automne

par Thierry Bréhier

MADAME EDITH CRESSON a-t-elle mis au point un nouveau cycle des saisons ? Elle a connu les bourrasques au printemps, elle a dû hiberner cet été, et c'est au début de l'automne que son ciel paraît se dégager.

La non-adoption de la motion de censure, déposée par la droite n'est pas, bien entendu, la seule cause de cette amélioration de la météorologie personnelle du premier ministre. Quoi qu'il en soit, elle fait semblant de penser, si le CDS, si le PR, si le RPR n'aspèrent par à renverser le gouvernement, ne serait-ce que parce qu'ils ne savent que trop que, pas plus que le PS, ils n'ont intérêt à des élections législatives anticipées.

La franchise sans encombre de son facile obstacle parlementaire, symbolisée, néanmoins, la relative embellie dont bénéficie M. Cresson depuis quelques jours.

L'évolution du dossier agricole est symptomatique de ce retournement. La colère des éleveurs s'est traduite par des actions si excessives qu'il semble bien que l'opinion qui, d'abord, comprenait l'inquiétude du monde rural, paraît aujourd'hui ne plus admettre sa violence. Le relatif échec de la grève générale, prônée par Force ouvrière, et le bon contact que le premier ministre a su nouer avec les organisations syndicales réformistes (CFDT, CFTC, CSC, FEN) lui ont permis de dédramatiser le climat social, d'autant plus que l'accord conclu avec trois de celles-ci dans la fonction publique autorise M. Cresson à se féliciter d'un retour à la politique contractuelle, à laquelle M. Michel Rocard avait dû renoncer dès l'automne 1988.

Certes, il reste le conflit des infirmières, mais ce mouvement est loin de connaître la même ampleur que celui d'il y a trois ans, et, pourrait bien, à force de patience, déboucher sur un accord.

Certes, de tout cela, les ministres compétents sont largement responsables, mais M. Cresson peut, légitimement, dire, comme Gallieni au lendemain de la bataille de la Marne : « Je ne sais pas qui

est responsable de la victoire, mais je sais bien qui aurait été rendu responsable de la défaite. » Son cabinet, depuis l'arrivée de M. François Lamoureux, a pris sérieusement les dossiers en main : il a été en permanence à l'arrière-plan des négociations menées par M. Sokosin ; il s'est efforcé de faire comprendre la difficulté du dossier qu'avait à traiter M. Bruno Durieux.

### Le ferme appui de M. Mitterrand

Les appuis apportés au premier ministre par le président de la République ont contraint tous ceux qui spéculent sur un départ rapide de M. Cresson à réfléchir. Mignon de rester les esprits égarés. La perspective des ministères ont compris qu'il ne leur fallait pas passer par profits et pertes la présence du chef du gouvernement.

Cette situation a permis à M. Cresson de mettre fin au « silence radio » qu'elle s'était imposé cet été. Elle a montré, alors, qu'elle peut parler d'autres choses que d'apprentissage et de P.M.I. Son discours de jeudi à l'Assemblée nationale, comme son intervention le même jour à TF1, sont, à cet égard, révélateurs. Certes, elle a confirmé à la tribune du Palais-Bourbon qu'elle est un piètre orateur parlementaire, mais elle a révélé qu'elle peut répondre à des interrogations incongrues, qu'elle sait porter des coups à l'opposition, qu'elle se permet de parler de tout, y compris de la réforme électorale, sujet sensible entre tous ; bref, qu'elle fait de la politique.

Bien des députés socialistes, qui avaient fort apprécié son discours sur l'immigration lorsqu'elle avait présenté le projet sur la lutte contre le travail clandestin, se sentent mis à l'écart d'un rayon de soleil dans leur ciel nuageux.

Une hirondelle ne fait pas le printemps, pour autant. Le chef du gouvernement a toujours de sérieux difficultés avec les plus importants de ses ministres. M. Lionel Joseph n'a pas l'intention de demander l'autorisation de

Mignon avant de se rendre en province. M. Pierre Bérégovoy continue à faire le nécessaire pour laisser croire que c'est lui qui inspire toutes les décisions du gouvernement. Ainsi, son annonce prématurée d'une nécessaire remise en ordre de l'ANPE, alors qu'il savait que M. Cresson et M. Martine Aubry la prépareraient depuis longtemps, a sensiblement compliqué la tâche du ministre du travail. Sur le plan parlementaire, le non-vote de la censure ne signifie pas non plus que tout s'arrange. Loin s'en faut. Les budgets des ministères, feints de majorité pour les approuver, doivent être « éreintés » les uns après les autres, dans l'attente d'un nouvel engagement de la responsabilité du gouvernement.

Surtout, la situation économique est loin d'évoluer comme le souhaitait le premier ministre. Le nouvel accroissement du chômage n'est malheureusement pas une surprise, mais la reprise économique n'est apparemment pas, contrairement à ce qui était espéré, au rendez-vous. M. Cresson et les socialistes en seraient pourtant au grand besoin pour disposer de quelques facilités financières leur permettant de transformer les légères promesses de ce curieux printemps automnal en fructueuses récoltes de voix.

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT  
GUIDE  
DE VOS  
DEMARCHES

Sur TF1

## « M. Giscard d'Estaing c'est M. Le Pen dans un bas de soie »

déclare le premier ministre

M. Edith Cresson, invitée du journal du soir de TF1, jeudi 24 octobre, a donné son avis sur la progression des idées de M. Jean-Marie Le Pen dans l'élection présidentielle. Elle a déclaré, tout d'abord, que M. Le Pen était un homme de bien, qu'elle le respectait, mais qu'elle ne le trouvait pas intéressant. Elle a ensuite déclaré : « M. Giscard d'Estaing, c'est M. Le Pen dans un bas de soie. »

« Quand on remet en cause un des principes fondamentaux de la République, qui est le droit du suffrage universel, a-t-elle expliqué, et quand on est un ancien président de la République, c'est vrai qu'on prend des responsabilités très lourdes. Alors, il ne faut pas s'étonner, après, que M. Le Pen soit dédaigné. » Elle estime

que la propagation des idées « effroyables » du Front national résulte de « compromissions et d'appels à la peur », auxquels les Français doivent résister.

A propos de la réforme du mode de scrutin, le chef du gouvernement s'est prononcé pour « une loi de proportionnelle », qui permettrait à certains courants, comme les écologistes, d'être représentés à l'Assemblée nationale. Elle y voit un moyen de lutter contre l'abstentionnisme. Interrogé, enfin, sur sa faible cote de popularité, M. Cresson a déclaré : « C'est possible de gouverner. La preuve : je gouverne, et, encore aujourd'hui, il y a une motion de censure qui a été rejetée. Je suis là depuis moins d'un an. Je suis le président le moins connu, mais je suis sûr que je ne suis pas fragile. »

Lire page 29 la chronique de PIERRE GEORGES

Par un message téléphonique

## M. Médecin « investit » M. Estrosi à Nice

NICE

de notre correspondant régional

A l'occasion de l'inauguration de la permanence du Rassemblement pour Nice (RPN), le mouvement créé, à la fin de 1990, par le député (RPR) des Alpes-Maritimes, M. Christian Estrosi, un message téléphonique de M. Jacques Médecin, ancien ministre (CNI) de Nice, a été diffusé, jeudi 24 octobre, à l'attention des Niquais et des Niquaises. « Sans vouloir vous donner d'ordre ni de conseil, déclare M. Médecin, je vous dis : faites confiance à ces hommes et à ces femmes qui se sont rassemblés, aujourd'hui, autour de M. Estrosi et de l'équipe qui a refusé de continuer sans en appeler au peuple. Pensez que ce sont eux les vrais démocrates parce qu'ils sont prêts à affronter les élections et, j'en suis certain, prêts à les gagner. »

M. Estrosi s'est défendu de vouloir « faire de la récupération ».

« Tout le monde sait, a-t-il ajouté, que M. Médecin et moi sommes restés très amis et que nous partageons la même vision d'avenir pour cette ville et pour ce département. J'apprécie son soutien qui, a-t-il précisé, est valable pour toutes les actions politiques que je conduirai. » La prise de position de l'ancien maire de Nice en faveur de M. Estrosi paraît, en fait, davantage liée à la succession de M. Médecin à la tête de la ville qu'aux prochaines élections régionales et cantonales. M. Estrosi cherche, visiblement, à imposer dans l'opinion publique niquoise l'idée selon laquelle il est le « fils spirituel » de M. Médecin et, donc, son seul héritier. Afin de prendre l'avantage sur les autres « bébés Médecin », M. Marine Dugrahl (RPR) et M. Rudy Salles (UDF), deux députés, l'estime, toutefois, qu'il doit jouer un rôle éminent lors des élections régionales.

G. P.

هكزان الثمن

## POLITIQUE

Le budget de l'aménagement du territoire

### M. Delebarre veut encourager la « délocalisation » des activités hors de Paris

Les députés ont examiné, dans la nuit du 24 au 25 octobre, le budget du ministère de la ville et de l'aménagement du territoire. En butte à l'hostilité conjuguée des groupes RPR, UDF, UDC et PC, M. Michel Delebarre, ministre d'Etat, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, qui entend favoriser la « délocalisation » des activités hors d'Ile-de-France, a demandé la réserve du vote de ses crédits.

Les crédits inscrits au titre de l'aménagement du territoire se montent à 1,794 milliard de francs, soit une baisse de 18,6 % par rapport au budget voté l'an dernier. En y ajoutant les crédits affectés à la politique de la ville, mais inscrits au budget de l'équipement et du logement, l'enveloppe globale dont dispose M. Michel Delebarre se chiffre à 3,416 milliards de francs, soit une progression de 23 %. Le ministre d'Etat aurait pu, néanmoins, s'offrir le titre de ministre de la poche, mais il a préféré une autre formule, moins familière : « la mauvaise conscience géographique du gouvernement ». C'est en tout cas ce rôle d'aiguillon qu'il a revendiqué après que les orateurs de tous les groupes eurent dressé, avec des mots identiques, l'inventaire des maux : hypertrophie de Paris, déséquilibres entre villes et campagnes, désertification du monde rural. Il n'était jusqu'au nom de M. Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand, qui ne fut brandi par chacun comme un étendard.

#### Le rôle de la région

M. Gaston Rimareix (PS, Creuse), rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, avait expliqué qu'il était souhaitable que Paris se « musclât », et non « engraisse ». M. Delebarre lui a fourni quelques éléments de réponse en déviant le dispositif de « délocalisation » retenu par le gouvernement : d'une part, un fonds de 100 millions de francs sera mis en place en 1992 pour aider à la délocalisation d'entreprises privées hors de la région Ile-de-France ; d'autre part, les entreprises publiques employant plus de 2 000 salariés sont invitées

à moduler leurs effectifs et leurs investissements en fonction des priorités de l'aménagement du territoire. Ce plan de bataille n'a guère impressionné M. Yves Coussin (app. UDF, Cantal). « 90 % de la population sur 10 % du territoire, c'est-à-dire, telle est la perspective inacceptable des régionalistes, et que votre budget ne combat pas ! » Doté de crédits en diminution par rapport à 1991, le ministère de l'aménagement du territoire n'est, selon lui, qu'un « ministère-SAMU des quartiers déshérités ». M. André Laignel, secrétaire d'Etat à la ville et à l'aménagement du territoire, lui a rétorqué que deux postes budgétaires - le Fonds interministériel à l'aménagement du territoire (FIAM) et le Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne (FIAM) - bénéficient d'une sensible augmentation, alors qu'ils avaient subi des coupes sombres en 1987 et 1988.

Au-delà des inévitables escarmouches sur l'insuffisance des crédits obtenus, la séance a été marquée par un utile débat sur la répartition des tâches entre les différents acteurs. Quel place accorder à chacun ? M. Jean-Pierre Balladur, rapporteur spécial de la commission des finances, s'est inquiété de voir les « grands fœdaux » de province et les maires des petites communes pratiquer un « isolationnisme » négligeant la mission de l'Etat. Selon lui, l'Etat doit, certes, reconnaître à la région la qualité d'« interlocuteur privilégié », mais, pour autant, il ne doit pas signer n'importe quoi. Voilà qui ne pouvait que confirmer les soupçons de M. Domini, qui a reproché à l'Etat de vouloir « contourner l'échelon régional ». Les prochains mois devraient voir ce débat gagner en actualité.

FRÉDÉRIC BOBIN

M. Pinsky a reçu M. Balladur. M. Antoine Pinsky, qui fête son centième anniversaire le 30 décembre prochain, a reçu à déjeuner, jeudi 24 octobre, à son domicile de Saint-Chamond (Loire), M. Edouard Balladur. Les deux anciens ministres des finances ont évoqué la situation économique intérieure, M. Pinsky estimant que « le gouvernement a fait beaucoup de dommages » et qu'il a « trop promis ». Il a toutefois reconnu que M. Bérégovoy « fait la même politique que la sienne, sauf qu'il ne baisse pas assez les impôts ».

Commentant, jeudi 24 octobre, le sondage de la SOFRES pour le Monde et RTL (le Monde du 25 octobre), selon lequel 32 % des Français se déclarent d'accord avec les idées de M. Jean-Marie Le Pen, M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, a déclaré qu'il faut « arrêter la diabolisation » du président du Front national, qui « n'est pas l'alpha et l'oméga de la vie politique française », ni, « non plus, le repoussoir universel ».

Tirant, lui aussi, les enseignements de ce sondage, M. Le Pen, en déplacement dans le Rhône, a déclaré que ses chiffres prouvent « que le Front national sera, à droite, la grande force d'alternative dans les mois et les années à venir ». Au même moment, lors d'une conférence

#### L'ancien ministre s'amuse

Sous la pression du CDS, le bureau politique de l'UDF avait bien condamné, le 16 octobre, par un de ces communiqués dont cette formation a le secret, « les débordements et les excès » dans le débat sur l'immigration, mais en se gardant évidemment de préciser si cette condamnation concernait M. Poniowski ou M. Giscard d'Estaing, voire les deux. Après l'entrevue de M. Poniowski à Valence, M. Bernard Bosson a exigé, le 23 octobre dans le Figaro, que les dirigeants de l'UDF aillent plus loin, « en tranchant définitivement le problème ». Estimant « cette réclame » de M. Poniowski « inacceptable », le nouveau secré-

Après le sondage de la SOFRES sur la diffusion des idées de l'extrême droite

### M. Longuet refuse de désavouer M. Poniowski et de considérer M. Le Pen comme le « repoussoir universel »

Pour l'heure, l'UDF semble vouloir, plutôt, s'en laver les mains. Pour son secrétaire général, M. François Bayrou, ce genre de problème de discipline est strictement du ressort du Parti républicain. Celui-ci n'ayant pas davantage l'intention de bouger, chacun semble nager dans la plus totale hypocrisie. Réuni jeudi matin 24 octobre, le bureau politique du PR s'est borné, ni plus ni moins, à recommander à M. Bosson de se mêler de ce qui le regarde. En termes plus choisis, les dirigeants du PR « ont revendiqué le droit de porter leurs propres jugements, sans se laisser dicter par une quelconque pression extérieure ».

Pour le reste, selon certains, M. Poniowski, présent au côté de M. Létard, avait « le profil bas ». L'intéressé, tout au contraire, se félicitait, après cette réunion, de « la solidarité » de ses amis, amusé de n'avoir pas entendu « l'ombre d'une demande d'exclusion ». M. Gérard Longuet a produit un texte de réflexion de vingt-trois pages, visant à éclaircir la stratégie de son parti avant la réunion du conseil national de l'UDF, les 9 et 10 novembre prochains.

#### Des idées qui font leur chemin

Ce texte est, à première vue, sans ambiguïté sur l'attitude à adopter vis-à-vis du Front national pour les prochaines élections régionales. « Nous devons, écrit ainsi le président du PR, adopter une attitude cohérente d'une région à l'autre, qui pourrait ainsi s'énoncer : l'UPF gouverne les

communes à Lyon. MM. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, Maurice Charrier, maire (communiste) de Vaux-en-Velin, et Alain Jakubowick, adjoint au maire de Lyon, dénonçaient « la montée du Front national, qui menace les valeurs républicaines du pays ».

Quelle sera la véritable portée d'un tel texte quand, déjà, certains amis de M. Longuet expliquent qu'il conviendra de savoir le lire entre les lignes et qu'il est admis « que le regard pourra se détourner en cas d'arrangements locaux » ? Ou bien, quand M. Poniowski lui-même s'amuse de ce texte, auquel il ne trouve, officiellement, rien à redire ? La « très grande masse » de courtoisie qu'il dit recevoir depuis quelques semaines, le fait, toujours selon lui, que parmi ses collègues parlementaires, « une très grande majorité estime, sans le dire, que chaque élévation doit être traitée pour lui-même », tout cela le conforte. « Je dis à mes amis : sortez vos petites calculatrices ! Je leur dis, ajoute-t-il, de se souvenir de ce que M. Mitterrand a fait avec les communistes et de ne pas oublier la règle qui veut que le parti le plus modéré et le plus lourd finisse nécessairement par dominer l'autre ».

Les idées de M. Poniowski font leur chemin. En ne les dénonçant pas plus énergiquement, en se retranchant derrière

l'illusoire esprit de tolérance de la grande famille libérale, les dirigeants du PR continuent de donner le sentiment de jouer sur les deux tableaux. M. Létard d'un côté, M. Poniowski de l'autre. On pourrait, comme le premier à propos des déclarations de M. Giscard d'Estaing sur l'immigration, parler de « lâchetés ».

Il faudra bien aussi, un jour, éclaircir le comportement de M. Giscard d'Estaing face à ce qu'il faut bien appeler le « cas », ou, plutôt, le « mystère Ponia ». Les amis de l'ancien président de la République assurent que celui-ci n'a plus aucun contact politique avec son ancien ministre et confident et, même, que ses déclarations du moment le font « émettre ». Lorsqu'on le lui rapporte, M. Poniowski s'amuse encore un peu plus. « Je laisse les gens à leur ignorance », confie-t-il. Qui croit ?

DANIEL CARTON

Le pèlerinage d'extrême droite est intervenu à Martel. M. Jean-Claude Réquier, maire (MRG) de Martel (Lot) a pris, jeudi 24 octobre, un arrêté de police municipale interdisant toute manifestation de défilé sur la voie publique du samedi 26 octobre à 09 heures au dimanche 27 octobre à 24 heures. Cet arrêté vise un pèlerinage d'extrême droite organisé dans ce village par M. Bernard Lugan, un universitaire de Lyon, compagnon de route du Front national (le Monde du 25 octobre). Après avoir « déploré » ce rassemblement, le maire de Martel a considéré, compte tenu de l'opposition manifestée par un collectif représentant la population, qu'il pouvait être à l'origine de « graves troubles de l'ordre public ». (Corresp.)

Un débat entre communistes à Lyon

### « Tout ce que tu dis, je l'ai lu hier dans l'Humanité ! »

LYON

de notre bureau régional

La salle Rameau n'était certes pas remplie comme pour un soir de gala. Près de deux cents militants communistes occupaient, quand même, le 23 octobre, les sièges de velours de ce théâtre lyonnais. La fédération du Rhône du PCF les avait conviés à « prendre la parole ». Certains ont exprimé des réserves sur ce type de spectacle imposé par la direction du parti. La cellule Lemaire de Lyon a fait savoir ses réticences : « Nous sommes marxistes et nous le resterons. Nous regrettons que ce débat soit animé par M. Fiterman, suite à ses prises de position divergentes, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti. L'ancien ministre a admis, d'ailleurs, que le caractère « peu ordinaire » de cette réunion tenait en partie à sa présence. Et s'il était invité par la fédération, c'était en « esprit libre et responsable ».

Si la cellule Lemaire avait réaffirmé son attachement au père fondateur, c'était à cause d'une phrase imprimée dans le dépliant d'invitation. « S'avez-vous que le PCF n'est plus un parti marxiste ? » était-il écrit. Quelques militants ont relevé ce crime de lèse-dogme : « Cela n'a pas été décidé au vingt-septième congrès », a observé l'un d'eux. La sorte réservée au « socle du marxisme-léninisme » a

occupé une partie des interventions de la soirée. Le pluralisme, que M. Fiterman voulait incarner, a été un peu écorné. De courtes houleuses ont accompagné des interventions critiques sur la vulgarisation de l'histoire, pratiquée par le PCF, ou sur la représentativité de ses dirigeants. « M. Marchais, ce n'est pas moi », s'est exclamé un spectateur.

#### M. Fiterman suspecté

L'intérêt même de cette rencontre a été mis en doute. Le slogan de la bannière tendue sur la scène - « Pour s'en sortir, nous avons des réponses à trouver ensemble » - a été fustigé par un camarade, qui a déploré les conditions de discussion dans la fédération. « Pourquoi n'avez-vous pas organisé ce débat avant le congrès ? », s'est exclamé un militant à l'adresse du secrétaire fédéral. Pour couper court à ces digressions, le dirigeant des jeunes communistes locaux a replacé « les enjeux dans leurs perspectives ». Son intervention, où ne manquait aucune virgule, a provoqué le courroux d'un ancien compagnon de route : « Tout ce que tu dis, je l'ai lu hier dans l'Humanité ! ».

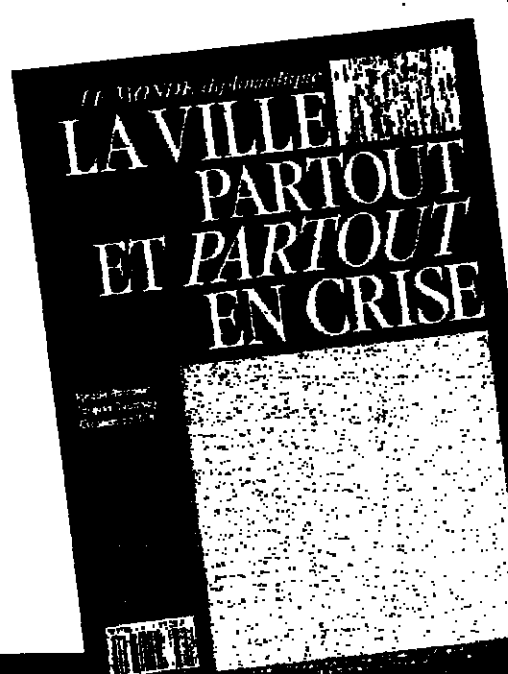
Voulu très ouvert, sans décourager ni tromper, le débat a été, en fait, une suite de monologues, de longs développements perturbés par un trop

plein de mots puisés dans l'arsenal ou empruntés à la langue de bois. A la chute des pays de l'Est répondaient les responsabilités de celui que le PCF « avait fait dire », M. François Mitterrand, un président « devenu dangereux » ; les « emises du stalinisme » renvoyaient à la grève des infirmières, et les charges « désespérées » des agriculteurs à la tentation de l'abstention. La rencontre a été dominée par la relation entre la salle et M. Fiterman, suspecté de vouloir créer un « courant » dans le parti ou, pis, de glisser, avec ses amis anciens ministres, vers le « socialisme démocratique ». L'ancien numéro deux du PCF, qui a refusé de conduire la liste du parti aux élections régionales dans le Rhône, s'est employé à dissiper ces craintes.

Posément, répondant aux doutes, voire aux angoisses, il a tenté de séparer le bon grain de l'ivraie communiste. Il a rappelé les heures de gloire du parti et il a encouragé l'assistance à ne pas avoir peur de dire que, « sur certains points, on s'était trompé ». M. Fiterman a donné des gages de son engagement : « Nous réfléchissons tous de croire que le capitalisme a la capacité de répondre à l'avenir. Nous ne sommes pas immobiles. Un rassemblement possible est à construire ».

BRUNO CAUSSE

Treizième volume de la collection « Manière de voir »



LE MONDE diplomatique

### MÉGAPOLES, VIOLENCES ET DÉMOCRATIE

Dans moins de dix ans, la moitié de la population mondiale sera concentrée dans les villes. Et vingt des plus grandes villes seront situées dans les pays les plus pauvres de la planète. Ces mégapoles sont devenues le lieu de toutes les fractures. Au Nord, les banlieues explosent sous l'effet conjugué des maux sociaux et des discriminations ; au Sud, l'exode rural et une démographie non maîtrisée multiplient les citernes de misère. Partout, s'opposent riches et pauvres, poches de beaux quartiers et enclaves des ghettos, architecture rurale et urbanisme concentrationnaire, traditions et modernité. Tout pourtant n'est pas noir dans la crise urbaine : car celle-ci oblige les mentalités à changer, impose le brassage des cultures, et favorise l'épanouissement de formes nouvelles d'expression artistique. Cette livraison de la collection « Manière de voir » s'interroge sur les raisons qui font de la ville le principal révélateur d'une civilisation malade. Quelle démocratie dans ces « cités sans citoyens » ? Comment désamorcer la grande violence qui monte des villes ? Pourquoi les jeunes se trouvent, partout, en première ligne de front ?

#### LA VILLE PARTOUT ET PARTOUT EN CRISE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

#### BON DE COMMANDE LA VILLE PARTOUT ET PARTOUT EN CRISE

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
LOCALITÉ \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_  
42 F \_\_\_\_\_ 100 P \_\_\_\_\_  
FRANCE METROPOLITAINE 47 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : \_\_\_\_\_ 47 F \_\_\_\_\_  
DOM-TOM et ÉTRANGER 52 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : \_\_\_\_\_ 52 F \_\_\_\_\_  
Commande à faire parvenir avec votre règlement à :  
LE MONDE - Service vente au numéro - 15, rue Falguère, 75501 PARIS CEDEX 15 FRANCE.



# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Les affaires liées à la transfusion sanguine

### M. Fabius porte plainte pour diffamation contre le professeur Roux

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a annoncé jeudi 24 octobre sa décision de saisir le ministre de la justice afin qu'il dépose plainte pour diffamation contre le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, et membre du comité central du Parti communiste français. La veille, le professeur Roux avait nommé M. Fabius dans l'émission « Les Médicales » de FR-3 Languedoc-Roussillon, où il était interrogé sur les affaires liées à la transfusion sanguine.

Précisant les déclarations qu'il avait faites dans ces colonnes (le Monde du 15 octobre), le professeur Roux a notamment affirmé : « En 1984, le premier ministre a pris sur la chapelle la prévention de la direction générale de la santé, une somme de plusieurs millions, le ne sais pas exactement combien, pour le centre international d'information de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber. L'année suivante, il y a eu un second prêt pour le compte

spécial du premier ministre. Pour le professeur Roux, M. Fabius doit être tenu pour responsable des retards dans la mise en œuvre du dépistage de l'infection par le virus du sida en France en 1985.

Le professeur Jacques Roux avait déjà ces derniers jours accusé sur le même thème M. Georges Dufoix, ministre des affaires sociales à l'époque, ainsi que M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances. A la suite de ces déclarations, le ministre de l'économie et des finances a « démenti formellement » les informations « selon lesquelles des crédits du budget de la santé auraient été annulés en 1985 pour financer d'autres dépenses de l'Etat ».

« Ces assertions sont sans fondement », souligne-t-on au Quai de Bercy. Si des ouvertures et des annulations de crédits sont intervenues comme tous les ans dans la loi de finances rectificative de la fin 1985, aucune dérogation budgétaire concernant le sida n'a été affectée par ces mouvements techniques traditionnels.

Epilogue du scandale de la caisse noire des « verts »

### M. Roger Rocher obtient une grâce présidentielle partielle

LYON

de notre bureau régional

Par un décret individuel signé le 18 octobre par le président de la République, Roger Rocher, ex-président de l'Association sportive de Saint-Etienne (ASSE), a obtenu une « remise gracieuse » de l'amende de 800 000 F que lui avait infligé, le 15 mai, la quatrième chambre de la cour d'appel de Lyon.

Cette grâce présidentielle, qui fait suite à un recours-circumscrit déposé par le condamné au début de l'été, ne concerne pas la peine principale de trois ans d'emprisonnement, dont deux ans et huit mois avec sursis, qui est restée en compte des quatre mois de détention préventive accomplis avant son procès. L'implication des affaires criminelles de Roger Rocher, M. Rocher, qui avait pré-

sidé le club stéphanois de 1961 à 1982, était, à ce titre, le personnage central de l'affaire dite de la caisse noire des « verts », une série de malversations commises entre 1978 et 1982 et portant sur quelque 22 millions de francs. En mai dernier, l'ancien patron des « Verts », âgé de soixante et onze ans, avait été très affecté par la condamnation de la cour d'appel de Lyon, qui avait infligé à la fois la peine de prison et l'amende de 800 000 F en première instance, affirmant, le condamné, la ruine et à la vente de sa maison.

L'âge du condamné et les « services rendus au football et à la France », mis en avant dans le recours, pour lequel le parquet général de la cour d'appel de Lyon avait émis un avis défavorable, ont sans doute pesé sur la décision prise par M. François Mitterrand à partir des conclusions du service des affaires criminelles et des grâces de la chancellerie. R. B.

L'interdiction d'une campagne anti-tabac

### Les limites de la contre-publicité

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris a interdit, mercredi 24 octobre, au Comité national contre les maladies respiratoires et la tuberculose (CNCMR) et au Comité national contre le tabagisme (CNCT) d'utiliser cinq types d'affiches réalisées selon un modèle créé à l'initiative de la ville de Quimper pour une campagne anti-tabac organisée en avril.

La Seita, la société Reynolds Tobacco et la société Philip Morris avaient saisi le juge des référés en arguant que près de cinquante mille affiches caricaturant les marques Chevalon, Gauloises, Marlboro, Gitanes et Camel, devaient être incessamment utilisées dans une campagne intitulée « Le pub tue ». Ainsi, parmi les dessins contestés, figurait le casque alé de la Gauloise coiffant une tête de mort et le Gitanes dansant avec des patins de crabe, symbole du cancer.

Dans son ordonnance, le magistrat, M. Patrick Maynal, constate que les affiches tristes constituent soit des contrefaçons, soit des imitations, en observant : « Il importe peu que le but de ces usurpations soit d'engager une action de protection de la santé publique contre la consommation du tabac. » Et le juge ajoute que « le droit des marques ne reconnaît pas leur utilisation à des fins de caricature ».

Le CNCMR et le CNCT devront donc renoncer à l'affichage sous astime de 1 000 F par infraction constatée et remettre les affiches Gauloises

et Gitanes à la Seita, « afin qu'elle les détruise », en application du droit relatif à la contrefaçon.

En revanche, dans une ordonnance distincte, le juge a rejeté une poursuite similaire engagée par l'Union des annonceurs et l'Association des agences conseil en communication qui se plaignaient d'un préjudice causé à la profession par la mention « Le pub tue ».

« Une grande liberté de ton »

Dans son ordonnance, le magistrat remarque : « La publicité est un moyen de communication, à défaut d'être toujours un moyen d'information, qui jouit d'une grande liberté de ton (...). Les ordonnances publicitaires n'ont pas à recourir à des mots et des images qui frappent la sensibilité ou éveillent la curiosité (...). Pour ce faire, ils revendiquent la liberté d'expression la plus largement entendue. »

Aussi, M. Maynal estime qu'en toute logique, les publicitaires seraient malvenus de se plaindre d'une sorte de concurrence, en considérant que « la critique à l'égard de la publicité par une publicité relève des mêmes principes ». Et le juge souligne : « En l'espèce, si le genre choisi procède de l'insolence et de la caricature, il n'en demeure pas moins que le sens du message n'apparaît pas d'un manifestement incontestable et dérangeant, dans la mesure où, d'une part, il est constant que la publicité incite à consommer du tabac et, d'autre part, que la consommation du tabac a des effets néfastes sur la santé. »

MAURICE PEYROT

Après le mandat d'arrêt lancé contre un responsable iranien

## Téhéran dément à nouveau « toute implication » dans l'assassinat de Chapour Bakhtiar

Après le mandat d'arrêt international lancé par le juge d'instruction chargé du dossier sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar, M. Jean-Louis Bruguière, contre un conseiller du ministre iranien des télécommunications, mardi 22 octobre (le Monde du 24 octobre), l'ambassade d'Iran à Paris a démenti à nouveau, mercredi 23 octobre, « toute implication des autorités iraniennes ». L'ambassade s'étonne de « la simultanéité entre les nouvelles évolutions dans les relations franco-iraniennes et la reprise d'une campagne de dénigrement contre la République islamique d'Iran ».

Jamais la mise en cause de Téhéran dans l'assassinat de Chapour Bakhtiar n'était allée aussi loin. Assortie d'un mandat d'arrêt international, l'inculpation de M. Hossein Sheikhkhah, conseiller du ministre iranien des télécommunications, pour « complicité d'assassinat et association de malfaiteurs, infractions en relation avec une entreprise terroriste », dirige les soupçons jusqu'aux sommets du régime iranien. Par elle, l'inculpation d'un membre de cabinet d'un gouvernement étranger est sans précédent, de mémoire de responsables de la lutte antiterroriste.

Aux yeux des enquêteurs, ce nouveau rebondissement vaut confirmation de l'implication de Téhéran dans l'assassinat de l'ancien premier ministre du Shah. A chacune des étapes de leur enquête, ils ont retrouvé trace

d'une intervention émanant du sommet du régime des mollahs et de ses services spéciaux. Ainsi du rôle joué par l'un des inculpés iraniens, M. Massoud Hendi, interpellé le 17 septembre par les policiers français et écroué.

Petit-neveu de l'ayatollah Khomeiny, ancien responsable de la télévision iranienne à Paris, M. Hendi avait déjà été plusieurs fois mis en cause lors d'attentats terroristes commis en Europe, sans jamais être condamné. Interrogé par les enquêteurs, M. Hendi reconnaît aujourd'hui avoir effectué les démarches administratives nécessaires à l'obtention des visas pour les deux tueurs présumés venus de Téhéran, Mohamad Azadi et Ali Rad Vakili. Mais il affirme n'avoir rien su, alors, du projet d'assassinat politique, et il accuse le membre du cabinet du ministre des postes et télécommunications de lui avoir ordonné de se porter caution pour les deux hommes.

Conseiller technique chargé du programme des communications par satellite, M. Sheikhkhah appartient à un ministère qui est réputé travailler la main dans la main avec les services spéciaux iraniens, notamment dans le domaine des écoutes téléphoniques. Il y a eu environ un an, le haut fonctionnaire faisait partie d'une délégation iranienne en visite dans une usine de télécommunications du sud-ouest de la France.

C'est d'ailleurs sous couvert d'une visite de deux techniciens en électronique dans une entreprise de la région parisienne que M. Sheikhkhah aurait lui-même appuyé, au mois de mars, la demande de visas des deux assassins présumés de Chapour Bakhtiar.

Les archives consulaires françaises avaient conservé ces documents, sur lesquels les policiers français ont reconnu les visages, alors barbus, de Mohamad Azadi et Ali Rad Vakili.

D'autres documents avaient finalement été utilisés par les deux hommes pour entrer en France, quelques jours avant l'assassinat du 6 août, puis pour franchir la frontière franco-suisse au cours de leur fuite. Ces faux papiers avaient été procurés par une filière implantée en Turquie, pays où les enquêteurs ont retrouvé la trace d'une « base arrière » d'appui au commando de tueurs.

### « Intelligence avec une puissance étrangère »

A plusieurs reprises, les fuyards avaient appelé des numéros de téléphone correspondant aux coordonnées des membres de ce réseau de soutien à Istanbul. Arrêté par la police turque, un iranien nationalisé turc, M. Mesoud Edipov, est passé aux aveux en affirmant travailler pour les services secrets iraniens.

La piste turque a aussi permis de remonter jusqu'à une iranienne résidant en France depuis plusieurs années. Emprisonnée lors d'un voyage dans son pays d'origine, il y a cinq ans, et sans doute soumise à un chantage, elle avait été « retournée » par les services spéciaux iraniens afin d'infiltrer le mouvement de résistance fondé par Chapour Bakhtiar.

Perquisitionnant à son appartement, les policiers de la brigade criminelle ont mis la main sur des

documents codés, un fax et de l'encre sympathique, qu'elle a reconnu utiliser pour le compte des services secrets de Téhéran. M. Djahanbary a, par ailleurs, affirmé avoir reçu un appel de l'état de santé de l'opposant politique, à un moment où la nouvelle de son assassinat n'était pas encore connue (les services d'écoutes occidentaux ont, par ailleurs, intercepté des messages codés comparables provenant, cette fois directement, des services officiels du régime des mollahs).

Inculpée d'« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », M. Djahanbary a enfin révélé le nom d'un de ses contacts en France lui permettant d'entrer en relation avec ses « employeurs » iraniens : le chef de la sécurité aéroportuaire de la compagnie Iran Air à l'escale d'Orly, M. Teimouri. Occupant, là encore, un poste très proche des services spéciaux iraniens, celui-ci n'avait toutefois été gardé à vue qu'une seule journée, avant d'être relâché faute d'éléments retenus contre lui dans le cadre de l'assassinat de Chapour Bakhtiar.

Une perquisition à son domicile de la région parisienne a permis de découvrir, dans le coffre-fort, des plans déjà anciens de l'aéroport d'Orly ainsi que des photocopies couleurs des badges utilisés dans les zones de sécurité. Rien de bien répréhensible, en définitive, pour un fonctionnaire occupant de telles responsabilités. Une procédure d'« intelligence avec une puissance étrangère » a cependant été ouverte à l'encontre de M. Teimouri, qui demeure toujours en France.

ÉRICH INCYAN

## ENVIRONNEMENT

Dans un rapport parlementaire

### Vingt propositions pour une nouvelle politique des déchets

Les études et rapports se multiplient pour promouvoir une nouvelle politique des déchets. Après le rapport Destot sur les déchets industriels, puis le rapport Riboud sur les emballages, un autre sur la politique de valorisation des déchets d'emballage, signé par le président de Saint-Gobain, M. Jean-Louis Boffa, sera présenté le 30 octobre par M. Brice Lalonde.

De plus, le rapport parlementaire de la mission d'information sur le traitement, le recyclage et la valorisation des déchets, a été présenté jeudi 24 octobre par son président, M. Jean-Marie Bockel, au nom de la commission de la production et des échanges. Ce rapport énumère une série de vingt propositions.

Finie l'anarchie dans l'élimination des déchets en France : c'est ce qui a des chances d'arriver à la fin de la mission d'information sur le traitement, le recyclage et la valorisation des déchets, au terme d'une enquête menée depuis un an avec neuf autres députés appartenant à tous les groupes politiques.

Elle établit une liste de réformes à introduire pour améliorer la loi de 1975 sur les déchets. Ces propositions peuvent se résumer à vingt :

1) La responsabilité de la gestion des déchets ménagers serait confiée aux départements et celle des déchets industriels à l'Etat. Des plans départementaux et régionaux seraient élaborés en concertation avec les élus, les associations, les professionnels et l'Etat.

2) La responsabilité de la gestion des déchets spéciaux, toxiques ou dangereux incomberait à l'Etat, qui élaborerait un schéma national approuvé par décret en Conseil d'Etat.

3) Il est proposé aux professionnels de signer avec l'Etat une charte nationale des centres de stockage, qui précisera les règles de fonctionnement et de contrôle des sites, et notamment les garanties financières pour la surveillance à long terme des déchets.

4) Pour supprimer les « points noirs » (décharges illégales et friches industrielles laissant des sols contaminés), il est proposé d'établir un programme plurinuel de réhabilitation. Le coût en

serait au minimum de 40 millions de francs par an.

5) Pour éviter les réactions de rejet de la population (syndrome « NIMBY »), il serait à terme interdit de faire franchir les frontières aux ordures ménagères. Les déchets industriels, en revanche, continueraient à être exportés ou importés en fonction des filières d'élimination les plus appropriées.

6) Pour financer cette nouvelle politique, la mission, après de longs débats, se rallie finalement à la taxe sur la mise en décharge proposée par M. Brice Lalonde. Elle voit d'un « mauvais œil » la mise en œuvre pratique. Cette taxe, fixée à 20 F la tonne, serait gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et s'appliquerait à toutes les décharges.

7) La mission propose d'instituer en plus un fonds départemental pour la gestion des déchets ménagers. Ce fonds de soutien aux investissements des collectivités locales, fonctionnant selon un principe mutualiste, serait alimenté par une contribution des communes au prorata du nombre d'habitants ou des tonnages produits.

8) Pour dédommager les communes et les riverains acceptant l'installation d'une décharge industrielle de classe 1, la mission Bockel propose d'organiser une « contribution financière des exploitants » dont le montant à la tonne sera fixé par arrêté ministériel.

9) Il est proposé d'aligner la fiscalité des déchets sur celle de la gestion de l'eau. Le taux de TVA serait donc ramené à 5,5 % pour les installations de stockage, traitement et valorisation.

10) Pour aider les collectivités à recycler, il est proposé d'étendre à d'autres déchets la participation financière qui sera demandée aux producteurs d'emballages. Seront ainsi visés les fabricants de pneus, de piles, de films plastiques à usage agricole, de papier imprimés, etc. Quant aux acheteurs d'automobiles, ils paieraient une provision qui leur serait remboursée en fin de course, au vu de l'attestation de destruction dans des conditions agréées.

11) La mission parlementaire recommande d'instituer systématiquement des commissions locales d'information pour tous les sites de gestion des déchets, sur le modèle des commissions locales de

surveillance des installations nucléaires.

12) Pour garantir la solvabilité des exploitants de décharge, et donc assurer à long terme le suivi des sites, il est proposé un fonds de sûreté reposant sur des contributions des professionnels, qu'ils soient producteurs ou éliminateurs de déchets.

13) Il est demandé que tout acte de décharge sur un terrain industriel ou d'un site de décharge fasse l'objet d'un audit d'environnement, afin d'éviter les affaires de type de la décharge de Montchaillot ou des usines à gaz de Nantes.

14) Pour assurer la maîtrise publique des sols concernés, la mission propose la possibilité de déclarer d'utilité publique les travaux d'aménagement d'un site de stockage ou de traitement, qu'il soit public ou privé. Elle suggère en outre de doter les maires d'un pouvoir d'intervention sur ces sites en cas d'urgence.

15) La mission demande que les transporteurs de déchets dangereux soient détenteurs d'une autorisation délivrée par le préfet.

16) Une fois de plus, le parlementaire demande une augmentation des effectifs des inspecteurs d'installations classées, qui sont actuellement cinq cents (pour 300 000 sites à risques).

17) Les installations d'élimination devraient faire l'objet d'un agrément conforme à la loi de 1975. Il est proposé de relever à 250 000 F le plafond des amendes sanctionnant un manquement aux règles. En outre, les associations seraient habilitées à porter plainte devant les tribunaux.

18) La mission Bockel suggère d'interdire progressivement la mise en décharge des matériaux recyclables comme le papier, le verre et le plastique, et donc de rendre obligatoire la collecte sélective de ces matériaux.

19) Les parlementaires souhaitent l'obligation de reprise par le producteur de certains produits dangereux comme les médicaments et les produits phyto-sanitaires.

20) Enfin, ils demandent la mise en place, sous l'égide de l'ADEME, d'un observatoire national et d'un réseau national de recherche sur les déchets.

ROGER CANS

► Nous publierons dans nos éditions de 27-28 octobre un dossier « Heures locales » consacré au sujet.

Pour protester contre la chasse à la tourterelle

### Un collectif écologiste appelle à boycotter les produits girondins

BORDEAUX

de notre correspondant

Un collectif « Boycott Gironde » a été créé par la Fédération européenne pour la nature et les animaux (Genève), la Ligue royale belge pour la protection des oiseaux, le Comité contre le meurtre des oiseaux (Hambourg), la Société protectrice des animaux et la Société nationale de protection de la nature afin de protester contre la chasse à la tourterelle pratiquée traditionnellement dans le département, mais interdite en période de reproduction par les directives européennes sur la protection de la nature.

Ce collectif appelle non seulement à ne pas acheter de vin de Bordeaux pour les fêtes de fin d'année mais aussi à éviter les visites touristiques dans le département.

En Gironde, cette nouvelle a été fort mal prise. Le Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux (CIVB) s'exclame qu'il s'agit de « terrorisme ». « On veut prendre le vin en otage pour une histoire de tourterelles, dans laquelle les producteurs n'interviennent en rien », estime le CIVB. Cet organisme rappelle que tout boycottage est interdit par une ordonnance de décembre 1986. Il menace donc de saisir la direction de la concurrence et de la consommation.

Le président du conseil général de la Gironde, M. Philippe Madrelle (PS), traité par le collectif anti-chasse de « caution politique de chasseurs extrémistes », trouve, lui aussi, la poterie amère. A ses yeux, le mot d'ordre de boycottage est « irresponsable et incohérent ». « Sur ce problème de la chasse, les intolérances sont partagées et la majorité des chasseurs et des écologistes y est largement étrangère. »

G. M.

BIBLIOGRAPHIES

Juges en dissidence

Il y a tout juste cinq mois, Thierry Jean-Pierre et Frédéric Nguyen étaient côte à côte à la tribune du congrès du syndicat de la magistrature. Le premier était venu expliquer à ses camarades les derniers soubresauts du dossier Urba, le second avait choisi de dénoncer une nouvelle fois la « dérive pro-gouvernementale » du syndicat. Cinq mois plus tard, tous deux persistent et signent à une semaine d'intervalle : Thierry Jean-Pierre vient d'achever un long récit racontant pas à pas « son » affaire Urba, et Frédéric Nguyen, accompagné par un autre magistrat, Yves Lemoine, dénonce dans un livre-réquisitoire « l'agence de placement » qu'est devenu le syndicat de la magistrature en 1981.

Les deux hommes se connaissent bien : tous deux militent au syndicat de la magistrature, et Thierry Jean-Pierre a soutenu, ces dernières années, la ligne de rupture avec le gouvernement prônée par Frédéric Nguyen. Dans leurs livres, les deux camarades de « dissidence », selon le mot de Thierry Jean-Pierre, évoquent la justice chacun à sa façon mais ils arrivent tous deux à la même conclusion : les socialistes, affirment-ils, ont brisé les rêves de

la « gauche judiciaire ». Thierry Jean-Pierre dénonce le « cynisme grandissant et intolérable de ces apparatchiks de gauche qui brandissent leur vertu supposée, profitent en sous-main de l'argent des entreprises puis se disent sans coup férir » ; Frédéric Nguyen et Yves Lemoine, eux, racontent avec aigreur « l'OPA sur la justice » menée par le syndicat de la magistrature depuis 1981.

« Bon appétit messieurs », lance d'emblée Thierry Jean-Pierre, qui rappelle en épigraphe de son livre les mots de Victor Hugo dans *Ruy Blas* : « O ministres intègres !... » Tout le livre est placé sous le signe de cette citation. Thierry Jean-Pierre évoque brièvement son enfance à Saint-Denis-de-la-Réunion, ses études à Poitiers, et ses premiers pas dans le monde judiciaire, mais l'essentiel de l'ouvrage porte sur l'affaire Urba.

Un justicier de roman

Une affaire que le juge Jean-Pierre a désormais faite sienne : il joue là, seul, une partie, qui, dit-il, le fait « fêmer ». « Puis-je vraiment m'attaquer à ces gens-là ? songe-t-il en mars 1991 en voyant passer Michel Rocard, Henri Nallet et Pierre Arpaillange à l'École nationale de la magistrature. Qu'est-ce que je représente par rapport à eux ? Ne vais-je pas être balayé comme un fétu de paille par la raison d'Etat ? »

Le dossier Urba, c'est clair, est un véritable combat personnel qu'il mène avec l'intention d'aboutir coûte que coûte à des incriminations. Lorsqu'il reçoit le témoignage du docteur Coicadan, qui deviendra le point de départ de son instruction, sa révolte est ancienne : il a libéré, un an auparavant, neuf détenus inculpés de vol afin de protester contre l'amnistie des « socialistes en R 25 », et crée une organisation destinée à pourfendre la justice « à deux vitesses », le Forum pour la justice.

Un mois plus tard, au cours d'un conseil syndical, à Paris, Thierry Jean-Pierre propose au syndicat de la magistrature de lancer un mot d'ordre de grève afin... de contraindre le gouvernement à ouvrir une

information judiciaire dans le dossier Urba. Le fameux informateur anonyme qui donnera au juge Jean-Pierre le nom du docteur Coicadan, point de départ du dossier Urba, appellera le tribunal du Mans trois semaines après ce coup d'éclat.

Thierry Jean-Pierre raconte alors jour après jour les aventures du dossier Urba : il amasse de la « documentation » sur les querelles de clan du Parti socialiste, pille l'annuaire électronique, et décide, avant sa perquisition, de « reconnaître les lieux » en allant traîner un jour dans l'immeuble parisien où Urba vient d'installer ses locaux.

La police est peu coopérative, mais le juge Jean-Pierre « monte » patiemment son dossier en contournant les obstacles à la manière d'un justicier de roman : il instruit en mettant huit personnes dans la confidence — « les conjurés », localise les responsables d'Urba « sans donner l'aveil », et « fixe le début de l'opération au lundi 8 avril ». Le reste est connu : la perquisition, le dessaisissement, et l'aval de la Cour d'appel d'Angers, puis de la cour de cassation. La conclusion de Thierry Jean-Pierre est sévère. « La justice en France est conquise, dit-il, par un clan qui s'appuie sur une hiérarchie judiciaire aussi docile que prompt à condamner ceux qui n'ont pas les faveurs des plus forts. »

C'est cette hiérarchie « verrouillée » que Frédéric Nguyen et Yves Lemoine ont choisi de dénoncer. Sur un ton pamphlétaire souvent amer, les deux magistrats affirment que sur une centaine d'emplois « stratégiques » au sein de l'appareil judiciaire, le syndicat de la magistrature en a conquis la moitié. « Dans un délai de deux à quatre ans, selon que l'on se fixe aux législatures prochaines ou aux élections présidentielles, la conquête sera quasi-totale », concluent-ils.

ANNE CHEMIN

► *Bon appétit messieurs !* de Thierry Jean-Pierre, Florent, 255 p., 109 F.

► *Le Livre noir du syndicat de la magistrature*, de Yves Lemoine et Frédéric Nguyen, Albin Michel, 175 p., 89 F.

Alors qu'un projet de loi est à l'étude

Les initiatives pour améliorer l'accueil des personnes âgées dépendantes se multiplient

Les associations s'occupant des retraités et des personnes âgées organisent cette semaine (baptisée « Semaine bleue ») une série de manifestations en faveur des plus de soixante ans. Mercredi 23 octobre, les responsables de ces associations ont été reçus par le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, et par M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, puis par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales. A cette occasion, M. Cathala a confirmé que le projet de loi sur le prise en charge des personnes âgées sera prêt avant la fin de l'année.

Y a-t-il des structures plus adaptées que d'autres pour l'accueil des personnes âgées dépendantes ? Voilà bientôt seize ans que la Fondation de France s'interroge. Si elle a tranché en faveur des petites unités de huit à vingt personnes, elle estime que la taille de la structure ne saurait garantir à elle seule une bonne qualité de vie. « Il peut aussi exister des mauvais de quinze personnes », explique M. Marie-Jo Guisset, la responsable du dossier à la Fondation. Plutôt que de financer un modèle précis, nous préférons aujourd'hui, soutenir des initiatives qui mettent l'accent tant sur une architecture adaptée que sur une philosophie d'accueil et de prise en charge basée sur la chaleur et l'échange. »

Cette approche s'est dessinée peu à peu. Lorsque la Fondation de France s'est penchée sur le dossier de l'accueil des personnes âgées dépendantes, la mode était aux grandes structures. Elle s'est vite rendue compte que celles-ci ne correspondaient pas aux aspirations des personnes âgées qui souhaitent avant tout rester chez elles



et ne pas trop s'éloigner de leur quartier. Comme plusieurs associations se lançaient dans des expériences alternatives telles que les cantous (foyers où la vie s'organise sur un mode de vie familial), la Fondation a choisi en 1980 de soutenir le mouvement.

Le succès des cantous

Dans un premier temps, les cantous ont bénéficié d'un talisman de faveur. A présent, la Fondation « étaye » son approche : aide également des expériences de domiciles collectifs (logements individuels regroupés sur un étage ou un escalier, dans une HLM ou un immeuble privé), ainsi que des structures intermédiaires d'hébergement ou d'accueil de jour. De nouveaux critères ont été retenus pour l'attribution des aides : l'implantation de l'établissement (à proximité ou non d'un lieu de vie), la qualification du personnel d'encadrement, l'existence d'un projet thérapeutique et la place des familles dans le fonctionnement de l'établissement.

Du côté des familles, les can-

tons remportent de plus en plus de succès. A juste titre, estime la Fondation qui met toutefois en garde contre certaines dérives dues à une politique, maladroite, incertaine, des caisses d'assurance vieillesse. « Des établissements pour personnes âgées se sont mis à créer des cantous sans respecter le concept d'origine, et ont en fait installé de véritables ghettos. D'autres, ne s'intéressant qu'à leur bien-être affectif, ont oublié l'approche thérapeutique », indique-t-on à la Fondation. « Même aujourd'hui, de façon un peu naïve, on insiste sur le fait que les cantous offrent plusieurs avantages, notamment celui d'être souples et élastiques. »

Une étude récente de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) note que les pensionnaires des cantous jouissent (à degré de détérioration intellectuelle équivalent) d'une plus grande mobilité, marchent plus souvent que dans les centres de soins, et communiquent deux fois plus longtemps avec leur entourage.

Ch. Ch.

FAITS DIVERS  
Deux « pirates de la route » de 14 et 15 ans incarcérés

Deux adolescents âgés de quatorze et quinze ans, qui sont soupçonnés d'être responsables de la mort d'une Allemande de vingt-quatre ans, Silke Lockner, le 11 octobre au cours d'un « rodéo », automobile ont été incrimés le 24 octobre de coups mortels et écroués. Le garçon, qui conduisait la voiture, a été incarcéré aux quartiers des mineurs de la maison d'arrêt de Luyne à Aix-en-Provence. Sa sœur cadette a été placée sous mandat de dépôt au quartier des femmes de la prison des Baumettes à Marseille.

MARSEILLE

de notre correspondant

Dans la nuit de jeudi 10 au vendredi 11 octobre, sur le viaduc qui conduit de l'autoroute du littoral vers le centre de Marseille, un « rodéo » a causé la mort de Silke Lockner. Vers 2 heures du matin, cette Allemande de vingt-quatre ans roule en direction de Marseille en volant d'une Polo en compagnie de trois amis. Elle est alors rattrapée par une Ford dont le conducteur, aux dires d'un témoin, les frôle.

Après un échange de propos aigres-doux avec le couple occupant la Ford, une course poursuite s'engage. Dans la grande courbe aérienne du viaduc qui plonge vers le tunnel sous le vieux port de Marseille, Silke Lockner perd le contrôle de sa voiture qui, après plusieurs tonneaux, s'écrase quinze mètres plus bas. La conductrice sera tuée sur le coup. Les trois autres passagers sont restés coincés sous les tôles. Le conducteur et le passager de la Ford se sont enfuis. Le véhicule a été retrouvé le lendemain à l'autre bout de Marseille. Il avait été volé dans la nuit.

La police qui enquêtait sur les « pirates de la route », ayant opéré au cours de l'été contre des véhicules immatriculés à l'étranger, a procédé le 23 octobre à l'arrestation de six suspects. Parmi ceux-ci un frère et une sœur âgés de respectivement de quinze et quatorze ans, auraient reconnu être les responsables de l'accident qui a coûté la vie à Silke Lockner.

JEAN CONTRUCCI

Viellir au « coin du feu »

L'heure du déjeuner approche. Des camarades s'approchent. Les parfums d'une viande qui mijote. Une dame au dos voûté par les ans s'adresse à la « maîtresse de maison » à couper finement un oignon. Autour de la grande table rectangulaire située au centre de la pièce, des femmes aux doigts engourdis par l'âge épluchent lentement des pommes de terre. D'autres se tiennent immobiles dans un fauteuil. Elles regardent sans voir. Elles sont là. Elles sont loin. Leur esprit vagabonde dans un monde où il s'est laissé enfermer. Parfois, l'une d'elles laisse échapper un flot de paroles dont elle seule pourrait comprendre le sens.

Dans les cantous (en occitan « coin du feu »), le temps s'égare au rythme des repas. Cela fait déjà seize ans que le foyer pour personnes âgées Emile de Rodat, à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) a choisi de se muer en cantou. Novatrice à l'époque, cette structure est aujourd'hui une alternative aux établissements de longs séjours hospitaliers qui, eux aussi, accueillent de plus en plus de personnes âgées atteintes de démence.

« Le foyer, explique le directeur, M. Georges Caussanel, a fonctionné pendant de longues années sur un mode traditionnel. Les pensionnaires dont l'état mental et physique variait vivement, la plupart du temps, isolés dans leur chambre et étaient pris en charge par une succession de professionnels (infirmières, aides-soignants, animateurs...). L'adaptation de ce mode de fonctionnement nous est apparue au début des années 70 quand le nombre des pensionnaires désorientés a augmenté substantiellement. »

Les équipes qui se succédaient, le manque de prise en charge globale et le refus de la part du personnel d'assumer certaines tâches (pallier les incohérences, etc.) ne correspondaient pas, aux yeux des responsables du foyer, aux besoins des nouveaux arrivants, plus dépendants et plus fragiles que les autres.

L'agrandissement du foyer, puis la rénovation des anciens

locaux, ont permis de réviser entièrement l'architecture de la structure d'accueil et son projet. Les objectifs : maintenir le plus longtemps possible l'autonomie des pensionnaires, favoriser les échanges et les contacts, permettre aux proches de continuer à assumer leurs responsabilités à l'égard de leurs parents, donner l'occasion au personnel d'accompagner d'exercer un rôle plus riche et plus responsable.

A l'initiative des familles

Le grand établissement s'est transformé en petites unités, totalement indépendantes les unes des autres, qui accueillent une douzaine de personnes. Les chambres ont été construites autour d'une grande salle commune servant à la fois de cuisine, de salle à manger et de salle de jeux.

Le personnel spécialisé a été remplacé par un personnel polyvalent dont « l'âme », la maîtresse de maison, a pour charge de recréer une ambiance familiale et d'inciter les personnes désorientées à participer aux petites tâches domestiques. Les soins médicaux reposent sur la médecine ambulatoire. Autrement dit, il est fait appel aux médecins lorsque le besoin se présente.

Une fois par mois, les familles ou les répondants affectifs se réunissent autour des maîtresses de maison et de la direction pour examiner les problèmes de fonctionnement et les difficultés rencontrées dans l'accompagnement des personnes dépendantes. Une telle structure, en plus, l'avantage d'entraîner un minimum de frais.

Le succès ne s'est pas fait attendre. En 1986, la liste d'attente était particulièrement longue. M. Caussanel a suggéré aux familles de créer elles-mêmes un cantou. Une association a vu le jour, et une nouvelle petite structure a été ouverte, indépendamment, mais avec l'aide du foyer Emile de Rodat.

CHRISTIANE CHOMBEAU

NICOLAS



“Les vins qui se transforment en paquets cadeaux tous les jours de l'année, je les ai trouvés chez Nicolas.”

Sachet approuvé et autorisé par le Ministère de l'Alimentation. L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.



## SPORTS

RUGBY : l'Ecosse en demi-finale de la Coupe du monde

### Ian McGeechan, le créateur

L'Ecosse rencontre l'Angleterre en demi-finale de la Coupe du monde de rugby, samedi 26 octobre, au stade Murrayfield à Edinburgh. C'est la première fois que les deux équipes arrivent à ce stade de la compétition. En grande partie grâce à son entraîneur, Ian McGeechan, l'Ecosse est parvenue en moins de dix ans à se doter d'une équipe moderne, au jeu d'avants spectaculaire.

Il ne faut pas se fier à la tête d'adieu de Ian McGeechan. A ces yeux effarés, qu'il roule lorsqu'on lui demande d'analyser un match, comme si, sur le terrain, ses joueurs avaient évolué d'une manière complètement indépendante de sa volonté. L'entraîneur écossais est trop modeste - trop rusé? - pour le reconnaître, mais il figure parmi les meilleurs stratèges du rugby contemporain.

Grâce à lui et à ses deux acolytes Jim Telfer et Derrick Grant qui l'ont précédé à la tête de l'équipe et continué à l'assister, l'Ecosse est aujourd'hui sortie du jeu de ramasseurs de patates pour être une équipe moderne, à la préparation rigoureuse. Et les résultats ont suivi : deux grands chelems (1984 et 1990) en Tournoi des cinq nations - le précédent remonte à 1925 - et cette demi-finale de la Coupe du monde qui lui permet de se mesurer à l'Anglais bonni pour la suprématie européenne.

#### La recherche de la continuité

La première recette de McGeechan est simple : copier ce qu'il y a de meilleur dans les autres équipes. Et comme les robustes rugbymen écossais d'ont définitivement pas le tempérament pour les cavaleries de trois-quarts à la française, c'est de côté de la Nouvelle-Zélande que l'ancien international est allé chercher l'inspiration. « Nous avons tout volé du presque aux All Blacks », explique-t-il (1). Leur discipline, leur sens tactique, la force de leur collectif, leur capacité à avoir des physiciens impressionnants, mais une intelligence que les joueurs dont nous disposons possèdent aussi, surtout devant : Magnétoscope et sacs de plaquage à l'appui, les Ecossais s'entraînent donc à la néo-zélandaise, le plaisir en plus.

Car McGeechan ne serait qu'un plagiaire doué s'il ne mettait ses

#### Démision de Daniel Dubroca

L'entraîneur de l'équipe de France de rugby, Daniel Dubroca, a annoncé vendredi 25 octobre qu'il démissionnait de ses fonctions, à la suite de l'incident qui l'a opposé à M. Bishop, l'entraîneur de l'équipe anglaise, samedi 19 octobre au Parc des princes en quart de finale de la Coupe du monde. « J'ai déjà exprimé des regrets sur cet incident, j'espère et souhaite que le rugby français retrouve ainsi la sérénité à laquelle il a droit », a indiqué Daniel Dubroca dans un communiqué.

## COMMUNICATION

Dix candidats pour la télévision privée à la Martinique et en Guadeloupe

### Le casse-tête antillais du CSA

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) tente de clarifier depuis le mardi 22 octobre l'épineuse situation du paysage audiovisuel de la Martinique et de la Guadeloupe.

Depuis le débarquement, en 1986, des télévisions pirates et notamment de Télé-Caraïbes (le Monde du 26 décembre 1986), les besoins de la population, pour ce qui est de la variété de programmes, ont été modifiés fondamentalement. Cette remise en cause spontanée du monopole public de la radio-télévision d'outre-mer (RTFO) entraînait alors la prise de conscience d'un nécessaire pluralisme audiovisuel aux Antilles.

En lançant, le 14 décembre 1990, un second appel à candidature - celui de la Commission nationale de la communication et des libertés

(CNCL) trois ans auparavant ayant échoué « faute de projets sérieux » - le CSA n'ignorait pas que les aspirants seraient nombreux. Dix candidats ont été entendus lors des trois jours d'audition, qui se sont achevés jeudi 24 octobre : cinq pour la Guadeloupe, deux pour la Martinique, trois pour les deux îles. Parmi eux, une majorité émettant déjà, dont Canal 10, Archipel 4 et TV Eclair.

L'enjeu est de taille : 850 000 habitants dans les Antilles françaises, dont 60 % de moins de trente ans, ces jeunes formant la cible privilégiée que le Conseil souhaite satisfaire en autorisant un ou plusieurs services de télévisions privées locales. La volonté de donner sa télévision aux Antilles pourrait laisser libre cours à des combinaisons parfois complexes. Au groupe Antilles TV, offrant des garanties professionnelles et financières sus-

ceptibles d'emporter l'une des fréquences pour émettre sur la Guadeloupe et sur la Martinique, viennent s'ajouter des projets plus modestes mais complémentaires comme celui de Télé-Bô-Kaye (TBK) pour la Martinique uniquement ou encore la Télévision des îles du Vent (TIV) pour la Guadeloupe.

Le CSA pourrait donc accorder une seconde fréquence sur laquelle la solution du partenariat serait envisagée. Deux télévisions locales, celles précitées par exemple, et un projet plus ambitieux comme celui de Télévision Caraïbes International (TCI), pour les deux îles, pourraient ainsi se partager une même antenne, en alliant un programme généraliste régional à des émissions culturelles ou économiques locales.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a clairement indiqué que son choix tiendrait compte des notions de proximité et d'identité - parfois bien oubliées dans le foisonnement des télévisions pirates - et des besoins particuliers de la jeunesse antillaise. Mais les propositions n'ont pas abondé dans ce sens et seuls quelques projets éducatifs ont été présentés. Car cette ébauche de télévision locale constitue avant tout pour certains une manne commerciale. Une manne qui suscite les convoitises bien au-delà des Antilles : les contacts pris avec la Cinq (par TCI) ou Canal Plus international (par Radio-Télévision Magik), la participation du quotidien France-Antilles de M. Hersant dans le capital de TV-Sus indiquent que les médias de la métropole entendent être de la partie.

Le CSA ne peut oublier, en toile de fond de la procédure, les émeutes qui ont suivi, sur l'île de la Réunion, la saisie des émetteurs de Télé Free-DOM (le Monde du 26 février), cette télévision pirate à laquelle est d'ailleurs lié le projet TVG-TVM, qui propose d'arrosez les deux départements antillais, et dont les philippiques ont conduit le CSA à interrompre leur audition.

Face à certaines propositions commerciales ambiguës, le CSA semble décidé à privilégier un média de proximité pédagogique et influent au détriment d'un support publicitaire agité de quelques images. Mais son choix, espéré pour la mi-novembre, ressemble fort à un casse-tête.

A la suite des déclarations de M. Georges Kiejman

### M<sup>me</sup> Michèle Cotta estime que le succès des magazines de TF1 n'est pas « seulement une question d'argent »

M<sup>me</sup> Michèle Cotta, directrice de l'information de TF1, conteste que les images de la grève sous-marine diffusées par TF1 samedi 19 octobre aient été « mises à l'encau au plus offrant », ainsi que l'affirmait M. Georges Kiejman, ministre délégué à la communication (le Monde du 23 octobre), en illustration des obstacles que rencontrent les chaînes publiques dans leur concurrence avec les télévisions privées.

Dans une mise au point qu'elle nous a adressée, M<sup>me</sup> Cotta précise : « Pour le magazine "Reportages", j'étais en contact depuis plus de six mois avec l'équipe marseillaise Fanny Broadcast, qui filait l'extraordinaire aventure de M. Henri Cosquer (qui a découvert les peintures rupestres vieilles de 20 000 ans de ce lieu sous-marin, NDLR). Un magazine d'information de vingt-six minutes - qui n'est certes pas reconnu comme une œuvre de

création par le ministre! - était depuis plusieurs semaines prévu, pour novembre ou décembre.

« C'est donc tout naturellement, et avec une correction dont je les remercie, que Fanny Broadcast a réservé à "Reportages", et à TF1, les premières images de la grève sous-marine. Images que M. Jack Lang, ministre de la culture et responsable à ce titre du patrimoine, a présentées lui-même sur notre antenne samedi 19, et qui, je l'ajoute, ont été mises à la disposition des autres chaînes françaises, après vingt-quatre heures d'exclusivité.

« Le goût du reportage et la volonté d'être présents, et si possible les premiers, partout où quelque chose se passe, ainsi que le succès des magazines d'information de TF1, ne sont pas seulement, n'en déplaise au ministre dit de culture, une question d'argent. »

JÉRÔME FÉNOGLIO

(1) Dans "Atlas du rugby de Midi olympique à Libération".

#### PHILATÉLIE

Le 45<sup>e</sup> Salon philatélique d'automne, organisé par la Chambre syndicale française des négociants et experts en philatélie (CNEP), se déroulera, à Paris, du jeudi 7 au lundi 11 novembre, à l'Espace Champerret, place de la Porte Champerret. Le pays invité cette année est la principauté de Monaco.

A cette occasion, l'office des émissions de timbres-poste de la principauté (1) mettra en vente sur son stand la seconde partie de son programme philatélique de 1991, composé d'une dizaine de séries : bloc contenant de la série « Prince Albert Ier » (trois timbres à 10 F); dixième anniversaire de la création du Théâtre Princesse-Grace (8 F); 350<sup>e</sup> anniversaire du traité de Péronne entre la France et la principauté de Monaco (portraits de Louis XIII et de Honoré II de Monaco par Philippe de Champagne, 7 F et 6 F); cent cinquantième de la naissance d'Auguste Renoir (portrait de Claude Monet, 5 F); bloc des « Quatre saisons » (l'Oranger, 3, 4, 5 et 6 F); série « Noël » (Santons de Provence, 2, 50 F, 3, 50 F et 4 F); série « Croix-Rouge » (Vie légendaire de sainte-Dévote 4, 50 F et 5, 50 F); série « Conifères du Mercantour » (2, 50 F, 3, 50 F, 4 F, 5 F, 6 F et 7 F); feuillet WWF (Tortue d'Hermann, 20 F); série d'usage courant à l'effigie de Rainier III (10 F).

### Le 45<sup>e</sup> Salon d'automne

Les administrations postales de Suisse, de Saint-Marin, d'Islande et des Nations unies seront également présentes, de même qu'une soixantaine de négociants de toute la France. Des créateurs de timbres dédicaceront leurs œuvres, parmi lesquels, peut-être, sur le stand de Monaco, Czeslaw Slania, talentueux et prolifique graveur d'origine suédoise auquel la principauté fait régulièrement appel.

Pour sa part, la Poste de France mettra en vente anticipée, le 9 novembre, un timbre à 5 F de la série artistique, Volta Faccia (avec cachet « premier jour » les 9, 10 et 11 novembre. Ce timbre, au format vertical 36,85 x 48 millimètres, dessiné par François Rouan, gravé par Pierre Béquet, est imprimé noir et blanc en taille-douce en feuilles de trente. Il sera mis en vente générale le mardi 12 novembre.

L'Association pour le développement de la philatélie (ADP) organise, pendant la durée du Salon, un concours doté d'une centaine de prix. Enfin, comme chaque année, les traditionnels Grands Prix de l'art philatélique seront décernés.

► Vente anticipée à Paris du timbre Volta Faccia, les 9, 10 et 11 novembre, de 10 heures à 18 h 30, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Salon d'automne, Espace Champerret, place de la Porte Champerret, 17<sup>e</sup>; le 9 novembre, de 8 heures à 12 heures, à Paris-Louvre RP et à Paris-Ségur et, de 10 heures à 17 heures, au Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugrard, (15<sup>e</sup>) (boîtes aux lettres spéciales).

(1) Office des émissions de timbres-poste, 2, avenue Saint-Michel, 98030 Monaco Cedex. Tél. : 93-50-22-22.

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel Le Monde des philatélistes, 5, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris. Tél. : (1) 40-65-29-27. Spécimens récents sur demande contre 15 F en timbres.

P. J.

NICOLAS

“La voiture avec chauffeur qui accompagne mon vin jusque chez moi, je l'ai commandée chez Nicolas.”

Sécher, apprécier et consommer avec modération. L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.

## MUSIQUES

## L'agit-pop

Billy Bragg, pilier du rock militant, en haut des hit-parades

Quand Billy Bragg est passé à Top of the Pops, on s'est aperçu que l'ère Thatcher était finie pour de bon. Depuis le début des années 80, Billy Bragg, cockney au long nez, au sourire charmeur et à l'accent prononcé, était devenu une figure de la vie politique anglaise. Chanteur de rock ultra-militant (il s'est toujours produit en solo, s'accompagnant à la guitare électrique, deux haut-parleurs fixés dans le dos), il a consacré autant d'énergie à l'agit-pop qu'à la musique. On l'a vu aux côtés de Neil Kinnock du temps de Red Wedge (la Pointe rouge, organisation de musiciens désireux de donner un coup de main au Labour afin de se débarrasser de Margaret Thatcher), il a joué pour les mineurs en grève et contre la répression policière.

Top of the Pops, émission hebdomadaire de la BBC, permet aux artistes du hit-parade de montrer leur succès du moment devant les caméras. Et Billy Bragg, paragon d'intégrité politique et artistique, est venu mimer *Sexuality*, hymne au sexe et à la tolérance sexuelle qui se baladait en haut des classements britanniques. Pour enregistrer *Sexuality*, Billy Bragg avait collaboré avec Johnny Marr, ex-guitariste des Smith qui tient en ce

moment sur la scène musicale britannique le rôle d'accoucheur musical autrefois dévolu à Elvis Costello ou Nick Lowe.

Billy Bragg explique comment il est passé de Hyde Park Corner aux studios de la BBC, du rock portatif à la pop assez sophistiquée de *Don't Try This At Home*, son dernier album (1) : « La plupart des gens connaissent mon nom mais n'ont pas entendu ma musique. Je voulais obtenir un changement d'attitudes au sujet de Billy Bragg. J'ai commencé par écrire et enregistrer *Sexuality* avec Johnny Marr. C'était tellement bien produit que je me suis réconcilié avec l'idée d'ajouter de la valeur à un disque grâce à la production. Auparavant je ne voulais pas que la musique fasse obstacle au contenu des chansons. Dans mes efforts pour y parvenir, il m'est arrivé d'être inaccessible au grand public. »

Ce qui ne veut pas dire que Billy Bragg le rouge ait viré au rose. Il appelle avec fierté qu'il n'a été censuré qu'une fois dans sa vie : « En RDA, début 1989, quand j'ai affirmé que le succès de la perestroïka passait par la réunification allemande. Je ne savais pas à quel point j'avais raison. » Et à part lui, il n'y a pas grand monde pour glisser dans une

chanson d'amour un vers comme « Once in a while Gennadi Gerasimov drops in smile » (de temps en temps, Gennadi Gerasimov abandonne son sourire).

Simplement, Billy Bragg a décidé de suivre la frontière mouvante entre compromis (« Douze millions de personnes regardent Top of the Pops, même si le texte de *Sexuality* n'en touche que 250 000... »). Il parle de Clash, le groupe qui l'a précipité dans le rock avec toute une génération : « Je crois que j'ai plus appris de leurs erreurs que de leurs triomphes. Quand on pense qu'ils ont obtenu leur premier numéro 1 grâce à une publicité pour jeans... ». Face à l'appétit insatiable de la machine à musique, il sait combien sa stratégie d'infiltration le laisse vulnérable. Outre Johnny Marr, il a fait appel à REM, à la chanteuse Kirsty McColl, au bassiste de jazz Danny Thompson : ils ont donné aux chansons de Billy Bragg, chroniques urbaines acérées, entre dérision et compassion, des couleurs qui vont assez bien avec son rouge d'origine.

THOMAS SOTINEL

(1) Go! Discs/B Barclay.

## ARTS

## Entendement premier

Une belle exposition Tal-Coat, pour fêter la parution d'un recueil de lettres de cet abstrait presque panthéiste

TAL-COAT à la galerie Maeght

On a dit ici même, à propos d'une exposition récente de dessins et d'aquarelles de Pierre Tal-Coat, combien cet art est resté à la rétrospective systématique et combien ses œuvres tardives ont besoin d'être mises en rapport avec de plus anciennes. Elles y gagnent en intelligibilité et en richesse. Des sous-entendus, une abondance d'allusions à la nature, au climat, au monde animal et à la vie même de l'artiste se révèlent alors ; qui seraient demeurées imperceptibles faute de ces précautions nécessaires. C'est ainsi : le désordre des dates convient à Tal-Coat.

A cet égard, l'hommage que rend au peintre la galerie Maeght à l'occasion de la parution de sa correspondance avec François Simcock est exemplaire. Il y a là réunies des bulles sur toile des années 70, plusieurs somptueuses de matière et de texture ; des carnets d'esquisses au crayon ouverts sur des autoportraits où Tal-Coat rivalise de force et de tension avec Giacometti ; des encres et des fusains sur papier gris ou blanc

qui tiennent du paysage, du croquis sur le motif et de la construction abstraite tout à la fois ; et des gravures, quelques-unes en couleurs, plus étranges que séduisantes. Mélanges de genres et des époques ? Certes, et heureusement.

Des rapprochements s'établissent, une cohésion apparaît. Qu'il cherche à inscrire sur la feuille les failles du calcaire, les racines d'un châtaignier, les courbes d'une colline, ou, plus immatérielles, l'humidité de l'air après la pluie et la lumière sur un champ de colza, Tal-Coat ne cesse de prendre dans la nature ses motifs : « Je dis la sensation à l'état pur, celle du tout ressent par le tout de l'enfer », écrit-il pour définir ce qu'il nomme « entendement premier ». Pour se justifier de procéder par signes, ellipses et bribes, il observe : « Alors ce que communément on appelle réalisme n'est que mise en œuvre d'idées caduques qui, significatives, ne sont pour autant de réalité. J'entends ce réel saisissant qui dans sa multiplicité et rapidité ne se peut signifier, borné, et pourtant est le visible dans l'apparente immobilité. »

Sa correspondance est à l'image de ces phases : volutes aphoristiques et théorèmes quelque peu

chie de descriptions de promesses et de rêveries bucoliques, écrite avec un goût de la rareté qui confine à la préciosité, mais garnie de réflexions et jugements sur l'art dit moderne, la poésie et, naturellement, l'esthétique de Tal-Coat qui valent d'être médités.

Pour le plaisir, et pour donner à penser comme l'on dit, on peut finir sur une dernière citation. « Ce qui frappe dans la peinture contemporaine, c'est son incapacité à se dépasser, à se prolonger hors le visible de son être, restant tristement au seul niveau de son spectacle, n'étant qu'étape parce qu'immobile ou se perdant en ses propres vases flous, la couleur n'étant que teinte ou battant tristement de l'aile comme une mouche crevant le papier. Ou bien il est la fausse rigueur d'après limite, ou encore dépit nauséux de ténacité oubliée. » Cela fut écrit en 1972.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Maeght, 42, rue du Bag, 75007 Paris. Jusqu'au 9 novembre. Simultanément les éditions Maeght publient *Libre regard*, Lettres de Pierre Tal-Coat, édition établie par François Simcock, 194 pages, 250 francs.

## A la recherche du lyrisme

Il ne faut plus craindre l'Auditorium-Châtelet : l'Ensemble orchestral de Paris y joue

L'Auditorium des Halles, rebaptisé Auditorium-Châtelet, continue visiblement d'intimider le public : le premier concert donné en ce lieu pour cette saison par l'Ensemble Orchestral de Paris, le 22 octobre, aurait mérité un auditoire plus nombreux. L'affiche était belle : *Der Schwanenreiter* pour alto et petit orchestre de Hindemith avec Bruno Pasquier ; la *Deuxième symphonie de chambre* de Schoenberg et une œuvre récente, *Il Sogno di Dedalo*, d'un compositeur encore jeune, Denis Cohen (né en 1952), que son talent de chef désignait pour diriger l'ensemble du programme.

Mais, cette fois, malgré le proverbe, on ne saurait donner tout à fait tort aux absents. Certes, ils auraient pu se douter qu'avec un musicien de l'envergure de Bruno Pasquier, les développements les plus laborieux de Hindemith, dans son concerto de 1935 sur d'anciens chants populaires, retrouveraient un semblant de nécessité. Auraient-ils pu imaginer, outre, que le superbe adagio final de sa *Sonate pour alto seul* (1922), donné en bis, atteindrait un tel degré d'intensité, une plénitude sonore d'émotions contenues, que ce serait bel et bien le point culminant de la soirée, un de ces moments de grâce après lesquels il faudrait avoir la fermeté de fermer son oreille à toute musique ?

Mais voilà qu'après venait la seconde symphonie de chambre de Schoenberg, beaucoup moins évidemment géniale mais fascinante aussi, dans la mesure où Schoenberg la commençait à la suite de l'autre, s'interrompait pendant trente-trois

années, pendant lesquelles il accomplissait une véritable révolution, puis y revint en 1939, comme pour signifier aux autres et à lui-même qu'il « venait toujours », selon sa propre expression.

Seulement, l'Ensemble orchestral de Paris, qui doit avoir ses bons et ses mauvais jours, n'a fait preuve ni de cohésion ni de musicalité. Il est possible que Denis Cohen ait cru devoir brider ses musiciens et indiquer les accents ou les impulsions avec une telle netteté que cette pléthore d'appuis, ces articulations soulignées en rouge, nuisaient au simple épanouissement des élans de cette œuvre, de son lyrisme au-delà des notes.

Inversement, *Il Sogno di Dedalo* (1990-1991) pour une quinzaine d'instruments solistes, de Denis Cohen, contient beaucoup de notes sautillantes d'une sonorité plutôt mordante – les bois babillent, les petites percussions s'ébrouent, mais on ne distingue guère d'idées directrices parmi tant d'intentions éphémères qui s'affirment d'une façon ou d'une autre. En vingt minutes, tout cela se disperse, s'éparpille, peut-être comme un songe. Était-ce l'intention de l'auteur ? On ne sait, car le programme, réduit à sa plus simple expression, se borne à indiquer les noms et les dates. C'est un peu court.

GÉRARD CONDÉ

## PATRIMOINE

## Aménagement du pont du Gard (fin)

On se battait le 24 octobre à Paris, pour l'inauguration de l'espace Gard à l'avenue Franklin-Roosevelt. Le sénateur Burnet, président du conseil général, avait profité de l'événement pour présenter à la presse la dernière mouture du grand œuvre qu'il couve depuis des années : l'aménagement du site du Pont du Gard. Au fil des ans, sa copie est devenue de plus en plus minimaliste (1). Le parc de loisirs « gallo-romain » a été gommé, un comité scientifique a été nommé, les archéologues ont pu travailler et dégager des portions de l'aqueduc encore enfouies.

On peut regretter que de tels monuments aient besoin aujourd'hui de béquilles et de prothèses. Les deux millions de visiteurs qui assiègent, chaque année, le vieil ouvrage d'art rendent illusoire ces regrets. Il faut juguler la circulation automobile et la prolifération des commerces au

piéd des arches, canaliser les gentils promeneurs qui piétinent allègrement la garrigue, rationaliser parkings et camping.

Le projet Viguière-Jodry-Quoniam renvoie le stationnement des véhicules à près de 1 kilomètre du centre, sur deux pôles – hors du site classé (180 hectares) inconstruisible. Les commerces y seront concentrés avec les accueils, les espaces pédagogiques et les aires de détente. Les bâtiments parasites seront détruits. Le transport en site propre, qui devait assurer une navette avec les deux parkings, semble abandonné. Les visiteurs devront parcourir à pied les quelques centaines de mètres qui les séparent du pont. Néanmoins, un véhicule léger pourra transporter les handicapés et les enfants en bas âge. Les vestiges préhistoriques et la carrière romaine découverts à proximité de l'ouvrage antique seront « valorisés ».

La végétation sera régénérée, annoncée-t-on, et les espèces animales protégées.

Ce beau programme, repêché d'une rassurante couleur verte, suscite encore quelques protestations d'associations locales qui ont présenté un recours contre la déclaration d'utilité publique devant le tribunal de Montpellier. Leurs arguments sont dérisoires : que le coût des travaux dépassera largement les 320 millions de francs prévus. Or seuls 130 millions seront couverts par les subventions officielles. Le reste devrait être trouvé grâce aux animations payantes – l'accès au site restant gratuit. Les aménagements devraient commencer à la fin de l'année prochaine.

E. de R.

(1) *Le Monde* des 19 décembre 87, 5 juillet 89, 6 février 91.

## CINÉMA

## La moitié d'un rêve

Nichetti construit un monde enchanté mais sans lendemain

L'AMOUR AVEC DES GANTS de Maurizio Nichetti et Guido Manuli

A peu près à mi-chemin du film, chacun dans la salle est convaincu d'avoir sous les yeux un petit chef-d'œuvre, rien de moins que la renaissance tant attendue de la veine humoristique en Italie. Depuis trois quarts d'heure, Maurizio Nichetti aligne avec un formidable entrain jeux d'images et de mots, de sons et d'idées.

Pas vraiment d'argument, mais la description en parallèle de deux personnages heurtés en coulisses. Elle (épouse Angela Fracchiari) gère son pain quotidien en assouvissant, en toute chasteté, les menus fantasmes de ses contemporains : prendre sa douche devant une paire d'architectes aussi jumeaux que voyeurs, s'asseoir jupe relevée sur la photocopieuse d'un fonctionnaire las, se laisser transformer, dans le plus simple appareil, en religieuse en chocolat par un cuisinier imaginaire, et autres innocentes perversités.

Lui (Nichetti soi-même, sa petite moustache, ses binocles et son air sûr) consacre une énergie et une imagination débordantes à la sonorisation de vieux dessins animés (tandis que son grand frère fait la même chose – mais beaucoup plus prosaïquement – avec des pommes). Au fil de sa quête d'instruments connus et inédits, le cinéaste, au détour des usages fatidiques qu'il fait de ses outils de travail, présente le fantasme rigolard de Mack Sennett, le souvenir benfaisant de Jacques Tati, l'esprit délinquant de Tex Avery. Et puis, comme de bien entendu, Elle et

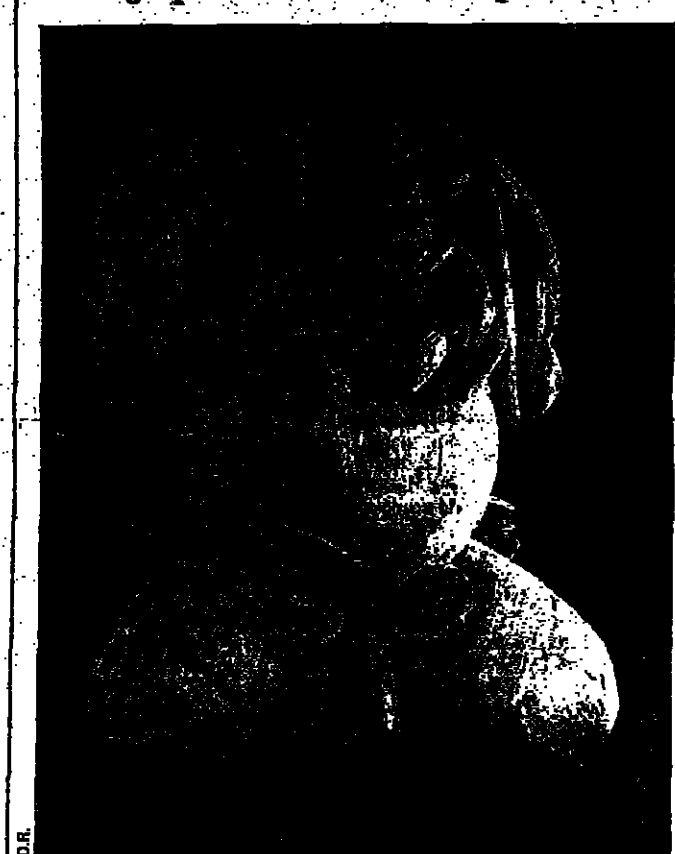
Lui se rencontrent. Qu'une idylle entre ces deux oliviers s'ébauche est tout naturel. Ce qui l'est moins, c'est que le film jusqu'aux fourmillements d'idées se concentre sur une seule, et qui s'avère bien peu fertile : contaminé par les créatures qu'il ébroue avec tant d'allant, le petit homme devient peu à peu personnage de dessin animé lui-même. Toute la seconde partie décrit cette mutation et les situations embarrassantes qu'elle déclenche, jusqu'à un *happy end* qu'on a depuis belle lurette cessé d'espérer ou de redouter.

Comme dans le *Volier de savonnettes*, Nichetti (qui coécrit cette fois le film avec Guido Manuli, responsable des séquences d'animation), après un début pétillant, s'est essouffé en chemin. Quand la magie retombe, la *Merry Melody* redevient mélo-parodie.

JEAN-MICHEL FRODON

► Pour le respect des films à la télé. Avec cette formule, une réunion de quelques-uns des plus grands chefs opérateurs français (Henri Alekan, Pierre Lhomme, Pierre-William Glenn) veut attirer l'attention sur le mauvais sort fait aux images de films diffusés à la télévision et en vidéo, dans un format qui n'a rien à voir avec celui dans lequel il a été tourné et est projeté en salles. Lors d'un colloque qui s'est tenu à Chalon-sur-Saône, ils ont donc appelé à ce que le « master » (la copie vidéo sur laquelle est transféré le film pour son passage sur le petit écran) soit réalisé sous le contrôle du metteur en scène, et en respectant les dimensions de l'image.

## Un legs pour le musée de la porte Dorée



Masque Tukul

Avant d'entreprendre sa réforme, annoncée depuis longtemps, le Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO) expose pendant quelques jours le legs du docteur Pierre Harter.

Il s'agit là d'un ensemble d'œuvres collectées dans l'Ouest camerounais, le Grassland. Là vivent un certain nombre d'ethnies (Bamoun, Bamileke, Bangwa), dont l'art, monumental et expressionniste, est bien connu, mais fort peu représenté, jusqu'ici, au musée de la porte Dorée. Ci-dessus, un masque tukul (Bamendou).

► MAAO, 293, av. Daumesnil, 75012 Paris. Jusqu'au 27 octobre.

## DANSE

## Simple comme bonjour

Quand François Verret s'éloigne de l'hermétisme

LE VENT DE SA COURSE à la Bastille

Pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple ? François Verret a dû se tenir ce langage après le départ de Gedalia Tzarits et d'Alain Rigout, les deux forces vives de sa compagnie depuis dix ans. D'autres artistes sont venus le rejoindre, Anne Koren étant la seule, avec François Verret, à maintenir le lien avec le passé. La simplicité, qui peut être le comble de la sophistication, n'est ici souvent que le reflet de l'évidence.

Ce spectacle, créé à Châteaufort, pour l'expérience que le chorégraphe mène en milieu carcéral (*Le Monde* du 4 juillet), a pour thème l'enfermement mental et physique, notamment celui engendré par la pression du système économique. François Verret a opté pour une mise en scène privilégiant le sens immédiat. Lui qui se dit actuellement plus préoc-

cupé de processus de création que de spectacle, ne nous a pas donné depuis longtemps une pièce aussi bien ficelée, capable de séduire tous les programmateurs.

Après l'effort provoqué l'an dernier par l'éclectisme formel de *Faustus*, *Le Vent de sa course* apparaît comme une action de survie pour la compagnie. Personne ne saurait, cette fois-ci, accuser François Verret d'hermétisme. Dès le début, les ruses qui tournent autour des images d'usines désaffectées – signées Jean-Louis Souzougn – disent tout de la condition humaine, telle qu'elle sera exposée pendant quarante-cinq minutes à travers des actions simulées et répétées : les ardeurs du bourgeois, de l'ouvrier, de l'artiste, s'avèrent tout autant victimes d'un système que de leur inaptitude génétique au bonheur.

Les corps basculent, oscillent, bandent leurs muscles à la recherche d'un improbable équilibre. La pose de l'homme-oiseau

arraché à ses poulies et de la danseuse aux longues jambes battant l'air comme des ailes symbolise la signification de la pièce. Un texte, momé en boucle, distille la langue de bois du marketing, tandis que l'homme-fibre peine à la chaîne et crée le désespoir de sa vie à crédit : François Verret ne recule devant aucun poicil ; il se plait même à les souligner au trait noir.

Dans ce spectacle, où tout est à prendre au pied de la lettre, Dominique Frod, avec un talent apprécié et applaudi, est la seule autorisée à transcrire une réalité qui se veut univoque. Elle vient tirer la leçon de cette fable en lisant un extrait du *Souffrance* de Dostoevski. La pièce est bâtie pour cette apothéose salvatrice : si les discours idéologiques tiennent, la beauté simple des mots peut sauver.

DOMINIQUE FRÉTAUD

► Jusqu'au 29 octobre, 20 h 30. Tél. : 43-57-42-14.









# S A N S V I S A

Si l'annonce du coup de force tenté à Moscou fut saluée ici avec enthousiasme par la vieille garde de la nomenklatura locale, d'autres applaudissements devaient rapidement venir couvrir le tapage dès la confirmation du sursaut démocratique. Telle se présente la Guinée-Bissau, hier qualifiée d'« Albanie de l'Afrique », aujourd'hui dans l'attente d'élections, à la recherche d'un nouveau destin et d'un camp à choisir. Rencontres et choses vues dans la capitale.



## Bissau une Afrique cherche son camp

D'OU vient ce nom de Bissau, qu'on pourrait croire forgé par des lèvres portugaises ? D'un quiproquo dans la réponse d'un indigène « découvert » à la question d'un « découvreur » portugais, raconte-t-on dans la capitale de la Guinée-Bissau. L'un se souvient de se présenter, lui et les siens, lorsque l'autre lui demande où il se trouve, et le nom d'un peuple venant alors habiller le blanc d'une carte lointaine. Un malentendu trop souvent répété au quinzième et seizième siècles pour ne pas témoigner de ce qui l'emportait dans l'esprit des hardis navigateurs, de conquérir des terres ou de rencontrer des hommes. Et comment se nomme ce peuple désolé mais sans nom ? Les Papels, les appelés Bissau. Voilà ce que l'on peut entendre à Bissau de ces Bissau appelés Papels.

Un chercheur suisse, Josef E. Kasper, retient en outre une version complémentaire des origines.

Les Papels, estime-t-il, dériveraient des Beafadas qui vivaient sur la rive gauche du fleuve Geba. Ils auraient traversé l'estuaire en pirogue pour chasser ou pêcher sur la rive droite avant de s'y installer, et *bissau* serait le nom d'une certaine technique de pêche qu'ils pratiquaient. Aujourd'hui, les Papels, peuple fermé et strict, se sont dispersés dans la ville qui leur doit son nom, mêlés aux représentants des vingt-deux ou vingt-trois ethnies du pays, sans qu'on puisse pointer un quartier réservé à telle ou telle, tout juste une tendance « purement alimentaire » à la séparation entre animistes et musulmans.

La sordité coloniale et son aveuglement ne devaient guère se démentir au cours de cinq siècles d'occupation de l'un des plus petits pays d'Afrique (36 000 kilomètres carrés, dont près d'un quart sous forme de mangrove - ce qui ne lui interdit pas d'émarger au groupe des pays sahéliens) : témoin, sur le port, le socle solidement enraciné qui portait la statue, déboutonnée depuis l'indépendance, de Diego Gomes, tourné vers le large, comme si le découvreur de la Gambie voisine (1482) et des lieues du Cap-Vert (1460), en un effort de miroir, n'avait jamais attendu que lui-même ou son semblable, refusant de se tourner vers le pays profond.

A moins qu'on n'ait voulu lui signifier l'étape suivante de découvertes et d'aveuglements plus grands encore : celle des Amériques et du commerce des esclaves, dont Bissau devint, dès le seizième siècle et jusqu'à la fin du dix-neuvième, un modeste puis efficace comptoir. Son emplacement stratégique dans l'embouchure du Geba devait permettre de contrôler les menées des concurrents européens et de contrôler tout au long des côtes les activités considérées comme trop « anarchiques » des *lajapados*, ces commerçants-aventuriers. En 1696, avec trois édifices qui témoignent de la puissance, de la croyance et de la science du Portugal : un fort à la Vauban, une église et un hôpital, Bissau entre en chef-lieu dans l'Histoire.

Mais celle-ci met longtemps à récompenser autant d'attentions. Le pouvoir s'installe dans un premier



Il y a un an, le 14 novembre, dixième anniversaire du putsch qui porta José Bernardo Vieira au pouvoir (photo ci-dessus).

temps à un autre bout du pays, à Cacheu, et, en 1879, lorsque cesse la traite des Noirs et que sont séparés administrativement le Cap-Vert (plutôt forme vers l'axe américain) et la Guinée portugaise, dans la discrète Bolama, qui vient de quitter sa garnison britannique. Un irrédentisme continu se manifeste autour de Bissau, qui est coupée de l'intérieur de 1891 à 1894 par une insurrection. Et il faudra faire donner le corps expéditionnaire pour obtenir raison des Papels en 1915, sans que leur soumission à l'ordre portugais paraisse jamais assurée. De fait, Bissau reste en marge du pays réel, ce qui ne l'empêche pas (ou lui permet) d'accéder au titre suprême de capitale en 1941.

Le 23 janvier 1963, ce n'est plus à un soulèvement local mais à une guerre de libération nationale lancée par le PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert) sous la direction d'une figure majeure de l'Afrique d'alors, Amílcar Cabral, que doit faire face l'occupant. Le pays offre un intérêt stratégique mince et demeure l'un des plus misérables de la planète : il n'empêche, le Portugal s'entête. Bissau redevient un camp retranché, où les militaires circulent par milliers. En dix ans, la guérilla sait gagner suffisamment les campagnes pour pouvoir y proclamer, le 24 septembre 1973, l'indépendance du pays. Et elle a investi les esprits jusqu'au cœur même de la capitale, puisque c'est à Bissau que prend naissance le Mouvement des capitaines, qui renverse, le 25 avril 1974 à Lisbonne, la plus vieille dictature d'Europe, précipitant l'indépendance de l'Angola et du Mozambi-

que. A l'été 1974, les premiers résistants venus du front nord qui entrent dans la ville après avoir franchi le cercle de mines de 20 kilomètres de rayon qui l'enferme, sont frappés par son calme, la propreté des rues bordées de manguiers, ses peintures fraîches, l'entretien de ses jardins... et par les pieds nus des citadins. Le fort édifié près de trois siècles auparavant n'a pas bougé, il y a bien une église et un hôpital, et, en dehors de vastes cantonnements, le seul bâtiment notable laissé par l'occupant consiste en une brasserie, industrie nécessaire, mais, on l'a vu, insuffisante pour le moral des troupes.

L'unique legs essentiel de Lisbonne au nouvel Etat sera sa langue. Pas tant le portugais (devenu idiome officiel), que le créole, pidgin afro-portugais si spontanément développé dès les débuts du commerce lusitano-africain qu'il a pu être considéré comme « une des causes principales de la durée de l'occupation portugaise dans la région malgré le début de déclin de la métropole dès le seizième siècle (1) ». Ce *crioulo*, commun pour l'essentiel aux Guinéens, aux Casamançais, aux Cap-Verdiens, et que l'on retrouve à Curaçao, est devenu dans la bouche des nationalistes la « langue de l'unité », et la guerre de libération a commencé d'en homogénéiser les variantes pratiquées par les différentes ethnies parallèlement à leur propre dialecte.

Considéré comme compris par tous aujourd'hui à Bissau - tandis que le portugais n'est parlé que par un dixième de la population - le créole gagne du terrain partout ailleurs dans le pays, où il touche les deux tiers des habitants. A Bissau, quatre écoles le pratiquent durant les deux premières années de scolarité avant de passer au portugais, et trois en utilisent la forme écrite. Le chanteur bissau-guinéen Ramiro Naka, qui a importé en Europe et d'une certaine manière pour elle le rythme traditionnel n'gombé (2), évoque comme une « véritable révolution politique, pas seulement musicale », les entrées en scène d'Alfonso Bari et de Dabo, les premiers à avoir osé chanter en créole dans les années 70, et même si c'est aller un peu vite que d'évoquer, comme il le fait, une « nouvelle ethnologie », cela est significatif des espoirs placés dans la langue pour forger une nation supra-ethnique.

leurs dans le pays, où il touche les deux tiers des habitants. A Bissau, quatre écoles le pratiquent durant les deux premières années de scolarité avant de passer au portugais, et trois en utilisent la forme écrite. Le chanteur bissau-guinéen Ramiro Naka, qui a importé en Europe et d'une certaine manière pour elle le rythme traditionnel n'gombé (2), évoque comme une « véritable révolution politique, pas seulement musicale », les entrées en scène d'Alfonso Bari et de Dabo, les premiers à avoir osé chanter en créole dans les années 70, et même si c'est aller un peu vite que d'évoquer, comme il le fait, une « nouvelle ethnologie », cela est significatif des espoirs placés dans la langue pour forger une nation supra-ethnique.

Cependant, la naissance du nouvel Etat est marquée par une absence de taille : celle d'Amílcar Cabral, assassiné par l'un des siens un an et demi auparavant. L'initiateur du parti indépendantiste, ou certaines de ses idées, trop géné-

reuses ou trop irréalistes, assurément gêne. Cabral meurt à nouveau lorsque son demi-frère, Luís, devenu président du pays, est déposé en 1980, et que les liens que le fondateur avait voulu organiques avec le Cap-Vert sont violemment rompus. Le PAIGC change de têtes, renvoie les Cap-Verdiens tout en conservant leur C en son sigle et la propriété de l'Etat. Toute trace d'un passé commun avec l'archipel paraît alors si maladroite que l'avenue de l'Unité-de-la-Guinée-et-du-Cap-Vert, qui fait communiquer Bissau avec le reste du pays, est repeinte aux couleurs du 14-novembre-1980 (date du putsch).

De notre envoyé spécial  
Jean-Louis Parlier  
Lire la suite page 18

(1) Voir Contes créoles de Guinée-Bissau. Edition bilingue du Conseil international de la langue française, 188 p., 50 F.  
(2) Disques édités par Colibri.

### AU SOMMAIRE



Chicago, grande ville en second p. 22  
Fumeurs, les nouveaux interdits p. 16  
Granville, le temps des machines à sous p. 17  
Gastronomie, lentilles à la loupe p. 21

Echecs (p. 16) • Table (p. 21)  
Jeux (p. 20) • Table (p. 21)

## LAPONIE/CANADA

VIVEZ L'AVENTURE EXALTANTE DE L'HIVER AU GRAND NORD

- Motoneige
- Trainsaux à chiens
- Séjours multi-activités
- Circuits Lapons
- Noël au Pays du Père Noël
- Croisières d'hiver sur l'Express Côtier

### SCANDITOURS

Brochure SPORTS D'HIVER SCANDITOURS dans toutes les Agences de Voyages et à La Maison de la Scandinavie et des Pays Nordiques 36, rue Tronchet, 75009 Paris, tél (1) 47 42 38 65

## Nos ancêtres les Gauloises



DANS le temps, quand la terre était encore propre, l'azur et les rivières presque neuves, dans le temps, quand nos pommons étaient encore en pleine santé, et les méfaits de la « pollution » soustraits par le seul corps médical, dans le temps, on fumait énormément. Passionnément. On fumait au cinéma, dans le métro, chez le dentiste. On fumait dans les bureaux de poste, chez les droguistes, dans les sacristies. On fumait au lit, chez le percepteur, à la télévision. Les hommes politiques, les sergents de ville et les chefs d'Etat montraient l'exemple. Tout le monde s'entraînait : les pratiquants et les asphyxiés, les toussieurs et les enfumés, pareillement unis dans le même élan et naviguant à vue dans les mêmes volutes d'un brouillard universel dispensé par l'idée simple que le tabac était un gage de bien-être, de réconfort et d'amitié partagée.

Aujourd'hui, finies les amabilités, c'est le régime sec pour le fumeur qui voit des pans entiers de ses territoires d'intervention lui être brutalement arrachés du bec, lui-même étant promis à de lourdes sanctions en cas de non-respect de textes visant à garantir un minimum d'oxygène aux rescapés du tabagisme. La longue traque a commencé. Qui pourrait s'en plaindre ? Pas le fumeur, dont le rêve secret — la volonté ne suffisait souvent qu'imparfaitement à rendre l'abstinence éloquent — est de disposer de moyens de rétorsion doux pour faire tomber son taux de nicotine quotidien ; pas l'agressé, débarrassé d'une nuisance aussi inutile que contraignante. « Nous vous demandons seulement de ne pas fumer entre deux cigarettes. » C'était dit de façon adroite : la SNCF peut considérer sa récente opération trains de banlieue sans herbe à

Nicot ni escarbilles comme une réussite.

Les plus malheureux dans l'histoire sont les industriels du tabac qui hurlent qu'on veut leur peau et qu'il faut que cessent ces oppressantes campagnes de dénigrement à travers lesquelles, d'année en année, leur image de marque pâlit, jusqu'à les présenter comme les champions d'une sorte de délinquance institutionnelle et détestable. Si demain on leur ferme la porte des restaurants, des transports publics, des entreprises, des lycées, des collèges, bref, de tous les lieux affectés à un usage collectif, c'est l'ensemble de leur clientèle qui va à son tour être montrée du doigt, dénoncée comme dévoyée, et pourchassée sans retenue. A quand les héraies domaniales, les bords de mer, les avenues, les parcs, les villes, les montagnes « non-fumeurs » ? Ils se demandent...

« Fumer provoque des maladies graves. » Comme slogan, c'est court pour faire du chiffre, encore que le plaisir ou l'intoxication, ou les deux, sachent parfaitement équilibrer les risques et donner à la chance la part qui lui revient en face de la sombre réalité — les contrefacteurs ont beau lire et relire, graver et regravir, ce qui les attend en s'engageant dans la fabrication de fausse monnaie, c'est plus fort qu'eux il leur faut céder à leur inclination criminelle. Pour effrayer, il conviendra de trouver autre chose. Le lobby anti-fumeurs n'a sans doute pas encore dévié toutes ses armes, ni fait donner toutes les grandes

voix qui trouvent inopportun de rendre l'air du temps encore un peu plus opaque qu'il n'est, mais il doit se douter que le conflit sera long et qu'il lui faudra déjouer encore bien des entourloupes pour mener la croisade à son terme. Donnons ici un exemple.

La Gauloise bleue, la capotale, la vraie, l'unique, est fichtement la cigarette la plus vendue en France. Il n'y a pas si longtemps, des avisés avaient émis le souhait qu'on la retire purement et simplement de la

circulation en raison des charges de goudron et de nicotine qu'elle dispensait à ses heureux adeptes. De quoi l'avaient grondé ses partisans, toucher au patrimoine, ne pas se souvenir qu'elle avait soutenu les pontonniers d'Éblé dans leur traversée de la Berezina, oublier qu'elle était dans les poches de La Hire devant Orléans, distribuée aux bivouacs de Valmy, partagée sur les barricades de la Commune. Sacrilege !

Les zéloteurs ont souvent la mémoire trop longue... Si elles

se faisaient déjà appeler, c'est vrai, Gauloises depuis 1910 et qu'elles étaient déjà vendues en paquet de vingt depuis 1925, ce n'est qu'en 1935 qu'elles tirent leurs premières bouffées sous la protection du casque des séquestrés d'Alésia, celui dessiné par Jacno, le même presque que celui que nous lorgnons d'un œil gourmand le matin, et froissons d'un air désespéré le soir. Une aventure, donc, relativement courte, mais qui commençait de telle manière que cette gauloise ne pourrait plus jamais quitter le reliquaire où le génie français serre quelques-unes de ses trouvailles les plus pathétiques. Formidable rendez-vous : un an tout juste après sa création, le Front populaire s'en empare et en fait sa « madeleine », lui laissant le soin d'enrouler un peu plus les vivats de la fête, l'offrant en signe de fraternité à tout un peuple d'ébérélus qui partaient pédaler à travers le bocage normand sans comprendre encore très bien pourquoi la balade leur était payée. Tu es au grand cœur, elle était portée sur les fonts baptismaux par des parrains au poing levé et à la voix de violoncelle. Ça marque.

Il n'empêche, elle ne ménage pas son homme. Offrez-la à des contrebandiers basques, des patrons pêcheurs des Cyclades ou des gardes-frontières luxembourgeois, ils toussent. C'est du tir de « 75 », à bout portant ; un cas unique de cigarette qui clôt la conversation avant même de l'avoir commencée. Sympathique mais pas vraiment fréquentable. Une étrangeté. Par les

temps qui courent impromotionnable, insponsorable, normalement interdite de toute tentation de plaquer son patronyme à une quelconque compétition où le souffle et l'endurance seraient en jeu, où l'effort du muscle l'emporterait sur les abrutissements du voyage en chambre. Eh bien pourtant si ! Depuis deux ans, en étant d'une discrétion aussi roublarde que tapageuse, la SEITA lui fait endosser la responsabilité d'un raid extrême qui voit s'affronter des groupes de durs à cuire à travers des paysages sortis des premiers âges, dont le troisième en date se déroule en ce moment dans les jungles de Nouvelle-Calédonie.

QUATRE cent mille francs de prix. Une femme comise d'office dans chaque équipe pour partager l'extravagance, soigner les plaies de la journée et prévoir les blessures du lendemain. Dix longs jours, nuits comprises, de promenade à la bousoille avec dans la trousse d'urgence de l'antibactérien oropharyngé, de l'antipyrétique, de l'hydrocortisone, du désinfectant, de la crème bismine, des compresses stériles (deux boîtes), de l'ectoplasie, des bandes Nylax, du collyre Biotin, du soluté nasal type Soframyne simple, des ciseaux (une paire), un stick labial, cinq épingles de nourrice — la liste des dangers à éviter est aussi longue que les articles du règlement, — bref, une virée pas vraiment facile mais tout à fait dans le style de l'époque qui est d'économiser ses vices et ses faiblesses pour produire son effort au bon moment.

« Par et dur : le raid Gauloises », annonce la banderole ; pur et dur comme la cigarette. Mais on avait compris.

Jean-Pierre Quélin

## ESCALES

## TÉLEX

### Enquête en Normandie

Mais où est donc passé Arsène Lupin ? On aurait repéré le gentleman-cambrioleur en différents points de Seine-Maritime. Serait-il au château de Tancarville, comme le laissent supposer les *Dents du tigre* ? Entre Rouen et La Bouille si l'on en croit *Une femme* ? Aux abords de la forêt de Brotonne d'après les *Huits Coups de l'horloge* ? A l'abbaye de Jumièges ou au château de Gueures, près de Dieppe, selon la *Comtesse de Cagliostro* ? A moins qu'il ne soit en train de cacher ses trésors dans l'Aiguille creuse d'Étretat ? L'insaisissable Arsène est né dans l'esprit d'un écrivain rouennais, Maurice Leblanc, le jour où la revue *Je suis tout* demanda à ce dernier d'écrire un récit dans le style des aventures de Sherlock Holmes, le détective londonien. Il s'exécuta. Avec un talent tel qu'on le pria de donner une suite. Au fil des ans, une bonne cinquantaine de titres virent ainsi le jour. Pour des générations de jeunes garçons, qui s'identifient à l'homme au monocle, Arsène Lupin vit toujours. Maurice Leblanc, lui, est mort il y a tout juste cinquante ans. Mais son ombre plane toujours sur les lieux qui gardent son souvenir : à Saint-Wandrille où il séjourna en villégiature, au « Clos Lupin », sa maison de campagne, à Étretat, que l'on aperçoit derrière d'épais feuillages. L'Auberge des Vieux Plats, à Gonneville, conserve aussi son souvenir. L'écrivain aimait à y prendre ses repas au milieu des joueurs de dominos. Si l'on veut reprendre et mener l'enquête, tambour battant, s'installer au Dornay House (tél. : 35-27-07-88), face à l'Aiguille creuse. Ou, non loin de Saint-Wandrille, au manoir de Révilat (tél. : 35-96-11-22), à Candebeac-en-Caux. Éclaircissements supplémentaires dans *Framenades en Normandie avec Maurice Leblanc et Arsène Lupin*, de Gérard Fouchain, aux éditions Charles Corlier.



Coupe de la canne à sucre à la Guadeloupe

### Nil érudit

Exceptionnelle croisière sur le Nil qui permettra d'écouter le conservateur en chef honoraire du département des antiquités égyptiennes du Musée du Louvre. Mme Christiane Desroches Noblecourt retracera l'histoire et l'art de l'époque pharaonique et fera le point sur les recherches actuelles. Elle commentera avec son équipe les visites dans les vallées thébaines, retracera le sauvetage des temples de Nubie et évoquera, sur place, ses études archéologiques dans la vallée des Reines. Un ensemble érudit complété par une conférence d'un membre de l'Institut français d'archéologie du Caire sur l'histoire et les travaux de cet institut. Memphis et Saqqarah, nécropole royale et civile de

L'Ancien Empire, Assouan et l'île de Philae, Abou-Simbel et le temple de Mandoulis, l'île Éléphantine et le monastère Saint-Simon, Kom-Ombo, Edfou, Esna, Luxor et les vallées des Reines et des Rois, la nécropole de Cheikh Abdel Gournah, les temples de Deir-el-Bahari et de Médinet-Habou, Abydos et Denderah sont les principales étapes de ce voyage sur terre et sur l'eau qui aura lieu dans de très bonnes conditions : Sheraton au Caire, hôtel Nefertari à Abou-Simbel, croisière sur le Florence. A Karnak, son et lumière. En fin de circuit, extension facultative de deux jours pour découvrir Alexandrie et les monastères du Wadi Natroun (1675 F). Du 24 novembre au 5 décembre, 14 500 F, c'est le prix de l'exceptionnel.

**BAISSE DU DOLLAR : ETUDES USA EN UNIVERSITÉ USA**  
En Californie, Floride, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus 5 500 \$ environ. Départs encore possibles en septembre ou janvier. Études ou stages linguistiques.  
**UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.**  
French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.54.54 ou 47.45.09.11.

### La Martinique côté jardin

La Martinique sous un aspect rarement explicité : celui des jardins qui sont comme la robe colorée de cette escale de la mer des Antilles. On l'appelle « l'île aux Fleurs ». Non sans raison. Fougères arborescentes, ananas sauvages, anthuriums, figuiers étrangeurs, parent un itinéraire qui, de Fort-de-France, le chef-lieu, monte vers la montagne Pelée, où un musée conserve la trace de la première éruption ; se dirige vers Grand-Rivière, au nord, avant de redescendre le long de la côte inhabité par le chemin des Douaniers et la forêt tropicale, vers Le Précheur, à l'est ; il traverse l'île d'est en ouest, par Fond-Saint-Denis, un village perché au cœur du pays, jusqu'au parc régional de la presqu'île de la Caravelle, univers privilégié de la flore et de la faune martiniquaises ; pique plein sud, vers Sainte-Anne, les Trois-Îlets, le parc des Floralies et le domaine de la Pagerie où naquit l'impératrice Joséphine ; escalade Morne-Rocher, parcourt la forêt du piton Crève-Cœur, les salines et la savane des Pétrifications, avant de revenir à Fort-de-France pour une découverte des villas coloniales et des jardins du quartier résidentiel. Du 22 au 29 novembre, 10 900 F, comprenant vols, transferts, hébergement à la plantation Leyritz, puis à l'Hôtel Anse-Caritan, près de Sainte-Anne, la pension complète, les visites et droits d'entrée. C'est l'un des voyages de Mondes et merveilles (20, rue Paul-Bert, 75011 Paris, tél. : 43-48-90-55). Sur ce même thème des jardins : la Guadeloupe (du 26 novembre au 7 décembre, 13 450 F), ainsi que l'Équateur et les îles Galapagos (du 5 au 17 décembre, 19 250 F).

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Trausard

**Les Hauts Lieux de la Littérature en Europe**, de Jean-Paul Clébert, 9<sup>e</sup> titre de la collection « Le voyage culturel », chez Boreas. Un remarquable inventaire de l'Europe littéraire, par pays (320 p., 149 F), une lecture agréable, pleine d'informations et de citations, avec cartes de localisation des sites et photographies en couleur. La France est incluse mais, pour une présentation plus exhaustive, on se reportera à un autre titre, *Les Hauts Lieux de la littérature en France*, du même auteur.

En 1992, Séville célébrera le 500<sup>e</sup> anniversaire de la découverte de l'Amérique en organisant Expo 92, une grande exposition internationale. Les Editions Berlitz consacrent à la ville l'un de leurs petits guides de voyage : 128 pages, 38 photos et 4 pages de cartes et de plans pour tout savoir, ou presque, sur les Sévillans, l'histoire, les monuments et les sites, les excursions, les divertissements, les sports et les achats, les restaurants et les bars à tapas, les bonnes adresses et les prix. Prix de ce guide : 42 francs.

**L'Ouest canadien enfin accessible** grâce à des tarifs « défilant toute concurrence ». Jusqu'au 5 avril, Air Canada propose une nouvelle gamme de tarifs à destination de Winnipeg, Calgary, Edmonton et Vancouver où, par exemple, on peut se rendre pour un prix variant entre 4 295 et 4 850 F A/R, selon la date de départ. Ces nouveaux tarifs sont soumis à des conditions d'application très précises. Renseignements : agences de voyages et Air Canada (tél. : (1) 43-20-12-00).

Utile à l'entrée de l'hiver et en toute saison, le *Guide des auberges et hôtels de charme en montagne*, aux éditions Riveg, Il concerne la France, l'Italie, la Suisse et l'Autriche. Comme tous les titres de cette collection, il associe descriptif pratique et commentaire des auteurs. Unique critère de sélection, le caractère, qu'il s'agisse du deux ou du cinq étoiles.

**Création de l'association Renaissance**, qui propose aux futurs retraités du secteur du voyage et du tourisme des avantages et des services leur permettant de poursuivre une vie active et enrichissante. Renseignements auprès du président Jean-Jacques Olivier, Voyages Hamelin, 17, rue du Colisée, 75008 Paris. Tél. : 42-25-17-31.

**British Midland** annonce deux nouvelles liaisons quotidiennes avec la France : Paris-Edimbourg à compter du 28 octobre, et Paris-Belfast à partir du 1<sup>er</sup> novembre. La compagnie britannique sera ainsi la seule à offrir un vol direct entre Paris et l'Irlande du Nord. Sur ces lignes, elle offrira son Diamond Service, un service unique classe affaires, déjà en service, un Paris-Londres et un Nice-Londres quotidiens.

**Forum des Jeux**, du 26 octobre au 2 novembre, au Forum des Halles (Maison des associations), à Paris. Du jeu de société à celui de stratégie pure, en passant par les jeux de gestion et des initiations au jeu de Go, aux puzzles, aux dames et aux dames chinoises. Chaque jour, de 10 h 30 à 18 h 30.

**« La Route de la soie, expédition maritime internationale de l'UNESCO**. De Venise à Osaka. Sur ce thème, Ananda Aheydara, Cingalais francophone, donne une conférence illustrée de projections samedi 26 octobre, à la Sorbonne (à 10 heures, escalier G, 2<sup>e</sup> étage, salle 326), à l'initiative du Groupe de recherche sur la littérature des voyages (tél. : 45-48-14-20).

**Rectificatif**. Dans l'escalade « Hémicycle européens » (le Monde du 12 octobre), une erreur technique a pu induire en erreur : Luxembourg est le siège du secrétariat général du Parlement européen, celui du Parlement européen étant, évidemment, à Strasbourg. Précisons que les sessions plénières se tiennent à Strasbourg tandis que les commissions se réunissent principalement à Bruxelles.



## Les joueurs de Granville

« Rien ne va plus, mais tout ne va pas si mal au casino de Granville, où l'arrivée des machines à sous sauve la mise et redonne le passé d'une station balnéaire qu'on voulait appeler la « Monaco du Nord ».

EN 1808, la comtesse de Boigne — qui se servait de la comtesse de Boigne? — se fit porter jusqu'aux flots sur une chaise. Aidée par deux femmes qui la protégeaient contre l'assaut des vagues, elle se plongea dans l'océan sous l'œil effaré des pêcheurs de coques. Ses petits cris joyeux contre la lame résonnèrent dans la Haute-Ville. Ce jour-là, Granville se voulait aux jeux et aux plaisirs du bain.

La cité vivait jusqu'alors farouche sur son roc, ses remparts faisant front à l'océan, ses granits de Chausey lavés par les tempêtes. Elle abritait un port actif — des centaines de bisquines, cinquante terre-neuvas — ouvert sur les grands bancs du ponant. Avant leurs campagnes hauturières, les matelots, pour lécher les amers, dépensaient leur avance. A carnavai, ils riaient, buvaient et se moquaient des armateurs. C'était leur fête, à la fois triste et gale, car, après, leurs femmes sortaient leurs mouchoirs et repassaient sous la Grand-Porte pour attendre le retour dans des maisons aux murs froids.

Au nord, sous la Roche, le flux découvrait une plage à l'endroit de l'isthme qui rattache la ville au continent, une langue de sable collée à la falaise où l'on accédait par une tranchée que des Anglais avaient autrefois creusée. C'est là, presque à l'ombre, que s'installaient les premiers « étrangers ». Ici la ville et la vie basculèrent, et on se mit à voir autrement la mer. Plus de naufrages, de nuits d'orage, c'était toujours l'été, l'ami des rafraîchissants ébats, plus de lourds filets à tirer, on se jouait de

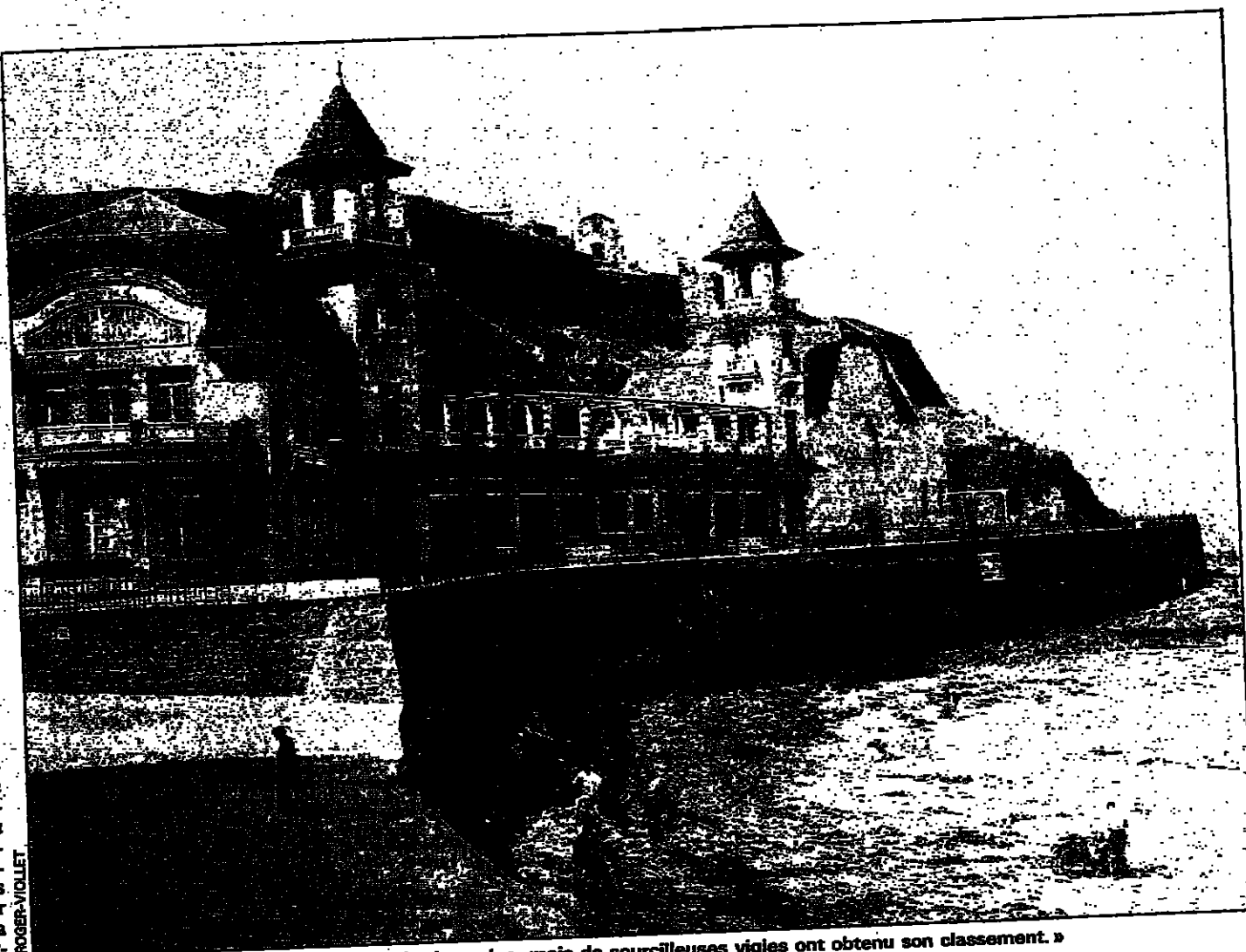
l'eau profonde en quelques brasses; aux grands voliers des téméraires, on préférait ceux des enfants qui, sur la grève, s'amusent à des régates dans les flaques au jussant. Séparés par la roche, les pêcheurs, descendants des corsaires, ne se souciaient guère des extravagants de l'autre bord, de ces gentlemen qui allaient leur ville par le nord, et qui déjà creusaient dans le roc pour construire un casino et un hôtel.

Puis la mort se fit rase. On désarma. Le chemin de fer, en service depuis 1870, déversait des milliers de baigneurs. La cité prenait des airs de station dans le vent, le modernisme levait l'interdiction de « se promener sur la grève occupée par les femmes, pendant le bain de celles-ci ». Les hauturières se fermaient comme des prairies, et se resserraient autour du port. Le commerce relevait la tête. L'élégance prenait ses quartiers d'été. Nous sommes, se disaient-ils entre eux, « la Monaco du Nord ».

Au cours des années folles, la ville mûra sur les jeux, le casino, l'hippodrome, le golf. On étendit la promenade du Plat-Gousset pour que, l'orchestre accompagnant le coucher du soleil sur les flots Chausey, des hommes en canotier au bras de femmes de Poiret, leurs enfants devant dans des costumes de marin, puissent commodément saluer des « connaissances ». Gould, le milliardaire américain, investissait dans le baccarat et l'hôtel de ville. Les De Dion et les Boston séjournaient en Normandie, passant les clés des limousines à des portiers à cinq galons. L'établissement sous la Roche brillait de tous ses feux; ses boules d'ivoire faisaient allégrement sauter des fortunes, sous l'œil de femmes en lamé, pailonnées, aux épaules nues, aux doigts nerveux avec des porte-cigares et des étuis d'argent.

La nuit, des murailles de la Haute-Ville, on voyait le casino en contrebas couler son ombre transparent, tandis que l'ancien phare du Lion, balayant la surface de l'océan vers le large et le danger, perdait son éclat, comme une fragile veillesse tuée par l'électricité. On pouvait bien encore suivre son faisceau dans le ciel au-dessus du port, mais du côté de la côte, de la danse et du jeu, les lumières de la fête le noyaient.

Le danseur mondain flagelait de fatigue, Granville s'enfermait pour le tapis vert. Là, elle oubliait son histoire, ses grands hommes, l'antiquité et les rigueurs du passé, jusqu'aux paroles de la Granville (musique de Bonhomme) : « Éviter les flatteries à parole dorée! Mépriser l'or des grands qui marchandent l'honneur! Puis à mon fiancé gardant la foi jurée!



« On a songé à détruire le casino, mais de sourcilieuses vigies ont obtenu son classement. »

Lui donner au retour et ma main et mon cœur. Les jeunes gens qui, à quatorze ans, s'embarquaient pour Terre-Neuve montaient à bord des tables de jeu, armés de petits rateaux, des neuds papillons accrochés à leur cou. Ils répétaient comme ces perroquets rapportés des longs cours — il y en avait dans toutes les maisons de Granville — des complaintes venues des métropoles de l'arrière : « Rien ne va plus! rien ne va plus! » Et l'écho ironique des marins du port, avec leur barbe carrée et leur pipe droite : « Non, non, rien ne va plus! », ne troublait guère leur éveil de croupier. Puis Granville passa de mode.

Elle dut survivre après le songe des nuits, après le dernier elfe cabriolant et plongeant dans la mer, le dernier drille fuyant un vilain petit matin; elle dut se remettre de la gueule de bois des années factices où elle aurait cru voir des mirages de cheiks s'avancer sur la plage. Aujourd'hui, le port de commerce continue son trafic d'engrais et le vent porte dans les rues des poussières de tourteau. Le commerce a retrouvé sa clientèle bas-normande. La pêche vit sur les ressources épu-

sées de l'océan. C'est l'envers du jeu.

On a songé à détruire le casino, mais de sourcilieuses vigies ont obtenu son classement. Il appartient désormais à l'histoire de Granville, port de pêche à l'odeur de morue qui se moqua des coups de mer avec beaucoup de gaieté et d'entrain. L'humidité de la roche a troué ses toiles moussues, ses clochetons ressemblent à de vieux chapeaux sous la pluie, la salle de bal perd ses plafonds, et la balustrade, jadis ornée de lampadaires enroulés de plantes vertes, rend à la mer et aux goélands ses ciments éclatés et ses bois écaillés. Le bâtiment témoigne encore debout de l'âge d'or, de la rue des flambeurs, de la flamée des plaisirs, qui fit tourner tant de boules et de têtes. La ville s'est attachée à ce vestige de la Belle Époque. Les brillants acteurs ont quitté la scène, et elle tient à son casino comme à la prunelle de ses yeux d'enfant.

Comment retrouver le filon, avec ce goût de faste au fond de la mémoire qui met plus de solidité dans ses rêves que dans son rocher? Aujourd'hui Granville se sent née pour le raffinement, le spectacle de la « haute », les

délices du hasard. Christian Dior, enfant de Granville, est son enfant chéri. Comme un joueur qui n'a pas su profiter de ses gains, elle regrette en l'embellissant le temps où le champagne et l'argent coulaient à flots. Elle se persuade que, après cinquante années de poisse, les belles évanouies reviendront pour emplir de leur parfum le luxe des salons, que les chers fantômes couleront encore des fortunes en une nuit. C'est une princesse russe certaine de se « refaire » à la roulette.

Le casino est ouvert tous les jours jusqu'à 3 heures du matin, bravement, au cœur paisible et endormi de la province. Il clignote devant la mer pour on ne sait quel lointain fétard venu du large, quel gros poisson doré. Des croupiers, devant des tables un peu bancales et des rateaux tordus qui ont servi dans leur jeunesse à ramasser de lourdes mises, attendent sans bâiller la fermeture des jeux. Dans une salle classée au mobilier d'époque, une vingtaine de machines à sous assurent les fins de mois de l'entreprise. Elles travaillent en milieu hostile, dans une ambiance surannée qui ne convient guère aux éclairs criards, aux trisoin-électroniques et à

leur façon de faire tomber la chance comme on tire une chasse d'eau. Le dos tourné aux jeux du passé, à la boule désertée, quelques rares clients, un pot de pièces à la main, les nourrissent sans provoquer de sonores débâcles. Ils jouent peu et gagnent petit.

Le soir, quand débarquent les jeunes vikings des environs, elles prennent un peu des airs de bandits manchots, mais l'après-midi, à l'heure des retraités et des queues de cerise, elles travaillent à la japonaise avec rapidité et courtoisie. Elles ruinent, jour après nuit, l'esprit du risque et du va-tout, le spectacle et la légende du joueur, le perdant qui vend sa chemise, le désespéré dont le suicide éclabousse le front de mer, le haut mal de Dostoïevski croyant en son dieu, doublant, triplant la mise, donnant à l'argent une enivrante immatérilité et prenant à la chance la matière d'un livre.

Dans la fuite du temps, tous les passés sont lointains, les martingales des nababs ont rejoint les brigantines des corsaires. Marine à voile et jeux sont faits.

De notre envoyé spécial  
Christian Colombani

### LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'OISEAU DE COMPAGNIE et le 10<sup>e</sup> Championnat de Paris

(Concours des plus beaux oiseaux domestiques), organisés par l'ADOP France, exposent les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> novembre 1991, salle Saint-Pierre, 7 bis, rue du Moulin Vert, 75014 Paris. M<sup>e</sup> Alézia, vendredi 1<sup>er</sup> de 14h à 18h30, samedi 2<sup>e</sup> et dimanche 3<sup>e</sup> de 10h à 18h30.

### LES ANTILLES A PARTIR DE 2 690 F A/R DE TELS PRIX RENDENT LE MONDE PLUS ACCESSIBLE.

NEW YORK	A/R 1520	A/R 2395	CARACAS	A/R 3085	A/R 5050
LOS ANGELES	A/R 1580	A/R 2960	BUENOS AIRES	A/R 3850	A/R 6160
SAN FRANCISCO	A/R 1580	A/R 2960	SANTIAGO	A/R 3850	A/R 6160
MIAMI	A/R 1595	A/R 2980	NAIROBI	A/R 3045	A/R 4995
MONTREAL	A/R 1160	A/R 2280	DAKAR	NA	A/R 2105
RIO DE JANEIRO	A/R 2380	A/R 5170	BANGKOK	A/R 2920	A/R 5105
SAO PAULO	A/R 2625	A/R 5170	SYDNEY	A/R 4360	A/R 7220
MEXICO	A/R 2530	A/R 4400	SEYCHELLES	NA	A/R 6270

### ACCESS Voyages

PARIS : MÉTRO ET RER CATHÉDRALES-HALLS, 6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS. Tél. (1) 40 15 02 02 et (1) 42 21 46 94 - Fax (1) 45 00 83 35  
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU, Tél. 76 62 67 77.

### UNE SEMAINE EN FLORIDE

PARIS/ORLANDO/PARIS.

à partir de 5 165 F\*

\* Prix basé sur 4 personnes minimum.

— Une location de villa.  
— Une voiture de location en kilométrage illimité.

### CONTACTOUR

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS. Tél. : (1) 42-96-02-25.

### Des prix à vous faire partir !

### LA RÉUNION 4770 F A/R

\* Prix à partir de...

\* Taxes d'aéroport.

Départs de PARIS

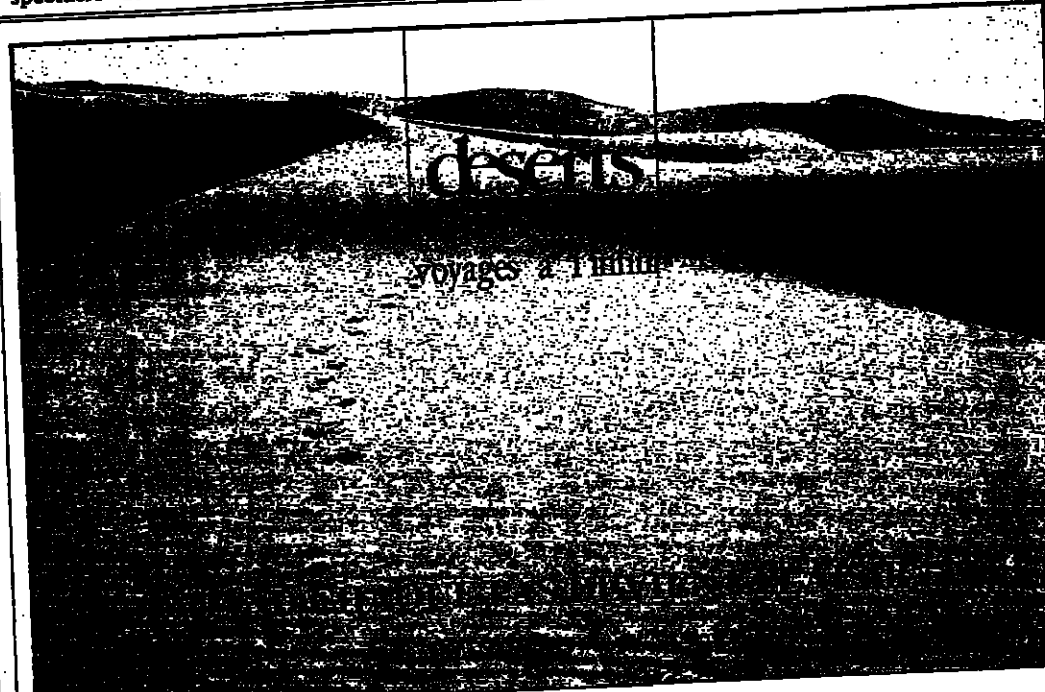
et de MARSEILLE

VO

Départ, on vous conseille...

Tél. : 40 53 07 11

181, bd. Péreire, 75017 PARIS



### ITINÉRAIRES A TRAVERS LE SAHARA ET LES DÉSERTS DU MONDE

Brochure sur simple demande

TAPEZ 3615 DESERTS ou

Demande de brochure Deserts :

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

DESERTS :  
6/8 rue Quincampoix  
75004 PARIS  
Tél. (1) 48.04.88.40

## VOYAGE

## Bissau, une Afrique cherche son camp

Suite de la page 15

Cabral meurt encore en avril 1986, quand le pouvoir, qui disputait à la voisine et homonyme de Conakry l'épithète d'*'Afrique de l'Afrique'*, décide de l'ouverture au marché. La longue et historique avenue, où se trouve aujourd'hui le plus populaire et le plus important marché de la ville, celui de Bordin, n'en devient pas pour autant cette fois avenue du Marché. Ni le libéralisme ni le pluralisme ne sont encore véritablement à l'ordre du jour, et l'appréhension d'un coup d'État français découvrant en 1981 «une caricature de pays de l'Est transposée en Afrique» à toujours de quoi tenir cinq ou six ans après.

Dévolement et dysfonctionnement continuent alors de marquer le visage d'une capitale dont la population a doublé depuis l'indépendance : de 60 000 habitants en 1973, elle est passée à 110 000 en 1979 (elle dépasserait les 200 000 aujourd'hui). On peut bien vanter le calme et la sécurité de la cité : il n'y a guère de raisons de se réjouir (hors la période, recommandée, de carnaval), et rien à voler. Les marchés sont totalement vides. Les denrées de première nécessité comme le riz, que le pays produisait presque en suffisance quinze ans auparavant, ont disparu, l'électricité est une fiction.

Ignorée de l'industrie, du commerce, du tourisme, et de plus en plus mal-aimée des campagnes, la cité s'est enfermée dans des certitudes toutes pieuses, qui laissent le peuple avec sa gentillesse, immense, sur les bras. Pour les jeunes, le seul espoir d'une vie meilleure, où, simplement, l'existence de l'électricité autoriserait la lecture, donc l'étude, réside dans les bourses des «pays frères» qui les inviteraient à apprendre le bulgare à Sofia, le slovéne à Ljubljana, et un français non prévu au programme à Moscou, où se retrouvent les étudiants francophones des pays africains passés à l'Est.

Et puis, soudain, le climat change. Ce n'est pas tant l'acceptation des potions de la Banque mondiale et du FMI (dévaluations à répétition, hausse des prix, suppression de postes de fonctionnaires) que l'abandon timide, mais massif, de convictions pour entrer dans un jeu d'intérêts qui précipite certains dans les bras de l'Occident avec la même ardeur qu'ils embrassaient l'Est auparavant. Le riz, le sucre, l'huile, la farine, l'indispensable et l'inutile réapparaissent sur les marchés où s'affairent des Sénégalais revenus par enchantement, bientôt rejoints de Mauritanien après leur éviction par Dakar.

Les petits marchés secrètent de petits métiers nouveaux, comme ces coursiers qui brouettent à la demande, et les grands marchés leur lot de coopérateurs, d'analystes et d'experts porteurs de ces crédits (l'aide internationale représente les deux tiers du budget de l'Etat) sans lesquels le pays plongerait. Les restaurants, dont on avait perdu jusqu'à l'odeur, réapparaissent, des cafés se créent, avec une terrasse où il est de bon ton de parcourir, le samedi et le mardi matin, à l'arrivée du vol venu d'Europe, tous les journaux d'une demi-sémaine. Et comme il faut loger ce nouveau monde, l'immobilier, qui s'est hissé aux prix européens, flambe, ramenant les «petits-blancs» du Portugal, soudain soucieux de retrouver de lointains titres de propriété et d'expulser les occupants hors de l'ancien quartier colonial. Les écoles ont repris à mendier le jour, les prostituées à ne pas se cacher la nuit, là où circulent l'argent et l'automobile.

«Il y a deux ans encore, raconte un habitant, les voitures étaient si rares que je connaissais chacune : tel ministre, tel officier. C'est maintenant impossible.» A certaines heures, la place Che-Guevara, au cœur de la vieille ville, se donne des airs de carrousel, et, bien que le feu rouge reste un instrument inédit à Bissau, l'avenue du 14-Novembre-1980 peut connaître d'authentiques embouteillages. Et tous les véhicules ne sont pas de la peau de ces réformés d'Europe du Nord réapparues ici généralement sous forme de taxis que l'on peint amoureux-

ment, d'une main émue, du bleu-blanc officiel : le grand tournant du pays ne saurait s'aborder qu'à bord d'une japonaise à quatre roues motrices flamboyant neuve pour naviguer efficacement ces nids-de-poule qui vous ont trop les aînés du passé.

La Banque mondiale dit l'inflation ramenée au-dessous de 30 %, mais cela n'empêche pas l'argent de fondre, littéralement. Les billets de 50 et de 100 pesos ont disparu, ceux de 500 pesos vont mal, seules les coupures de 1 000 pesos et 5 000 pesos (3) résistent. Les salaires des fonctionnaires (la quasi-totalité des salariés) ne dépassent guère 100 000 pesos, alors que le prix du pain a triplé en un an pour passer à 1 000 pesos la baguette (le prix d'un ticket de cette nouveauté, l'autobus). Le prix du riz, essentiel de l'unique repas du jour pour l'immense majorité, vient de doubler en deux mois, passant à 150 000 pesos le sac de 30 kilos, malgré les 55 000 tonnes (le double des années précédentes) qui auraient été importées au premier semestre.

«Tout va trop vite, note un observateur, le pays s'aggrave, et les risques d'explosion s'accroissent.» La ville, qui avait acquis la réputation d'être l'une des plus sûres d'Afrique, où l'on peut encore se promener à la nuit sans rencontrer d'importuns, voit apparaître une nouvelle délinquance. Les petits vols voyants, parfois de simple survie, sont la réplique et souvent la conséquence de grands détournements venus de haut. Ainsi, dans un pays où l'espérance (la désespérance) de vie est l'une des plus basses du monde (quarante-trois ans), où cent cinquante mille personnes (sur un million d'habitants) sont atteintes de malaria et où l'OMS vient d'évaluer à 10 % le nombre de séropositifs (20 % dans la tranche des trente-quarante ans), les médicaments qui n'arrivent pas jusqu'à l'hôpital se retrouvent sur les marchés ou dans les toutes nouvelles pharmacies (privées).

Au-delà de quelques engagements prudents, la libéralisation économique n'a, pour l'instant, guère dessiné le carcan politique. Et pour cause : l'intrication parfois quasi familiale entre certaines sphères du pouvoir et celles des affaires est de trop simple rapport. Mais les bouches se délient, le besoin d'expression s'affirme. La grève est même apparue cette année, où l'on a vu des enseignants entrer en résistance. L'Assemblée nationale a adopté une loi sur la liberté de la presse le 1<sup>er</sup> octobre dernier, dont les décrets d'application visiblement tardent. Et pourtant l'unique journal, *No Pincha*, hebdomadaire lorsque l'arrivage de papier le permet, se continue-t-il pas d'appartenir au parti ? Aussi l'enjeu, anaphorisme aidant (85 % de la population), s'est-il pour l'instant déplacé vers les radios et les télévisions.

On écoute les radios étrangères (BBC, Voice of l'Amérique, France-Inter, ou Radio-Brazil, histoire de se souvenir que Natal l'américaine — et ceux qui l'habitent — est plus proche de Bissau que Lisbonne l'européenne), entre deux bouffées de programme national où les journalistes majoritairement acquis à l'ouverture ne manquent aucune occasion de manier le miroir de l'étranger. Surtout, le matin, avec le carnet mondain (avis de décès, messages personnels qui assurent la «poste» familiale avec la campagne), se sont ouverts des débats en direct d'écoute passionnée, où les auditeurs abordent au téléphone des sujets aussi délicats que «la démocratie».

Des esprits changent et veulent que cela se sache. Des repères qu'on pensait intangibles bougent : on se demande soudain si l'on n'a pas eu tort de mettre bas les statues des colonisateurs, si elles n'appartiennent pas aussi au patrimoine national, comme lui appartient le portrait d'Honor Barreto, gouverneur noir du siècle dernier, considéré comme un pécuniaire local, secret allié aux côtés de ses confrères portugais sur les canchales du Musée national. Des espoirs candides s'expriment, comme ceux de ce membre du comité central qui rêve de faire de la Guinée-Bissau une «Suisse d'Afrique» en y créant un centre financier interna-

tional. «Mais pour cela, il faudrait, ajoute-t-il, la stabilité politique».

Manière d'évoquer sans doute le changement. Car depuis que le Parlement a donné le feu vert au multipartisme le 8 mai dernier, l'ombre des élections se profile derrière chaque intervention. Les partis déclarés peuvent bien se disputer le mot démocratie, ils pèsent pour l'instant de peu de poids devant le PAIGC dont le pouvoir se confond avec celui d'un Etat au prestige quasi incanté (dans les campagnes) et à la puissance sans rivale (dans les villes). C'est donc pour l'instant à l'intérieur du parti que l'enjeu se situe, à l'initiative des cent vingt signataires d'un manifeste «renouveau» (parmi lesquels des ministres) qui demandent un renouvellement des équipes dirigeantes qui ferait droit aux compétences, et s'en prend aux «fondamentalistes» (entendez «stalinistes»), ceux qui ont fait une fête à Bissau et été au moment du putsch de Moscou, et que l'on trouve encore bien implantés dans l'armée, face aux jeunes officiers réformistes.

Ainsi le capitale vit-elle dans l'attente troublée de décisions ou d'événements qui apporteraient des équilibres durables et établirait une confiance majoritaire. Dans la nuit du dimanche, au Malia, l'une des discothèques du centre, se croisent nomenklaturas en cour et celle de l'opposition (anciens ministres et futurs ministres, comment tout simplement vivre ici totalement hors appareil ?), lesquels, présentement, «ont le sentiment de vivre au jour le jour» comme le dit l'un d'entre eux, et paraissent venus se placer à la sous la protection de dame Électricité, qui, comme presque chaque soir, a déclaré forfait dans les autres quartiers, mais bénéficie en cet endroit des solides protections nécessaires pour assurer la soudure avec l'aube.

Le jour apparaît aux franc-tireurs têtus, qui ont su garder leur cap dans d'incertains courants contraires, comme le cinéaste Flora Gomes, qui, après *Morta Nega* (4), vient de commencer le tournage de *Yeu Xue de Yonka*, une coproduction franco-portugaise-quinéenne, entreprise énorme à l'échelle du pays, qui ne spécule, elle, que sur des sons et des images, toute dédiée au petit peuple de Bissau. «En quinze ans, dit Flora Gomes, j'ai surpris la ville à rejoindre presque malgré elle. Je l'ai vue changer de forme, de dimension et de rôle. Je l'ai entendue changer de langue, de rêve et de destin. Enfin, je l'ai sentie, avec le temps qui court, changer de rythme. Tout va s'accroissant à Bissau. La vitesse est le sort inévitable de toutes les grandes métropoles. Mais si, pour les autres capitales, cette accélération a été plus ou moins douce, Bissau l'a vécue de façon particulièrement brutale. La vitesse est le sujet du film.» La vitesse dans le regard d'un enfant dont le prénom nous donne une réparation, une raison sociale, la raison d'exister : Amílcar.

De notre envoyé spécial  
Jean-Louis Perrier

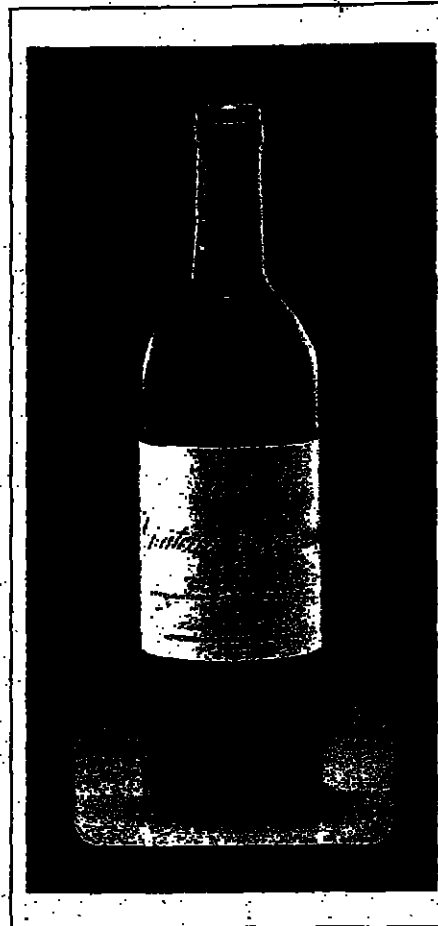
(3) 5 000 pesos sont échangés contre 9,5 F au cours officiel et contre 5,5 F en ville dans la rue.  
(4) *Le Monde* du 8 mars 1990.

## Guide

Le visa, obligatoire pour Bissau (prix : 180 F), est à retirer au consulat général de Guinée-Bissau (94, rue Saint-Lazare à Paris 9<sup>e</sup>, Tél. : 46-26-18-51). Vaccination contre la fièvre jaune nécessaire. Prévoir un traitement anti-paludéen.

Le moyen le plus rapide pour rejoindre Bissau de Paris est par le vol de la compagnie Europe Aéro Service-Air Bissau le lundi (retour mardi). Billets aller et retour à partir de 5 530 F. (Tél. : 42-60-31-13). Air Portugal assure le vendredi (retour samedi) un vol au départ de Lisbonne avec correspondance (agitée) de et vers Paris. Billets aller et retour sur ces vols en vente 5 210 F par Nouvelles Frontières (tél. : 42-73-10-64).

Le Centre culturel français de Bissau est particulièrement actif et doit déménager l'an prochain dans un bâtiment qui sera sans doute le plus original de la ville, conçu par L. Pivin.



SIGOGNAC est l'un des plus anciens domaines du Médoc, une maison romaine s'élevait ainsi en ces lieux où Auguste aurait séjourné. Pourtant en 1964, lorsque Paul Grasset acquiert SIGOGNAC, le vignoble ne couvre pas plus de 4 hectares. Il replante et entreprend d'importants travaux de restauration. Sa femme poursuit l'œuvre engagée en s'efforçant grâce à un rendement limité et un élevage en foudres de produire un grand cru bourgeois équilibré. Colette BONNY-GRASSET élève ainsi un excellent vin, qui se frotte d'être léger et un peu tannique. «Un vin féminin, dit-elle, qui se boit jeune mais qui fait vieillir».

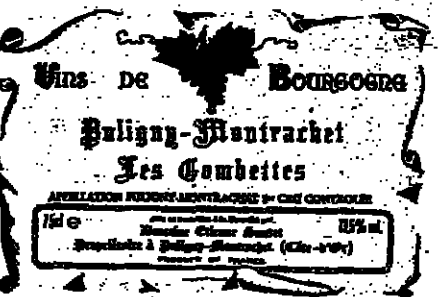
CHATEAU SIGOGNAC

Service lecteur n° 1.



2. GEORGES VESSELLE, VIGNERON DE CHAMPAGNE. Ce récoltant (17,5 hectares de vigne), maire de son village BOUZY (classé 100 % Grand Cru) pendant plus de 25 ans, partenaire de l'INRA pour la culture IN VITRO et conseiller pour le développement de la vigne et du vin en Lorraine, est CHAMPAGNE. Il a une passion communicative. Ses vins, CHAMPAGNE ET BOUZY ROUGE, sont sélectionnés par plus de 1 000 grands restaurants (étoiles, relais châteaux...) en France et à l'étranger. Pour cette fin d'année, Georges VESSELLE a décidé d'offrir 2 cadastres aux lecteurs du *Monde*. Tout lecteur aura DÉGUSTATION GRATUITE DU CHAMPAGNE et également en avant-première une PRÉSENTATION DU FILM «CHAMPAGNE ET BOUZY ROUGE GEORGES VESSELLE». Nous vous attendons de 10 h à 20 h les vendredis 25, samedi 26 et dimanche 27 octobre 1991 soit à BOUZY, soit à PARIS.

Soyez les bienvenus !  
BOUZY : 16, rue de la Poste, 51150 BOUZY.  
Tél. : 16-26-37-00-15 (à l'exception du 27/10/91)  
PARIS : Galerie du Vin, 16, bd Vincent-Auriol, 75013 Paris. Tél. : 16 (1) 43-86-25-14.  
Service lecteur n° 2.



3. Le Domaine Etienne SAUZET, propriété familiale, produit une gamme importante de vins blancs dans différentes appellations, les plus réputées du terroir de Puligny-Montrachet. Puligny-Montrachet 1<sup>er</sup> cru :

- Les Combettes
- Champ Canet
- Les Perrières
- Les Referts

Grands crus :

- Bâtard-Montrachet
- Bienvenues - Bâtard - Montrachet

La grande qualité de cette production a permis au Domaine d'être présent dans tous les lieux de la gastronomie française ou étrangère.

Service lecteur n° 3.



FILHOT : ce cru méritait peut-être plus qu'aucun autre l'appellation sauternes. Il est l'un des plus anciens, puisque les Filhot ont acquis la propriété qui porte leur nom en 1709 et devint grand cru classé en 1855 ; dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, Thomas Jefferson le plaçait comme l'un des meilleurs crus de la région. Pendant près de cinquante ans, le cru de FILHOT fut distribué sous le célèbre nom de vin de Sauternes ou Chateau Sauternes avant l'extension de cette appellation. En 1933, la comtesse Duran de Lacardie, née Lur-Saluces et descendante de la famille de Filhot, rachète à son frère ce superbe domaine. Le chateau actuel, que certains ont qualifié de palais, est entouré de 330 hectares à l'intérieur de la commune de Sauternes. Seuls 60 hectares sont consacrés à la culture de la vigne. Le comte Henri de Vandelles administre aujourd'hui cette propriété. Ce grand cru, parfait connoisseur du vignoble de Sauternes, s'attache, avec fièvre, à garder aux vins du Chateau FILHOT la sève, la nervosité et le caractère original qui font leur renommée.

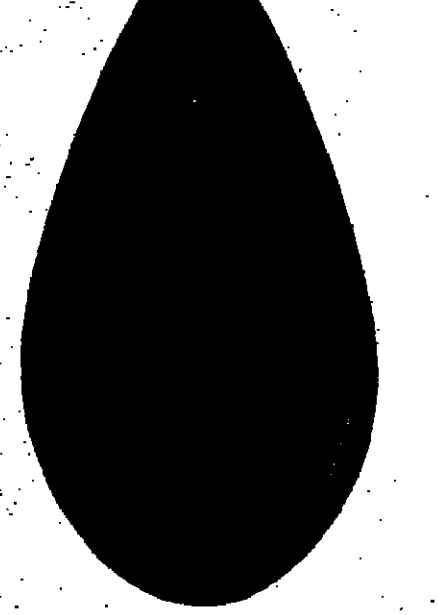
CHATEAU FILHOT

Service lecteur n° 4.



5. Site d'habitat préhistorique puis villa gallo-romaine, célèbre grotte néolithique, à appartenir en 1791 au Comte DARIU, ministre et intendant de Napoléon, devint en 1917 la propriété des SOULAS-DUMORTIER, sous l'impulsion de Sophie et Gérard DUMORTIER. Chateau d'Ausseaux a été pleinement sa réputation internationale de séjours et de qualité puisque les vins mis au marché à la propriété après un séjour de 3 ans au fil de chaîne, sont commercialisés dans toute l'EUROPE, aux ETATS-UNIS, au CANADA, en HOLLANDE, ainsi qu'au JAPON. Sur 700 hectares, dont 177 hectares de vignes, la production d'Ausseaux est tournée vers des vins de haut degré de qualité pour l'accueil réservé aux visiteurs pour la qualité de ces vins élaborés sous l'œil d'un œnologue dont la réputation n'est plus à faire. Les vins d'Ausseaux offrent à l'amateur averti leurs arômes des mûres rocheuses, de fruits rouges et de pruneaux. M. DUMORTIER a été heureux de recevoir des mains du maître de Narbonne, M. MOULY, la médaille de la ville.

Service lecteur n° 5.



6. Le X.O. de COURVOISIER est issu du mariage de très vieux cognacs de grande et petite Champagne et Borderies. Les Borderies extérieures sont parfumées fantastiques après 30 ans de vieillissement. Les champagnes apportent finesse et subtilité. Avec le X.O. de COURVOISIER, découvrez l'expression parfaite de la plénitude obtenue par le vieillissement et le mariage secret de l'eau de vie et le bois.

X.O. COURVOISIER

Service lecteur n° 6.

8. Variété de des goûts telles, le 1<sup>er</sup> fois difficile. Pour vous tude et à LAS a été Ces caves gues n'ont qualité irré lation. Avec ça pe de SPÉCIA La gamme :

- ROUGES
- COTES D
- BORDEA
- BEAUCE
- BOURG
- BOURGO
- ROSE
- COTES D
- LE VIN FERMES

Service lect COMMUNI - La passio spirituel de l'Associati (garantie av - Le guide Gille TOUT ROUILLE VIENT DE - L'annuaire neux de f Pour tou dition Vin 75017 PARIS Fax : 47-63-

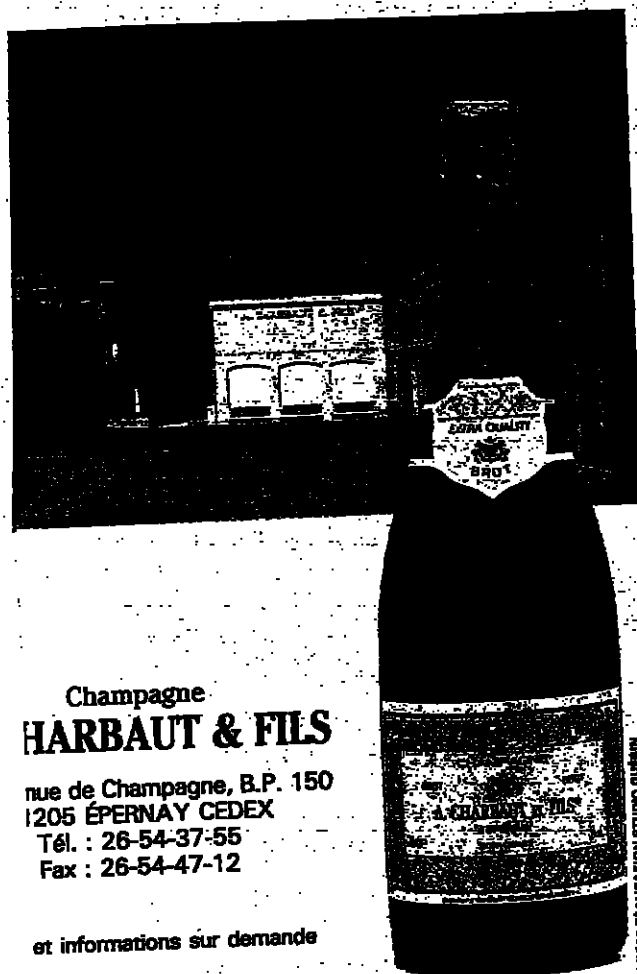
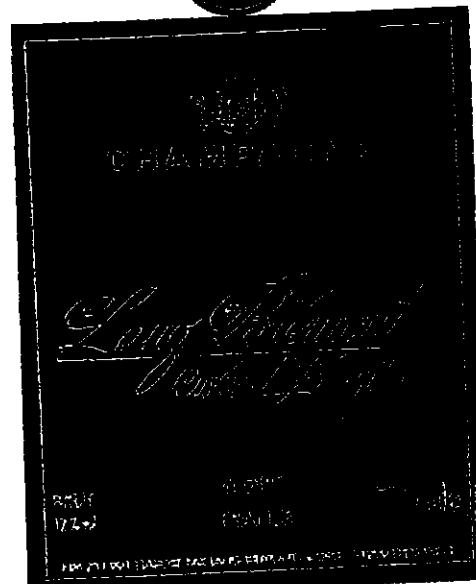
L'ABUS



# INS DE FÊTES

Un vin pour un gourmet est la chose la plus délicate et la plus excitante qui soit. À l'occasion des Fêtes, pour le plaisir de tous, nous vous proposons un carnet de crûs français qui vous guidera dans vos choix de vins pour vos dîners de fête. C'est un cadeau pour les caves des connaisseurs.

En tant que lecteur vous permettra de recevoir rapidement la documentation de chacune des caves que vous avez sélectionnées ; retournez votre coupon à Julien Dugard.



**Champagne**  
**HARBAUT & FILS**  
rue de Champagne, B.P. 150  
1205 ÉPERNAY CEDEX  
Tél. : 26-54-37-55  
Fax : 26-54-47-12

et informations sur demande

**COM EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. SACHEZ DÉGUSTER ET CONSOMMER AVEC MODÉRATION**

tiliale exploitant 56 hectares de vignes situées dans les grands crus de l'arcueil-sur-Ay, Bisseuil, Avize, la production des vignobles assure l'ensemble des besoins de la société. Le solde est couvert par des achats de vins des grands crus de blancs prestigieux d'Avize, Mesnil-sur-Oger, Reims, Graves. La maison CHARBAUT est installée avenue de Champagne, à Reims, on considérera comme les « Champagne-Élysées » d'Épernay. Visitez par nous-mêmes sur rendez-vous.



10  
Domaine de 8,5 hectares de grands vins dirigé par M. François LAMARCHE (4<sup>e</sup> génération). Des crus élevés à l'ancienne (vendanges manuelles, vinifications effectuées dans des cuves en bois, élevage en cuvaisons durant 12 à 15 jours, élevage durant 20 à 22 mois sous fût). Le chène dont 40 % de barriques neuves. Proportions : \* Vosse-Romanée. \* Vosse-Romanée-Sachots 1<sup>er</sup> cru. \* Vosse-Romanée-Chaumes 1<sup>er</sup> cru. \* Vosse-Romanée 1<sup>er</sup> cru. \* Echezeaux Grand-Cru. \* Grands Echezeaux Grand-Cru. \* Clos de Vougeot Grand-Cru. \* La Grande-Rue Grand-Cru.

**DOMAINE FRANÇOIS LAMARCHE**  
Service lecteur n° 10.

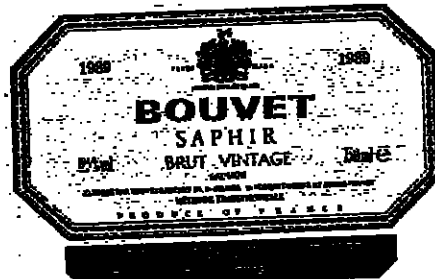


La maison **TROUILLARD**, située au cœur de la Champagne à Eperny, s'occupe depuis une trentaine d'années avec un savoir-faire que beaucoup de clients étrangers reconnaissent : la cave à diamant.

Nous avons voulu cette bouteille goûteuse et belle ! Goûtez parce que seuls des raisins de la grande crue de la montagne de Reims et de la Côte des Blancs concourent à l'élaboration de cet harmonieux assemblage ; la puissance charnelle de nos vins, toujours tempérée par l'élégance et la finesse du chardonnay ! Belle parce que nous avons voulu donner un caractère d'or et de pourpre sur champagne ; un caractère que l'on ne trouve que dans une telle transparence, claire, lumineuse comme un diamant. Venez découvrir cette magnifique bouteille que nous vous proposons à un prix raisonnable. Faites nous un plaisir de nous interroger et nous vous remercierons très certainement de répondre à votre attente.

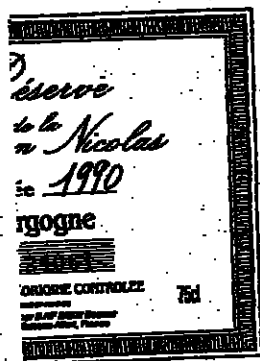
**CHAMPAGNE TROUILLARD**, 2, avenue Foch, 51200 EPERNY. Tél. : 26-55-37-35  
Fax : 26-55-46-33.

Service de vente n° 11.



14 **BOUVET LADUBAY**, prestigieuse maison de Saumur Brut fondée en 1851, est connue dans le monde entier comme un « top » du Brut de Saumur, par les produits de ses 60 médailles depuis 1900, par la présence à Vinexpo (la grand'messe des vins du globe) avec médailles d'or, d'argent et de bronze, la cuvée Bouvet Brut Saphir est un must que les restaurateurs et les cavistes se partagent sans hésitation. Les guides Hachette la sélectionnent avec régularité, et le guide Dussert Berger des vins de France 91 en fait : une remarque plus maison où l'on élève soigneusement le plus belles cuvées de France, qui atteignent des niveaux remarquables, voir un rapport qualité/prix vraiment étonnant.

Service impeccable et 14.



ns des châteaux, diversité  
eurs, multitude de bon-  
visages qu'il s'avère par-  
te trancher en toute qué-  
navaises surprises NICO-  
ves NICOLAS ».  
ctionnées par les émo-  
tions de sélection ont été :  
typique de chaque appel-  
OLAS affirme sa vocation  
VIN.

3 - 1990 - 30 F la btle  
 - 34 F la btle  
 AGE - 1990 - 35 F la btle  
 1 - 40 F la btle  
 20 - 42 F la btle

NCE - 1990 - 26 F la btle  
UX CHOISIR LES YEUX  
RÉSERVE NICOLAS.

MAÎTRE  
meliers pour les vins de  
n R. SAINT-ROCHE et  
VIBOURT, président de  
mellerie internationale  
de France médaillés pa  
éfacé par Jan BERTIN  
mai 1992).

E  
ciants en Vins et Spiritueux :  
14, rue Rennequin,  
13.72.20



PRODUCE Misc en bouteille en Chateau park C.A.T. 13.2% vol  
Chateau park (1990) e5c



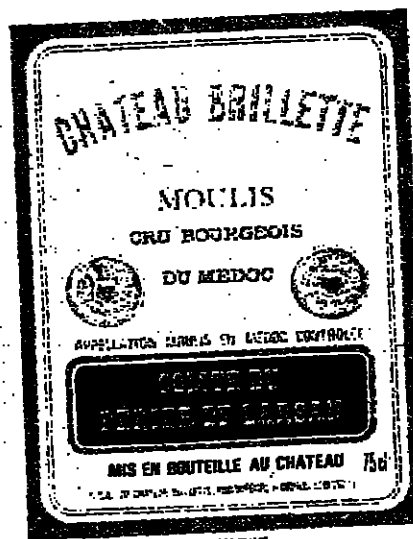
12. Depuis plus de cinq siècles, dix-neuf générations de propriétaires ont enrichi ce fabuleux patrimoine de 12,6 hectares. Situé à 100 m de Grands Crus, entre les vignes de Cote de Nuits, sur la commune de Chambolle-Musigny. Remarquablement exposé est-end-est au-dessus du Clos Vougeot, le vignoble du climat de MUSIGNY bénéficie d'un climat unique au monde, profond, à forte proportion d'argile-craie, favorable à la production qualitative de ce vin le plus distingué de Bourgogne.

La baronne Bertrand de Ladoucette, fille d'un comte Georges de Vignerot, née le 12 mai 1871, héritière de son père, possède 7,2 des 10 ha du climat de MUSIGNY, ce qui en fait le plus grand domaine de ce climat mondialement célébré. 0,4 ha de ce climat sont plantés en Pinot d'Alsace et produisent en exclusivité le Grand cru MUSIGNY.

Les 6,4 ha du climat des BONNES-MARES, 0,5 ha du climat du CHAMBOILLE-MUSIGNY, 0,7 ha du climat des AMOUREUX-MUSIGNY de l'ancien CRU LES AMOUREUX-MUSIGNY, sont en appellation commune avec le CHAMBOILLE-MUSIGNY.

Mélée d'élégance, de richesse et de complexité aromatique, le MUSIGNY Vieilles Vignes, vins de dentelle aux manœuvres soignées, dissimule derrière son bouquet et sa délicateur une femme une belle structure qui ne se révèle qu'à vieillir 10 à 15 ans, pour le plus grand plaisir des amoureux.

**CHAMBOILLE-MUSIGNY.**  
CHATEAU DE LA ROCHE, F. 12.



15  
Le château BRILLETE, cru bourgeois supérieur, est un des plus réputés de la commune de  
BRIEULLE, a été repris par l'actuelle propriétaire,  
M<sup>me</sup> BERTHAULT, en 1976. Le domaine a  
une superficie de 70 ha, dont 30 ha de vignes.  
30 sont consacrés à la vigne. Placé sur une  
coteau, le vignoble est particulièrement graveleux et  
un choix judicieux des cépages - 40 % de merlot,  
30 % de cabernet-sauvignon et 10 % de petit-ver-  
dot, et de cabernet franc - permet d'obtenir des  
vins de grande qualité, recherchés, qui sommelie en barri-  
cades avec les plus prestigieux, en gardant les méthodes anciennes. Les can-  
deaux qui couvrent son sol ont un relief particulier  
qui a donné à cette propriété le nom de  
BRILLETE.  
CHATEAU BRILLETE  
Coteau de la Vigne n° 15.

*Also available in Germany*

**NUITS ST GEORGES**

*Domaine Les*

*Clos des Pucierols-Gorgeas*  
*Grand Cru de France*

APPELLATION NUIS-ST-GEORGES 1<sup>er</sup> CRU CONTRÔLÉE

*Domaine Henri Gorgeas*  
*Nuits - Saint-Georges, Côte de Beaune*

100 ml

PRODUCE OF FRANCE

**17** **Domaine familial** du début du siècle, établi à Nîste-Saint-Georges, les quantités au plus haut niveau la tradition et la qualité, ainsi que la typicité de ces vins. **NUITS 1<sup>er</sup> CRU CLOS DES PORRETS** 1989 : par une gamme aromatique sévère dans sa jeunesse, il dévoile sa finesse et sa tenue au vieillissement **NUITS 1<sup>er</sup> CRU PULIERS** 1989 : avec ces arômes de fruits rouges mêlés de senteurs végétales, l'âge lui confère ampleur et rondeur. **Tarif : 99 F TTC Franco au-dessus de 60 bouteilles.**  
**HENRI GOUGES**  
**Service lecteur n° 17.**


**Le Monde**

**VINS DE FRANCE**

Je désire recevoir les brochures suivantes :

1	2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15	16
17	18						

A retourner à : JULIEN DUGARD



PUBLICITE

15/17, rue du Colonel-Pierre-Avis,  
75902 Paris Cedex 15

NOM : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

DOIT ÊTRE DANGEREUX POUR LA SANTÉ. SACHEZ DÉGUSTER ET CONSOMMER AVEC MODÉRATION

# Bridge

n° 1457

## UN BON TIENS

La gourmandise est un vilain défaut, et la donne suivante, qui aurait pu coûter le titre aux Américains dans le précédent championnat du monde féminin, en est une spectaculaire illustration.

reçu le Prix de « la meilleure donne de l'année », organisé par Martell et le Club Méditerranée. Elle est l'illustration d'un coup technique tout à fait logique.

♠ 743	♥ 1092	♦ 87642	♣ 1092
♥ 1092	♦ 87642	♣ 1092	♠ 743
♦ 87642	♣ 1092	♠ 743	♥ 1092
♣ 1092	♠ 743	♥ 1092	♦ 87642
♠ 743	♥ 1092	♦ 87642	♣ 1092
♥ 1092	♦ 87642	♣ 1092	♠ 743
♦ 87642	♣ 1092	♠ 743	♥ 1092
♣ 1092	♠ 743	♥ 1092	♦ 87642

Ann.	E. don.	Nord	Est	Sud
Ouest	Bakker	2 SA	3 SA	3 SA
Bakker	Gword.	3 SA	3 SA	3 SA
3 SA	3 SA	3 SA	3 SA	3 SA
3 SA	3 SA	3 SA	3 SA	3 SA
3 SA	3 SA	3 SA	3 SA	3 SA
3 SA	3 SA	3 SA	3 SA	3 SA
3 SA	3 SA	3 SA	3 SA	3 SA

Ouest ayant entamé le 8 de Carreau, comment la Hollandaise Ine Gielkens, en Sud, a-t-elle gagné le GRAND CHELEM A SANS ATOUT contre toute défense ?

### Réponse :

Après tant d'émotions, la déclarante hollandaise retrouva tout son sang-froid en prenant soigneusement l'entame avec le Roi de Carreau (sinon elle aurait chuté), ensuite elle tira les huit Trèfles du mort, puis l'As de Cœur pour serrer la malheureuse Margie Gwordzinski, a qui cette donne laissera une cicatrice indélébile :

♠ A7052 ♣ R80DV  
♦ ADOA9

Est jeta le Valet de Carreau, et le 9 de Carreau devint maître... La donne coûta 17 IMPs aux Américains au lieu de leur rapporter 15 IMPs, car, à l'autre table, les Américains Deas et Palmer s'étaient arrêtés à 6 Trèfles et avaient fait treize levées.

### LA PRÉCAUTION DE RIMBAUD

La donne suivante, jouée au cours d'un match du championnat de France de 1987, a

Ouest (Delmouly) ayant entamé le Valet de Cœur, comment Pierre Rimbaud a-t-il gagné CINQ PIQUES contre toute défense ?

### Note sur les enchères :

Sur l'ouverture de « 1 Cœur », Nord n'a pas de bonne surenchère. Il peut évidemment faire un contre d'appel, mais il est certain que Nord va annoncer Trèfle, et il sera difficile de décrire le bicolore. Pour cette raison, le docteur Rimbaud a préféré dire « 1 Pique » en espérant que les enchères n'en resteraient pas là.

### COURRIER DES LECTEURS

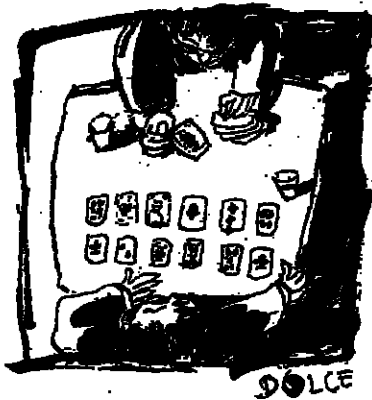
Simultané d'autrefois (n° 1448)

« Ce n'est pas mon habitude, écrit J.L., de vouloir trouver des erreurs dans les « corrigés », mais, si Est coupe l'As de Cœur, et joue atout, ce sera la chute. »

Est ne peut couper l'As de Cœur puisqu'il est précisé dans la solution que le déclarant joue chaque fois Cœur en partant du mort. Si Est coupe, ce sera donc un petit Cœur et non pas l'As.

De toute façon, je remercie les lecteurs de me signaler quand il ne sont pas d'accord avec une solution.

Philippe Brugnon



# Dames

n° 417

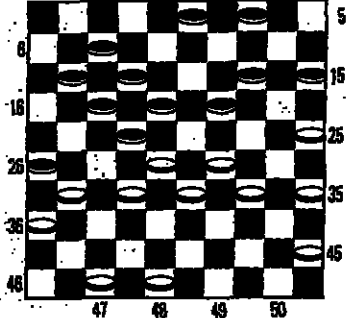
## L'UNIVERS MAGIQUE

Au cours du championnat du monde 1990 (Groningue), face au grand maître sénégalais Ba, l'ex-champion du monde et ancien Soviétique Kouperman (maintenant citoyen américain) plaça, dans la position du diagramme ci-dessous, avec les Blancs, une combinaison de gain en huit temps, avec sur deux temps de repos, sur un coup forcé et sur un envoi à dame.

Voici donc la première de ces chroniques, où apparaîtront désormais « Le coin du débutant » comportant deux diagrammes, et « L'univers magique », avec également deux diagrammes, mais plus particulièrement destinés aux initiés.

### LE COIN DU DÉBUTANT

Les règles internationales, codifiées par la Fédération mondiale du jeu de dames, et le plus souvent méconnues, seront illustrées ou rappelées régulièrement, pour les principales d'entre elles.

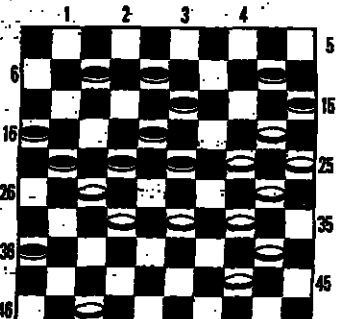


« Première règle » : l'obligation de prendre. Ainsi, dans le diagramme 1, les Noirs jouent (8-12) et le pion blanc à 18 doit prendre le pion noir à 12, par 18x7.

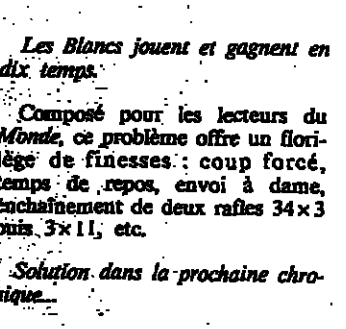
Les Blancs obtiennent le gain comme suit : 32-27 ! [premier temps de repos] (26x37) ; 27-21 (17x26) ; 28x6 (7-11) [forcé] ; 6x8 (3x12) ; 48-42 [envoi à dame] (37x48) ; 45-40 [second temps de repos] (48x30) ; 35x22 !.

### PROBLÈME n° 417 GARLOPEAU (Rochefort) 1991

• Deuxième règle : l'obligation de prendre du côté du plus grand nombre de pièces (pions ou dames), et ce, quelle que soit la qualité de la pièce qui prend (ou des pions qui prennent) ou qui doit être prise (ou qui doivent être prises). Ainsi, dans le diagramme 2, les Blancs jouent 42-38 et les Noirs prennent, non par (33x42), mais par (21x43) [le plus grand nombre]. 49x9 [règle quatre pions et la dame noire prend (4x13) ou (4x18) ou (4x22). Les Blancs concluent par le gain 31-27 (13x31) 36x27, +.



III. Les Blancs jouent et gagnent en dix temps. Composé pour les lecteurs du Monde, ce problème offre un florilège de finesses : coup forcé, temps de repos, envoi à dame, enchaînement de deux rafles 34x3 puis 3x11, etc.

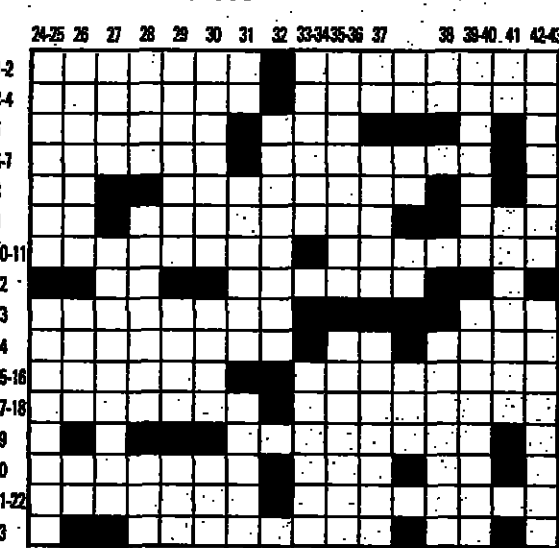


Solution dans la prochaine chronique.

Jean Chaze

# Anacroisés (R)

n° 688



### HORIZONTALEMENT

1. AAEIL - 2. AEEIPPT (+ 1) - 3. EFLOSUZ - 4. ADELOSX - 5. ADELRT - 6. DESURU (+ 1) - 7. AEEGNRU (+ 1) - 8. EENNRTV (+ 2) - 9. DEEERRSS (+ 1) - 10. AAINSSSS - 11. EEEESTT - 12. AESSST (+ 1) - 13. ABHILMO - 14. EPILOPSX - 15. CEINTT - 16. AACINRRS - 17. AEHRSSU - 18. CEEFTTU - 19. AEEHIPPT - 20. EELLSSU - 21. EORSTUX - 22. EINORRT - 23. AEEGSSY (+ 1).

### VERTICALEMENT

1. AAEFFRT (+ 2) - 2. CEEHLSU - 26. BEHLLT - 27. EMOPTUUX - 28. ACELORS (+ 3) - 29. AAEELSZ - 30. DDEENST - 31. AIIIRS - 32. EFINNTV - 33. ALOPRS - 34. AEFIR (+ 1) - 35. EEEERSX - 36. AFOINRT - 37. AEFINNT - 38. ABCEHR - 39. ADEERS (+ 2) - 40. EOPRSTU (+ 1) - 41. AABERRU - 42. AESSUY - 43. AEEIORRS.

### SOLUTION DU N° 687

1. PROVINCE - 2. MENEUSE (EUMÈNES) - 3. CERUSES (RECUSSÉ) - 4. DYSBASIE (trouble de la marche) - 5. UTILISA (LUISAIT TUILAIS) - 6. ALINEA (ALIENA) -

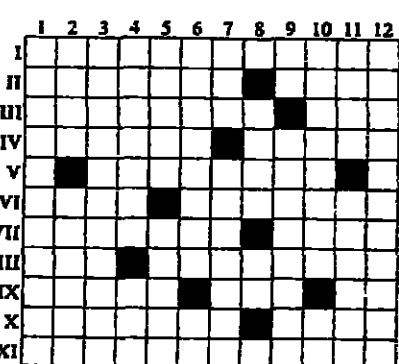
### 7. UNCINÉE - 8. SEMESTRE -

9. AURISTES, spécialistes de l'oreille (RESSAÏT SAURITES SAUTIERS SITUERAS) - 10. NULLITE - 11. REVENANT (ENERVANT VENERANT) - 12. APRAXIE - 13. INTERAGI, exerce une action réciproque (INGERAIT INTEGRAL) - 14. OSSIFRAT - 15. ANTENNE - 16. FREMIT - 17. BÉNÉFICE - 18. SECURIT (CUISTRE CURISTE RECUTIS) - 19. THESARD - 20. ORNAISES - 21. PADOUAN - 22. GALOUBET - 23. UTOPISTE - 24. OSSICULE, petit os (COULISSE) - 25. LEGALISE (ALLIÉS EGALISES) - 26. ICALIT, NAIS, de l'Yonne - 27. NIDIFIER - 28. CRISERER, ragerer (helv.) - 29. ASSERTIF (FRISATES) - 30. MEULETTE - 31. NIAISER (RAISINE) - 32. ESTIME (EMITES MITÉES SEMITE) - 33. VOTANTE - 34. INESPERE (EREPSEINE PERINEES) - 35. INERME - 36. UNIAITE - 37. AUNERAS (SAUNERA) - 38. GENOISE (GOINES SOIGNES) - 39. ECALÉE - 40. TOISENT (TETIONS TIENTOS).

Michel Charlemagne et Michel Dugnet

# Mots croisés

n° 686



### HORIZONTALEMENT

1. Grinpe aux autres - 11. Libérés. Règne - 11. Sels Sur Canal - 14. Il survit sans enthousiasme. Tout l'irrité et l'offusque - 15. Trop lourde - 16. Se maintient. Très unipartit ou très avéré, selon l'accent - 17. En piles serrées. Pays d'Afrique en plein désordre - 18. Rivière. Pourra vous abriter - 19. Ne reste pas dans la ligne. Il sera filé. Préposition - 20. Ne donne pas à coup sûr de trèfles à quatre feuilles. C'est presque excessif - 21. Vous pouvez en voir ici, courtois généralement.

### VERTICALEMENT

1. Cherche tous les maux - 2. Offre un siège. Monnaie, pas moyen - 3. La voie du sang - 4. Faux. Quelques mètres de nourriture - 5. A de la souplesse. La France n'était que le petit - 6. Aux fenêtres, tôt le matin ; En dette - 7. Leste. Une récolte bien gardée -

### SOLUTION DU N° 685

1. Amnés. - 2. Nausé. - 3. Nausé. - 4. Nausé. - 5. Nausé. - 6. Nausé. - 7. Nausé. - 8. Nausé. - 9. Nausé. - 10. Nausé. - 11. Nausé. - 12. Nausé. - 13. Nausé. - 14. Nausé. - 15. Nausé. - 16. Nausé. - 17. Nausé. - 18. Nausé. - 19. Nausé. - 20. Nausé. - 21. Nausé. - 22. Nausé. - 23. Nausé. - 24. Nausé. - 25. Nausé. - 26. Nausé. - 27. Nausé. - 28. Nausé. - 29. Nausé. - 30. Nausé. - 31. Nausé. - 32. Nausé. - 33. Nausé. - 34. Nausé. - 35. Nausé. - 36. Nausé. - 37. Nausé. - 38. Nausé. - 39. Nausé. - 40. Nausé. - 41. Nausé. - 42. Nausé. - 43. Nausé. - 44. Nausé. - 45. Nausé. - 46. Nausé. - 47. Nausé. - 48. Nausé. - 49. Nausé. - 50. Nausé. - 51. Nausé. - 52. Nausé. - 53. Nausé. - 54. Nausé. - 55. Nausé. - 56. Nausé. - 57. Nausé. - 58. Nausé. - 59. Nausé. - 60. Nausé. - 61. Nausé. - 62. Nausé. - 63. Nausé. - 64. Nausé. - 65. Nausé. - 66. Nausé. - 67. Nausé. - 68. Nausé. - 69. Nausé. - 70. Nausé. - 71. Nausé. - 72. Nausé. - 73. Nausé. - 74. Nausé. - 75. Nausé. - 76. Nausé. - 77. Nausé. - 78. Nausé. - 79. Nausé. - 80. Nausé. - 81. Nausé. - 82. Nausé. - 83. Nausé. - 84. Nausé. - 85. Nausé. - 86. Nausé. - 87. Nausé. - 88. Nausé. - 89. Nausé. - 90. Nausé. - 91. Nausé. - 92. Nausé. - 93. Nausé. - 94. Nausé. - 95. Nausé. - 96. Nausé. - 97. Nausé. - 98. Nausé. - 99. Nausé. - 100. Nausé.

### VERTICALEMENT

1. Atmosphère - 2. Nausé. - 3. Nausé. - 4. Nausé. - 5. Nausé. - 6. Nausé. - 7. Nausé. - 8. Nausé. - 9. Nausé. - 10. Nausé. - 11. Nausé. - 12. Nausé. - 13. Nausé. - 14. Nausé. - 15. Nausé. - 16. Nausé. - 17. Nausé. - 18. Nausé. - 19. Nausé. - 20. Nausé. - 21. Nausé. - 22. Nausé. - 23. Nausé. - 24. Nausé. - 25. Nausé. - 26. Nausé. - 27. Nausé. - 28. Nausé. - 29. Nausé. - 30. Nausé. - 31. Nausé. - 32. Nausé. - 33. Nausé. - 34. Nausé. - 35. Nausé. - 36. Nausé. - 37. Nausé. - 38. Nausé. - 39. Nausé. - 40. Nausé. - 41. Nausé. - 42. Nausé. - 43. Nausé. - 44. Nausé. - 45. Nausé. - 46. Nausé. - 47. Nausé. - 48. Nausé. - 49. Nausé. - 50. Nausé. - 51. Nausé. - 52. Nausé. - 53. Nausé. - 54. Nausé. - 55. Nausé. - 56. Nausé. - 57. Nausé. - 58. Nausé. - 59. Nausé. - 60. Nausé. - 61. Nausé. - 62. Nausé. - 63. Nausé. - 64. Nausé. - 65. Nausé. - 66. Nausé. - 67. Nausé. - 68. Nausé. - 69. Nausé. - 70. Nausé. - 71. Nausé. - 72. Nausé. - 73. Nausé. - 74. Nausé. - 75. Nausé. - 76. Nausé. - 77. Nausé. - 78. Nausé. - 79. Nausé. - 80. Nausé. - 81. Nausé. - 82. Nausé. - 83. Nausé. - 84. Nausé. - 85. Nausé. - 86. Nausé. - 87. Nausé. - 88. Nausé. - 89. Nausé. - 90. Nausé. - 91. Nausé. - 92. Nausé. - 93. Nausé. - 94. Nausé. - 95. Nausé. - 96. Nausé. - 97. Nausé. - 98. Nausé. - 99. Nausé. - 100. Nausé.

François Dorlet

# Echecs

n° 1459

28<sup>e</sup> Mémorial Rubinstein, Polonica-Zdroj, 1991.  
Blancs : J. Lautier (France).  
Noirs : A. Adorjan (Hongrie).  
Défense Grünfeld.

1. e4 e5 2. f4 d5 3. f5 e4 4. f6 e5 5. f7 e4 6. f8 e4 7. f9 e4 8. f10 e4 9. f11 e4 10. f12 e4 11. f13 e4 12. f14 e4 13. f15 e4 14. f16 e4 15. f17 e4 16. f18 e4 17. f19 e4 18. f20 e4 19. f21 e4 20. f22 e4 21. f23 e4 22. f24 e4 23. f25 e4 24. f26 e4 25. f27 e4 26. f28 e4 27. f29 e4 28. f30 e4 29. f31 e4 30. f32 e4 31. f33 e4 32. f34 e4 33. f35 e4 34. f36 e4 35. f37 e4 36. f38 e4 37. f39 e4 38. f40 e4 39. f41 e4 40. f42 e4 41. f43 e4 42. f44 e4 43. f45 e4 44. f46 e4 45. f47 e4 46. f48 e4 47. f49 e4 48. f50 e4 49. f51 e4 50. f52 e4 51. f53 e4 52. f54 e4 53. f55 e4 54. f56 e4 55. f57 e4 56. f58 e4 57. f59 e4 58. f60 e4 59. f61 e4 60. f62 e4 61. f63 e4 62. f64 e4 63. f65 e4 64. f66 e4 65. f67 e4 66. f68 e4 67. f69 e4 68. f70 e4 69. f71 e4 70. f72 e4 71. f73 e4 72. f74 e4 73. f75 e4 74. f76 e4 75. f77 e4 76. f78 e4 77. f79 e4 78. f80 e4 79. f81 e4 80. f82 e4 81. f83 e4 82. f84 e4 83. f85 e4 84. f86 e4 85. f87 e4 86. f88 e4 87. f89 e4 88. f90 e4 89. f91 e4 90. f92 e4 91. f93 e4 92. f94 e4 93. f95 e4 94. f96 e4 95. f97 e4 96. f98 e4 97. f99 e4 98. f100 e4 99. f101 e4 100. f102 e4 101. f103 e4 102. f104 e4 103. f105 e4 104. f106 e4 105. f107 e4 106. f108 e4 107. f109 e4 108. f110 e4 109. f111 e4 110. f112 e4 111. f113 e4 112. f114 e4 113. f115 e4 114. f116 e4 115. f117 e4 116. f118 e4 117. f119 e4 118. f120 e4 119. f121 e4 120. f122 e4 121. f123 e4 122. f124 e4 123. f125 e4 124. f126 e4 125. f127 e4 126. f128 e4 127. f129 e4 128. f130 e4 129. f131 e4 130. f132 e4 131. f133 e4 132. f134 e4 133. f135 e4 134. f136 e4 135. f137 e4 136. f138 e4 137. f139 e4 138. f140 e4 139. f141 e4 140. f142 e4 141. f143 e4 142. f144 e4 143. f145 e4 144. f146 e4 145. f147 e4 146. f148 e4 147. f149 e4 148. f150 e4 149. f151 e4 150. f152 e4 151. f153 e4 152. f154 e4 153. f155 e4 154. f156 e4 155. f157 e4 156. f158 e4 157. f159 e4 158. f160 e4 159. f161 e4 160. f162 e4 161. f163 e4 162. f164 e4 163. f165 e4 164. f166 e4 165. f167 e4 166. f168 e4 167. f169 e4 168. f170 e4 169. f171 e4 170. f172 e4 171. f173 e4 172. f174 e4 173. f175 e4 174. f176 e4 175. f177 e4 176. f178 e4 177. f179 e4 178. f180 e4 179. f181 e4 180. f182 e4 181. f183 e4 182. f184 e4 183. f185 e4 184. f186 e4 185. f187 e4 186. f188 e4 187. f189 e4 188. f190 e4 189. f191 e4 190. f192 e4 191. f193 e4 192. f194 e4 193. f195 e4 194. f196 e4 195. f197 e4 196. f198 e4 197. f199 e4 200. f201 e4 201. f202 e4 202. f203 e4 203. f204 e4 204. f205 e4 205. f206 e4 206. f207 e4 207. f208 e4 208. f209 e4 209. f210 e4 210. f211 e4 211. f212 e4 212. f213 e4 213. f214 e4 214. f215 e4 215. f216 e4 216. f217 e4 217. f218 e4 218. f219 e4 219. f220 e4 220. f221 e4 221. f222 e4 222. f223 e4 223. f224 e4 224. f225 e4 225. f226 e4 226. f227 e4 227. f228 e4 228. f229 e4 229. f230 e4 230. f231 e4 231. f232 e4 232. f233 e4 233. f234 e4 234. f235 e4 235. f236 e4 236. f237 e4 237. f238 e4 238. f239 e4 239. f240 e4 240. f241 e4 241. f242 e4 242. f243 e4 243. f244 e4 244. f245 e4 245. f246 e4 246. f247 e4 247. f248 e4 248. f249 e4 249. f250 e4 250. f251 e4 251. f252 e4 252. f253 e4 253. f254 e4 254. f255 e4 255. f256 e4 256. f257 e4 257. f258 e4 258. f259 e4 259. f260 e4 260. f261 e4 261. f262 e4 262. f263 e4 263. f264 e4 264. f265 e4 265. f266 e4 266. f267 e4 267. f268 e4 268. f269 e4 269. f270 e4 270. f271 e4 271. f272 e4 272. f273 e4 273. f274 e4 274. f275 e4 275. f276 e4 276. f277 e4 277. f278 e4 278. f279 e4 279. f280 e4 280. f281 e4 281. f282 e4 282. f283 e4 283. f284 e4 284. f285 e4 285. f286 e4 286. f287 e4 287. f288 e4 288. f289 e4 289. f290 e4 290. f291 e4 291. f292 e4 292. f293 e4 293. f294 e4 294. f295 e4 295. f296 e4 296. f297 e4 297. f298 e4 298. f299 e4 299. f300 e4 300. f301 e4 301. f302 e4 302. f303 e4 303. f304 e4 304. f305 e4 305. f306 e4 306. f307 e4 307. f308 e4 308. f309 e4 309. f310 e4 310. f311 e4 311. f312 e4 312. f313 e4 313. f314 e4 314. f315 e4 315. f316 e4 316. f317 e4 317. f318 e4 318. f319 e4 319. f320 e4 320. f321 e4 321. f322 e4 322. f323 e4 323. f324 e4 324. f325 e4 325. f326 e4 326. f327 e4 327. f328 e4 328. f329 e4 329. f330 e4 330. f331 e4 331. f332 e4 332. f333 e4 333. f334 e4 334. f335 e4 335. f336 e4 336. f337 e4 337. f338 e4 338. f339 e4 339. f340 e4 340. f341 e4 341. f342 e4 342. f343 e4 343. f344 e4 344. f345 e4 345. f346 e4 346. f347 e4 347. f348 e4 348. f349 e4 349. f350 e4 350. f351 e4 351. f352 e4 352. f353 e4 353. f354 e4 354. f355 e4 355. f356 e4 356. f357 e4 357. f358 e4 358. f359 e4 359. f360 e4 360. f361 e4 361. f362 e4 362. f363 e4 363. f364 e4 364. f365 e4 365. f366 e4 366. f367 e4 367. f368 e4 368. f369 e4 369. f370 e4 370. f371 e4 371. f372 e4 372. f373 e4 373. f374 e4 374. f375 e4 375. f376 e4 376. f377 e4 377. f378 e4 378. f379 e4 379. f380 e4 380. f381 e4 381. f382 e4 382. f383 e4 383. f384 e4 384. f385 e4 385. f386 e4 386. f387 e4 387. f388 e4 388. f389 e4 389. f390 e4 390. f391 e4 391. f392 e4 392. f393 e4 393. f394 e4 394. f395 e4 395. f396 e4 396. f397 e4 397. f398 e4 398. f399 e4 399. f400 e4 400. f401 e4 401. f402 e4 402. f403 e4 403. f404 e4 404. f405 e4 405. f406 e4 406. f407 e4 407. f408 e4 408. f409 e4 409. f410 e4 410. f411 e4 411. f412 e4 412. f413 e4 413. f414 e4 414. f415 e4 415. f416 e4 416. f417 e4 417. f418 e



SANS VISA  
TABLE

Dames

# Un légume de mots croisés

LES cruciverbistes l'auront sans doute remarqué : dans un problème sur vingt environ figure la définition « légumineuse » (et même quelquefois « légume »). Et le mot en trois lettres à trouver est « ers ».

C'est un peu léger, car si, en effet, l'ers est une plante herbacée annuelle de l'ordre des légumineuses (appelée aussi « lentille bâtarde »), elle n'en est pas moins d'ordre « fourrage » (ainsi que dit le Larousse) et non un légume. L'ers (du latin *ervum*) fait partie des « vicia », (ou « vicia », du latin *vicia*) alors que la lentille (*lenticula* en latin) est autre.

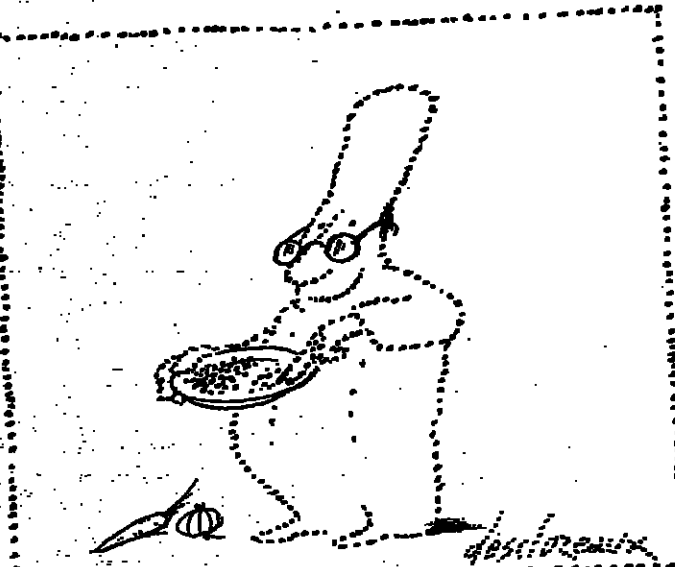
Passons, et revenons-en à ces vraies lentilles originales d'Asie centrale, mais, vicia, sinon comme le monde, du moins comme la Bible, puisque, on le sait, Esaï, affamé, échangea avec Jacob son droit d'aînesse contre « un peu de ce mets doux » (purée de teinte rougeâtre faite de lentilles d'une espèce commune en Egypte,

appelée « lentille rouge » ou « lentillon », ainsi que nous le rappelle Henri Leclerc dans son *Histoire des légumes* (1).

D'usage répandu chez les Hébreux, importée d'Egypte en Palestine puis en Grèce, où elle était la nourriture du pauvre (et des philosophes, selon Athénée), elle arriva chez les Romains, où Plinius assure que son usage « entretenait la bonne humeur » (2).

En France également, les lentilles ont longtemps figuré (et peut-être encore pour certains aujourd'hui) au rang de légumes vulgaires. Mais les vrais gourmets sauront les réhabiliter, et les diététiciens reconnaissent que c'est un excellent aliment, très riche (250 calories aux 100 grammes). Elle est aussi riche en sels minéraux (fer et phosphore), ainsi qu'en protéines. C'est, dit un spécialiste, « la viande des végétariens ».

Pourtant, sa peau, très cellulosique, est peu digeste. C'est sans



doute pourquoi Platine de Crémone voulait leur « enlever l'écorce » avant de les cuire d'abord dans de l'eau de pluie avec poivre et cumin, puis dans de l'eau vinaigrée aromatisée de menthe, persil, sauge et safran. Ouf !

Nous n'en sommes plus là. Il est vrai que, depuis, les variétés se sont améliorées. On distingue en France (méfions-nous des importations !) la lentille blonde, ovale et aplatie ; la lentille brun rougeâtre, en Champagne ; les lentilles vertes, petites et à peau fine, dont la lentille du Puy, poussant sur les terres volcaniques du Velay. Très petite

et bombée, foncée, voire quelquefois marbrée de bleu, elle est incontestablement la meilleure.

Du potage à la salade en passant par les garnitures (quelquefois en purée), le service des lentilles est classique. Leur cuisson également. Il ne convient point de les faire tremper, mais il les faut trier soigneusement — des lentilles de l'année, bien sûr — les laver de même, les mouiller en casserole d'eau tiède juste pour les couvrir de 2 ou 3 centimètres et enfin les cuire, sautées, à couvert, avec une carotte, un oignon piqué, une gousse d'ail, un petit bouquet garni, ingrédients

que l'on retirera avant de les servir.

Dans son ouvrage le *Cuisinier et le Médecin*, paru en 1855, le docteur Lombard, qui les estime « stimulantes et sudorifiques », les propose « pour masquer les viandes cuites à l'enlève telles que langues et queues de bœuf, filets de mouton, faisans, perdrix et canards braisés ». Mais c'est le petit salé aux lentilles, qui reste le plat classique des amateurs.

Pourtant, il est à remarquer que les cuisiniers semblent actuellement avoir retrouvé ce légume banalisé, et en viennent à l'utiliser de plus originale façon. On pourra apprécier alors le suprême de volaille à la crème de lentilles du *Clos Longchamp* (81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr), la terrine de foie de canard aux lentilles de L'Entre-Siècle (29, avenue de Lowendal), le salmis de canette aux lentilles de Petrus (12, place du Maréchal-Juin), le haddock aux lentilles de Faucher (123, avenue de Wagram), etc.

La Reynière

(1) Esaï ! Un restaurateur facétieux n'avait-il pas baptisé son plat de petit salé aux lentilles « A la Madelon »... Hein ! crois-tu qu'on « les » a eus ?

(2) Chez nous aussi, et Ambroise Paré les propose pour empêcher « que la gorge et autres parties intérieures ne soient espris de bouillons de la verolle ».

## Semaine gourmande

### Du côté de la mer

J'avais annoncé sa naissance, jouissant son grand frère *La Côte d'Amour*. Une salle tout en longueur, claire et bien décorée, de jolies tables et... un banc de fruits de mer d'une fraîcheur devenue rarissime, et qui n'étonnera point si l'on sait qu'Emile Cartier en est le maître échallier (on l'a connu chez Petrus en ses beaux jours). L'intéressant est qu'on peut ici faire un grand repas, se régaler seulement de quelques huîtres et d'un dessert (avec une trentaine de vins au verre). Outre les « plateaux » des entrées à moins de 50 F (deux rillettes de saumon, taboulé aux filets d'anchois, friture d'éperlans, soupe de poissons), la brandade de morue, le cassoulet de poissons à la saïtoise, la sole grillée et les moules marinières, avec aussi le homard grillé canadien (150 F les 500 g), un excellent brie de Meaux, de bons desserts (40 F). Les quarante couverts sont vite garnis chez Brigitte et Francis Mathieu (ce qui n'ôte rien des plaisirs gourmands de *La Côte d'Amour*, le chef et sa bien gracieuse épouse se partageant tour à tour le soin du client).

► Du côté de la mer, 44, rue des Ateliers, 75017 Paris : tél. : 47-88-94-70. Fermé samedi midi et dimanche. CB.

### Clémentine

L'avenue Bosquet est longue. Elle finit bien avec ce petit « resto » de charme (terrasse sur l'avenue) et de cuisine sage du patron. Accueille également de charme de la patronne (Clémentine ?). Et avec un « menu bistrot » (choix d'une douzaine d'entrées, dont le foie gras « maison » excellent, autant de poissons ou viandes et dessert).

Vous aimerez le pavé de cabillaud aux haricots rouges au cumin, la tête et langue de veau ravigote. A la carte, au gré du marché : un petit salé de canard, le médaillon de lotte tagliatelles, et un « vin du mois » (actuellement un « pot » de merlot à 63 F).

► Clémentine, 62, avenue Bosquet, 75007 Paris : tél. : 45-51-41-18. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : Ecole militaire. Carte bleue.

### Le Périgord

C'était un agréable et élégant restaurant avec un bon jeune chef, bretonnant fils de l'Argot (Marcel Gougeon). Il vient de reprendre la maison et présente une carte assez étonnante, précieuse même mais sage aussi.

On y retrouve l'escalope de saumon des Troisgros et un cœur de filet Périgourzien accompagné d'un

gâteau d'épeautre, l'andouillette de l'AAAAA au cidre, et un sorbet à l'hydromel pour escorter la tarte aux pommes. A la carte, compter 350 F-450 F, mais il y a un menu « Dégustation » (290 F), un « menu du soir » (210 F, vin compris) et un bien étonnant « menu potager », de quatre plats « légumiers » suivis d'un entremets aux deux pommes (fruit et terre) : à 170 F vin compris. A découvrir bien vite. Carte des cafés.

► Le Périgord, 3-5, quai Aulagnier, à Asnières 92600 : tél. : 47-90-19-86. Fermé samedi et dimanche. Parking. CB-AE.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

NICE  
HÔTEL VICTORIA\*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur, ciblées.  
Téléphone direct, minibar.

#### Montagne

05350 SAINT-VÉRAN  
(Hautes-Alpes, parég. du Queyras)  
2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle  
Eti-Hiver, plus haute combe d'Europe  
2 hôtels 2 étoiles  
Logis de France  
Ski de fond, piste, promenade,  
Meublé, chambres studios, chalets,  
1/2 pens., pens. complète, séj. libres  
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08  
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62  
FAX : 92-45-80-10.

#### SIXT-FER-A-CHEVAL

Haute-Savoie  
Hôtel 2\*\* sur les pistes de ski alpin  
et fond et à 10 m du Grand Massif  
par navette skiéuse.  
7 jours pension de 1 765 F à 2 095 F.  
Baby club le matin. Animation.  
Possibilité de forfait tout compris.  
Rens. Le Petit Tisserand : 50-34-42-51  
Fax : 50-34-12-02.

#### Paris

SORBONNE  
HÔTEL DIANA \*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct, TV couleur, De 280 F à 420 F  
FAX : 46-34-24-30  
Tél. : 43-54-82-55.

#### Provence

Votre escapade automnale dans les  
paysages magiques du Luberon au  
MAS DE GARRIGON\*\*\*  
Un hôtel et un restaurant de charme.  
Bibliothèque. Feu de cheminée. Promenades.  
Cuisine gourmande.  
ROUSSILLON 84220 GORDRES  
Tél. : 90-05-63-22 - Fax : 90-05-70-01

VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION  
AUX BAUX-DE-PROVENCE  
LE MAS DE L'OLIVIER\*\*\*  
Un nouvel hôtel grand confort,  
avec 20 chambres climatisées, au cœur  
d'une oliveraie. Magnifique piscine  
paysagée. Tennis. Parking fermé.  
A proximité : golf 9 et 18 trous.  
Et, tout autour, le site prestigieux et  
idyllique des BAUX-DE-PROVENCE.  
Tél. : 90-54-35-78. Fax : 90-54-44-31.

#### Suisse

St-MORITZ (Engadine)  
Kulm - Hôtel  
L'hôtel 5 étoiles  
dans la grande tradition.  
Centre mondain et sportif.  
CH 700 St-MORITZ - Tél. : 194 132 11 51  
FAX 3 27 38

#### LEYSIN

Alpes Valaisannes  
HOTEL SYLVANA\*\*\*  
Pour vos vacances d'hiver, situation  
exceptionnelle à 50 m des pistes de ski.  
Chambres tout confort.  
Prix demi-pens. selon saison Fr 571,-  
à 90,- (env. FF 285,- à 360,-) tt compr.  
Fam. Bonelli. Tél. 19-41/25/34-11-36.  
CH-1834 Leysin.

## Légumes, fruits, épices

J'ai souvent cité ici des phrases du docteur Henri Leclerc et fait appel à ses ouvrages.

En effet, cet éminent praticien du début du siècle (à qui l'on doit également de savants ouvrages sur la phytothérapie et l'homéopathie notamment) reste la providence de ceux qui s'intéressent à l'histoire de ce qu'ils mangent, au chapitre des légumes, des fruits et des épices.

Dans les premières années du siècle, il publia *Légumes de France*, ouvrage qui n'est pas démodé, si l'on ose écrire, que par la moderne culture qui semble n'avoir pour mission que de dénaturer les produits naturels au profit de leur productivité (ce n'est pas l'INAO qui me contraindra).

Henri Leclerc, donc, dans l'exemplaire que je possède (il m'a été donné par Curzonsky) des *Légumes de France*, leur histoire, leurs usages alimentaires, leurs vertus thérapeutiques,

m'avait enchanté et surtout instruit dans ma recherche gastronomique du bon, de ce bon qui doit être le beau et le meilleur. Plus tard, Leclerc publia, de même efficace intelligente, un ouvrage sur les fruits (1925) et enfin les épices.

Je les cite souvent, c'est vrai. Plusieurs lecteurs m'ont demandé la référence. La voici, en leur souhaitant bonne lecture et bon appétit ! Les *Épices* (1983), les *Légumes de France* (1984), les *Fruits de France* (1984) sont publiés aux Editions Masson, 120, boulevard Saint-Germain, tél. : 46-34-21-60.

Vous y apprendrez que Ronard rimait déjà « l'artichaut et la salade », que parmi les meilleures pêches de Montreuil, autrefois, la tardive à forme mamelonnée à rom taton de Vénus ; que le raifort que l'on imagine venu de l'Est est, son surnom l'indique, (cran de Bretagne), venu d'Armor, etc.

Corinne

## GASTRONOMIE

On peut être très Turbot  
et savourer lentement.



Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

LA CHAMPAGNE  
La grande brasserie de la nuit.  
Vivier de langoustes et de langoustes.  
10, place de Cléry Paris 9<sup>e</sup>  
Réservation : (1) 48 74 44 71 - Fax : (1) 42 80 62 11

(Publicité)

### DIEP à l'Opéra... jusqu'au 30 novembre

L'immeuble « BERLITZ » qui donne sur trois rues (Louis-le-Grand, Michodière et Hanovre) racheté par la Finance JAPONAISE.

Les occupants actuels contraints de quitter les lieux ! Profitez donc encore un peu du cadre magnifique, éblouissant par sa conception (marbre, laque et sa verrière) pour passer une des dernières soirées, entre amis. D'ailleurs, DIEP dans ce quartier central, a connu ces trois dernières années un succès bien mérité, une clientèle fidèle. Il refusait encore du monde la veille de sa fermeture définitive.

N'oubliez pas quand même les deux autres DIEP doublement installés depuis plusieurs années près des Champs-Élysées. Au 55 de la rue Pierre-Charron, dans un cadre merveilleux avec une cuisine traditionnelle chinoise et thaïlandaise. Au 22 de la rue de Pontneuf, sur deux étages, cadre plus précieux, avec ses spécialités originales. Ainsi vous pourrez continuer à apprécier DIEP. Jusqu'à fin novembre. Ainsi vous pourrez continuer à apprécier DIEP. Jusqu'à fin novembre.

DIEP 26, rue Louis-le-Grand. Tél. : 47-42-31-58 et 94-47 (2).

DIEP, 55, rue Pierre-Charron (2). Tél. : 45-63-52-78.

DIEP, 22, rue de Pontneuf (2). Tél. : 42-56-23-98.

Service assuré sur ces trois restaurants jusqu'à minuit et 7 h, sur 7.

## Aux quatre coins de France

### CHAMPAGNE J.-B. MICHEL\*

B.P. n° 5  
MOUSSY 51200 EPERNAY  
Propriétaire-viticulteur  
Doc. et tarifs sur demande  
Étiquettes personnalisées

Les LYCÉES VITICOLES DE FRANCE  
se sont associés pour que vous  
puissiez constituer votre cave en une seule commande (cognac, bordeaux, champagne, vin de Loire, Jura, côtes-du-Rhône).

Demandez les tarifs au :  
GIE CLUB DES ÉCOLES  
Lycée viticole, 71960 DAVAYE  
Tél. : 85-36-85-92.

\* L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.

## DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Les grands chefs et sommeliers de la gastronomie, dont LA COTE D'OR à Saulieu, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

volvic L'EAU DES SAUVEURS INTACTES

# Chicago la clinquante

Etrange cité, orgueilleuse mais mal assurée, complexée à l'égard de sa grande rivale New-York, et qui n'en finit pas de tirer le voyageur par la manche afin que celui-ci reconnaisse qu'elle est aussi une « métropole mondiale ». Visite.

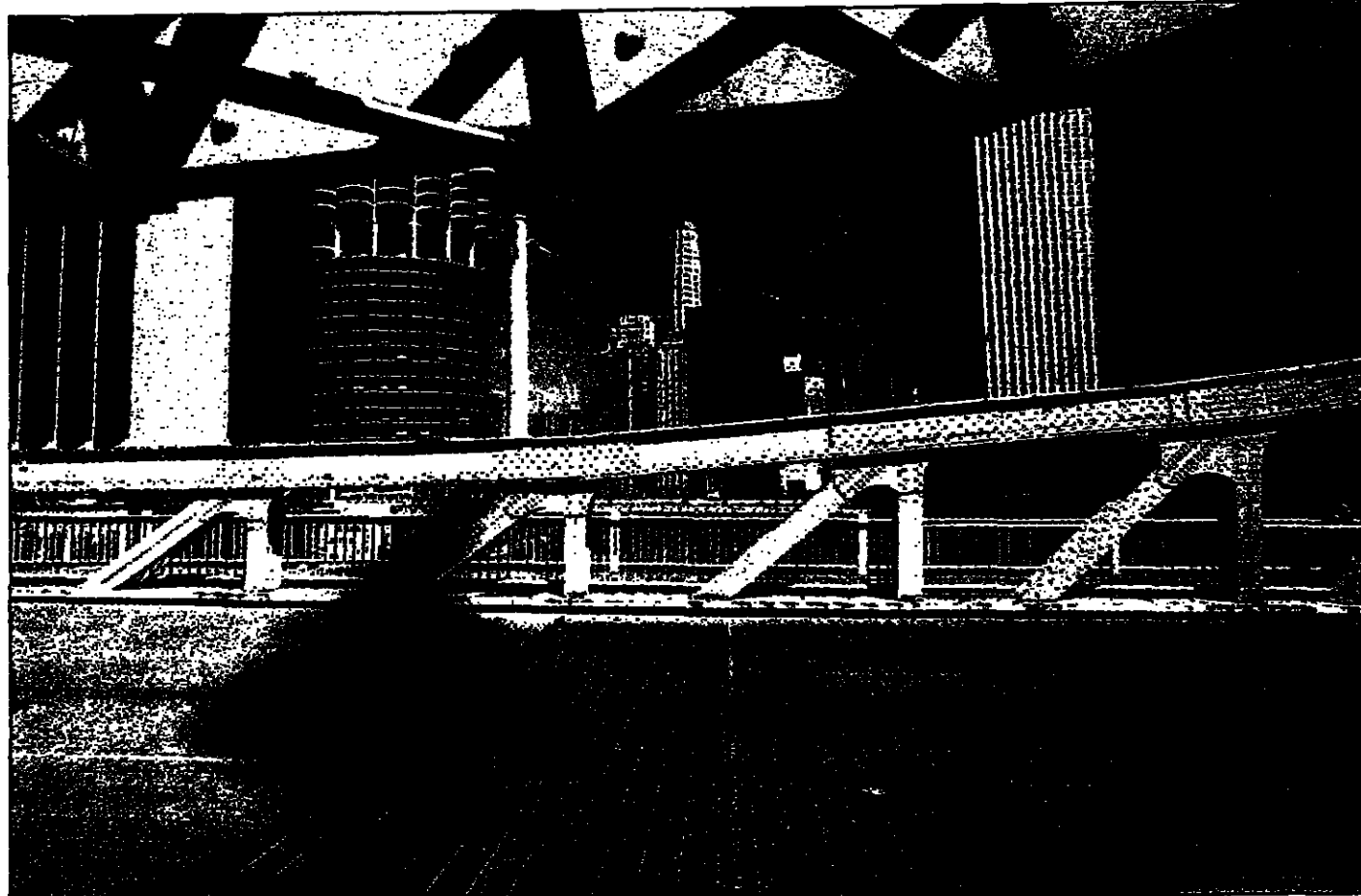
En va, sur ce point, des villes très exactement comme des individus : autant il est aisé et, somme toute, de peu de frais, de se forger puis d'entretenir à vie une bonne réputation - il suffit, pour cela, d'une action d'éclat de temps à autre, au bon moment, autant il est difficile de se débarrasser d'une mauvaise image, née d'un faux pas.

Depuis cinquante ans, Chicago n'en finit pas ainsi d'expier ses erreurs de jeunesse. Triplement bête sur le sang - celui des abattoirs, celui des émeutes ouvrières de mai 1886 et celui de la guerre des gangs pendant la prohibition, - la grande cité du Middle-West a beau multiplier les prouesses architecturales, lancer sans cesse de plus grands défis à la puissance et à la grandeur, et même, dans une sorte de passion pour la propriété et la respectabilité, ravalier ses immeubles, nettoyer ses rues et épurer son lac, elle demeure, aux yeux des Américains « civilisés » de la côte est, *second city* : pas seulement la « deuxième ville » en importance du pays, qu'elle n'est d'ailleurs déjà plus depuis cinq ans au profit de Los Angeles ; mais une espèce de cité de second ordre, un tantinet provinciale, « profonde », pour ne pas dire tout simplement mal dégrossie, un peu « plouze ».

Pourtant, des atouts culturels, ce n'est pas que Chicago en manque. Elle en regorgerait plutôt. La ville la plus américaine des Etats-Unis, qui a vu naître Walt Disney et Hemingway, les machines agricoles McCormick, les wagons Pullman, le magazine *Playboy* et le chewing-gum Wrigley, sans oublier les McDonald's, le Tupercare et le hot-dog, n'est pas seulement l'une des plus attachantes qui soient ; elle est aussi, comme le savent tous les architectes, la plus belle ville moderne du monde avec Hongkong.

Certes, ainsi que le remarque Helmut Jahn, la nouvelle star, d'origine allemande, de l'architecture de Chicago, cette dernière a une tendance à oublier, ces dernières années, récession oblige, qu'un bâtiment, ce n'est pas seulement l'occasion d'un placement financier plus ou moins bien réussi ; mais aussi une sorte de « projection-imaginaire de l'espace du futur ». Et les toutes dernières réalisations que l'on peut voir aujourd'hui, telle la nouvelle bibliothèque de la ville, longent délibérément, dans un style néo-classique pompier, vers le passé. Mais Chicago, où est enterré Mies Van der Rohe, l'une des figures de proue du Bauhaus, demeure l'incontestable capitale mondiale de l'architecture contemporaine, que certains, laissant libre cours à leur enthousiasme, n'hésitent même pas à appeler la « Nouvelle Athènes ».

Il est vrai qu'ici, à chaque angle de rue, se dresse sinon un chef-d'œuvre, du moins un exemple de style ou d'école. Un coup d'œil circulaire en n'importe quel point du centre, et ce sont au minimum trois ou quatre époques de l'architecture moderne qui se laissent lire, comme dans un grand dictionnaire à ciel ouvert. De la rive sud de la Chicago River, sur le Loop, le quartier *downtown* des affaires, on peut ainsi apercevoir en même temps le légendaire immeuble gothique du *Chicago Tribune*, la toujours jeune Marina City, avec ses deux tours flanquées d'antennes disposées en feuilles d'artichaut, ainsi qu'au loin, « Big John », le John Han-

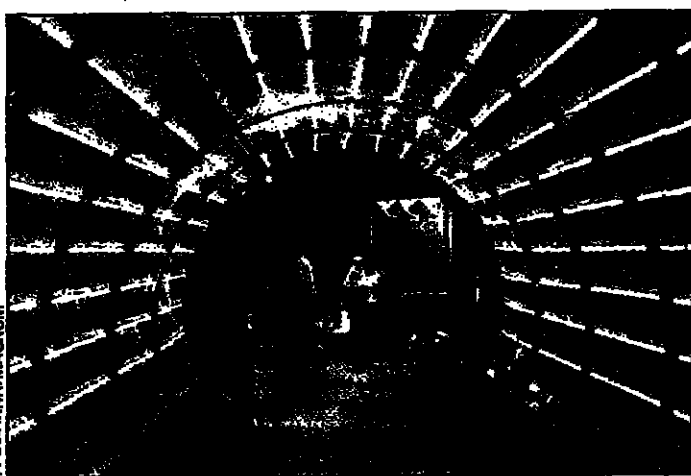


cock Center, avec ses croisillons extérieurs en X et ses antennes parallèles qui affinent ses 340 mètres de métal et de verre fumé.

Et ce n'est là qu'une des parties, très extérieure, du patrimoine de la ville des grains et du porc. Côté art, comme tous les amateurs de la peinture impressionniste française le savent, c'est ici, à l'Art Institute, qu'il faut se rendre pour retrouver quelques-uns des plus grands tableaux de Monet, de Cézanne et de Van Gogh, ainsi que le chef-d'œuvre du « divisionnisme », le célèbre *Dimanche après-midi à l'île de la Grande Jatte*, de Seurat.

Quant aux adorateurs de la technique, aucun n'ignore l'existence de ce qui est sans doute le plus grand musée du monde qui lui soit consacré, le Museum of Science and Industry, qui, dans un bâtiment bizarrement néo-athénien, avec débauche de colonnes, de portiques et de pilastres et même une réplique du Parthéon, abrite des avions, des fusées, un sous-marin allemand U2 capturé dans le Michigan ; l'extraordinaire *Spirit of America*, la voiture-fusée la plus rapide du monde dans les années 50 ; le *Century of Progress*, l'une des nacelles utilisées par le Suisse Auguste Piccard pour explorer la stratosphère ; le vaisseau Apollo 8, brûlé et noirci par son retour sur Terre, ainsi qu'une réplique grandeur nature de la navette spatiale dans laquelle on peut entrer et dont on peut manipuler les commandes ; sans oublier - ouf ! - une véritable mine de charbon où l'on peut descendre ; la maquette d'un cœur de 5 mètres de haut qui bat et l'ahurissant Fairy Castle, le château de poupée qu'avait fait édifier, avec l'aide de sept cents artistes et décorateurs de Hollywood, la grande vedette, totalement oubliée aujourd'hui, du cinéma muet, Colleen Moore.

Encore ne s'agit-il là que du parcours presque obligé dont font état même les guides les plus succincts de Chicago. Car cette ville au passé si récent, qui n'a que cent cinquante ans et qui fut totalement détruite par le grand incendie de 1871, semble être atteinte par une véritable boulimie de musées en tout genre : Musée de l'Ukraine et des arts populaires de l'Ukraine ; Musées polonais et lituanien ; Musées de la paix, de l'histoire afro-américaine et des arts mexicains ; Shedd Aquarium et planétarium Adler ; musées d'art contemporain et d'art strictement américain, etc. Cette ville ultra-continentale, éloignée de tout, mais qui est aussi la seconde ville polonaise après Varsovie, et



Musée des sciences et de l'industrie.

technique en dehors de Pragne, semble avoir pour ambition d'être un univers en soi, se suffisant à lui-même parce que résumant le monde entier.

L'un des lieux les plus imprévus de cette drôle de célébration tous azimuts se consacre même à l'histoire la plus récente : celle des médias. Dans un immeuble au sud du Loop, River City, séparé seulement du quartier des affaires par un terrain vague que traverse une *expressway*, se trouve en effet le Museum of Broadcast Communications, ouvert il y a seulement quatre ans. Ici, à côté d'une exposition de toute la gamme historique des téléviseurs Zenith et Motorola, on trouve, reconstitués, mais avec les caméras d'époque, le studio où fut enregistré le premier grand débat politique de l'ère télévisuelle : celui qui opposa, lors de la campagne présidentielle de 1960, John Kennedy à Richard Nixon. Plus loin, on peut confectonner soi-même son « journal » sur le plateau des actualités de CBS-News.

Dans un coin, passent, montés en boucle, « les 100 clips les plus drôles de l'histoire de la pub ». Les fans des séries TV peuvent entrevoir, présentés sérieusement dans des vitrines, tous les autocollants, affiches, coupons illustrés et autres bibelots et gadgets dérivés enfantins par leur série favorite. Et il suffit de pianoter sur le clavier d'un ordinateur pour que surgisse, sur un écran ou dans des écouteurs, n'importe quel programme télévisuel ou radiophonique, de la première prestation, scandaleuse, du « King » Presley sur le tube cathodique aux shows d'Abbott et Costello en passant, bien sûr, par la fameuse *Guerre*

des mondes, sur les ondes, d'Orson Welles.

A croire que Chicago, qui ne possède d'avant 1871 que quelques maisons individuelles toutes rafistolées d'Old Town et cette très taramiscotée Water Tower, destinée à habiller une station de pompage d'eau, au centre du Mile Magnifique, le quartier *uptown* des magasins et des hôtels de luxe, dont Oscar Wilde dit méchamment, quand il la vit lors de sa grande tournée « esbête », qu'elle lui évoquait « un moulin à poivre gothique », pourrait fabriquer du passé avec n'importe quoi.

Etrange cité, tout de même, orgueilleuse mais secrètement mal

assurée sur elle-même, complexée qu'elle est à l'égard de sa grande rivale New-York, qui n'en finit pas ainsi de tirer le voyageur par la manche, afin qu'il reconnaisse qu'elle est, elle aussi, une « métropole mondiale ». Il n'y a pas jusqu'au bruyant « El », le vieux métro aérien qui entrecroise dans ses structures métalliques le Loop, qui, après avoir bien failli être abattu une dizaine de fois, ne prétende, récuré et ripoliné de frais, au statut d'œuvre d'art urbaine, confiant, il est vrai, à *downtown* une étrange poésie...

D'où vient alors qu'en dépit de tous ses efforts la belle, et même brillante la nuit, Chicago ait toujours aussi piètre réputation touristique ? Certes, elle est bien la première ville de congrès des Etats-Unis, mais qui, décevant, l'élirait comme lieu de villégiature ? Le nightdubber incontinent pourra d'ailleurs, sans grand remords, faire l'impasse sur elle : dans « la ville qui trime » et « tourne rond », (« the city that works »), on dîne au crépuscule, on se couche avec les poules ; et même les boîtes les plus « lancées » n'ouvrent que le week-end... Depuis dix ans, elle est l'une des villes les plus « sûres » des Etats-Unis, bien loin devant New-York et Los Angeles ; mais ne serait-ce que parce que personne ne sort, ici, la nuit, ne marche à pied, et encore moins ne s'aventure au sud du Loop, là où commence ce *south side* noir qui n'a, lui, semble-t-il, pas profité de l'overdose de respectabilité de

Chicago ? La ville du blues élec trifié de Muddy Waters, modèle du blues-rock anglais du Swinging London, a beau être noire à 40 % : ici, on cohabite plus qu'on ne se mélange vraiment...

Chicago ne serait-elle alors qu'une sorte de brillant décor en trompe-l'œil, destiné à donner le change au visiteur et à lui faire oublier toute cette violence dans laquelle elle a grandi ? On pourrait le craindre, lorsque, faisant visiter le fort contesté State of Illinois Building, cet OVNI *hi-tech* posé au beau milieu du Loop par les crayons déliants d'Helmut Jahn, après les quelques formules d'autosatisfaction d'usage, le Chicagoen de base se prend à raconter de long en large les difficultés de climatisation du bâtiment ; ou encore, lorsque, présentant la maison-atelier de Frank Lloyd Wright, le plus grand et peut-être le seul architecte réellement et intensément « américain » qui ait existé, le guide consacre la moitié de son exposé aux coûts engagés dans la restauration de l'édifice. Les esprits chagrins pourront voir, dans cette façon de tout ramener à du quantitatif somnambule et trébuchant, une manifestation de cet incurable caractère matérialiste, paysan et béotien, de Chicago.

On peut aussi préférer une autre interprétation, plus généreuse : et si Chicago, ne faisant, la dernière des grandes villes américaines, ne faisait que refléter les valeurs de cette Amérique mythique que nous conservons tous dans nos rêves, et ce que celle-ci a peut-être de plus précieux à nous apporter, à nous autres, Européens assomés par des siècles de « culture » : cette espèce de vitalité brute, d'assurance sans hypocrisie et de rudesse pragmatique qu'on appelle, faute de mieux, l'« énergie ». *Windy city*, la ville « ventuse » mais aussi « gonflée à bloc », est, à elle seule, un musée dédié à l'insolence américaine.

De notre envoyé spécial  
Patrice Bollon

► Le Museum of Broadcast Communications est ouvert du mercredi au dimanche, de midi à 5 heures de l'après-midi. Il se trouve 800 South Wells Street. Tél. 312-987-1500.

► United Airlines vient de mettre en service un nouveau vol quotidien direct pour Chicago. Départ Paris-Rosny à 10 h 30 ; arrivée Chicago O'Hare à 13 h 45, heure locale. Parmi les innombrables hôtels de Chicago, citons le Park Hyatt Hotel, 800 N. Michigan Ave. (tél. 312-280-2222), petit, cosy et très bien situé. (Juste en face de la Water Tower) ; mais les snobs préféreront le Drake, la vieille dame raffinée du Michigan, où descendaient jadis toutes les stars, 140 E. Walton Place (tél. 312-787-2200).

## Camino

### FAVORISE LES DÉCIDÉS !

Il y a ceux qui savent et les autres... A tous ceux qui peuvent déjà décider de leurs prochaines vacances, Camino propose des avantages financiers exclusifs.

**Early Bird,**  
les circuits accompagnés moins chers.  
Plus tôt vous réservez l'un de nos circuits accompagnés, aux Etats-Unis, en Italie ou en Israël et moins il vous coûte. Vous pouvez ainsi économiser jusqu'à 3 000 F par personne (selon la durée de votre voyage et la précocité de votre inscription) !

**Option Prix Garanti.**  
La fin des aléas monétaires.  
Rien de plus décevant qu'une hausse de tarif résultant de fluctuations monétaires. En versant 70 % d'acompte lors de votre inscription, le prix de votre voyage, individuel ou accompagné, ne peut plus être révisé à la hausse (mais reste révisable à la baisse). Si vous voulez tout connaître sur ces avantages, contactez votre agence de voyages ou téléphonez-nous pour connaître le point de vente CAMINO le plus proche.

**VOYAGES EN RÊVE MAJEUR**  
CAMINO 136, rue Champlain 75018 PARIS. Tél. : (1) 44 92 80 00



# ÉCONOMIE

SECTION C

Le Monde

BILLET

## Loyers : indice à l'index

Qu'est-ce qui lui arrive ? La publication du mauvais indice INSEE du coût de la construction (ICC) pour le deuxième trimestre (+4,3 % en un an) a plongé les spécialistes du logement dans une intense perplexité. Pour plusieurs raisons. D'abord, il faut remonter au dernier trimestre 1984 pour trouver un chiffre plus mauvais et cela fait des années que l'ICC n'avait pas été supérieur à l'inflation. Ensuite, on ne peut invoquer une poussée erratique : depuis le deuxième trimestre 1990, sa hausse s'accroît. Enfin - et surtout - l'ICC servant de référence pour les révisions annuelles de loyers, son accés de fièvre ne fera pas le bonheur des locataires, surtout dans la capitale.

Les observateurs s'expliquent mal les raisons précises de l'envolée de cet indice, qui mesure l'évolution des prix (et non des coûts, contrairement à son appellation) de la construction des logements neufs. Ils s'en tiennent donc à des hypothèses. Ils invoquent notamment un redémarrage des prix dans la construction de maisons individuelles, qui jouent un rôle modérateur face au logement collectif ces deux dernières années. Nul ne sait si cette tendance se confirmera.

Autre hypothèse : depuis quelque temps, on constate une hausse plus vive des prix en Ile-de-France que dans les autres régions. Le bâtiment y résiste mieux à la crise puisque les mises en chantiers (50 000) ne devraient baisser que de 5,6 % cette année, à comparer avec un recul de 12 % sur l'ensemble de l'Hexagone (300 000). Est également invoqué un « effet rattrapage » : ces dernières années, l'indice a été particulièrement « sage », avec une évolution bien inférieure à celle des prix.

La Fédération nationale du bâtiment, elle, met en avant les effets de la réforme, en octobre 1990, de la grille des salaires (notamment par une revalorisation des minima) qui s'est traduite par un relèvement de 5,45 % entre juin 1990 et juin 1991. Pourtant, cette explication n'est pas cohérente avec l'évolution d'un autre indice - le BT 01 - qui mesure les coûts et demeure très sage (+1,8 % en moyenne annuelle en avril 1991). Dès lors, les observateurs parlent très prudemment d'une reconstitution des marges des entreprises. Mais ceci est en totale contradiction avec l'état du marché.

Bref, comme le chantait Gabin, les observateurs « savent qu'ils ne savent pas » et s'interrogent une nouvelle fois sur la fiabilité de l'ICC, périodiquement mis en cause depuis vingt ans, au moins. Pourquoi, dès lors, le garder comme référence pour les loyers ?

FRANÇOISE VAYSSÉ

Des salariés d'UTA bloquent l'accès de l'aéroport Charles-de-Gaulle. - Pour protester contre la fusion des compagnies Air France et UTA, dans laquelle ils redoutent de perdre des avantages acquis, plusieurs centaines de salariés d'UTA ont bloqué, jeudi 24 octobre, l'accès de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, obligeant les passagers à franchir à pied leur barrage. D'autre part, ce mécontentement, surtout sensible chez les personnes au sol d'UTA, a obligé la compagnie à annuler plusieurs vols au cours des derniers jours. La direction invite les passagers à se renseigner sur les vols programmés au numéro (1) 49-38-54-54.

Seuls les transports ont été réellement affectés

## Modeste participation à la journée de grève de FO et de la CGT

La journée nationale de grève interprofessionnelle organisée, jeudi 24 octobre, par Force ouvrière, avec le soutien de la CGT, a donné lieu à une modeste mobilisation. Une fois de plus, c'est essentiellement dans les transports (grâce à l'appoint des syndicats autonomes, fortement implantés), que les arrêts de travail ont eu l'impact le plus important. Sur le réseau ferroviaire, où ont circulé un peu plus de deux trains sur trois sur les grandes lignes, 18 % des cheminots ont cessé le travail selon la direction. En région parisienne, les perturbations ont été moins importantes que prévu. Un métro et un bus sur deux environ circulaient en fin d'après-midi.

A EDF, la baisse de production s'est élevée à près de 8 000 mégawatts (sur 47 000). Dans cette entreprise publique, où la CGT est majoritaire, la participation à la grève n'a pas dépassé 29 % selon la direction (50 % selon la CGT).

Quant à la Poste, les arrêts de travail ont concerné 22,4 % du personnel alors que, en 1987 et 1988, les précédentes journées d'action avaient mobilisé près de 40 % des agents. Chez France Télécom, un salarié sur six a fait grève. D'autre part, les arrêts de travail ont été symboliques dans le secteur privé, avec des débrayages notamment chez Michelin ou à RVI-Vénissieux (11,5 % de grévistes).

A Paris, la CGT est cependant parvenue à rassembler pour une manifestation entre 12 000 (selon la police) et 50 000 personnes (selon les organisateurs), alors que FO préférait s'en tenir à un meeting à la Bourse du travail, auquel 400 personnes ont assisté.

Dans les régions, les défilés ont été suivis par plus de 6 000 manifestants à Toulouse, et, selon les sources, 5 000 à 10 000 à Bordeaux, 4 000 à 10 000 à Marseille et un peu plus d'un millier à Clermont-Ferrand, notamment. En plusieurs occasions, des cortèges FO et CGT ont manifesté en commun.

Le secrétaire général de Force ouvrière, M. Marc Blondel, s'est déclaré, jeudi

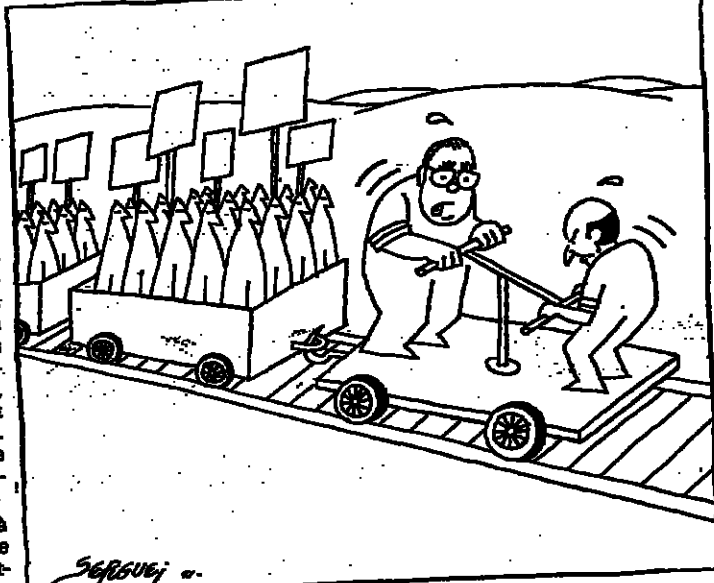
24 octobre, « extrêmement satisfait » du bilan de cette journée. Il s'est « félicité à la fois de l'appui de la CGT (...) ainsi que des syndicats CFDT, voire CFDT, parfois même autonomes, qui ont lancé des mots d'ordre comparables ». M. Louis Vianney, numéro deux de la CGT, a salué un « nouveau pas décisif en avant vers le renforcement de l'unité d'action ». Selon lui, une vingtaine de manifestations syndicales unitaires regroupant FO, la CGT et d'autres syndicats ont eu lieu. En revanche, la CFDT, a comparé cette journée à « un coup d'épée dans l'eau ».

## Un syndicalisme désarmé

par Jean-Michel Normand

La grève générale du 24 octobre 1991 ne restera pas dans les annales. Force ouvrière et la CGT ont apporté une nouvelle démonstration de leur incapacité à se faire les porte-parole et les fédérateurs de l'agitation sociale qui préoccupe tant le gouvernement.

Forme d'action devenue rarissime, la « grève générale » de FO n'a pas le moins du monde débouché sur la « journée économie morte », que M. Marc Blondel, le leader de FO, avait imprudemment évoquée. Au contraire, elle met en lumière le fossé qui sépare les formes traditionnelles du syndicalisme et les attentes des salariés. A n'offrir que des images rituelles (la manifestation, d'ampleur modeste de surcroît) et peu populaires (les perturbations dans les transports) ou des mots d'ordre incantatoires (« la grève contre le chômage »), FO et la CGT risquent de détourner en peu plus les salariés de l'action collective. Ce n'est pas en s'en tenant à aller du général au particulier qu'elles parviendront à traduire les aspirations, de plus en plus diverses et souvent contradictoires, du monde du travail. Celui-ci, justement, ne s'accommoderait plus de grands mots d'ordre généraux.



hésitent à totalement assumer le compromis salarial (une hausse générale de 6,5 % jusqu'à 1993) auquel ils sont parvenus mardi avec le gouvernement dans la fonction publique.

Il est de plus en plus clair que l'adhésion française, si elle compte cinq confédérations, se partage en deux grandes familles. La première, symbolisée par FO et la CGT, est traditionnelle et fidèle de l'être. Tout se passe comme si ses partisans faisaient le pari que le syndicalisme des Trente glorieuses (1945-1975) de la croissance économique finira

d'avoir plus d'interrogations que de certitudes.

L'un comme l'autre, ces deux syndicalismes sont désarmés et mal dans leur peau. Celui qui tente de faire admettre aux salariés ceux qui ne manifestaient pas le 24 octobre est encore bien loin d'avoir gagné la partie. La plupart des patrons français n'ont, en effet, pas encore compris les vertus du dialogue social. En revanche, le syndicalisme de la journée de grève « presse-bouton » a probablement son avenir derrière lui.

## Conséquence de la grève à l'usine de Cléon

### Le chômage partiel s'étend chez Renault

Après une semaine de grève à l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime), les mesures de chômage partiel se multiplient dans les autres unités du groupe, privées de moteurs et de boîtes de vitesses. De telles dispositions ont été prises à Sandouville et Dieppe (Seine-Maritime), à Douai et Maubeuge (Nord), à Flins (Yvelines), à Romorantin (Loir-et-Cher) et à Valenciennes (Belgique). A Flins, toutefois, l'approvisionnement par l'Espagne

entraîne du travail de nuit, et l'activité pourrait reprendre normalement dans la journée du 25 octobre.

A Cléon, les entrées sont toujours bloquées par les grévistes. La direction a demandé aux pouvoirs publics d'assurer l'accès de l'usine, en exécution d'une décision du tribunal des référés de Rouen. Mais l'intervention des forces de police n'a pas encore eu lieu.

Une prévision de croissance de 1,5 % en 1991

## L'INSEE souligne que la reprise d'activité du printemps en France s'est tassée ensuite

C'est un diagnostic plutôt gris que fait l'INSEE dans sa dernière note de conjoncture, publiée vendredi 25 octobre : un rattrapage en forme de reprise s'est bien produit en France au printemps après la guerre du Golfe, mais celui-ci est en train de se tasser. Conclusion : la croissance hésite, et la France devra attendre une petite reprise dans le monde - aux Etats-Unis en particulier - pour retrouver le chemin d'une activité plus forte. Le diagnostic de l'INSEE rejoint ainsi celui établi il y a quinze jours par l'OFCE (Le Monde du 15 octobre), qui ne voyait pas de franche reprise avant le printemps 1992.

« En 1991, écrit l'INSEE, la croissance en moyenne annuelle du PIB (produit intérieur brut) marchand de la France sera de 1,5 % environ, soit moitié moins qu'en 1990. Cette inflexion résulte d'une stagnation fin 1990-début 1991 de l'activité pendant la crise du Golfe, suivie au printemps d'un rattrapage qui se tasse en fin d'année ».

du PIB, les économies anglosaxonnes retrouvent une croissance positive au deuxième trimestre. Celle-ci a été permise par un regain de confiance des agents consécutif à l'arrêt des hostilités dans le Golfe, l'arrêt des hostilités dans le Golfe, une décade de l'inflation et la mise en place de politiques monétaires plus souples. Cependant, seule une franche reprise de la demande intérieure, pour l'instant encore aloue, permettrait de retrouver dans ces pays des rythmes de croissance comparables à ceux observés les années précédentes.

« En France, poursuit l'INSEE, la production manufacturière, en repli au quatrième trimestre de 1990 et au premier trimestre de 1991, s'est redressée. Ce mouvement de rattrapage (...) ne permet pas de retrouver en fin d'année le niveau de production industrielle atteint à l'été 1990. Dans le commerce et les services, l'activité a ralenti au premier semestre puis a repris une progression légère, mais inférieure à celle observée avant la crise du Golfe (...). Sur la deuxième partie de l'année, l'ajustement de l'emploi au ralentissement de la production se poursuit à un rythme soutenu, particulièrement dans l'industrie manufacturière et le bâtiment, génie civil et agricole. Le ralentissement des embauches pèse sur l'évolution du taux de chômage, qui avoisinerait 10 % en fin d'année ».

### Taux de chômage proche de 10 %

La note de conjoncture de l'INSEE indique aussi que « le même mouvement s'observe peu ou prou dans tous les pays de l'OCDE à l'exception de l'Allemagne et du Japon : après plusieurs trimestres de baisse

## La balance des paiements courants a été déficitaire au second trimestre

La balance des paiements courants de la France (marchandises, services, transferts unilatéraux) a été déficitaire de 4,3 milliards de francs au deuxième trimestre, après correction des variations saisonnières. Au cours de la même période de 1990, le déficit avait été beaucoup plus important (-16,5 milliards de francs). En données brutes, la balance des opérations courantes a été excédentaire de 1,7 milliard de francs contre -11,4 milliards au deuxième trimestre 1990.

Le commerce des marchandises a été déficitaire de 12,1 milliards de francs au deuxième trimestre après correction des variations saisonnières (1), mais la balance des services (transports, assurances, coopération technique, tourisme, revenus du capital...) a dégagé un excédent de 9,9 milliards de francs, un peu supérieur au surplus dégagé un an plus tôt pendant la même période (+7,7 milliards de francs). Le tourisme, excédentaire de 13 milliards de francs contre 11,3 milliards de francs un an plus tôt, apparaît de moins en moins sensible aux variations du dollar, les pays européens représentant une part grandissante du poste « voyages ». Enfin, le déficit des transferts unilatéraux s'est réduit.

Les mouvements de capitaux à long terme se sont soldés par des

sorties nettes de 6,6 milliards de francs. A ce titre, les investissements directs du secteur privé ont entraîné 27,5 milliards de francs de sorties nettes, soit un montant supérieur à la moyenne trimestrielle de l'année dernière, qui avait été de 24,6 milliards de francs. L'explication tient à des acquisitions de grande envergure comme celle de Square D par Schneider ou de Guinness par LVMH.

Ces sorties de capitaux ont été à peu près compensées par des investissements de portefeuilles qui se sont soldés par des entrées nettes de 24,6 milliards de francs, inférieures à ce qu'elles avaient été au cours de la même période de 1990 (+37,8 milliards de francs). Si les achats de valeurs françaises du secteur privé, sous formes d'actions et d'obligations, se maintiennent, les entrées au titre du Trésor se sont ralenties.

Les mouvements de capitaux à court terme du secteur privé et des banques se sont soldés par des sorties de 25,7 milliards de francs.

(1) Ce solde commercial calculé en termes de balance des paiements est différent du solde douanier qui a été de -8,1 milliards de francs. La balance des paiements considère en effet - contrairement aux statistiques douanières - que les échanges commerciaux avec les DOM-TOM font partie du commerce extérieur de la France ne sont ni des exportations ni des importations.

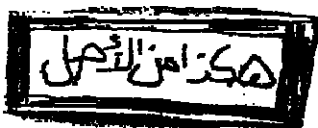
**ACTIONNAIRES DE SUEZ,**  
n'oubliez pas votre rendez-vous  
d'information télévisée :  
**SUEZ MAGAZINE,**

le samedi 26 octobre sur FR3 à 10h45  
le dimanche 27 octobre sur M6 à 8h

Au sommaire :  
Credisuez,  
le pôle d'établissements financiers  
spécialisés du Groupe Suez.  
Les rubriques habituelles :  
la vie des filiales et la communication.  
Une émission de la Direction de la Communication

Pour toute information, Suez Actionnaires,  
1 rue d'Asnières 75008 Paris. Tél. 40.06.64.00.



Information  
SICAVOuverture au public de la  
SICAV "AMPLIA": 24 octobre 1991

Le Crédit Agricole complète sa gamme de SICAV Court Terme en proposant une nouvelle SICAV monétaire, AMPLIA, plus particulièrement destinée aux personnes morales.

AMPLIA pourra investir jusqu'à 25 % de son actif en obligations ou titres de créances négociables émis par un établissement de crédit et notés par une agence de notation agréée.

AMPLIA est une SICAV de capitalisation.

La gestion a pour objectif d'obtenir une évolution de la valeur liquidative la plus régulière possible et la plus proche des taux à court terme.

Il n'est perçu ni commission de souscription, ni commission de rachat.

Pour tout renseignement complémentaire, adressez-vous auprès de votre agence du Crédit Agricole.



Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de Christian PELLERIN, a examiné les comptes de LUCIA arrêtés au 30 juin 1991.

Le résultat social de la période s'élève à 57,6 millions de francs contre 51,4 millions de francs pour la même période de l'année précédente.

Le résultat consolidé pour la part s'élève à 36,6 millions de francs contre un résultat négatif de 19 millions de francs au 30 juin 1990.

Compte tenu des opérations intervenues en début du second semestre, le résultat consolidé pour l'ensemble de l'exercice 1991 sera en progression par rapport à l'exercice précédent.



## STRATÉGIE : RENDEMENT ET ARBITRAGE

Le Conseil d'Administration de BAIL INVESTISSEMENT, qui constitue avec les SCPI SELECTINVEST le pôle pierre d'ISM SA, s'est réuni le 16 octobre 1991. Comme l'a souligné le Président Michel Hemar, BAIL INVESTISSEMENT est maintenant soumise à la nouvelle fiscalité des SICOMI et oriente son activité vers le métier d'investisseur immobilier ouvert sur l'arbitrage de son patrimoine afin de valoriser et de mieux rentabiliser ses actifs.

Bien entendu BAIL INVESTISSEMENT conserve son statut d'établissement de crédit qui lui permet de céder sans frais ses immeubles par voie de crédit-bail et, à titre provisoire, son statut de SICOMI.

Les engagements nouveaux sont maintenant orientés sur des immeubles qui, bien que rentés à taux élevé, pourront rapidement acquiescer de la plus-value. C'est ainsi que les quelque 200 millions de francs nouvellement engagés portent pour plus de la moitié sur des opérations implantées en Angleterre.

L'exercice 1991 sera sans doute peu différent des précédents, les opérations de cession restant peu nombreuses du fait de la conjoncture. Les mises en exploitation - près de 592 millions de francs - provenant des engagements pris en 1990 représentent un volume particulièrement élevé qui a pour effet d'alourdir comptablement le compte de résultats par le jeu de l'importante première dotation aux comptes d'amortissement.

Les fonds propres de la société - 1,352 million de francs qui prennent en compte la dotation d'amortissement des immeubles loués en location simple - sont pleinement affectés au financement des actifs en crédit-bail en raison de leur caractère désormais temporaire, conformément à la décision prise en 1990. Les produits de location simple qui seront complétés par les plus-values tirées des cessions permettront de faire face aux charges financières des emprunts.

Ainsi, BAIL INVESTISSEMENT devrait distribuer au moins 85 % de son résultat imposable et verser un dividende, au titre de l'exercice en cours, d'un montant au moins égal à celui de l'an dernier et comprenant un très faible avoir fiscal.

Groupe ISM SA

226 000  
LECTEURS  
CADRES  
SUPÉRIEURS  
d'entreprise.  
Le Monde  
est le  
premier  
quotidien  
d'informations  
générales  
des cadres  
supérieurs  
d'entreprise.  
(IPSOS 91)

## BOUYGUES

Réuni le 22 Octobre 1991, sous la présidence de Martin BOUYGUES,  
le Conseil d'Administration a examiné la situation du Groupe BOUYGUES au 30 Juin 1991  
et les perspectives pour l'année en cours.

PROGRESSION DE L'ACTIVITE DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 1991 : + 14%

Millions de Francs	1 <sup>er</sup> semestre 1991	1 <sup>er</sup> semestre 1990	91/90
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE	29 970	26 183	+ 14%
France	21 111	20 232	+ 4%
International	8 859	5 951	+ 49%
BENEFICE NET CONSOLIDE (Part du Groupe)	104	102	+ 2%

Durant le premier semestre 1991, le Groupe BOUYGUES, dans un environnement difficile en France mais plus favorable à l'international, a poursuivi sa croissance.

Comme chaque année les résultats consolidés du premier semestre sont influencés par le caractère saisonnier de certaines activités du Groupe.

Le chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> semestre 1991 comprend pour la première fois, à hauteur de 1,4 milliard de F, celui des sociétés LOSINGER et VSL, acquises fin 1990. A périmètre comparable, la progression du chiffre d'affaires total est de 9% et celle du chiffre d'affaires international est de 25%.

## PERSPECTIVES 1991

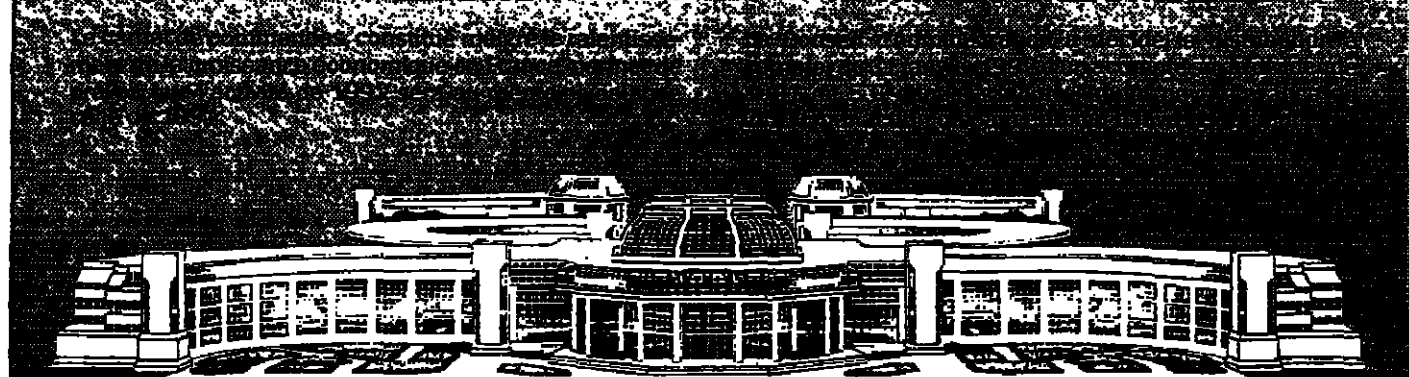
CHIFFRE D'AFFAIRES Milliards de Francs	1991 prévision	1990	91/90
Bâtiment Travaux Publics	20,7	17,6	+ 18%
Routes	22,0	20,8	+ 6%
Immobilier	6,5	6,8	- 5%
Diversification	12,5	11,5	+ 9%
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE dont International	61,7	56,7	+ 9%
	17,5	13,3	+ 32%

Le chiffre d'affaires consolidé prévisionnel pour l'année 1991 s'élève à 61,7 Milliards de F, dont 17,5 Milliards de F, à l'international réalisés principalement en Europe, en Amérique du Nord et en Extrême-Orient.

Ces chiffres ne comprennent pas l'activité de TFI et de SAUR consolidées par mise en équivalence. Ces sociétés devraient réaliser au total un chiffre d'affaires de 13,1 Milliards de F contre 10,2 Milliards de F en 1990.

## PERSPECTIVES 1992

## A COMPTER SUR LE DIVIDENDE



Le chiffre d'affaires H.T. du groupe, au 30 juin 1991, s'est élevé à 2,02 milliards de francs contre 1,38 milliard au 30 juin 1990. La comparaison n'est pas significative par suite de l'élargissement du périmètre de consolidation aux sociétés Sim, Verrier-Leurent et Brevidex, ainsi qu'aux sociétés des branches d'activités Valero et Devienne. A périmètre constant, la progression est de 1,7 % environ.

L'activité traditionnelle en France a été bonne, alors qu'à l'étranger la situation reste difficile, en particulier, en Espagne, où les rendements commerciaux ont été inférieurs aux prévisions.

Pour Sonfy, malgré la conjoncture peu brillante dans le bâtiment et l'incidence de la guerre du Golfe dans les pays du sud de l'Europe, les ventes ont connu un rythme soutenu.

Parmi les nouvelles sociétés consolidées, le groupe Valero, qui a fait l'objet d'importantes mesures de restructuration l'année dernière, a enregistré un chiffre d'affaires satisfaisant notamment dans le secteur de la grande distribution.

Le résultat d'exploitation consolidé s'élève à 123 MF contre 8,6 MF à fin juin 1990. Le résultat courant avant impôt fait apparaître un bénéfice de 72,4 MF contre une perte de 2,1 MF ; il est influencé par les bons résultats de Damart France et de Sonfy ainsi que par la contribution, supérieure au coût de leur financement, des sociétés nouvellement acquises.

Le bénéfice net consolidé, calculé avant impôt et participation mais après amortissement des écarts d'acquisition, s'établit à 32,4 MF contre 12,4 MF, soit 11,6 MF pour la part du groupe. Cette amélioration, qui n'est pas en ligne avec le résultat d'exploitation, reprend la perte nette de l'Espagne pour 56,5 MF contre 74,8 MF au 30 juin 1990.

Les résultats du groupe, qui devraient être en progression pour 1991, subissent, encore cette année, le poids de la situation difficile en Espagne. Dans ce pays, une diminution importante des pertes n'est pas attendue avant 1992.



Pierre BELLON, Président de SODEXHO, informe ses actionnaires de sa position vis-à-vis de la proposition d'OPA du groupe ACCOR par sa filiale COBEFIN sur les WAGONS-LITS.

Il regrette qu'une transparence de l'actionnariat des WAGONS-LITS n'ait pu être assurée depuis juin 1990.

Il estime que l'OPA est une proposition positive qui met fin à une situation confuse, mais qu'il ne peut pas être d'accord sur le prix proposé de 8 650 BEF par action car il le trouve très insuffisant. Il en expliquera les motifs auprès des autorités compétentes.

Il va continuer l'action qu'il a menée jusqu'à ce jour pour faire valoriser aux mieux les actifs de CIWLT et défendre les intérêts de ses actionnaires.

Par ailleurs, Pierre BELLON confirme qu'au cours de l'exercice clos le 31 août 1991 le chiffre d'affaires consolidé de SODEXHO atteint 8 850 000 000 francs, ce qui représente une croissance de 20 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat provisoire consolidé net part du groupe de l'exercice 1990/1991 s'élève à 190 000 000 francs, en progression de plus de 25 %. Ce montant s'entend après la prise en compte des mesures décidées par SODEXHO pour supprimer tout risque futur sur la participation dans les WAGONS-LITS.

Pierre BELLON précise que les perspectives de l'année en cours sont favorables ; il les commentera lors d'une conférence de presse, le 5 novembre 1991.

INFORMATIONS FINANCIERES SODEXHO SUR YINTEL 3618 - CLIFFE

35 000 DÉCIDEURS  
FINANCIERS  
lisent le Monde.  
Le Monde est  
leur premier  
quotidien  
d'informations  
générales.  
(IPSOS 91)

22,3 % DES CADRES  
SUPÉRIEURS  
(594 000)  
lisent le Monde.  
Le Monde  
est la  
première  
source  
d'information  
des cadres  
supérieurs.  
(IPSOS 91)





## MARCHÉS FINANCIERS

Bien implanté sur le marché allemand

## Alcatel Câble devrait prendre le contrôle d'AEG Kabel

Le groupe Alcatel Alsthom a annoncé, jeudi 24 octobre, que sa filiale Alcatel Câble allait prendre le contrôle d'AEG Kabel, la division câble du groupe allemand Daimler-Benz. Le protocole d'accord signé entre les deux sociétés prévoit une prise de participation majoritaire du groupe français dans AEG Kabel, ce qui permettrait à Alcatel de détenir entre 20 % et 25 % du marché allemand du câble, derrière le groupe Siemens.

Sous réserve de l'approbation des conseils de surveillance des deux sociétés et de l'Office allemand des cartels, cette nouvelle acquisition du groupe Alcatel Câble devrait concerner le contrôle des activités de télécommunication et d'énergie, ainsi que celles des câbles dénués et isolés d'AEG Kabel, à l'exclusion donc de ses activités de pré-câblage de voiture. Le périmètre de l'accord porterait ainsi sur un secteur dans lequel AEG emploie près de 5 300 personnes réparties dans trois établissements et cinq filiales, pour un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de deutschemarks en 1990 (5,78 milliards de francs). Si les deux sociétés

doivent continuer à fonctionner séparément, avec leur direction et leurs produits propres, elles profiteront des synergies existant entre elles ainsi que dans l'ensemble du secteur câble d'Alcatel, précise-t-on au siège du groupe français, notamment dans les domaines de la recherche et développement, de la fabrication et des achats, dans le but de renforcer et d'accroître leur compétitivité au sein de la Communauté européenne.

Avec un chiffre d'affaires de 24,8 milliards de francs en 1990, Alcatel Câble poursuit par ce nouvel accord sa stratégie de croissance externe. Déjà présent en Allemagne à travers sa filiale Alcatel Kabelmetal, le numéro un mondial du câble a déjà consolidé à trois reprises cette année son implantation outre-Rhin, en rachetant successivement les sociétés Vach Kabel (ex-RDA), Lacroix et Kress et enfin Ehlers. Le contrôle d'AEG Kabel pourrait donc ajouter un atout de taille au groupe français et lui permettre d'être à la hauteur des besoins croissants en câbles de l'ex-RDA.

O. P.

Près de 3,8 milliards de francs réclamés à M. Asil Nadir

## Les administrateurs de Polly Peck engagent des poursuites judiciaires

Les administrateurs du conglomérat britannique Polly Peck International (PPI) ont lancé mercredi 23 octobre des poursuites judiciaires contre son président, M. Asil Nadir, et six autres parties, dont la banque centrale de la République turque de Chypre du Nord (RTCN), en leur réclamant un montant cumulé de plus de 1 milliard de livres (10 milliards de francs) de dommages. Le cabinet comptable Touche Ross et les autres administrateurs de PPI ont également obtenu le gel des biens de cinq des sept parties poursuivies, dont les actifs britanniques de la banque centrale de RTCN.

Les administrateurs demandent

378 millions de livres de dommages à M. Nadir pour abus de confiance, faux, infraction à ses devoirs de directeur de société, tentative de détournement de fonds et malversation. Ils réclament également 73 millions de livres à sa mère, M<sup>me</sup> Safiye Nadir, qu'ils accusent de complicité dans les fraudes reprochées à son fils. Jusqu'à présent, les administrateurs avaient tenté de coopérer avec M. Nadir pour redresser PPI et lui avaient laissé son titre de président du groupe. Cette volte-face des administrateurs est intervenue au lendemain des cinquante-huit incriminations de M. Nadir, pour vol, notifiées par la justice britannique (le Monde du 24 octobre).

## Executive Life : le commissaire californien préfère... les assureurs américains

La commissaire aux assurances de Californie, M. John Garamendi, s'est prononcé, jeudi 24 octobre, en faveur du groupement américain d'assureurs National Organization of Life & Health Guaranty Associations (NOLHGA), au détriment notamment des français Altus (groupe Crédit Lyonnais) et Mutuelle assurance artisanale de France (MAAF), ainsi que de six autres candidats pour la reprise d'Executive Life, compagnie californienne d'assurance-vie en difficulté, passée sous le contrôle des autorités de Californie en avril dernier (le Monde des 16 avril, 9 août et 24 septembre).

M. Garamendi souligne que l'offre de NOLHGA est celle qui indemnise les assurés au maximum, mais précise que ses recommandations seront assorties d'un certain nombre de conditions avant d'être transmises au juge Kurt Lewin, chargé de superviser les offres pour le rachat d'Executive Life.

## La Cour européenne confirme des amendes contre Atochem, Rhône-Poulenc et Pétrofin

La Cour européenne de justice a confirmé, jeudi 24 octobre à Luxembourg, les amendes prononcées en avril 1986 contre trois sociétés chimiques françaises et belges accusées de cartel (Atochem, Rhône-Poulenc et Pétrofin), en diminuant toutefois de moitié celle infligée au belge Pétrofin. Cette firme ne devra verser que 300 000 euros (2,1 millions de francs) à la CEE, car le tribunal de première instance de la cour de justice a estimé que la société belge avait rejoint le cartel bien après les autres. La Cour a maintenu les sanctions à l'encontre d'Atochem (1,75 million d'euros, soit 12 millions de francs) et Rhône-Poulenc (500 000 euros, soit 3,5 millions de francs).

Les trois sociétés ont fait partie d'un cartel de quinze membres au total, au sein duquel elles se sont entendues secrètement de 1977 à 1983 pour imposer des prix et des quotas de production pour le polypropylène (le Monde du 26 avril 1986). Les accords auraient été conclus au cours de discrètes réunions mensuelles dans un hôtel suisse. A l'exception de Statoil, tous les autres membres sanctionnés (Montepolimeri, ICI, Hoechst, Shell, Hercules, Hüls, DSM, Solvay, BASF, Linz et ANIC) ont fait appel. Les arrêts devraient être rendus d'ici à la fin de l'année.

## Les avoirs de change de la France ont augmenté en septembre

Les avoirs de change de la France ont augmenté de 5,2 milliards de francs en septembre : ils s'élevaient à la fin du mois à 382,3 milliards de francs, a annoncé jeudi 24 octobre le ministère de l'économie et des finances. Il s'agit de la quatrième augmentation mensuelle consécutive de ces réserves, qui ont

progressé depuis juin de 43,5 milliards de francs. Les avoirs en or et en euros sont restés inchangés le mois dernier, les premiers s'établissant à 172,9 milliards de francs, les seconds à 59,1 milliards. En revanche, les réserves en devises ont progressé de 4,7 milliards, atteignant 133,2 milliards.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements : 46-62-72-67

NEW-YORK, 24 octobre ↓

## Poursuite de la baisse

Wall Street a continué de céder du terrain jeudi 24 octobre, déprimée par des nouvelles économiques décourageantes. L'indice Dow Jones des valeurs ordinaires a chuté à 3 016,32, en baisse de 24,60 points, soit un repli de 0,81 %. Quelques 178 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse dans un rapport de 14 titres de hausse contre 1 089 de baisse : 504 : 520 lots ont été échangés.

Le département américain du commerce a annoncé que les commandes de biens durables ont chuté de 3,2 % en septembre aux États-Unis, après avoir reculé de 4,1 % en août. Selon les experts, ces derniers signes d'une économie anémique ont accentué le découragement des investisseurs, qui tablent toujours, malgré tout, sur un assouplissement éventuel de la politique de crédit de la Réserve fédérale.

VALEURS	Cours de 23 octobre	Cours de 24 octobre
Alcoa	83	82 1/8
AT&T	38 3/8	37 3/4
Boeing	37 1/2	36 3/4
Chrysler	19 1/4	18 3/4
Deere	45 7/8	45 1/4
Du Pont de Nemours	48 1/2	47 1/2
Eastman	60 1/2	59 1/2
Exxon	60 7/8	60 1/2
Ford	22 1/2	22
General Electric	32 1/2	31 1/2
General Motors	35 3/8	34 3/4
Goodyear	38 1/2	37 1/2
Hewlett-Packard	68 1/2	67 1/2
IBM	85 3/8	84 3/4
Intel	88 1/2	87 1/2
Johnson & Johnson	69 3/8	68 1/4
Merck	134 1/4	133 1/4
Union Carbide	18 1/2	18 1/2
Walt Disney	18 1/2	18 1/2
Westinghouse	18 1/2	18 1/2
Xerox Corp.	61 5/8	61 3/8

LONDRES, 24 octobre ↓

## Vif recul

Les valeurs ont vivement baissé à Londres jeudi 24 octobre. Le Stock Exchange, accentuant leurs pertes en fin de séance avec l'ouverture dans le rouge de Wall Street, a clôturé à l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 32,5 points, soit un recul de 1,3 % à 2 528,2.

Le marché a été agité par des spéculations sur la vente de la participation de 2,8 % du conglomérat britannique de produits chimiques ICI, provoquant une chute d'ICI, ainsi que par des déclarations négatives de M. Nadir, pour vol, notifiées par la justice britannique. Trésor, M. John Maples, sur l'improbabilité d'une baisse prochaine des taux d'intérêt.

PARIS, 25 octobre ↑

## Sans conviction

Après un début de journée laborieux, à l'image de la veille, les valeurs françaises ont repris un peu de hauteur pour la dernière séance de la semaine. En retrait de 0,26 % au début des transactions, l'indice CAC redevenait positif au bout d'une heure d'échanges, ce renversement de tendance résultant principalement d'opérations d'arbitrage. A la mi-journée, il s'élevait en hausse de 0,26 % dans un marché calme et sans relief. Plus tard, aux alentours de 14 heures, il gagnait 0,23 % à 1 835,83 points.

« On est simplement dans les cours », commentait un opérateur en soulignant que c'était une « vraie » vente de volume. Selon lui, le net recul de Wall Street, après la publication de statistiques médiocres concernant les commandes de biens durables, en outre, baissa pour le mois de septembre, et les demandes d'allocations chômage, en vive hausse pour le mois-écoulé, pesait sur le marché parisien tout comme la faiblesse des autres places.

La morosité des derniers jours ne s'est donc pas totalement dissipée, même si la semaine sociale s'est révélée difficile que prévue. A la hausse, vers 14 heures, on remarquait l'engouement (7,3 % pour 22 000 titres) et Moteur (2,2 % pour 14 000 titres), après avoir terminé la séance de jeudi sur un gain de 3,6 %, ainsi que, dans des volumes moins significatifs, Sextant Avionique (3,2 %), qui resta parmi les valeurs les plus en recul depuis le début de l'année.

TOKYO, 25 octobre ↓

## Léger retrait

La Bourse de Tokyo a clôturé sans grand changement vendredi, au terme d'une séance ternie. L'indice Nikkei a chuté de 42,83 points, soit un retrait de 0,17 %, à 24 906,43 points. Le volume des transactions s'est de nouveau contracté, passant de 520 millions de titres, jeudi, à 320 millions de titres.

Selon les opérateurs, le marché a été privé d'orientation à la veille du week-end, mais des achats d'arbitrage et la relance des espoirs d'une baisse des taux ont toutefois contribué à amortir le phénomène.

VALEURS	Cours de 24 octobre	Cours de 25 octobre
Alcoa	1 080	1 100
Bell	1 170	1 180
Boeing	1 460	1 480
Chrysler	2 220	2 220
Du Pont	1 850	1 830
Exxon	1 320	1 320
Ford	725	725
General Motors	8 180	8 180
Goodyear	1 180	1 190

## FAITS ET RÉSULTATS

Le Crédit du Nord vise les deux cotisations d'assurance dans ce résultat s'élève à 26,98 milliards de francs, en hausse de 7,6 %.

o Nomura : recul de 67,4 % du bénéfice net semestriel. - Nomura Securities, première maison de titres japonaise et membre du groupe de la 24 octobre à Tokyo une baisse de 67,4 % de son bénéfice net semestriel par rapport à la même période de l'exercice 1990. Le chiffre d'affaires a augmenté de 18,1 milliards de yens (environ 800 millions de dollars). Au terme du premier semestre fiscal 1991, le chiffre d'affaires a augmenté de 27,4 % pour atteindre 246 milliards de yens.

o Axime (SSII) : progression des ventes révisée à la baisse pour 91/92. La société de services informatiques Axime, issue de la fusion de Segin, Sodinfort et SSII, a annoncé jeudi 24 octobre que son chiffre d'affaires global d'environ 5 % pour l'exercice 1991-1992, alors qu'elle tablait sur une croissance de 10 % en juin dernier. Le chiffre d'affaires net prévu pour l'exercice annuel commencé au 1<sup>er</sup> juillet 1991 de la période de la croissance de son chiffre d'affaires, le groupe prévoit toujours le retour à l'équilibre pour 1991-1992, grâce aux synergies d'exploitation de la fusion.

o Lentilles de contact : accord Ciba-Geigy-Insite. - Ciba Vision, filiale du groupe chimique suisse Ciba-Geigy, un des principaux producteurs mondiaux de lentilles de contact, a signé avec la firme américaine Insite Vision, à Alameda (Californie), un accord d'un montant de 10 millions de dollars (58 millions de francs) dans le domaine des produits ophtalmologiques. L'accord porte sur le développement du procédé Duraflex, un dispositif qui contient un support liquide renfermant la substance active qui permet sa libération continue dans l'œil pour une durée allant jusqu'à huit heures. Insite, fondée en 1986, se concentre sur la recherche et bénéficie déjà pour l'un de ses procédés d'une pré-approbation des autorités américaines de la santé. Deux autres préparations sont actuellement en phase de développement. Avec cette alliance stratégique, qui prévoit également une prise de participation minoritaire dans le capital de la société californienne, le groupe Ciba Vision entend devenir « un des leaders » dans ce secteur.

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câble	3788	3789	Imtech. Hünth	817	817
Amis. Assurances	290	289	Imtech. Computer	154	153
B.A.C.	130	130	LP.B.M.	72	73
Banque Paribas	818	819	Loire Invest.	238	238
Bolton (S.)	330 40	321	Locom.	71 50	71 80
Bouquet (Lyons)	237	237	Motex Comm.	160	160
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	880	880	Motex	160	160
Calsonic	400	396	Publi-Pharm.	385	373 50
Cardif	706	705	Publi-Pharm.	480	461 80
CECEP	144 90	145	Rhone-Alp. Eau (S.)	319	319
C.F.P.I.	287	287	S.H.M.	185	180
CAUM	957	936	Select Invest (S.)	101 50	97 40
Cofinor	284	288	Serico	370	365
Conforama	765	765	S.M.T. Goupil	130	130
Cordis	186	180 80	Sopas	268	265
Dagblat	388	409 50	TPF	382 50	350 10
Dalmeida	1215	1250	Thomson H. (S.)	296	296
Danachy Worms Co.	350	350	Unilog	224	219 20
Danachy	980	980	Val et Ch.	80 50	80
Deville	261	268	Y. St-Laurent Group	858	838
Dubouché	138	134 80			
Edison Bullfinch	245	245			
Europ. Population	255	259 10			
Financ.	138	133			
Financ. Invest.	120	121 50			
GFF (group. Fin.)	142	141 10			
Grand Livre	420	422			
Guinevere	185	185			
Groupe Origny	930	930			
Galval	980	921			
I.C.C.	228 50	228 50			
Idemare	120	117 80			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 24 octobre 1991

Nombre de contrats : 105 298

COURS	Échéances	Options d'achat	Options de vente
Dernier	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Précédent	185,94	185,94	187,28
	185,96	185,96	187,44

CAC40 A TERME			
(MATIF)			
Volume : 8 685			
COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 833	1 847	1 860
Précédent	1 842	1 856	1 870

## CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 823	1 847	1 860
Précédent	1 842	1 856	1 870

## CHANGES

Dollar : 5,8000 F ↑

Vendredi 25 octobre, le dollar se stabilise sur le marché des changes en Europe, suite à la publication des dernières statistiques américaines. A Paris, le billet vert cotait 5,8000 F à la cotation officielle de la veille.

FRANCFORT. 24 octobre 25 octobre  
Dollar (en DM) 1,707 1,7001  
Dollars (en DM) 1,707 1,7001  
Tokyo 24 octobre 25 octobre  
Dollar (en yen) 131,31 131,36

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)  
Paris (25 octobre) 3 344-3 738 F  
New-York (24 octobre) 5 316 F

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

23 octobre 24 octobre

Valeurs françaises 119,30 119,20

Valeurs étrangères 117,10 117,60

(SBF, base 100 : 31-12-91)

Indice général CAC 40 888,49 889,30

(SBF, base 1000 : 31-12-91)

Indice CAC 40 1 836,26 1 831,61

NEW-YORK (indice Dow Jones)

23 octobre 24 octobre

Industriel 3 040,92 3 016,33

LONDRES (indice Financial Times)

23 octobre 24 octobre

100 valeurs 2 561,10 2 528,38

10 valeurs 1 966,10 1 936,60

Mines d'or 172,40

Fonds d'Etat 86,36 86,38

FRANCFORT

23 octobre 24 octobre

Dax 1 587,89 1 579,81

TOKYO

24 octobre 25 octobre

Nikkei Dow Jones 24 948,26 24 906,43

Indice général 1 886,63 1 879,63

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
base	base	base	base
\$ E.-U.	5,7845 5,7875	+ 182 + 192	+ 392 + 1070
\$ can.	5,1328 5,1408	+ 25 + 43	+ 106 + 326
Yen (100)	4,4059 4,4099	+ 92 + 103	+ 192 + 401
DM	3,4123 3,4145	+ 13 + 20	+ 2 + 68
Florin	3,8268 3,8292	+ 9 + 14	+ 1 + 59
FB (100)	16,5659 16,5680	+ 4 + 1	+ 6 + 18
FR (100)	1,3971 1,3985	+ 23 + 25	+ 43 + 139
L (1 000)	4,5637 4,5679	+ 83 + 64	+ 157 + 191
E	9,3146 9,3252	+ 135 + 106	+ 253 + 288

## TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4
DM	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4
FR	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4
Yen	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4
£	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4
Sfr	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4
Scd	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4
Fin	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**Le Monde-RTL**  
ENTREPRISES  
à 22h15 sur RTL

Vendredi 25 octobre :  
Roland Dumas  
PDG de Mérieux

Lundi 28 octobre :  
Jean-Claude Selys  
Directeur général de la MAAF



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 25 OCTOBRE

[illegible]

**COMPTANT** (sélection)

VALEURS				% du nom. % du coupon		VALEURS		Cours prix. Dernier cours		VALEURS		Cours prix. Dernier cours		VALEURS		Cours prix. Dernier cours		
Obligations						CLIM	1144	1136	Magnat	750	Etrangères							
Emp.État 8,95/87	122.30	3.72		CLITAAH (P)	560		Milieu Député	590		AEG	625							
Emp.État 9,25/74	100.00	2.91		Cobatel	98.50	98.50		81	80.70	Alco In Sion	382							
10,00/79 7/8	102.50	1.80		Couling	258		Anglo-Am (Bel)	215		Alcan Alumin	118.50	117	50					
Emp.État 13,45/83	106.20	2.91		Cragh	517	512	Quincy	256	281.30	Américan Baux	135.00	137	10					
Emp.État 12,25/84	102.00	1.80		Cranston	550	510.00	Quint (C)	347	380	América Baux	224.00	221	10					
Emp.État 17/8 5/8	104.20	7.40		Cy Indus/Indust	384	384	Député-Dominion	810		Adams	640							
10,25/85 non fix.	110.00	6.36		Cy Local/Alcan	384	384	Péche Monrovia	1245	1230	Alcan/Alum. Indus.	130.00							
OAT 10,25/85 12/30/87	107.05	4.12		Cy Local/Alcan	805	805	Pelle Monrovia	634		Banco Popular Esp.	610							
OAT 10,25/85 12/30/87	104.50	8.57		Cy Local/Alcan	35.50	35.50	Perfection	650		B.R. Hughes Int'l	2280.00	81	83.70					
OAT 8,95/8 1/19/85	103.18	7.98		Cy Local/Alcan	112.10		Péche (C)	265	244	Cy Production	61							
ORST 10,30/8 15/85	1002.			Cy Local/Alcan	635		Péche (C)	230	230	CIL -	11							
PTT 11,25/85 5/8	105	9.22		Cy Local/Alcan	1765	1784	Péche (C)	105	105	Cominter	815							
CF 10,25/85 5/8	102	7.08		Cy Local/Alcan	3200		Péche (C)	367.50	367.50	De Baux Pot. (C)	308.50							
CNA 10 x 15/79	99.25	2.80		Cy Local/Alcan	2419	3410	Péche (C)	1000	1502	Des Chaux	21.30							
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	1154	1194	Péche (C)	450		GR, Baux (Lomb.)	625							
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	2245	2245	Péche (C)	1180	1180	Guano Holdings Ltd	380							
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	831	812	Péche (C)	114	114	Goodwin Tann	258							
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	271.80	270	Péche (C)	249.50		Goodwin Tann & Co (WV)	219	213						
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	774		Péche (C)	365	364.80	Hummelberg	265							
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	4300		Péche (C)	380.10	395	International	132	130						
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	242.30	242.30	Péche (C)	181		Kanawha Packed	29.80							
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	125	125	Péche (C)	213.20		Lauria	310	310						
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	1700	1700	Péche (C)	110	110	Midland Int'l	25							
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	629	510	Péche (C)	368		Moravia Mining	80	80						
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	360.10	375	Péche (C)	110	110	Olivier Int'l	9							
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	624	623	Péche (C)	625	625	Pine Inc	400							
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	520		Péche (C)	180	180	Procter Gamble	472	469.9						
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	798	800	Péche (C)	110	110	Roche Int'l	27.50							
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	1030	1030	Péche (C)	143	143	Robeco	305							
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	2500		Péche (C)	1240	1240	Roche Int'l	180	174						
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	718	715	Péche (C)	84	82	Wagman Ltd	300	301						
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	316.50	316.50	Péche (C)	2280	2272	West Hill Cons	10.95							
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	520	500	Péche (C)	140	143									
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	365	365	Péche (C)	851	949									
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	733	732	Péche (C)	328	358									
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	5180	5150	Péche (C)	758	758									
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	455	451	Péche (C)	200	221									
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	3250	3250	Péche (C)	1111	1120									
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	200	200	Péche (C)	4083	4083									
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	134	134	Péche (C)	365	365									
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	470	470	Péche (C)	1620	1670									
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	780	780	Péche (C)	111	111									
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	2820	2820	Péche (C)	220	220									
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	1320		Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	31	31	Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan	180	187.20	Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)											
ORB Baux 10,00/85	99.08	2.88		Cy Local/Alcan			Péche (C)							</				

**SICAV** (sélection)

VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS	
Emission Frais incl.	Rachet net	Emission Frais incl.	Rachet net	Emission Frais incl.	Rachet net	Emission Frais incl.	Rachet net
A.A.	1038 05	1010 78	Frontière	868 95	945 80	Pease Conference	20388 98
224 53	218 52	22 22	27 22	27 22	27 22	Pease Gascon	62061 38
802 50	767 84	Front-Panama	11043 08	10873 86	10873 86	Peasins Chino	10555 18
8014 85	7705 68	Frontier	5187 48	5204 75	5204 75	Peasins Chino	113 50
6007 27	621 43	Frontier	1356 92	1322 82	1322 82	Peasins Chino	27885 52
6007 27	6007 27	Gascon	14008 91	13842 21	13842 21	Peasins Chino	1114 03
1141 09	1141 09	Gas Association	1228 51	1159 75	1159 75	Peasins Chino	130 70
385 77	378 35	Hongkong	13143 65	13143 65	13143 65	Peasins Chino	865 95
1355 98	1316 24	Intercontinental	110350 94	110224 21	110224 21	Peasins Chino	162 95
1720 32	1680 594	Intercontinental	10866 73	13389 76	13389 76	Peasins Chino	530 33
159 38	155 39	Intercontinental	530 30	519 80	519 80	Peasins Chino	1033 33
7478 57	7475 57	Intercontinental	530 30	519 80	519 80	Peasins Chino	948 10
127 48	122	Japan	214 05	270 01	270 01	Peasins Chino	233 24
122 66	117 38	Japan	244 45	234 52	234 52	Peasins Chino	760 22
120 04	114 87	Japan	242 94	233 04	233 04	Peasins Chino	159 69
113 10	112 75	Japan	241 91	241 71	241 71	Peasins Chino	522 81
144 48	132 24	Japan	241 91	241 71	241 71	Peasins Chino	14195 36
125 54	120 13	Japan	225 85	218 25	218 25	Peasins Chino	43 47
111 33	108 08	Japan	215 82	215 82	215 82	Peasins Chino	1632 31
5892 07	6093 11	Japan	136 139	132 07	132 07	Peasins Chino	13672 94
6152 24	6051 81	Japan	200 23	192 07	192 07	Peasins Chino	13710 12
24 36	22 58	Japan	215 82	215 82	215 82	Peasins Chino	171 75
125 39	122 58	Japan	215 82	215 82	215 82	Peasins Chino	1762 17
331 27	331 27	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	673 28
358 38	348 42	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	1072 49
450 20	476 92	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1224 50	1200 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	740 73
1249 58	1218 14	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
89 99	82 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1026 05	994 31	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
226 58	239 47	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1052 42	1035 54	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
31 46	32 15	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
2445 43	2451 22	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
2173 80		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1253 90		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
3312 47		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
358 38	348 42	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
450 20	476 92	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1224 50	1200 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1249 58	1218 14	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
89 99	82 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1026 05	994 31	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
226 58	239 47	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1052 42	1035 54	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
31 46	32 15	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
2445 43	2451 22	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
2173 80		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1253 90		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
3312 47		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
358 38	348 42	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
450 20	476 92	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1224 50	1200 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1249 58	1218 14	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
89 99	82 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1026 05	994 31	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
226 58	239 47	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1052 42	1035 54	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
31 46	32 15	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
2445 43	2451 22	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
2173 80		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1253 90		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
3312 47		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
358 38	348 42	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
450 20	476 92	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1224 50	1200 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1249 58	1218 14	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
89 99	82 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1026 05	994 31	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
226 58	239 47	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1052 42	1035 54	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
31 46	32 15	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
2445 43	2451 22	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
2173 80		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1253 90		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
3312 47		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
358 38	348 42	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
450 20	476 92	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1224 50	1200 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1249 58	1218 14	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
89 99	82 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1026 05	994 31	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
226 58	239 47	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1052 42	1035 54	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
31 46	32 15	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
2445 43	2451 22	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
2173 80		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1253 90		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
3312 47		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
358 38	348 42	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
450 20	476 92	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1224 50	1200 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1249 58	1218 14	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
89 99	82 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1026 05	994 31	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
226 58	239 47	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1052 42	1035 54	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
31 46	32 15	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
2445 43	2451 22	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
2173 80		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1253 90		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
3312 47		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
358 38	348 42	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
450 20	476 92	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1224 50	1200 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1249 58	1218 14	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
89 99	82 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1026 05	994 31	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
226 58	239 47	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1052 42	1035 54	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
31 46	32 15	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
2445 43	2451 22	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
2173 80		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1253 90		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
3312 47		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
358 38	348 42	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
450 20	476 92	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1224 50	1200 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1249 58	1218 14	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
89 99	82 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1026 05	994 31	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
226 58	239 47	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1052 42	1035 54	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
31 46	32 15	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
2445 43	2451 22	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
2173 80		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1253 90		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
3312 47		Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
358 38	348 42	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
450 20	476 92	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1224 50	1200 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1249 58	1218 14	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
89 99	82 48	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
1026 05	994 31	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Chino	424 34
226 58	239 47	Japan	11874 10	11874 10	11874 10	Peasins Ch	

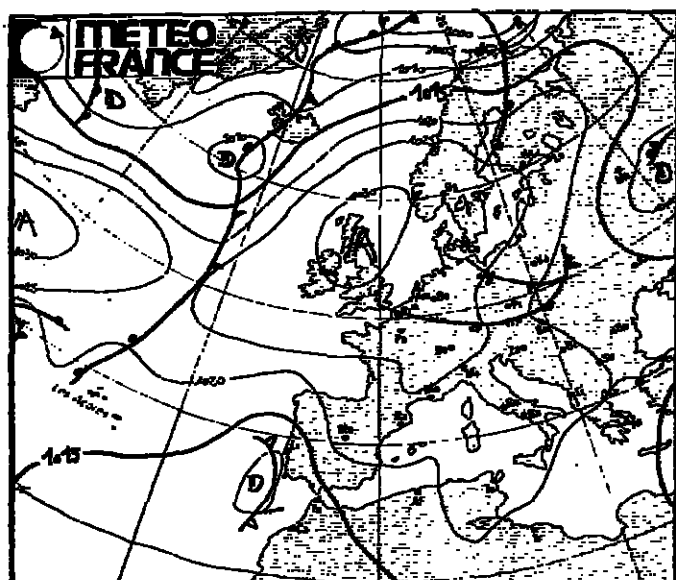
**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

**Renseignements :**  
**46-62-72-67**

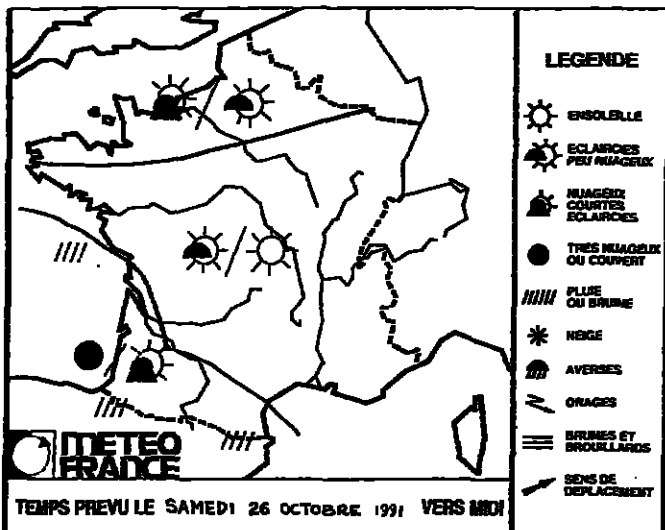
e : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25 OCTOBRE A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 26 OCTOBRE 1991

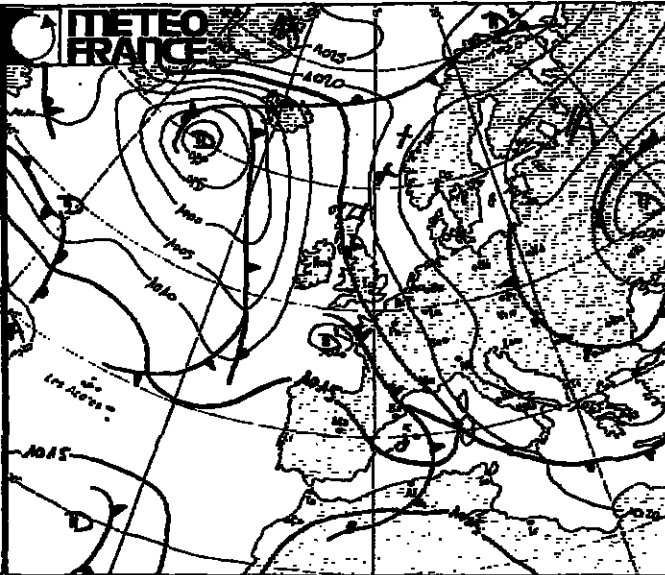


Samedi : dégradation par le Sud-Ouest. - Le matin, les nuages seront encore présents au nord de la Loire, ainsi que quelques brumes. Mais le soleil fera de belles apparitions l'après-midi sur ces régions, avec un faible vent d'est d'orientation progressivement au Sud-Est. Sur le Sud-Ouest et sur les Pyrénées, des nuages élevés voileront le ciel en cours de matinée. L'après-midi ces nuages deviendront menaçants et quelques ondées se produiront surtout près des côtes. Sur le reste du pays au sud d'une ligne Brast-Strasbourg, la journée sera bien ensoleillée après dissipation des brouillards matinaux. La vent modéré de sud-est apportera plus de douceur.

Les températures au lever du jour seront encore fraîches du Centre au Nord-Est, où elles avoisineront 0 à 2 degrés avec quelques gels. Du Sud-Ouest au Sud-Est, elles iront de 7 à 12 degrés. Sur le Nord, elles ne dépasseront pas 3 à 5 degrés.

Les températures maximales atteindront 15 à 18 degrés sur la moitié Sud du pays, et 11 à 13 degrés sur la moitié nord.

PRÉVISIONS POUR LE 27 OCTOBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé  
le 24-10-1991 à 18 heures TU et le 25-10-1991 à 6 heures TU

FRANCE		TOULOUSE		LOS ANGELES	
MARSEILLE	18 6	TOURS	11 5 D	LEXANDROPOLE	8 7 C
PARIS	14 3	POINTE-A-PITRE	32 22 D	MADRID	13 10 C
BORDEAUX	11 1 D			MARRAKECH	16 16 D
BRESEY	10 3 D			MEXICO	22 12 N
CAEN	10 3 D			MILAN	12 1 D
CHERBOURG	10 3 D			MONTREAL	22 5 A
CLEMONT-FE	8 3 D			MOSCOW	1 0 -
DIJON	11 3 D			NAIROBI	27 27 N
GRENOBLE	11 0 -			NEW-YORK	22 12 N
LILLE	10 8 C			OSLO	9 4 N
LYONS	9 2 -			PALESTINE	17 16 N
MARSEILLE	16 4 D			PEKIN	15 11 P
NANCY	10 8 C			RIO-DE-JANEIRO	29 23 D
NANTES	12 7 C			ROME	17 8 D
NICE	17 3 D			SINGAPOUR	32 35 C
PARIS-MONTS	12 10 -			STOCKHOLM	5 1 C
PAU	12 1 -			SYDNEY	23 18 D
PERPIGNAN	13 6 D			TOKYO	20 13 P
RENNES	11 10 C			TUNIS	22 19 D
STRASBOURG	10 8 -			VALENCIE	6 1 N
				VIENTIANE	15 7 D
				Vienne	7 5 P

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

# CARNET DU Monde

## Mariages

- Paris, Champigny.  
**Lise AMIEL**  
et  
**Jean-Jacques GUTMANN**  
sont heureux de faire part de leur mariage.

## Décès

- Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de  
**M<sup>me</sup> Renée BLEY**,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
commandeur de l'Ordre de la Santé publique,  
survenu à Grasse, le 13 octobre 1991.

La cérémonie religieuse a eu lieu au Temple protestant de Grasse, le 16 octobre.

Il ne sera pas envoyé de faire-part.

La Plaine, chemin du Pont-de-Nico, quartier de Saint-Mathieu, 06130 Grasse.

- M. Pierre Racine, conseiller d'Etat honoraire, président de l'Association Service social familial migrants (ASSFM), La direction et l'ensemble du personnel, tiennent à exprimer à la famille de

**M<sup>me</sup> Renée BLEY**, fondatrice du Service social nord-africain (service devenu ASSFM) et sa directrice pendant vingt-quatre ans, leur profonde sympathie à l'occasion de son décès.

- M. Georges BODIOU, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, nous a quittés, le 24 octobre 1991, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

De la part de  
**M<sup>me</sup> Georges Bodiou**, son épouse,  
Monique et Robert Devia et leurs enfants et petits-enfants,  
Jeanne et Michel Yernaux et leurs filles,  
Philippe et Jeanine Bodiou et leurs filles,  
ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,  
Germaine et Jean Baylet, sa sœur et son beau-frère,  
Et toute sa famille.

Le service religieux aura lieu le samedi 26 octobre, en l'église Saint-Cassien, Vallon-de-l'Oratoire, à Marseille-7. (Du fait des grèves, l'heure en sera précisée samedi matin à la même place.)

D'origine modeste, pupille de la Nation, brillant esprit et mathématicien de génie, Bodiou avait mis toute son énergie au service de l'Université et de ceux qui, comme lui, avaient la volonté de vaincre un environnement difficile. Doyen de la Faculté des sciences de Marseille, il avait créé l'Institut de promotion supérieure du travail, une des premières filières de formation continue universitaire dont il était justement très fier.

- L'Association pour la promotion de la langue et de la culture soninké (APS), Ainsi que tous ses amis, élèves, collègues, chercheurs et universitaires, ont la douleur de faire part du décès de

**Yakoba DIAGANA**, docteur en sciences sociales, linguiste, chercheur, enseignant en soninké, fervent militant dans les milieux associatifs africains en France,

survenu brutalement à Paris, le vendredi 18 octobre 1991, à l'âge de trente-trois ans.

Son corps sera rapatrié à Kaedi (Mauritanie), pour qu'il repose auprès des siens.

- M. Maxime Grozel, M<sup>me</sup> Pascaline Rosfelder, M<sup>me</sup> Hélène Boukezoula, M. Georges Mathieu, M<sup>me</sup> Bernadette Mathieu et sa fille Catherine, Sa famille, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Marie-Françoise GROZEL**, née Mathieu, chevalier de l'Ordre du Mérite, administrateur civil hors classe au ministère de l'économie, des finances et du budget,

survenu le 23 octobre 1991, à l'âge de soixante et un ans, des suites d'une longue maladie.

Le service du corps à l'hôpital Laennec, mardi 29 octobre, à 10 h 15.

Rendez-vous au cimetière d'Arcueil, avenue Paul-Doumer, métro Laplace, à 11 heures.

81, rue Marcel-Bonnet, 94230 Cachan.

- On nous prie d'annoncer le décès accidentel de

**M. François MERLE**, ingénieur en chef d'agronomie, chargé de mission auprès du préfet de la région Languedoc-Roussillon.

De la part de  
**M<sup>me</sup> François Merle**, ses enfants et petits-enfants,  
**M<sup>me</sup> Pierre Merle**, sa mère,  
Le général et M<sup>me</sup> D. Merle, M. A. Dubois, M<sup>me</sup> M.E. Merle, Van der Goss van Naters, M. et M<sup>me</sup> P. Merle, ses frères, sœurs, beaux-frères, Leurs enfants et petits-enfants.

Les obsèques religieuses ont été célébrées en l'église Saint-Denis, le 25 octobre 1991.

3, rue du Cheval-Vert, 36, rue du Courroux, Montpellier (Hérault).

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficient d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

**THÈSES**  
Tarif Étudiants  
50 F la ligne H.T.

## WEEK-END D'UN CHINEUR

Dronot-Richelieu, samedi 26 octobre, 14 h : livres, tapis d'Orient, vins, bijoux, montres bracelets.

ILE-DE-FRANCE  
Samedi 26 octobre : Auxerre : 14 h 30 : tapis d'Orient, Carrel : 14 h : mobilier, objets d'art ; Hon-dan : 10 h 30 et 14 h 30 : éléments de décoration ; Le Raincy : 14 h : mobilier, bibelots ; Vernon : 14 h 30 : tableaux modernes.

Dimanche 27 octobre : Chantilly : 14 h 30 : vins ; Chartres : 14 h : tableaux, mobilier ; Compiègne : 14 h : mobilier, objets d'art ; Dreux : 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Enghien : arts d'Asie ; Evreux : 14 h : livres ; Fontainebleau : 14 h : mobilier, argenterie ; L'Isle-Adam : 14 h 30 : Extrême-Orient, mobilier ; La Varenne-Saint-Hilaire : 14 h 30 : tableaux et sculptures modernes ; Nogent-sur-Marne : 14 h : tableaux, livres ; Provins : 14 h : tableaux modernes ; Verrières : 20 h 30 : affiches de cinéma.

PLUS LOIN  
Samedi 26 octobre : Aix-en-Provence : 9 h 30 : bibelots, jouets, 14 h 30 : argenterie, mobilier ; Bel-fort : 14 h 15 : vins ; Bourges : 14 h : mobilier, objets d'art ; Brignol-le-Ville : 15 h et 21 h : mobilier, objets d'art ; Chalons-sur-Saône : 14 h 30 : objets scientifiques, armes ; Evreux : 14 h 30 : armes, décoration ; Fontenay-le-Comte : 14 h : véhicules de collection ; La Rochelle : 14 h : mobilier, objets d'art ; Laval : 14 h : mobilier, objets d'art ; Marseille-Prado : 14 h 30 : orfèvrerie, bijoux ; Nice : 10 h et 14 h : vins, bijoux ; Pau : 14 h 30 : tableaux ; Strasbourg :

10 h et 14 h : livres ; Troyes : 14 h : tableaux et sculptures modernes.

Dimanche 27 octobre : Aubagne : 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Autun : 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Avignon : 14 h 30 : mobilier d'un château ; Beaumont-Loches : 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Besançon : 10 h et 14 h : mobilier, tableaux ; Biarritz : 14 h 30 : mobilier, Extrême-Orient ; Calais : 14 h 30 : argenterie, bijoux ; Carpentras : 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Clamecy : 14 h 30 : art contemporain ; Compiègne : 14 h : mobilier, tableaux ; Deauville : 10 h et 14 h : mobilier, tableaux ; Dijon : 14 h : mobilier, objets d'art ; En : 14 h 30 : timbres ; Gennevilliers : 14 h 30 : affiches, livres ; Honfleur : 14 h 30 : orfèvrerie, mobilier ; L'Aigle : 14 h : mobilier, objets d'art ; Le Havre : 15 h : atelier d'un peintre ; Libourne : 14 h : mobilier, tableaux ; Lons-le-Saulnier : 14 h : mobilier, argenterie ; Lyon (rue Cronstadt) : 15 h : mobilier, poupées ; Lyon (rue des Tailleurs) : 15 h : tableaux russes ; Mâcon : 14 h 30 : timbres ; Mayenne : 14 h : mobilier, objets d'art ; Montauban : 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Nancy : 14 h : mobilier, objets d'art ; Pont-Audemer : 14 h 30 : militaria ; Reims : 14 h : mobilier, objets d'art ; Soissons : 14 h 30 : tableaux et sculptures modernes.

FOIRES ET SALONS  
Paris-Espace Champerret, Marseille, Chartres, Perpignan, Trouville, Paimpol (château de Kersa), La Défense : Salon de l'objet de collection.

## Anniversaires

- Pour le premier anniversaire de la disparition tragique de

**Danny CHAMOUN**,

**Ingrid CHAMOUN**, née Abdelouar,

et de leurs enfants,

**Tarek**,

à l'âge de huit ans,

**Julian**,

à l'âge de six ans,

une messe sera célébrée à leur intention le dimanche 27 octobre 1991, à 11 heures, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, 79, rue Galande, Paris-5.

- En ce jour, on nous prie de rappeler le souvenir de

**président Emile ROCHE**,

décédé le 25 octobre 1990.

Sa famille remercie ceux qui voudront bien avoir une pensée émue pour lui.

## Services religieux

- A la mémoire de

**Olivier MERIC**

et

**Cécile MERIC**

née Flaher,

disparus tragiquement le dimanche 20 octobre 1991.

Un office religieux sera célébré en l'église de Saint-Germain-en-Laye, place du Château, le lundi 4 novembre, à 17 h 30, par M. l'abbé Jacques Thomas, curé de la paroisse.

(Le Monde du 25 octobre.)

## CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-55-29-94 ou 40-55-29-96

Les avis parviennent deux semaines

LE JOUR MEME

et nous parviennent avant 9 h

du siège du journal.

15, rue Pajol, 75016 Paris

Tél. : 208 939 F

Télécopieur : 45-68-77-13

Tarif de la ligne R.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communications diverses : 95 F

Les lignes en capitale grasse sont

facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en italique sont obligatoires

et facturent, minimum 10 lignes.

**STERN GRAVEUR**  
depuis 1840  
Gravure de médailles pour événements et commémorations  
le prestige de la gravure  
47, Passage des Panoramas 75002 PARIS  
Tél. : 42 36 54 48 - 45 86 45 45

Pour toutes vos commandes de fleurs  
Noces, baptême, fiançailles, mariage et décès  
**Le Fleuriste de Vaugirard**  
Livraisons à domicile, Paris, banlieue et grande banlieue.  
131, rue de Vaugirard, 75015 PARIS  
Tél. : 47-34-56-09

**ESPACE CHAMPERRET**  
24 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE 1991  
DE 11 H. A 19 H.  
**BROCANTE DE PARIS**  
MÉTRO : PORTE CHAMPERRET - TÉL. : 45 85 01 85

**L'HERMÈS Editeur** T.É. (1) 46 34 07 70  
manuel d'allemand 78 73 45 50  
économique et commercial  
B. THIBAUDET et J. DIBON 2ème éd. 1991  
L'essentiel sur l'anglais  
commercial et économique  
J. Neil Mc QUEEN 1ère éd. 1991  
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS



# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 26 octobre

## IMAGES

PIERRE GEORGES

### Changement de méthode

C'EST un mot féroce : « M. Giscard d'Estaing ? C'est du Jean-Marie Le Pen dans un tas de soie. » Edith Cresson peut être une femme féroce. A paraphraser ainsi Napoléon évoquant Talleyrand, elle aura pris le risque elle aussi de la petite phrase assassine et marquante qui ravit une presse à l'affût, mais altère le fond d'une démonstration.

Le premier ministre faisait, après une longue et prudente abstinence, sa rentrée médiatique. Sur TF1 et chez Patrick Poivre d'Arvor, c'est-à-dire, si l'on doit croire les rumeurs des palais, chez l'ennemi, néanmoins préféré en termes d'audience. Et, alors même que les sondages comme les vœux lui sont nettement défavorables, voire contraires, Edith Cresson a plutôt bien réussi cette rentrée télévisuelle.

Le pouvoir, avant que de le user, peut changer les gens. Les coups reçus, aussi. En l'écoutant parler, en la regardant exercer sur elle-même un permanent contrôle, on a eu le sentiment que M<sup>me</sup> Cresson avait changé. Et d'abord de méthode de communication. Elle était visiblement jeudi soir campée sur la crénelle caillasse, déterminée, sang-froid, bien décidée à ne point se laisser embarquer. Dans le genre, si

PPDA me provoque, je souris ou je réponds à côté, si un publicitaire, requis pour donner son avis, critique aimablement mon parler de « fourvari », je n'entends pas, ce fut même parfait. N'était la petite chute à propos de M. Giscard d'Estaing.

Ce côté grand oral de la télévision en direct conduit bien évidemment à juger les gens plutôt sur la forme que sur le fond, sur leur façon de dire les choses plutôt que sur celle de les faire. La machine télévisuelle, sur ce plan, est impitoyable. Elle dévore ceux qui passent mal la rampe. Elle accentue les défauts, accablant les erreurs. En un mot, elle exige le professionnalisme.

A côté, on se sent tant de dire que M<sup>me</sup> Edith Cresson, contrainte à une formation professionnelle accélérée, abreuver de conseils par des experts de la chose, semble, enfin, entrée dans la tête d'un premier ministre de télévision. Comme si elle avait pris conscience qu'on ne parle pas à la France comme aux camarades de section ou aux disciples acquiescents. Comme si elle avait admis que la seule, et réelle, misogynie ambiante ne pouvait expliquer un déficit de crédibilité. Et qu'un tel déficit, dans une société de communication, hypothèque, par avance, l'action.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément dédié dimanche-jour. Signification des symboles : P signalé dans « le Monde radio-télévision » ; O Film à voir ; M On peut voir ; N Ne pas manquer ; S Chef d'œuvre ou classique.

## Vendredi 25 octobre

### TF 1

20.45 Variétés : Tous à la Une.

**VIETNAM, APRÈS LES BOMBES**  
PLANÈTE

22.45 Magazine : Si on se disait tout.  
23.55 Sport : Boxe.  
0.55 Journal, Météo et Bourse.

### A 2

20.45 Jeu : Fort Boyard.

**CHRONIQUES AMÉRICAINES**  
PLANÈTE

22.05 Série : Pas de faire-part pour Max. Sale temps pour les privés.  
22.50 1, 2, 3, Théâtre.  
23.00 Cinéma : Pauline à la plage. ■■ Film français d'Eric Rohmer (1982). Avec Amélie Laroche, Arielle Dombasle, Pascal Greggory.  
0.35 Journal et Météo.

### FR 3

20.45 Magazine : Thalassa.  
"L'ANTENNE EST A NOUS"  
LE MAGAZINE TELE  
D'UN CONSEIL GENERAL  
DE SEINE-SAINT-DENIS  
SAMEDI A 11 H 30  
SUR FR 3

Pêcheurs d'éponges.  
21.40 Magazine : Caractères. Les caractères de mots. Invités : Catherine Dolto-Tolich (Franziska Dolto, correspondante 1913-1936, tome 1); Lionel Jospin (l'invention du possible); Jean Lacouture (les Jésuites, tome 1, les Conquérants); André Brink (un acte de terreur).  
22.45 Journal et Météo.  
23.05 Magazine : Musicales. L'œil écoute... Budapest (1<sup>re</sup> partie). Œuvres de Liszt, Bartók, Kodály.

### CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Le Crime oublié.  
22.00 P Le Couple et l'Argent.  
22.50 Flash d'informations.  
23.00 Le Journal du cinéma.  
23.04 Cinéma : Jumeaux. ■■ Film américain d'Ivan Reitman (1988). Avec Arnold Schwarzenegger, Danny De Vito.

### LA 5

20.50 Téléfilm : Meurtres sur écoute.  
22.30 Téléfilm : Pêche d'amour.  
23.50 Journal de la nuit.

### M 6

22.15 Série : Equalizer.  
23.10 Magazine : Emotions, charme et érotisme. Tranche de vie ; Caméra indiscrete : Les inconnues de Lil Friction ; Scène de pose.  
23.40 Magazine : Culture rock.  
0.10 Capital.  
0.20 Six minutes d'informations.  
0.30 Magazine : Kromatik.  
1.25 Boulevard des clips.

### LA SEPT

21.00 Téléfilm : Bonne chance Française (1<sup>re</sup> partie).  
22.45 Série : Photo-romans. Un double tranchant-Berlin.  
23.05 Téléfilm : Une femme de lettres.  
23.35 Téléfilm : Un lit dans les lentilles.

### FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Suite proverbiale.  
21.30 Musique : Black and Blue. Jazzedettes.  
22.40 Les Nuits magiques. La rencontre (4).  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. Sept, ils sont sept. Cantate pour ténor dramatique, chœur et orchestre op. 50. Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre en mi mineur op. 125, Alexandre Nevsky, cantate en sept épisodes pour orchestre op. 78, de Prokofiev, par l'Orchestre philharmonique et le Chœur de Radio-France, dir. : Youri Ahronevitch; sol. : Martyn Hill, ténor, Wendy Warner, violoncelle, Eve Podles, mezzo-soprano.  
23.07 Poussières d'étoiles.

### TF 1

14.20 Sport : Rugby. Coupe du monde : demi-finale Écosse-Angleterre, en direct d'Edimbourg.  
17.25 Divertissement : Mondo Dingo.  
17.50 Magazine : Trente millions d'amis.  
18.20 Jeu : Une famille en or.  
18.50 Série : Marc et Sophie.  
19.20 Jeu : La Roue de la fortune.  
19.50 Tirage du Loto (à 20.40).  
20.00 Journal, Tiroc, Tapis vert et Météo.  
20.45 Variétés : Succès tous.  
22.35 Magazine : Ushuaia.  
23.35 Magazine : Formule sport.  
0.30 Journal, Météo et Trafic infos.

### A 2

13.40 Magazine : Objectif médecine. Un dépiquage efficace du cancer du col de l'utérus : Lombelges : gamme en dos majeur et mineur ; Le Centre médical Marmontan.  
14.10 Magazine : Animalia.  
15.05 Magazine : Sports passion. Cyclisme : finale de la Coupe du monde, en direct de Berne.  
17.05 Série : Les Cinq Dernières Minutes.  
18.30 INC.  
18.35 Jeu : Dessinez, c'est gagné !  
19.05 Série : L'homme qui tombe à pic.  
19.50 3 Minutes pour faire lire. Cahiers de la Kolyma et autres poèmes, de Varian Chamov.  
20.00 Journal et Météo.  
20.45 P Magazine : La Nuit des héros. Parain de l'émission : Sté-

phane Peyron pour la Société nationale des sauveteurs en mer.

22.30 Magazine : Double jeu.

FR 3

13.00 Télévision régionale.

14.00 Variétés : Eurotop.

**MEGAMIX SPECIAL YELLO**  
"LES 2 SUISSES"  
SUR FR 3  
SAMEDI 26 OCTOBRE A 13 H 15  
NOUVEAU ALBUM : BABY

De 15.00 à 19.00 La Sept — 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.  
De 20.00 à 0.00 La Sept — 0.00 Magazine : L'Heure du golf. La Magazine Fer 3 ; La compétition.

### CANAL PLUS

18.00 Décade pas Bunny.  
19.05 Dessin animé : La Grande Supercherie.  
19.30 Flash d'informations.  
19.35 Le Top.  
20.30 Téléfilm : Crimes et jardins. Cinq hommes assassinés... et une mystérieuse orchidée noire.  
22.00 Les Nuls... l'émission.  
22.55 Flash d'informations.  
23.00 Le Journal du cinéma.  
23.04 Cinéma : Zombi 3. ■■ Film italien de Lucio Fulci (1988).  
0.30 Cinéma : Docteur Petiot. ■■ Film français de Christian de Chalonge (1990).

### LA 5

15.10 Tiroc à Autueil.  
15.50 Série : Le Retour de Mike Hemmer.  
16.45 Série : Riptide.  
17.35 Série : La Loi de Los Angeles.  
18.25 Magazine : Intégral.  
19.05 Série : L'Enfer du devoir.  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 Journal des courses.  
20.50 Série : Perry Mason. Le célèbre avocat au secours d'une innocente.  
22.30 Feuilleton : Shogun.  
23.20 Magazine : Elle en cuisine.  
23.50 Journal de la nuit.

### M 6

19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Papa Schultz.  
20.30 Informations : Bonne Nouvelle.  
20.40 Téléfilm : Un coup du sort. La mort accidentelle d'un enfant.  
22.20 Téléfilm : Enfants en danger. Le colère d'une mère de 0.00 Six minutes d'informations.  
0.05 Musique : Rapline.  
1.00 Boulevard des clips.

### LA SEPT

12.50 Documentaire : L'Héritage de la chouette.  
13.20 Téléfilm : Bonne chance Française.  
15.00 Documentaire : Living Music. 3. Graz.  
16.00 Documentaire : Cinéma.  
16.45 Série : Portraits d'Alain.  
17.00 Avis de tempête.  
18.45 Le Dessous des cartes.  
19.00 Documentaire :

Paris, roman d'une ville.

20.00 Histoire parallèle.  
20.55 Documentaire : Le Rêve perdu de Nicolas Vassilievitch Kazakov.  
2. Netochka, Tatiana et Lena.  
22.35 Le Courrier des téléspectateurs.  
22.45 Soir 3.  
22.55 Salsa opus 4.  
23.50 Cinéma d'animation : Images.  
0.00 Théâtre : Le Souffleur de satin.

### FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Manuel Lucbert, secrétaire général du Monde.  
20.45 Dramatique. Parce que c'était lui, parce que c'était moi, de Robert Poudroux.  
22.35 Musique : Opus.  
Week-end avec Conlon Nanorow, compositeur.  
0.05 Clair de nuit.

### FRANCE-MUSIQUE

20.05 Opéra (donné le 23 mars lors du Festival de Salzbourg) : Les Noces de Fauré, opéra en quatre actes, de Maurice Ravel, l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Bernard Haitink; sol. : Thomas Allen, Lyubka Kazemova, Dawn Upshaw, Ferito Farnetto, Suzanne Manter, Kira Tkachenko, John Tomlinson, Ugo Benelli, Alexander Oliver, Mchakro Obata, Alfred Kuhn.  
23.20 Poussières d'étoiles.

## Dimanche 27 octobre

### TF 1

18.20 Magazine : Téléfoot. A 19.00, Loto sportif.  
19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : Jacques Chirac.  
20.00 Journal, Tiroc, Météo et Tapis vert.  
20.40 Cinéma : Le Grand Bleu. ■■ Film français de Luc Besson (1988). Avec Jean-Marc Barr, Rosanna Arquette, Jean Reno.  
23.35 Magazine : Ciné dimanche.  
23.40 Cinéma : La Tête du client. ■■ Film français de Jacques Poitrenaud (1985). Avec Sophie Desmarets, Michel Serrault, Jean Poiret.  
1.20 Journal et Météo.

### A 2

17.40 Documentaire : L'Équipe Cousteau à la redécouverte du monde.  
18.25 1, 2, 3, Théâtre.  
18.35 Magazine : Stade 2. Football : résultats et images de la semaine ; Basket-ball : Rugby ; Automobile : Tennis ; Hand-ball ; Jeu à XII ; Volley-ball.  
19.30 Série : Maguy.  
20.00 Journal et Météo.  
20.45 Série : Contre-jour. Six crimes sans assassin. Des meurtres inexplicables, des pièges, des hypothèses insaisissables...  
22.25 Magazine : Bouillon de culture. Invité : Daniel Mesguich.  
23.50 Documentaire : Derniers Far-West. La Sibérie orientale.  
0.45 Journal et Météo.

### FR 3

13.20 Magazine : D'un soleil à l'autre.  
13.50 Magazine : Faute pas rêver. Écoute : les Highlanders ; France : la retraite des kékis.

blancs : Inde : le dieu à tête d'éléphant.

14.45 Magazine : Sports 3 dimanche.  
17.15 Magazine : Montagne. Catherine Destivelle, soliste en tête.  
17.45 Jéi.  
18.15 Magazine : A vos amours.  
19.00 Le 19-20 de l'information. Grand témoin : Jacques Attali. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.  
20.05 Série : Benny Hill.  
20.40 Cirque : La Piste des clowns. Les meilleurs numéros du Cirque royal de Stockholm.  
21.55 Magazine : Le Divan. Invité : Tahar Ben Jelloun, écrivain.  
22.20 Journal et Météo.  
22.40 P Cinéma : La Piste de Santa-Fe. ■■ Film américain de Michael Curtiz (1940). Avec Errol Flynn, Olivia De Havilland, Raymond Massey (v.o.).

### LA 5

13.20 Série : Inspecteur Morse.  
15.00 Divertissement : C'est pour rire.  
15.10 Tiroc à Longchamp.  
15.50 Série : Un privé nommé Stryker.  
17.25 Divertissement : Dimanche et la Belle.  
19.00 Magazine : Dimanche 19 heures Elkabach.  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 Journal des courses.  
20.50 Cinéma : L'Inspecteur Harry. ■■ Film américain de Don Siegel (1971). Avec Clint Eastwood, Raul Santoni, Harry Guardino.  
22.50 Magazine : Reporters. Papa tendresse, papa détresse ; Les guerriers de Judée ; Le dernier jour de... La bande à Bader Meinhof.  
23.50 Magazine : Top chrono.  
0.40 Journal de la nuit.

### CANAL PLUS

15.30 Magazine : 24 heures.  
17.00 Les Nuls... l'émission.  
17.56 Le Journal du cinéma.  
18.00 Cinéma : Grandview USA. ■■ Film américain de Randal Kleiser (1984).  
En clair jusqu'à 20.35  
19.35 Flash d'informations.  
19.40 Dis Jérôme... ?  
20.25 Dis Jérôme... ?  
20.30 Magazine : L'Équipe du dimanche.  
20.35 Cinéma : Le Mari de la coiffeuse. ■■ Film français de Patrice Leconte (1990). Avec Jean Rochefort, Anna Galiena, Roland Berni.  
21.50 Flash d'informations.  
22.00 L'Équipe du dimanche. Football : Automobile ; Boxe

américaine : Football américain.

0.40 Cinéma : On n'enterme pas le dimanche. ■■ Film français de Michel Drach (1959). Avec Philippe Morly, Christine Baretz, Hella Petri.

### LA 5

13.20 Série : Inspecteur Morse.  
15.00 Divertissement : C'est pour rire.  
15.10 Tiroc à Longchamp.  
15.50 Série : Un privé nommé Stryker.  
17.25 Divertissement : Dimanche et la Belle.  
19.00 Magazine : Dimanche 19 heures Elkabach.  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 Journal des courses.  
20.50 Cinéma : L'Inspecteur Harry. ■■ Film américain de Don Siegel (1971). Avec Clint Eastwood, Raul Santoni, Harry Guardino.  
22.50 Magazine : Reporters. Papa tendresse, papa détresse ; Les guerriers de Judée ; Le dernier jour de... La bande à Bader Meinhof.  
23.50 Magazine : Top chrono.  
0.40 Journal de la nuit.

### M 6

13.00 Série : Mission impossible, vingt ans après.  
14.00 Musique : Flashback.  
14.50 Variétés : Multitop.  
16.20 Série : Clair de lune.  
17.15 Série : L'Homme de fer.  
18.05 Série : Les Routes du paradis.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Cosby Show.  
20.35 Téléfilm : Grace Kelly. Du conte de fées à la tragédie.  
22.20 Informations : M 6 express.  
22.25 Capital.  
23.35 Magazine : Sport 6 (et à 0.30).

22.40 Cinéma : L'Enchaîné. O Film italien de Giuseppe Patroni Griffi (1985).

0.25 Six minutes d'informations.  
0.35 Magazine : Métal express.

### LA SEPT

15.45 Documentaire : Tambours battants.  
16.35 Documentaire : Entre deux mondes.  
17.40 Téléfilm : Une femme de lettres.  
18.10 Téléfilm : Un lit dans les lentilles.  
19.00 Documentaire : L'Anthropologie.  
20.00 Documentaire : de la chouette.  
20.25 Le Courrier des téléspectateurs.  
20.30 Cinéma : Le Chant des sirènes. ■■ Film canadien de Patricia Rozema (1987).  
21.50 Court-métrage : Apprends-moi à danser.  
22.15 Court-métrage : La Confession.  
22.30 Le Dessous des cartes.  
22.40 Cinéma : Ils étaient neuf célibataires. ■■ Film français de Sacha Guitry (1939).  
0.40 Court-métrage : Flash-back.

### FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Russ de Paris et d'ailleurs.  
22.35 P Musique : Le Concert (donné le 21 octobre au Centre culturel de Scioigne-Billancourt) : Études pour piano mécanique n° 1, 3a, 21 (canon X), 25, 27, 37 et 10 ; Prélude ; Toccata pour violon et piano mécanique ; Quatuor à cordes n° 1 et 3, de Nancarrow, par Michel Meurer, piano, Irène Arditi, violon, et le Quatuor Arditi.  
0.05 Clair de nuit.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 24 octobre au Grand Auditorium de Radio-France) : Symphonie n° 1, de Henze ; Cinq Filles pour orchestre op. 16, de Schoenberg ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en ré mineur op. 15, de Brahms, par l'Orchestre national de France, dir. Jeffrey Tate et Emmanuel Ax, piano.  
23.05 Poussières d'étoiles. Les séculiers et la musique. A 1.00, cycle acoustique : Chants parallèles, de Bério ; La Dispersion, de Calon.

## LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

27 Octobre

**Henri MARTRE**

L'homme de l'Aérospatiale face aux déficits internationaux

Rediffusion à 1 heure du matin

سكروان الناصر

Reçu à l'hôtel Matignon

## M. Quilliot envisage de reprendre son mandat de maire de Clermont-Ferrand

Assuré du soutien du président de la République, le maire démissionnaire de Clermont-Ferrand, M. Roger Quilliot, sénateur (PS) du Puy-de-Dôme, s'est entretenu avec M<sup>me</sup> Edith Cresson, jeudi 24 octobre, à l'hôtel Matignon, du maraisse clermontois, lié aux suppressions d'emploi décidées par le groupe Michelin. Il envisage de revenir sur sa démission.

CLERMONT-FERRAND  
de notre envoyé spécial

M. Quilliot apprécie de plus en plus les voyages à Paris. La semaine dernière, le maire démissionnaire de Clermont-Ferrand avait été reçu à l'Élysée par M. François Mitterrand, averti dès le mois d'août, à l'occa-

sion de sa traditionnelle partie de pêche auvergnate au lac Chauvet, de l'exaspération de son ancien ministre du logement devant les pesanteurs de l'administration. Jeudi, quatre mois après avoir demandé audience au premier ministre, il a pu enfin s'entretenir avec M<sup>me</sup> Cresson, pendant une heure et demie, des remèdes qu'appelle d'urgence la situation de l'agglomération clermontoise.

Entre deux diatribes contre la technocratie, « préoccupée uniquement par son agenda » (M. Quilliot a déposé à ce sujet un amendement au « projet » socialiste, co-signé par M. André Bellon et une quinzaine de députés socialistes de toutes tendances), le maire démissionnaire se déclare satisfait des engagements pris par le premier ministre, (nos dernières éditions du 25 octobre). Outre la confirmation de « mesures prises dans le désordre », comme l'installation de cent cinquante militaires, celle d'une délégation intercommunale de la poste, le déblocage du projet d'autoroute Clermont-Ferrand-Bordeaux et les annonces d'aides supplémentaires en faveur des infrastructures et de l'enseignement supérieur, ce sont, en tout, vingt-quatre dossiers en souffrance qui ont été examinés.

Concurrence européenne

« Il en reste encore trente-cinq à l'étude », précise M. Quilliot. Les deux prochains comités interministériels de l'aménagement du territoire (CIAT), organisés en novembre et en décembre, devraient, en bonne logique, procurer de nouveaux motifs de satisfaction au maire démissionnaire. M<sup>me</sup> Cresson lui a indiqué qu'à cette occasion, seront annoncées l'installation dans la capitale auvergnate d'une partie du futur Institut des sciences et des

techniques du vivant, ainsi que la délocalisation d'activités publiques souhaitée par le ministre du budget, M. Michel Charasse, qui, gêné par la démission du maire clermontois à quelques semaines d'échéances électorales régionales, a observé, jusqu'à présent, un silence significatif.

La « mise en musique » des décisions prises à Matignon sera assurée, dès la semaine prochaine, par M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, qui se rendra à Clermont-Ferrand. C'est la semaine prochaine, aussi, que M. Quilliot espère voir se débloquent les dossiers de l'intercommunalité, second motif de sa démission, à l'occasion d'une réunion des membres de l'actuel Syndicat intercommunal de l'agglomération clermontoise, avec, à l'ordre du jour, le projet de création d'un district. Une structure de ce type se révèle, aujourd'hui, indispensable, alors que l'agglomération clermontoise est en concurrence avec d'autres villes européennes pour un projet d'implantation d'une entreprise américaine, qui pourrait entraîner la création de près de deux mille emplois. Si M. Quilliot obtient, là aussi, satisfaction, il pourrait reprendre sa démission.

L'ancien ministre du logement qui se demande déjà comment revenir sur sa décision, est très optimiste. Reste à savoir si les clermontois seront favorablement impressionnés par le butin hétéroclite ramené de Paris, qui semble dépourvu d'effets spectaculaires et qui coïncide, surtout, avec l'annonce des licenciements « secs » du cinquième plan social de Michelin. M. Quilliot affirme ne pas être inquiet : « La crise d'autorité et de légitimité, assure-t-il, c'est avant tout la décision que je la vivais ».

GILLES PARIS

Demandant un accroissement des recettes de la CEE

Le Parlement européen gèle les crédits d'assistance à l'URSS

STRASBOURG  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le Parlement européen a décidé jeudi 24 octobre de geler les crédits en faveur de l'Union soviétique et de l'Europe centrale et orientale pour 1992. Dans le projet de budget pour l'année prochaine, le conseil des ministres a inscrit 860 millions d'euros (6 milliards de francs environ) destinés à être alloués sous forme d'aide alimentaire et d'assistance technique.

Afin de trouver les fonds nécessaires (les ressources financières de la CEE sont plafonnées depuis les décisions du Conseil européen de février 1988 à Bruxelles), les Douze ont procédé à une série de réductions sur les dépenses proposées par la Commission européenne pour un certain nombre de politiques communautaires internes. Ainsi, certaines actions dans le domaine social, de la protection des consommateurs, de la formation et de la culture ont pâti des choix ministériels.

L'Assemblée, soutenue par l'exécutif communautaire, conteste fortement la « manière incohérente » de procéder des États membres. En d'autres termes, il ne s'agit pas d'abandonner l'aide à l'URSS et aux pays de l'Est mais d'éviter de pénaliser les ressortissants communautaires. Aussi la grande majorité des parlementaires demandent-elle que les Douze se prononcent pour un accroissement des recettes de la CEE afin que tous les engagements soient honorés. En attendant, le Parlement - c'est lui qui arrête le budget - lors de la session de décembre a placé les 860 millions d'euros dans un fonds de réserve.

MARCEL SCOTTO

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Sexy ou sexiste ?

NON, mais où on va là ? Vous avez vu un peu, dites les nanas, comment on nous invite à nous pointer dans le métro, dans la rue, à la mairie, au bureau, chez des amis, cet été ? Pareil qu'au bordel. En bikini, en guipure, en porte-jarretelles, croupons et tétons à l'air ou en soutien-gorge lumineux lançant des appels de phère ! S'agit pas de haute couture réservée à quelques excentriques friquées, mais de prêt-à-porter et à s'emporter au cas où, sans on jamais, ça donnerait des idées aux patrons, aux collègues ou aux passants !

Il serait quand même temps de savoir ce qu'on veut. Et d'appeler un chat un chat ! Toujours en avance d'une longueur d'oreille, les Anglo-Saxons, elles, se révoltent et se révoltent en accusant péle-mêle annonceurs et courtiers de harcèlement sexuel. Non, elles ne sont pas folles à lier, au contraire, elles sont parfaitement logiques. On ne peut pas, à la fois, exiger le respect et accepter l'image obsédante, dégradante de la femme-objet telle que la répètent la mode et la pub. Pas impudique, impu-

dente, oui, parfaitement ! Si je vous en reparle, aujourd'hui, au risque de me faire traiter de sobriante-huître attardée, sigré, trop tapée pour montrer son cul fété, c'est pour deux raisons. Un : c'est vrai, passé quarante-cinq ans, c'est pas vieux pourtant, impossible, cet hiver encore, de s'habiller normalement, d'une jupe au genou. On elles descendant à la cheville ou le plus souvent, elles s'arrêtent à mi-cuisse.

Deux : j'ai sous les yeux un article du très sérieux Wall Street Journal, consacré justement à la lutte des Américaines contre les industriels et les créateurs qui s'obstinent à nous mettre à poil pour vendre leur bière, leurs transistors, leurs jeans ou leurs petits tailleurs. Elles se battent. Et elles gagnent. Le moyen ? Simple : en boycottant leurs produits.

Question de dignité. De sécurité. Et de la fameuse égalité des chances. Pourquoi ne pas pousser les mecs à venir bosser, à sortir dîner, à acheter une bagnole ou un ordinateur en slip transparent ? Ça nous interdirait peut-être à leur rendre la monnaie de leur pièce en leur mettant la main aux fesses.

## La visite du président péruvien à Paris M. Fujimori a présenté un plan de désarmement en Amérique latine

Le président péruvien Alberto Fujimori, reçu jeudi 24 octobre à Paris dans le cadre d'une tournée européenne, s'est adressé à la conférence générale de l'UNESCO, où il a présenté son plan de contrôle des armements en Amérique latine.

LIMA

de notre envoyé spécial

Le projet de réduction et de contrôle des armements en Amérique latine préparé par le gouvernement péruvien a reçu un accueil favorable de la plupart des dirigeants de la région, selon les envoyés spéciaux du président Fujimori, chargés de défendre ce document. Cette initiative vise à renforcer la sécurité dans la région, où de nombreux conflits de frontières ont déjà provoqué des affrontements armés et peuvent en susciter d'autres à tout moment.

Ces rivalités ont accablé un surarmement coûteux et particulièrement absurde, compte tenu des dramatiques problèmes de survie qui affectent la majorité des populations. Théoriquement, le traité de Tlatelolco sur la dénucléarisation protège déjà l'Amérique latine de certains risques. Mais il n'est vraiment appliqué qu'« ni par le Brésil, ni par le Chili, ni par l'Argentine », affirme un expert, bien qu'il ait été ratifié par tous les intéressés.

Il s'agit donc d'aller au-delà, de créer la « première zone de la planète libérée de tout armement nucléaire, chimique ou biologique », de convaincre les États-majors d'établir un catalogue exact des armements existants, de contrôler plus rigoureusement les armements conventionnels, par exemple d'interdire absolument les matériels

sophistiqués - sous-marins nucléaires, armes laser, missiles antiradar - expérimentés par les États-Unis pendant la guerre du Golfe. Le projet vise aussi à affirmer le principe d'une « stabilité stratégique dont la durée pourrait être fixée à quinze ans au départ ».

Ces vastes ambitions se heurtent aux intérêts des industries d'armement de certains pays. Le Brésil, en particulier, est réticent. Son industrie d'armement est en crise depuis la guerre du Golfe, bien qu'il dispose de « produits » attrayants comme l'Avibras 2 et 3, des missiles dont le plus performant a une portée de 1 000 kilomètres, ce qui a valu à Brasilia une mise en garde des États-Unis. Le Brésil a, d'autre part, un projet de propulsion nucléaire pour sous-marins d'attaque, « ce qui contredit, dit un diplomate, sa signature, en juillet dernier, de la déclaration de Guadalajara sur la proscription de toute arme nucléaire ».

Le Chili est également très réservé, pour les mêmes raisons. La société Cardoen aurait perdu 750 millions de dollars en raison de l'annulation d'un contrat avec l'Irak et aurait réduit, sinon suspendu, sa fabrication de munitions et de chars. Mais Cardoen maintiendrait sa collaboration avec la FAMA, fabrique d'armes dépendant directement des forces armées, et donc du général Pinochet. La FAMA serait associée, de son côté, avec une filiale de British Aerospace pour un projet de lance-roquettes guidé par radar (comparable, selon un expert, « aux bombes à fragmentation les plus élaborées »). Lors de son voyage en Europe en avril, le général Pinochet aurait effectué une visite restée secrète des installations de British Aerospace.

MARCEL NIEDERGAUG

La liste de la majorité présidentielle dans le Var. - M. Marc Egloff, ancien directeur adjoint des services de lutte contre les incendies du Var, ancien directeur du CIRCOSC (Centre inter-régional de la protection civile) de Valabres, a été désigné par M. Bernard Tapie pour conduire la liste de la majorité présidentielle aux élections régionales dans ce département. M. Egloff est conseiller général des Bouches-du-Rhône et adjoint au maire (PS) d'Aix-en-Provence.

(Publicité)  
**BRYMORE S.A.**  
République de San Marino  
Société production et commerce produits chimiques industriels pour papeteries, peintures, adhésifs, encres, plastiques.  
**RECHERCHE**  
produits et technologies pour « know-how » et/ou pour distribution exclusive en Italie.  
CONTACTER : BRYMORE S.A.  
M. A. GALMOZZI  
47061 FREZZANO (RN)  
TEL. 0542 96118  
FAX 0542 961358

**MODE: AH,**  
**SI VOUS POUVIEZ**  
**DEPENSER 150 F!**  
En échange de 150 F, vous pourriez vous offrir par exemple ces mètres : 2 fois 2,50 m de tissus nouveaux à 30 F le mètre, donc 2 robes nouvelles.  
Et tout est à l'avantage : exorbitant, nouveau, libre, élégant.  
Obtenez enfin la contrainte des prix, la prétention des boutiques, etc. !  
Et venez rencontrer  
« La Mode-Liberté »  
depuis 30 F le mètre  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

#### Débats

« Le Sahara et l'histoire », par Mohammed Berrada • « Helti : il n'y a pas de pays maudit », par Jacques Galliot • « URSS : la vertu d'un grand peuple », par Jean-Marie..... 2

#### Haïti

Un entretien avec le Père Aristide..... 4

#### Algérie

Première manifestation depuis la levée de l'état de siège..... 5

#### La droite

M. Longuet refuse de désavouer M. Poniatowski et de considérer M. Le Pen comme le « repoussoir universel »..... 8

#### Sang contaminé

Une plainte en diffamation de M. Fabius contre le professeur Roux..... 9

#### Déchets industriels

Vingt propositions d'une mission parlementaire..... 9

#### Télévisions privées

aux Antilles  
Un dossier ardu pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel..... 11

#### Le Pont du Gard

Présentation des derniers plans de réaménagement..... 12

#### Un disque

de Billy Bragg  
Le chanteur contestataire est entré au Top 50 et compte y rester..... 12

### SECTION B

### SANS VISA

• Bissau, une Afrique cherche son camp • Chicago, la clinique • Granville, le temps des machines à sous..... 15 à 22

### SECTION C

#### La conjoncture

en France  
L'INSEE prévoit une croissance faible et un chômage fort d'ici à la fin de 1991..... 23

#### La grève

interprofessionnelle  
Un syndicalisme désarmé..... 23

### Services

Abonnements..... 13  
Annonces classées..... 25  
Carnet..... 28  
Jeux..... 20  
Loto, Tac-o-tac..... 13  
Marchés financiers..... 26-27  
Météorologie..... 11  
Philatélie..... 28  
Radio-Télévision..... 29  
Spectacles..... 14  
Week-end d'un chineur..... 28

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 25 octobre 1991  
a été tiré à 494 873 exemplaires.

CAMBODGE : réunis vendredi matin à Paris

## Les membres du CNS se sont mis d'accord sur leur retour à Phnom-Penh

Réunis vendredi matin 25 octobre à Paris, les membres du CNS (Conseil national suprême) cambodgien se sont mis d'accord pour régler les différends qui bloquaient le retour à Phnom-Penh des représentants de la résistance, ils se sont engagés à s'installer dans la capitale dans les meilleurs délais possibles. Pour faciliter cette installation, un fonds international et neutre prendra en charge la location - très onéreuse - de leur résidence.

La sécurité de chaque membre sera assurée par un maximum de dix gardes du corps dans sa résidence et de trois dans ses déplacements. Ces hommes n'auront pas le droit de pénétrer dans les salles de réunion du CNS et seront désarmés hors de leur service. Leur type d'armes (légères) ainsi que leur numéro seront communiqués au prince Sihanouk aux autorités concernées de l'ONU. D'autre part, les consultations entre le CNS, la Thaïlande et le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) pour éviter le rapatriement forcé de personnes déplacées se poursuivront de manière satisfaisante, estime-t-on de source bien informée à Paris.

Jeudi, recevant quelques journalistes à Paris, le chef du gouvernement de Phnom-Penh,

M. Hun Sen, avait accusé les Khmers rouges de bloquer l'application de l'accord signé mercredi à Paris, en mettant des conditions inacceptables à leur retour dans la capitale. Il s'en était également pris aux nations listées du FNLPK de M. Son Sann, les traitant de « voleurs de biens » et les jugeant responsables des récents accrochages à la frontière thaïlandaise. Selon le FNLPK toutefois, ce sont les partisans de M. Hun Sen qui s'efforcent de grignoter son territoire.

M. Hun Sen s'était par ailleurs efforcé de décaler la responsabilité de l'ancien protecteur des Khmers rouges, la Chine, pays où il doit se rendre à nouveau le mois prochain pour préparer le retour du prince Sihanouk à Phnom-Penh. « Jusqu'ici, je pense que la Chine a l'intention de régler le problème du Cambodge et souhaite une solution juste, équilibrée et rapide. Mais je ne sais pas si elle a la possibilité de forcer les Khmers rouges à appliquer les accords ».

M. Hun Sen s'était déclaré « satisfait de ces accords », dont la formulation est « la meilleure » de celles proposées depuis quatre ans, même s'il regrette que les adversaires les aient déjà violés. Enfin, interrogé sur la possibilité de traduire devant un

tribunal les dirigeants khmers responsables de génocide, il s'est félicité des propos de M. Baker allant dans ce sens, ajoutant que « ce sera la tâche du nouveau gouvernement [issu des élections] de prendre une décision à ce sujet. Je ne sais s'il le fera. Mais, s'il le veut, il le pourra ».

L'engagement de la Chine

La Chine, nous indique notre correspondant à Pékin, Francis Deron, a promis, dans un éditorial du Quotidien du peuple, de « respecter les résultats des élections générales au Cambodge et le choix du peuple cambodgien en matière de système politique et économique ». Par cet engagement pris dans son journal officiel, Pékin entend se présenter en capitale responsable auprès de la communauté internationale. Hommage est aussi rendu au prince Sihanouk - dont M. Hun Sen avait osé citer le nom - pour « sa hauteur de vue, sa sagesse, son intelligence et sa sagesse ». Mais, pour sa part, l'agence Chine nouvelle n'a pas pu résister à jeter un coup de patte à la France en rappelant « les souffrances infligées aux Cambodgiens sous la loi des colonialistes et des agresseurs étrangers ».

MM. Serge July et Jean-Louis Pélissier, confirmés à l'Assemblée à la tête de Libération. - Un conseil d'administration extraordinaire de la Société anonyme d'investissement et de presse, éditrice du quotidien Libération, a reconfirmé, jeudi 24 octobre, M. M. July et Pélissier dans leurs fonctions de PDG et de directeur général. Ils avaient redemandé la confiance de leurs actionnaires (représentant les salariés et les actionnaires extérieurs), après le vote négatif du personnel du journal contre le projet d'augmentation de capital (Le Monde du 18 octobre). Le conseil d'administration a aussi coopté M. Antoine Riboud, PDG de BSN, à l'un des trois postes sur dix qui reviennent actuellement aux actionnaires extérieurs. Il remplace le précédent représentant de BSN, M. Jean-Léon Donnadieu.

## M. Bernard Kouchner, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'État à l'action humanitaire, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « le Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 27 octobre, de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Kouchner répondra aux questions d'André Passeron et de Jean-Pierre Langellier du Monde et de Dominique Pennequin et Pierre-René Christin de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.